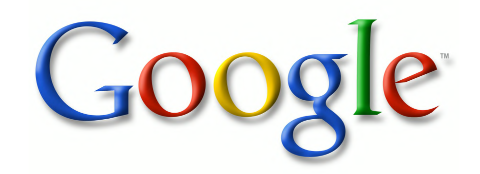
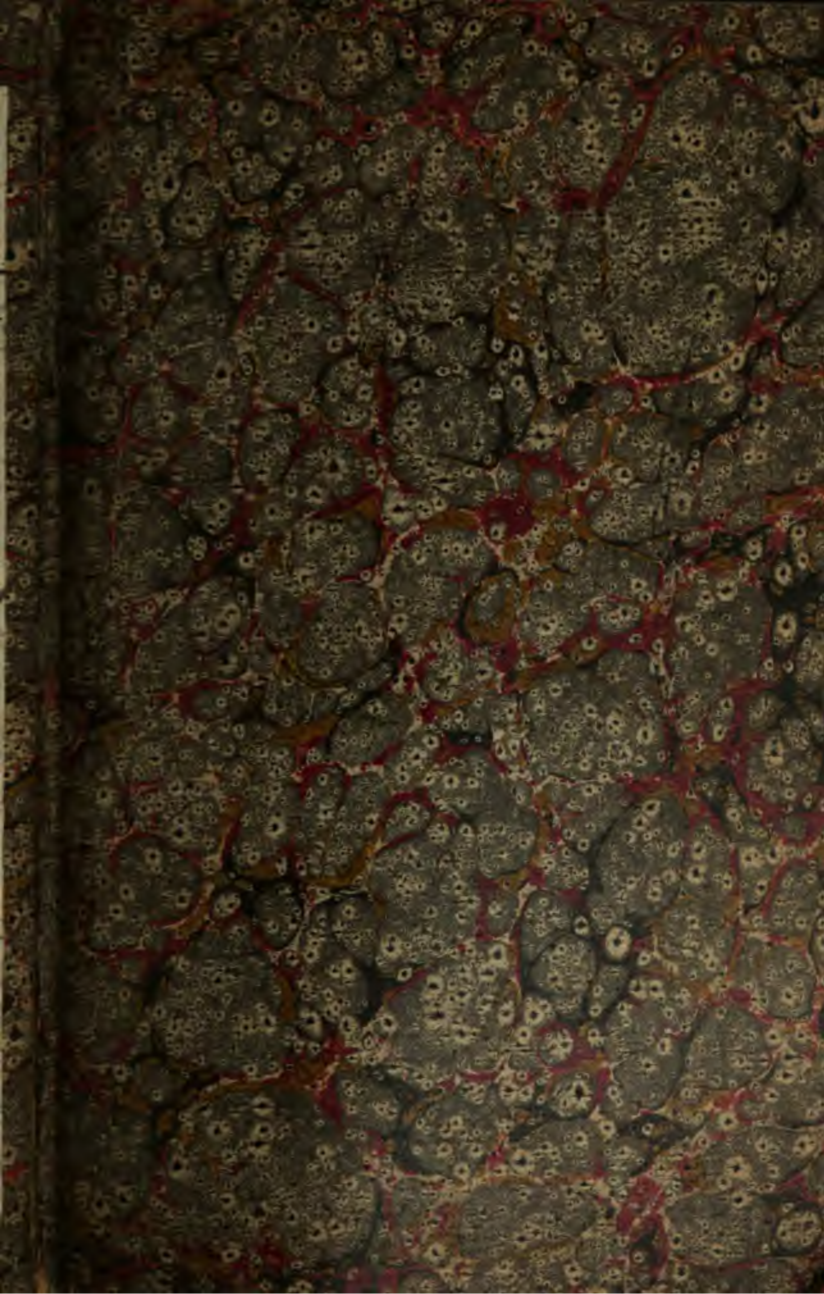






HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS.

Paris. — Impr. WALDER, rue Bonaparte, 44.

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

PAR

GRÉGOIRE JEANNE.

TOME TROISIÈME.

PARIS
CHEZ F. CHAMEROT, LIBRAIRE-ÉDITEUR
13, RUE DU JARDINET.

1858

1861, July 1.
Gift of Prof.
Henry W. Torrey,
(Class of 1833.)

LIVRE III.

FONDATION DE LA VIRGINIE.

CHAPITRE PREMIER.

Naissance de la marine anglaise.

(1497-1580.)

Si pendant les soixante-dix ans qui séparent l'expédition des Cabot de celle de Dominique de Gourgues (1497-1567), les Anglais n'ont fait aucun voyage sérieux dans l'Amérique du Nord, ils ont fait du moins un sérieux apprentissage de la marine et de l'industrie.

Henri VII, pour ne point se brouiller avec l'Espagne, ne donna point de suite au voyage de Jean Cabot; mais l'avaricieux monarque, qui se saignait jusqu'à la concurrence de 14,000 livres pour la construction d'un vaisseau (*le Grand-Henri*, le premier vaisseau, à proprement parler, de la marine anglaise), ne pouvait systématiquement arrêter l'élan de ses sujets, au moment où le génie à triple visage, de l'industrie, de la marine et du commerce semblait les inspirer et les stimuler. Il pouvait bien, en vertu

Robertson.

Hume.

du préjugé : qu'on est riche parce qu'on a beaucoup d'argent, légiférer contre l'exportation de l'argent monnayé, en vaisselle ou en lingots ; il pouvait bien, par suite d'un autre préjugé, défendre comme usuraires les profits mêmes du change; mais l'Harpagon couronné prêtait aux négociants des sommes considérables, et sans intérêt, quand il savait que leurs fonds ne suffisaient pas à leurs entreprises. Aussi, s'il n'encouragea ni ne seconda les efforts des particuliers qui reprirent les spéculations maritimes, les lointaines navigations délaissées par le roi ; le roi, soit crainte d'impopularité, soit désir de voir prospérer son royaume, sanctionna les efforts des particuliers. Ainsi, nous trouvons, dans Rymer (1502), qu'il donna par lettres patentes pouvoir à Hugues Elyot, Thomas Ashurt, marchands de Bristol, à Jean et Gonzalez Fernandez, Portugais, d'aller à la recherche de nouvelles terres. Mais les pays déjà découverts par les sujets du roi de Portugal, ou de tout autre prince allié de l'Angleterre (par ces derniers mots, il faut comprendre en particulier le roi d'Espagne), étaient formellement interdits aux aventuriers. Quelles furent les expéditions entreprises en vertu de cette charte? Aucune

relation, aucun journal de voyage ne nous renseigne à ce sujet. Qu'importe? La charte seule, avec les précédents rapportés plus haut, marque assez la tendance de la nation anglaise vers le commerce et la navigation. Elle prouve aussi que le roi ne chercha point à la contrarier, et c'est tout ce qu'il nous faut ici.

Sous Henri VIII (1509-1547), nous trouvons cette tendance plus prononcée, la volonté première mise en action. Mais distinguons bien sous ce règne. Le roi n'est pour rien dans ce mouvement : tout est œuvre de simples particuliers. Les despotes sont de mauvais directeurs de l'industrie qui demande, pour première condition de prospérité, la liberté. Aussi Hume constate-t-il une diminution de commerce, d'industrie et de population sous l'administration tyrannique de ce prince. Il y avait cependant alors chez les Anglais un entraînement bien remarquable pour toutes les entreprises industrielles ou maritimes. De hardis particuliers se hasardèrent dans des pays avec lesquels l'Angleterre n'avait jamais eu de relations. La bannière de saint Georges se déploya nombre de fois dans les ports de l'Afrique septentrionale et dans les mers du Levant. De 1511 à 1534, de petits

navires de Londres, de Southampton et de Bristol visitent assez régulièrement la Sicile, Candie, Chio, Chypre, Tripoli, Baïrout, et y échangent des casimirs et des draps contre des soieries et des épiceries, contre du muscat, des huiles douces, du malvoisie, du coton et des tapis de Turquie. Sébastien Cabot reparaît sur la scène, et, avec deux navires appartenant à des négociants de Bristol, s'aventure sur les côtes du Brésil, d'Espagnola et de Porto-Rico. Les pêcheurs anglais se mêlent aux Normands, aux Bretons, aux Biscayens, et vont prendre leur part des richesses des bancs de Terre-Neuve. Et les spéculations géographiques ne sont point oubliées ; car nous trouvons, dans Hakluyt, les relations de deux expéditions pour découvrir le passage du Nord-Ouest : l'une d'un nommé Rut, capitaine commandant un des navires de la flottille (1527) ; l'autre d'un vieux matelot, Hore, qui avait fait partie d'un deuxième voyage (1536), et qui en raconta à Hakluyt les divers épisodes bien amplifiés, sinon complétement inventés.

Hakluyt.

Robertson.

Ces deux voyages infructueux furent suivis d'un troisième, sous Édouard VI, mais si différent de ceux-là, que nous en rapporterons les particularités les plus marquantes.

Les négociants anglais désiraient ardemment commercer sans intermédiaire avec les Indes et la Chine. Mais ils désiraient aussi prendre une autre route que celle découverte et suivie par les Portugais. Ils avaient espéré, dans le principe, qu'on trouverait un passage par le nord-ouest; mais cet espoir commençait à s'affaiblir. Sébastien Cabot leur donna le conseil de tenter par le nord-est. Cette idée sourit à quelques riches marchands et à plusieurs nobles personnages qui mirent en commun des fonds pour l'exploiter et formèrent ainsi une association dont l'exemple ne fut point perdu. Cabot (1553), Hakluyt. nommé gouverneur de cette compagnie, équipe sur-le-champ trois navires et en donne le commandement à sir Hugh Willoughby. La flottille met à la voile pour la Norwége septentrionale; le cap Nord est doublé; mais une violente tem- Robertson. pête disperse les navires. Celui de Willoughby et un autre se réfugient dans l'anse d'Arzina (Laponie russe), où, chefs et matelots, tous périssent de froid. La troisième embarcation, commandée par Richard Chancelour, arrive heureusement à Arkangel. Les Anglais apprennent qu'ils sont dans une province de l'empire de Moscovie. Au lieu d'un passage aux Indes, ils Hume.

avaient découvert la Russie. Et c'était une véritable découverte; car c'est seulement de cette époque que datent les relations de ce pays avec les nations occidentales de l'Europe. Chancelour, en homme qui comprenait bien les intérêts au service desquels il s'était engagé, se fit conduire à Moscou. Le czar Jean Vasilowitz ne manquait pas de vues politiques. Faire naître ses sujets au commerce lui parut un moyen de les débrutiser, de les enrichir et l'empire avec eux. Il fit, en conséquence, bon accueil au voyageur anglais et le chargea pour son frère d'Angleterre d'une lettre dans laquelle il engageait les sujets de Sa Majesté Britannique à venir commercer dans l'empire de Russie.

Chancelour reprit la route d'Angleterre; mais Édouard VI était mort. Marie lui avait succédé. Cette reine, qui ne pouvait, à cause de son mariage avec Philippe d'Espagne, à cause aussi de sa bigoterie, permettre à ses sujets le commerce dans l'Amérique, agréa avec joie la proposition de Jean Vasilowitz qui ouvrait une sorte de débouché aux aspirations commerciales de l'Angleterre et les détournait des pays, on pourrait dire, accaparés par le Portugal et l'Espagne. Les marins anglais poussèrent en conséquence leurs

découvertes dans le nord-est, arrivèrent jusqu'à la Nouvelle-Zemble et au détroit de Waigatz ; tandis que des facteurs se joignant aux caravanes russes allaient jusqu'à Bokara, dans la Tartarie, et revenaient avec l'espoir d'établir des rapports entre l'Angleterre et la Perse. D'un autre côté, en Afrique, les voyages se poursuivaient avec une activité croissante. Des côtes baignées par la Méditerranée on passait dans l'Atlantique et on trafiquait avec les habitants des rivages occidentaux, d'où les navires revenaient avec de faibles mais riches cargaisons d'ivoire et de poudre d'or. Et Terre-Neuve était chaque année visité par les pêcheurs augmentant de nombre à chaque nouvelle expédition. Hak'uyt.

Telle était la situation de la marine, du commerce et de l'industrie britanniques, à l'époque de l'avénement d'Élisabeth.

De cette princesse date, pour l'Angleterre, une croissance en grandeur et en prospérité qui ne s'est jamais démentie ni arrêtée. Les institutions découlant de la grande charte, le génie entreprenant et dominateur de la race anglo-normanno-saxonne, la position géographique de l'Angleterre, voilà les principes, les germes de cette situation graduellement florissante. Élisa-

beth activa cette espèce de germination de deux manières, et par ses talents de grand homme d'État administrateur, et par l'établissement définitif du protestantisme, cette religion si favorable au complet développement des intérêts matériels.

Voyons plus particulièrement ce que cette reine fit pour la marine et l'industrie, et, histoire bien plus longue et plus intéressante, ce que la marine et l'industrie firent pour elles-mêmes.

D'abord, en établissant sa maison sur le pied de la plus stricte économie, Élisabeth s'évita le besoin de puiser dans les caisses du commerce par des taxes ruineuses.

Les réformés flamands sont chassés des Pays-Bas par les persécutions de Philippe II ; elle leur donne son royaume comme asile. Les réfugiés paient l'hospitalité de l'Angleterre en important, dans leur nouvelle patrie, la perfection qu'ils avaient acquise dans le tissage des étoffes de laine. Les matières premières que les Anglais fournissaient auparavant aux Flamands ne sortirent plus de l'Angleterre qu'en pièces d'étoffes livrées à l'exportation commerciale.

La position insulaire de la Grande-Bretagne indiquait assez de quelle nature devait être sa

puissance. Encore fallait-il s'en rendre compte. Jusqu'à Élisabeth, les monarques anglais n'avaient point paru s'en douter; mais cette princesse le comprit, elle, et fit de constants et remarquables efforts pour rendre l'Angleterre puissance maritime et commerciale. Elle remplit les arsenaux d'armes, de munitions et de machines de guerre. L'Angleterre n'avait point de flottes; les Anglais ne construisaient point eux-mêmes leurs grands navires; ils les achetaient tout faits. Élisabeth stimula la timidité des constructeurs anglais, et bientôt les ports de la Grande-Bretagne se remplirent de vaisseaux sortis des chantiers de la nation. Camden.

Les relations avec la Russie furent continuées, activées par ses soins. La compagnie qui s'était formée pour l'exploitation du commerce asiatique fut, par acte du parlement provoqué par la reine, maintenue dans ses priviléges. Les facteurs se remirent en campagne et parvinrent enfin jusqu'à la cour du schah de Perse, qui les assura de sa bienveillance et de sa protection (1562). Hakluyt.

Toutes ces causes réunies donnèrent en peu de temps une grande extension au commerce anglais. Les exportations augmentèrent de volume par suite des fabrications nouvelles et des dé-

bouchés ouverts aux placements; la marine britannique en profita pour prendre de nouvelles leçons d'expérience et d'habileté, pour s'enhardir chaque jour à s'avancer plus loin que la veille. L'expérience et l'habileté ne peuvent cependant déjouer tous les coups du sort; on n'évite pas toutes les tempêtes. Mais on peut alléger le poids des dommages qu'elles causent, en les faisant supporter par un plus grand nombre d'intérêts; voilà les assurances inventées, l'incertitude soumise au calcul, les mauvais vouloirs de la fortune prévenus et corrigés.

Une compagnie commerciale s'était formée; cet exemple fut suivi; d'autres se constituèrent, par lesquelles tous les genres de commerce furent tentés, fécondés. La terre, jusque-là mal cultivée, parce qu'il n'était besoin de récoltes que ce qu'en exigeait la consommation annuelle, la terre partout défrichée présenta un plus large travail aux laboureurs, en même temps qu'elle agrandit la base des opérations du négoce. La navigation, par suite, élargit de plus en plus le champ de ses évolutions; les navires anglais sillonnent maintenant les mers du Nord, la Baltique, la Méditerranée, l'Océan et s'aventurent dans tous les parages de l'Amérique.

En effet, le capitaine Jean Hawkins, dont nous avons précédemment parlé (1), allait chercher des nègres sur les côtes d'Afrique, passait par les possessions espagnoles des Indes occidentales pour y vendre sa cargaison, visitait l'établissement des calvinistes français de la Floride, puis retraversait l'Atlantique pour rentrer en Angleterre (1565). Hakluyt.

Plus tard, Martin Frobisher faisait, de 1576 à 1578, trois voyages à l'entrée de la baie d'Hudson, tandis que l'amiral Drake marchait sur les traces de Magellan et entreprenait le second voyage autour du monde. Hakluyt. Idem.

Mais les voyages de Frobisher et de Drake rentrent assez dans l'objet de ce livre; nous en donnerons quelques détails.

Frobisher pauvre, mais habile et courageux officier de marine, prétendait, comme Cabot, qu'il ne restait plus aux navigateurs qu'une chose à tenter, la découverte du fameux introuvable passage du nord-ouest. Dudley, comte de Warwick, lui fournit les moyens de faire cette tentative, trois batelets de dix, vingt et trente-cinq tonneaux. Une tempête submerge le plus petit; Hakluyt. Robertson. Forster. Bancroft.

(1) Tome II, page 190.

les matelots du vingt-tonneaux ont peur d'un sort semblable et rebroussent chemin. Frobisher ne s'émeut point de cette perte et de cet abandon, il poursuit courageusement sa route vers le nord-ouest et arrive à l'entrée du détroit qui porte son nom. Il attérit, s'empare d'un naturel, ramasse sur le sol quelques pierres en signe de prise de possession et remet à la voile pour l'Angleterre. Les pierres ramassées au hasard sur le rivage américain sont, à Londres, examinées avec soin; on constate, dans une, la présence de parcelles d'or. A cette nouvelle, grand mouvement parmi les spéculateurs et les aventuriers; des concessions de terrains de cette partie de l'Amérique sont demandées, achetées à la reine, des navires immédiatement équipés. Frobisher ne peut refuser de répondre à cet enthousiasme de cupidité; il est lui-même mordu par le démon de la convoitise; il fait, en deux ans, deux expéditions nouvelles pour prendre et rapporter du minerai, pour établir « dans ce royaume de l'hyver » une colonie de chercheurs d'or. Mais ces deux voyages sont traversés par toutes sortes de malheurs. Les montagnes de glaces des mers septentrionales, les brouillards, les courants, les vents, les tempêtes dispersent

Urb. Chauveton.

les navires, les font s'égarer et sombrer ; l'or ne se montre plus ; cette absence engendre le découragement, presque le désespoir, parmi les aventuriers ; des équipages se mutinent, d'autres virent de bord et reprennent la route des climats tempérés et du monde civilisé. Bref, de ces deux expéditions il n'est resté que le souvenir, et Frobisher ne découvrit rien de plus que le détroit trouvé lors de son premier voyage.

Passons à l'amiral François Drake. Ce hardi navigateur ayant fait un immense butin, comme corsaire, dans les possessions espagnoles du nouveau monde, s'imagina de renouveler le voyage de Magellan autour du globe. Mais, comme il se trouvait sur la côte occidentale de l'Amérique, il voulut auparavant explorer ces parages pour tâcher de découvrir le détroit présumé qui, d'après les calculs des savants et des navigateurs, devait unir l'océan Pacifique à l'océan Atlantique. Dans cette vue, il mit à la voile pour le nord et parvint jusqu'au delà du 42e degré de latitude. Mais à cette hauteur, les Anglais, qui sortaient des chaleurs tropicales, trouvèrent le froid si intense, si impossible à supporter, que Drake se vit obligé d'abandonner sa tentative pour reprendre son voyage de circumnavigation.

Hakluyt.

Voilà où en était arrivée la nation britannique dans l'espace d'à peu près quatre-vingts ans (1497-1580). Elle n'avait, du temps de Henri VII, ni vaisseaux, ni marins. Elle louait ou achetait, quand il en était besoin, quelques navires dont elle donnait le commandement à des étrangers. Quelle distance franchie! Elle possède à l'époque où nous sommes arrivés des flottes et d'habiles marins pour les diriger. Car ces hommes que nous venons de nommer, Drake, Frobisher, Hawkins, ce sont des Anglais; ce ne sont plus des Cabot, des Italiens.

L'Angleterre était donc désormais capable de prendre dignement place à côté des Espagnols et des Portugais, dans l'œuvre de la colonisation de l'Amérique. Et si l'on ajoute à tous les détails précédents cette considération que les Anglais étaient alors la seule nation qui eût quelque conscience de la dignité de l'homme, des droits des peuples et des individus, on verra dès ce moment poindre toute la majesté de leurs succès.

D'autre part, l'Amérique du Nord, tout un continent que n'avaient encore pu entamer ni les Portugais, ni les Espagnols, ni les Français, ne semblait-elle pas réservée pour la plus haute civilisation de l'Europe, la plus rapprochée de l'A-

mérique, qui, la première, s'était montrée sur ces rivages dans la personne de Cabot ?

Les Portugais établis dans les régions brésiliennes s'en contentaient. Les Espagnols, après tous les revers de la Floride, semblaient vouloir s'en tenir au Mexique et au Pérou. Les Français, enfoncés dans la bourbe des querelles religieuses, avaient assez à faire que d'essayer de s en retirer.

Le continent septentrional du nouveau monde était donc à la merci de qui viendrait, en forces suffisantes, pour s'en emparer. Et les Anglais pouvaient, après quatre-vingts ans, reprendre l'œuvre commencée par Jean Cabot, comme si les Cabot rentraient de leur premier voyage.

Bien plus, les dangers, les malheurs qu'il est nécessaire d'essuyer pour acquérir l'expérience, les reconnaissances, les explorations qu'il est bon de pousser dans les pays qu'on veut coloniser, toutes ces écoles, les Espagnols et les Français semblaient les avoir faites en la place et pour le profit de la nation britannique. Qu'un homme donc se levât, puissant d'énergie et d'enthousiasme, montrât la route aux vaisseaux anglais, et l'Amérique du Nord appartenait à l'Angleterre.

L'homme se trouva, des hommes se trouvèrent ; mais l'expérience acquise par les Français et les Espagnols, à grandes dépenses d'argent et de sang, ne servit guère aux aventuriers navigateurs anglais. Il leur fallut l'acquérir à leurs propres dépens, comme nous allons le voir dans les chapitres suivants.

CHAPITRE II.

Expéditions de Humphrey Gilbert.

(1568-1583.)

En vertu de la paix boiteuse de Longjumeau, les hostilités entre les catholiques et les calvinistes de France furent suspendues pendant quelque temps (mars 1568); mais Catherine de Médicis, ayant voulu faire enlever les deux chefs huguenots, Condé et Coligny, la troisième guerre civile éclata (1569).

A cette nouvelle, un étudiant d'Oxford quitta l'Université et joignit la centaine de gentilshommes volontaires que la reine Élisabeth permit à Henri Champernon de conduire en France au secours des protestants en détresse. Oldys.

Cet étudiant, c'était Walter Raleigh, qui se trouva ainsi à la bataille de Moncontour et n'échappa aux massacres de la Saint-Barthélemy qu'en se réfugiant dans l'hôtel de l'ambassade Mag. pitt.

d'Angleterre. Il séjourna cinq ans en France, après quoi nous le trouvons successivement dans les Pays-Bas, sous le prince d'Orange, en Irlande, contre les rebelles, et sur la flotte anglaise qui avait ordre de reprendre le port de Flessingue. Ces divers et rapides changements de condition s'expliquent par le désir qu'avait Raleigh de faire promptement fortune afin de suppléer à l'exiguïté de son patrimoine. Mais de la gloire et peu d'argent, c'est ce qu'a toujours rapporté la noble profession des armes. A l'époque de Raleigh, il y avait cependant certaine sorte d'expéditions maritimo-militaires qui rémunéraient assez bien ceux qui les entreprenaient: nous voulons parler des expéditions en Amérique. Témoin les Pizarre, les Cortez, les Soto et tant d'autres. Mais Walter Raleigh était d'une bien autre civilisation et philosophie que ces sanguinaires conquérants. Il pouvait rêver à de lointaines entreprises, mais avec l'idée d'un avancement quelconque pour l'humanité, avec l'idée surtout de fonder des colonies, tout en n'oubliant pas que sa fortune pourrait sortir de cette spéculation. Durant son séjour en France, il avait recueilli des notions toutes fraîches sur l'Amérique. Dans l'armée des calvinistes, se trouvaient naturellement

les échappés des massacres de la Floride. Ce furent eux qui lui donnèrent ces renseignements. Et il les paya généreusement, paraît-il; car si le peintre de Morgues, qui avait accompagné Laudonnière en Floride pour prendre des vues de la contrée, put terminer ses dessins, ce fut grâce à la munificence de Raleigh. Hackluyt. Bancroft.

Mais Walter Raleigh n'était pas le seul à rêver de colonies anglaises en Amérique. Son frère utérin, sir Humphrey Gilbert, caressait aussi cette idée. Après avoir fait avec distinction la guerre en France et en Irlande, Gilbert était rentré dans la vie privée pour se livrer aux études nautiques et cosmographiques. Et comme résumé et résultat de ces études, ce frère de Raleigh avait publié un discours dans lequel il établissait comme probable l'existence d'un passage aux Indes par les mers du nord-ouest. Il espérait que cette publication lui ferait obtenir de la cour, sinon les moyens de tenter le voyage qu'il méditait, du moins un assentiment et des pouvoirs pour l'entreprendre. Robertson. Bancroft.

Il obtint, en effet, d'Élisabeth des lettres patentes, motivées sur le dessein de fonder un établissement anglais dans l'Amérique septentrionale.

Cette charte-patente délivrée à sir Humphrey Gilbert en juin 1578 lui conférait sur les pays qu'il découvrirait la juridiction et tous les droits régaliens, tant maritimes qu'autres, dans l'étendue desdites terres et des mers adjacentes. Elle lui donnait aussi le droit de juger, de punir, de gracier, d'administrer et gouverner, tant au civil qu'au criminel, toutes les personnes qui iraient habiter les susdits pays. La reine ne se réservait que la foi et hommage et le cinquième de tout l'or et l'argent des mines qu'on y découvrirait.

Hazard.

Walter Raleigh, qui se trouvait dès lors presque de moitié dans les projets de son frère, le brillant Raleigh avait de nombreuses accointances par et parmi lesquelles il lui fut facile de trouver tout d'abord de nombreux émigrants; mais des querelles s'étant élevées avant le départ parmi ces futurs compagnons d'une même expédition, il y eut des désertions, et il ne resta aux deux frères qu'un petit nombre d'amis pour suivre les chances d'une première tentative. Enfin on mit en mer; mais on a si peu de bons renseignements sur ce voyage dans lequel les aventuriers perdirent un de leurs navires et essuyèrent une attaque de la part des Espagnols,

Bancroft.

qu'on ignore si Raleigh en fit ou non partie (1579) (1).

La charte que la reine avait octroyée à sir Humphrey Gilbert ne lui conférait les pouvoirs extraordinaires dont nous avons parlé que sur les terres découvertes dans les six années qui suivraient l'époque de la signature. Les deux frères, craignant de voir s'échapper de leurs mains de si grands avantages, se remettent incontinent en quête de nouveaux émigrants et de nouveaux navires. Enfin en 1583, tout est prêt pour une deuxième expédition. Le départ a lieu, le 13 juin; mais deux jours après avoir quitté Plymouth, ceux qui montaient la plus grande embarcation rebroussent chemin sous le prétexte qu'une maladie contagieuse s'est déclarée à bord. Sir Gilbert n'en continue pas moins son voyage et, en août, il débarque à Terre-Neuve. Il assemble aussitôt les pêcheurs de toutes les nations qui se trouvaient dispersés sur les bancs de la côte, et en présence de tous ces témoins, il prend possession de l'île, au nom de la reine

Hakluyt. Hazard. Hakluyt. Bancroft. Hazard. Marshall. Hakluyt.

(1) Howison, cependant (*History of Virginia*. 2 vol. in-8, Philadelphie, 1846), dit formellement, mais sans citer ses autorités, que Raleigh accompagnait Humph. Gilbert dans cette première expédition.

Élisabeth. Une colonne aux armes de l'Angleterre est érigée en mémoire de cette cérémonie.
Hakluyt. Un minéralogiste saxon, qui avait suivi Gilbert,
Bancroft. explore les montagnes situées autour du point de débarquement et y trouve du minerai d'argent. On en charge secrètement le plus grand navire et l'on se remet en route, avec l'intention de visiter les côtes du continent, mais sous une latitude plus méridionale.

Aut. citées. Cependant le commandant de l'expédition éprouvait de grandes difficultés pour maintenir l'ordre et la discipline parmi ses compagnons. En général, tous les aventuriers subalternes de cette époque d'agitation et de transformation étaient des gens ennemis de toute loi, impatients de toute autorité. Étrangers à toute culture spirituelle, ils n'écoutaient que les instincts de leur nature dépravée. Ce qu'ils n'avaient pas, ils songeaient à le prendre et n'en perdaient nulle occasion. Vol, pillage, meurtre, tels étaient leurs moyens ordinaires. Mais pour eux le moyen n'était rien, ne leur faisait point remords, pourvu qu'ils atteignissent le but. Pauvres gens, pourtant, qu'on ne peut s'empêcher de plaindre! Pourquoi étaient-ils ainsi?... Il y aurait ici matière à de longues et terribles accusations. Passons!..

Pour mener de tels hommes, il fallait pire qu'eux, des Pizarre, des Cortès, des Drake. Christophe Colomb y avait été peu propre; sir Gilbert, lui aussi, était d'une nature trop placide, de mœurs trop calmes, trop douces, pour diriger ces hommes de violence. Il n'avait point l'art ou le don du commandement: ses ordres n'étaient suivis que s'ils plaisaient. En revanche, on guerroyait partout. Qu'un navire isolé se présentât, on le pillait; ceux qui le montaient étaient mis à rançon. Que sur la côte une tribu indigène se montrât, on l'attaquait sans motif, par pur caprice, pour tâcher de dérober quelque chose.

L'exploration des côtes se continuait cependant, quand, par l'insouciance de l'équipage, le plus grand navire fut perdu (27 août 1583). Cent hommes au moins furent victimes de ce malheur et parmi eux se trouvaient et le minéralogiste saxon avec son minerai et un littérateur hongrois qui devait écrire l'histoire de l'expédition. Il fallut revenir en Europe. Sir Gilbert, depuis le commencement de ce voyage vraiment funeste, montait un petit bateau (de dix tonneaux) commode pour entrer dans les baies et ranger de près la terre, mais mauvais abri contre les fureurs de la mer et des vents. Sir Gilbert

Aut. citées.

s'était attaché aux matelots de ce navire, non pour les soins qu'ils lui rendaient, mais par sa propre bonté. Après la perte du grand navire, dans les parages du 44e degré de latitude, la flottille avait repris la route d'Angleterre. Tout à coup s'annonce une tempête. Il eût été prudent
Aut. citées et John-Burk et Howison. que sir Gilbert quittât, tandis que cela était encore possible, la frêle embarcation qu'il montait. Mais cet acte d'égoïste précaution répugnait à son bon cœur et à son courage. Il pensait que s'il était exposé, ses compagnons de bord l'étaient
Hakluyt. aussi, que les quitter serait pusillanime. Il resta; la tempête devint furieuse. Dans cette situation désespérée, l'esprit de sir Gilbert s'éleva au-dessus du danger et laissa échapper ces mots qui le peignent tout entier: « Nous sommes aussi près du ciel par mer que par terre. » Vers minuit, son bateau éteignait, en sombrant, ses feux dans les flots; « car vers minuit, » dirent à leur retour en Angleterre les marins de la *Chèvre d'or*, « nous avons perdu de vue la lumière des fanaux de l'*Ecureuil*, et au jour et les jours suivants, nous n'avons rien aperçu, rien rencontré. » — La *Chèvre* rentrait le 22 septembre 1583 dans le port de Falmouth, apportant la nouvelle de toutes ces pertes.

Si la réussite n'eût tenu qu'au courage du chef, il y eût eu réussite. L'insubordination des émigrants, l'insuffisance des moyens : voilà sommairement ce qui amena les catastrophes et rendit l'expédition sinon inutile, du moins infructueuse.

CHAPITRE III.

Walter Raleigh. – La Virginie.

(1584-1586.)

La nouvelle de la perte de Humphrey Gilbert fut pour Walter Raleigh comme un coup d'aiguillon. Un obstacle se présentait, il fallait le surmonter. Il est probable que si son frère avait réussi, Raleigh se fût retiré. Il fallait àce singulier personnage, du nouveau, souvent, de l'extraordinaire, toujours.

Faire ce qu'aucun Anglais n'avait encore fait jusqu'alors, reprendre une entreprise qui venait de se signaler par tant de malheurs, c'était assez nouveau et suffisamment audacieux pour n'être pas ordinaire.

Il ne faudrait point s'imaginer que, par suite de cette facilité à s'enthousiasmer pour le difficile, Raleigh manquât de raisonnement et de réflexion. Sous ce rapport même, il est bien supérieur à Gilbert. Celui-ci n'avait vu que le

but et s'était peu inquiété des moyens. Raleigh visait au but aussi, à la réussite; mais il savait que qui veut vaincre doit préparer la victoire; c'est-à-dire que les moyens doivent être calculés et renforcés autant que possible.

Gilbert, se dit Raleigh, s'est porté trop au nord; ses moyens étaient insuffisants. Puis, avant d'embarquer des émigrants, il faut avoir fait choix d'une contrée propre à la colonisation. Cette Caroline, d'où les Français ont été chassés par le massacre, est sous un climat tempéré. C'est vers ce point qu'il faut se diriger et y chercher d'abord un bon emplacement; c'est sur ces rivages essayés déjà, qu'il faut entreprendre de fonder une colonie.

Bancroft.

Dans les bonnes grâces d'Élisabeth, Walter Raleigh obtint facilement une patente aussi ample que celle octroyée à son frère Humphrey Gilbert, mais conçue toujours et rédigée selon les principes féodaux, c'est-à-dire que les terres transatlantiques seraient une espèce de fief entre les mains de Raleigh, qui aurait pour suzerain le pouvoir royal d'Angleterre, et pour vassaux tous les émigrants (mars 1584).

Hakluyt. Hazard. Bancroft.

Aussitôt cette patente obtenue, Walter Raleigh confie au commandement de Philippe Amidas

Smith.

et d'Arthur Barlow deux petits vaisseaux, avec ordre d'explorer, sur les côtes de l'Amérique du Nord, quelque région non encore habitée par les chrétiens et sous un climat tempéré, qui présente par les qualités du sol, les bonnes conditions de sa situation, un lieu propice à l'établissement d'une colonie. Robertson. X. Martin.

Ils partent le 27 avril 1584, prennent la route si longue, mais si bien connue, des Canaries, et arrivent le 2 juillet en vue des côtes de la Caroline. Ils cherchent un havre pour débarquer; n'en trouvant point, ils continuent à naviguer, en poussant vers le nord, aussi près que possible du rivage, pour attérir à la première bonne occasion. Ils font ainsi cent vingt milles. Ils débarquent enfin, rendent grâce à Dieu de leur avoir donné une bonne traversée; puis a lieu la cérémonie ordinaire de la prise de possession au nom du pouvoir royal de l'Angleterre. Smith. Howison.

D'abord ils se crurent sur le continent, mais, ayant franchi une éminence, ils découvrirent que la mer les environnait. L'île leur parut avoir vingt milles de longueur et six de largeur. Elle était très-basse et située entre les caps Fear et Hatteras, ce qui a fait conclure que c'était Wocoken, qui borne au sud le passage Ocracock. Hakluyt. Smith. X. Martin.

Trois jours durant, ils parcoururent cette île sans rencontrer personne, respirant les parfums des fleurs dont les airs étaient imprégnés. Ils se figuraient traverser un jardin délicieux couvert de grands cèdres, de pins, de cyprès, de sassafras sur lesquels pendaient en bouquets ou s'enlaçaient en festons naturels de larges vignes chargées de grappes. Et sous les voûtes multicolores que formait toute cette splendide végétation couraient daims et raccoons, voltigeaient d'innombrables oiseaux.

Bancroft. Howison. Dans l'hiver, les plus habiles pilotes n'approchent de la côte orientale de ces îles qu'avec les plus grandes précautions, tant les ouragans et les tempêtes font rage sur ces bords. Mais c'était au mois de juillet que nos aventuriers y étaient descendus, alors que les vents sont tombés ou en fuite, laissant leur domaine aux douces brises, alors que la mer calmée est devenue polie comme une glace, caressante comme un limpide ruisseau de prairie.

Hakluyt. Smith. X. Martin. Le troisième jour de leur exploration, ils virent enfin des indigènes. Un canot monté par trois Indiens et venant du continent s'approcha de la terre. Un des trois hommes descendit et, sans marquer ni crainte ni méfiance, joignit les

Anglais et les suivit même sur leurs vaisseaux. Il jacassa beaucoup, mangea, but et accepta une chemise et un chapeau qu'on lui présenta; puis, après avoir attentivement examiné toutes les choses du bord, il s'en alla et revint peu après avec son canot chargé de poisson dont il fit deux parts, une pour chaque navire anglais, comme il l'intima par signes intelligibles. Cela fait, il s'en retourna.

L'hospitalité sauvage ne s'arrêta point là; le jour suivant, divers bateaux indiens viennent mouiller auprès des vaisseaux anglais. Granganiméo, frère du roi de cette contrée, débarque avec quarante ou cinquante guerriers et vient à la rencontre des étrangers. Les Anglais lui font présent d'un plat d'étain et d'un bassin de cuivre; il leur donne en retour des pelleteries valant bien soixante-dix couronnes. Puis les Anglais apprennent que les Indiens nomment ce pays Wingandacoa et leur roi Wingina. Granganiméo présente ensuite sa femme et ses enfants aux étrangers blancs qu'il invite à venir le voir dans sa demeure située à environ vingt milles de là, sur la côte de l'île Roanoque. Cette invitation est bien accueillie, et sept ou huit des aventuriers sont choisis pour y répondre.

Smith.

Howison.
J. Burk.

Ici vient se placer un épisode qui nous remet en mémoire les plus charmantes scènes de l'Odyssée. L'hospitalité, avec ses délicatesses touchantes, sa naïve mais noble sollicitude, n'est pas une fleur d'exception, produit de quelques contrées privilégiées ; c'est une plante vivace qu'on retrouve partout où l'homme a élu sa résidence.

Hakluyt. Smith. Tous les aut. cités.

Les invités anglais traversent le Pamlico-Sound, que leur relation désigne par le nom de rivière Occam, et arrivent au rivage indiqué. Mais Granganiméo est absent ; c'est sa femme qui va les recevoir et leur faire les honneurs de son habitation composée de neuf maisons de bois de cèdre pour la famille du chef, son entourage et ses familiers. Elle ordonne d'abord aux Indiens présents de prendre les étrangers sur leur dos et de les transporter à terre. Puis elle fait tirer le bateau de ses hôtes en lieu de sûreté. Ces mesures de précaution prises, cette sorte de cérémonie d'introduction sur la terre d'hospitalité accomplie, elle les conduit dans sa demeure, où elle leur montre un grand feu pour sécher leurs habits et de l'eau chaude pour baigner leurs pieds. Le repas est ensuite servi : ce sont des racines exquises, des melons, des fruits de toutes sortes, du poisson, du gibier, et au lieu des boissons de

France et d'Angleterre, une concoction d'eau, de gingembre, de sassafras et d'autres herbes salutaires. Pendant ce festin « qui ne déparerait point une table aristocratique d'Europe, » dit la relation, surviennent quelques guerriers indigènes portant flèches et tomahawks; les Anglais, « dans une indigne méfiance, » se lèvent et saisissent leurs armes. Mais la princesse (ainsi la nomme la relation) oblige les siens à briser ces flèches de mauvais augure et les fait sortir au plus vite, tant elle tient à rassurer ses hôtes contre toute idée de perfidie et de trahison.

Inutile, pensons-nous, de pousser plus loin cette description, le lecteur doit trouver qu'il n'en fallait pas davantage pour séduire les aventuriers anglais. Ils avaient trouvé ce qu'on leur avait ordonné de chercher et de découvrir. Voilà certainement un pays propice à la fondation d'une colonie; la terre est d'une fertilité inconnue en Europe; on y fait jusqu'à trois récoltes par an (1).

(1) In May they sow; in July reape : in June they sow; in August reape : in July sow; in August reape... We put some of our pease in the ground, which in ten dayes were 14 inches high... 14 severall sorts of sweete smelling tymber trees. — On sème en mai, pour récolter en juillet; en juin pour récolter en août; en juillet pour récolter une deuxième fois en août... Nous

Le climat est tempéré, les habitants doux, serviables, hospitaliers. Les voyageurs pensent avoir rempli leur mission. Cependant ils explorent encore l'île de Roanoque, surtout les mers qui l'environnent; puis ils repartent pour l'Europe emmenant avec eux deux indigènes qui seront comme une preuve vivante de la véracité de leurs récits.

Arrivés en Angleterre (septembre 1584), ils font de tout ce qu'ils ont vu une peinture si séduisante que la reine Élisabeth veut donner elle-même un nom à ce beau pays. Elle le nomme Virginie, pour rappeler à la postérité, dit-elle, que la découverte en a été faite sous le gouvernement et les auspices d'une reine qui a gardé sa virginité.

V. Hakluyt, Robertson, Marshall, Bancroft, etc.

Ne nous arrêtons point à chercher malicieusement si la reine Élisabeth n'a point consacré à perpétuité justement le contraire de ce qu'elle disait, et applaudissons-lui d'avoir suggéré ce

plantâmes quelques-uns de nos pois qui, en dix jours, atteignirent quatorze pouces de hauteur..... Nous avons trouvé quatorze sortes de bois odoriférants pouvant servir à la construction.

(Extrait de la relation d'Amidas et de Barlôw. — Voyez *Smith's history of Virginia*, Livre I.)

nom poétique et harmonieux, Virginie (1), qui, en se détournant un peu des pays visités par Amidas et Barlow, est allé nommer la belle patrie de Washington, de Jefferson et de Monroe.

Walter Raleigh commençait à avoir un nom: ses succès auprès de la reine Élisabeth avaient même assez offusqué Leicester, pour que celui-ci Oldys. lui cherchât un rival et introduisît Essex à la cour. Mais Raleigh se souciait peu sans doute des faveurs d'une reine déjà vieillie, pourvu que la fortune ne lui retirât point les siennes. Et la fortune à cette époque le traitait en enfant chéri. Il venait d'être élu représentant du Devonshire au parlement quand les circonstances du voyage d'Amidas et de Barlow, voyage dont lui, Raleigh, était le promoteur et l'ordonnateur, se répandirent dans le public. Pour le brillant courtisan, ce fut tout d'un coup une sorte de popularité à

(1) Quelques auteurs, accordant au moins à Élisabeth l'esprit de s'être tue sur sa prétendue virginité, nous disent que ce fut la galanterie de Raleigh qui trouva le nom de Virginie et le rapprochement singulier qu'on lit partout entre l'idée que réveille ce mot et l'état de la reine. Il est en outre probable que Virginie fut suggéré par les mots *Wingina* et *Wingandacoa* qui, d'après Amidas et Barlow, nommaient le chef indigène et la partie de l'Amérique que ces navigateurs avaient rencontrée.

laquelle la reine sembla vouloir faire écho en le créant chevalier et le gratifiant du monopole des vins. Mais il faut dire, à la louange du caractère de Raleigh, que cette suite de succès ne fit qu'aviver son désir de fonder une colonie anglaise en Amérique. Sa fortune, sa considération augmentées, ce ne furent pour lui que de nouveaux moyens de gagner des émigrants et équiper des vaisseaux.

Ainsi, le 9 avril 1585, pas sept mois après le retour d'Amidas et de Barlow, il fait partir de Portsmouth un convoi de sept voiles commandé par son parent Richard Grenville qui, comme l'auteur de *Don Quichotte*, avait combattu à Lépante. Cette flottille portait cent huit colons qui devaient obéir aux ordres du capitaine Ralph Lane, promu à la dignité de gouverneur et de représentant de Raleigh. Outre ces deux chefs d'un certain mérite, comme soldats et marins, il y avait, parmi ce qu'on pourrait appeler l'état-major de l'expédition : Cavendish qui, plus tard, fit un voyage autour du monde; Hariot, mathématicien distingué; Whit, peintre de talent dont les tableaux retracèrent aux yeux des Anglais les naturels de l'Amérique dans tous les détails de leur vie intime, avec leurs divers accoutrements, leurs jeux, leurs guerres, leurs occupations les plus habituel-

Hakluyt.
Ch. Campbell.
Smith.
Bancroft.

les (1). Il y avait encore Philippe Amidas, le même du premier voyage, qui partait cette fois avec le titre d'amiral; puis un nommé Kendall que nous retrouverons plus loin.

Mais parmi tous ces hommes, remarquables certainement, chacun dans sa spécialité, il n'y avait pas un homme capable de fonder une colonie. Beaucoup trop courtisan et homme d'esprit, Raleigh s'était trompé en créant gouverneur le premier officier venu. Le choix, très-difficile à faire, devait tomber sur quelque homme peu brillant, mais très-pratique, sur un vrai chef, vigoureux et ferme dans le commandement, et presque systématique dans le but à poursuivre, la fondation d'une colonie.

Mais chefs et but ne manquèrent point chez les Indiens que nos aventuriers allaient rencontrer. Aussi peut-on dire que tout l'honneur de cette campagne revient aux indigènes. Ce sont eux qui font tout, qui dirigent tout et qui rejet-

(1) Théodore de Bry, dans la première partie de ses grands voyages, a donné, par la gravure, l'immortalité aux peintures de Whit. — Beverley, dans son *Histoire de la Virginie*, a répété grossièrement les belles gravures de Th. de Bry. — Les éditeurs de l'*Univers pittoresque* (*États-Unis*, par M. Roux de Rochelle) ont aussi copié de Bry pour les gravures des scènes indiennes.

tent enfin loin d'eux les étrangers qui les gênaient et les effrayaient.

Après avoir croisé quelque temps contre les Espagnols, l'expédition arriva au mois de juin 1585 vers les côtes de la Floride. La petite flotte eut quelque peine à échapper aux dangers du cap Fear (cap de la Peur), qui reçut alors ce nom de sinistre augure. On débarqua cependant sans perte sur l'île de Roanòque, mauvais emplacement, sans port ni havre, qui n'en fut pas moins choisi comme siége de la colonie.

Hildreth.

X Martin. Marshall.

L'un des naturels qu'avaient emmenés en Angleterre Amidas et Barlow, et qu'on ramenait alors en Amérique, un nommé Manteo, fut, comme pilote, d'un grand secours aux Anglais dans ce dangereux attérissement; comme il se trouva tout d'un coup leur interprète et leur patron auprès des indigènes. Mais pendant qu'il leur gagnait des amis, eux se conquéraient des ennemis.

Howison.

Grenville, Lane, Hariot, Cavendish, accompagnés de plusieurs autres émigrants, vont explorer quatre-vingts milles de la côte méridionale jusqu'à Secotan (maintenant dans le comté de Craven, Caroline du Nord). Cette exploration ne dure que huit jours (juillet 1585); mais pendant

Ch. Campbell.

ce petit laps de temps, Grenville, qui commandait en chef l'expédition, trouve moyen de compromettre le succès de la colonie par un acte de cruauté vraiment stupide. Dans la ville indienne d'Aquascogok, c'est-à-dire dans un endroit où se trouvaient réunies une vingtaine d'habitations ou wigwams, un naturel dérobe aux Anglais un gobelet d'argent. Grenville fait incendier ce village; puis il se rembarque pour l'Angleterre, avec une précieuse cargaison de fourrures, laissant aux colons la haine cachée, mais vivace, de la population indigène.

Hakluyt. Smith. Ch. Campbell

Les émigrants pouvaient sur-le-champ fonder un établissement; tout les y invitait, le pays, la saison, leur propre conservation. Mais, comme dans toutes les expéditions dont nous avons retracé les malheurs, il se trouvait dans celle-ci, en grande majorité, de vrais aventuriers, vagabonds chercheurs de tous les plaisirs matériels. L'or, qui les achète, en est la représentation la plus immédiate. L'Amérique, pour le vulgaire d'alors, comme encore pour celui d'aujourd'hui, était le pays de l'or. On continua conséquemment l'exploration de la contrée, pour y trouver des mines aurifères. En voyant cette phrase, le lecteur devine la dernière partie de l'histoire de cette expé-

Marshall.

dition. Des conflits, se dit-il, point de colonie; peut-être la destruction des Anglais. Et le lecteur a deviné juste.

En effet, les naturels, comprenant bientôt, aux recherches peu déguisées des Européens, quelle passion travaillait leurs hôtes, songèrent à profiter de leur cupidité pour se débarrasser de leur importun voisinage. Ils s'occupent des recherches des Anglais; ils y prennent hypocritement intérêt pour les diriger. Un certain Menatonon, surtout, roi des Chowanocks, roi boiteux, mais singulièrement trompeur et rusé, les abuse avec toutes sortes de fables et de descriptions. Il leur décrit un riche pays, à quatre jours N. E. du sien propre, où se trouvent une mine de cuivre et une pêcherie de perles. Il leur parle aussi de la source de la Moratoc, située si près de l'océan Pacifique, que dans les tempêtes la vague salée fait irruption jusque sur le rocher d'où tombe la source. Et les bords de cette étrange rivière sont habités par des hommes habiles dans l'art de travailler le minerai qui constitue en grande partie le sol de la contrée.

Bancroft. Hakluyt. Smith. Howison.

Les Anglais, rendus crédules et aveugles par l'avarice, se mettent, au nombre de quarante, à la poursuite de ces chimères, malgré leur peu de

Aut. cit.

vivres et le danger probable d'avoir deux ou trois mille sauvages à combattre. A la tête de cette bande est le gouverneur Ralph Lane, aussi âpre que les autres à la recherche de ces richesses fabuleuses. Ils remontent la Moratoc (aujourd'hui Roanoque) jusque vers Williamstown; mais leurs vivres étaient déjà épuisés; il ne leur restait que deux dogues, qu'ils mangèrent bouillis Aut. cit. avec des feuilles de sassafras; puis ils reprirent le chemin de l'île de Roanoque, n'ayant rien trouvé de ce qu'on leur avait annoncé.

Hariot n'avait point fait partie de cette expédition; il avait employé son temps en savant; il Hariot. s'était mêlé aux Indiens pour étudier leurs coutumes, leurs façons de vivre, si dissemblables des nôtres, leur langage, différent dans chaque tribu, leur origine qu'ils rapportaient à une femme fécondée par un dieu inférieur. Il s'était enquis du lien politique qui unissait les tribus, et l'avait trouvé nul, la collection de dix à vingt wigwams constituant un État indépendant : condition ordinaire des tribus de la grande famille Algonquine ou Lenni-Lenape (v. notre liv. I) dont Hariot visitait les plus reculées vers le S. E.

Les produits de la terre et les animaux arrivaient naturellement après les hommes et leurs

coutumes, peut-être avant, même; Hariot l'a cru ainsi du moins; car c'est par là qu'il commence ses observations. Il rechercha quels articles la contrée pouvait fournir au commerce, lesquels les naturels estimaient le plus. Le tabac, auquel
Bancroft. il s'habitua, le maïs, une sorte de patate douce
Hildreth. confondue à tort avec la pomme de terre, attirèrent particulièrement son attention.

Hariot ne s'en tint point là : il voulut enseigner sa religion aux Indiens, chasser de leur esprit toutes les fantaisies superstitieuses dont ils étaient les esclaves, les éveiller à des idées plus rationnelles en leur expliquant les instruments et les mystères de la science européenne. S'il ne fit point des prosélytes nombreux et bien éclairés, ce n'est que le temps qui lui manqua, la docilité y était; aussi conclut-il que le meilleur moyen de gagner les indigènes était de les civiliser et de les christianiser.

On comprend facilement que ce dévoilement de la puissance intellectuelle des Européens, que la vue de leurs instruments, de leurs vaisseaux, de leurs armes, de leur force et de leur adresse, ne durent point inspirer aux Indiens des sentiments de fraternité. C'étaient des êtres hors nature qui leur étaient arrivés, bienfaisants ou

malfaisants? ils ne savaient trop. La dernière qualification prévalut même bientôt, ces pauvres ignorants prêtant aux Anglais le pouvoir de les frapper de balles invisibles et à quelque distance qu'ils fussent. La conclusion logique à cette suite d'idées était qu'il fallait se débarrasser au plus vite de ces trop puissants étrangers. Ceux qui avaient si bien reçu Amidas et Barlow, lors du premier voyage, voyaient déjà les Anglais d'un autre œil. C'étaient des maîtres plutôt que des amis, d'inemplissables gloutons qui dévoraient toutes leurs provisions. Le roi de la contrée, Wingina, n'avait d'ailleurs jamais été leur ami; et sans la peur que lui faisaient la Bible, les armes à feu et les médecines des colons, il n'aurait point attendu si longtemps pour tenter de se délivrer d'eux. Car leur présence semblait être une réalisation trop vraie d'une vieille prophétie indienne qui disait que des étrangers viendraient déposséder les indigènes. Mais Granganiméo, frère de Wingina, était l'ami et le défenseur des Anglais; et le père de ces deux chefs, Ensenore, partageait aussi la même faiblesse pour les étrangers. Seulement Granganiméo et Ensenore vinrent à mourir. Wingina, n'ayant plus d'opposants à ses projets hostiles, songea à en poursuivre l'exé-

Hakluyt. Howison. Hariot.

cution. Tuer le chef anglais, le gouverneur Ralph Lane, et laisser mourir les colons de faim, en leur refusant toute espèce de subsistance, lui parut la voie la plus sûre pour arriver à ses fins. Telle est du moins la version rapportée par Lane, copiée, abrégée ou augmentée par tous les narrateurs. Y eut-il réellement chez les sauvages un complot tramé sur ces données dont Wingina était l'âme? S'il y en eut un, il n'aboutit toujours pas. Lane dit que les Anglais furent prévenus à temps. Quelle conduite tenir dans cette conjoncture? Certainement une tout autre que celle qui fut adoptée. Il fallait se mettre en défense, reprocher sévèrement et solennellement aux indigènes leurs machinations, les menacer et détourner enfin toute pensée d'attaque de leur part par la plus étroite vigilance. Au lieu de cela, Lane voulut se venger et répondre à un complot présumé par un massacre préventif. Il fait deman-
J. Burk. der une entrevue à Wingina qui, suivant une coutume non expliquée, quoique généralement
Hakluyt. remarquée chez les indigènes de la Virginie, avait changé de nom depuis la mort de Granganiméo et avait pris celui de Pemissapan. L'entrevue n'est ni refusée ni éludée (ce qui ne confirme guère le complot), Lane est reçu avec sa

suite armée. Le mot d'ordre avait été donné; les Anglais se précipitent sur les Indiens et les massacrent tous. Il y en avait neuf, en comptant Pemissapan (Wingina).

Après un si bel exploit, il ne restait plus aux Anglais qu'à se cacher ou à fuir, pour échapper aux flèches des sauvages surexcités, ou plutôt aux déchirements de la faim. Car si les sauvages, épouvantés par les armes à feu, n'osent attaquer leurs ennemis, ils font la disette. Ils cachent ou détruisent leurs récoltes, et les Anglais, qui n'ont plus de vivres et qui n'ont rien cultivé, vont périr par la famine. Il faut donc fuir ce rivage, naguère terre de promission, séjour de l'hospitalité, champs où florissait l'âge d'or, maintenant bords ensanglantés par l'assassinat et où la vengeance multiforme veille partout menaçante, inexorable. Il faut partir! Mais comment partir sans vivres, sans vaisseaux?

L'amiral Drake, envoyé en croisière contre les Espagnols, avait reçu la mission de pousser jusqu'à Roanoque, afin de porter secours à la colonie, si elle se trouvait en avoir besoin. Il y arrive sur ces entrefaites (juin 1586). Les émigrants lui redemandent à grands cris la patrie. Drake a pitié de leur détresse et de leurs craintes : il les

Autor. citées.

fait embarquer sur ses vaisseaux et les ramène en Angleterre. Ainsi finit cette première tentative de colonisation dont l'unique résultat fut Campbell. l'introduction de l'usage du tabac (*uppowoc* chez les indigènes) parmi les Anglais.

Malgré l'acte de sauvagerie dont Ralph Lane avait donné le signal, ce gouverneur, d'une rare incapacité, aurait pu, secouru par Drake, différer un peu son départ. Les indigènes, s'ils n'eussent point oublié le massacre de leur roi, se seraient du moins, par crainte, abstenus de venger sa mort par les armes. Ils n'auraient plus fourni de vivres; mais, approvisionnés par Drake, les Anglais auraient bien pu se passer de leurs secours pendant quelque temps. Cette patience eût sauvé la colonie, l'eût maintenue en permanence, c'est-à-dire fondée. En effet, quelques jours après V. les aut. cit. le départ de Drake, un navire envoyé par Raleigh et chargé de provisions de toutes sortes abordait à Roanoque. Mais le capitaine, trouvant la place vide, avait repris la route d'Europe. Et ce navire n'était que l'avant-coureur d'un convoi plus considérable. Quinze jours plus tard, trois vaisseaux, commandés par Richard Grenville, amenaient à Roanoque des renforts et une grande quantité de munitions. Mais Grenville ne trouva

pas un compatriote pour le recevoir. Toutefois, pour assurer à l'Angleterre la possession de cette contrée, il y laissa quinze hommes (1). Acte irraisonnable, car que pouvaient faire ces quinze abandonnés, au milieu des indigènes rendus cruels? Périr!... Ce destin ne leur manqua pas. Hakluyt.

(1) Quelques historiens ou narrateurs, comme Belknap, Stith, Marshall, disent *cinquante*. Mais ce chiffre qu'ils ont pris dans Smith est erroné, si l'on s'en rapporte à Hakluyt, plus ancienne et première autorité, que Smith lui-même a dû suivre. Seulement Smith aura mal lu, partant mal copié. Il aura cru voir *fifty* (cinquante) qu'on écrivait à cette époque *fiftie*, tandis qu'il y a *fifteen* (quinze). Nous croyions d'abord que ce n'était qu'une faute d'impression; mais Smith répète tant de fois *fiftie* et 50, que force nous a été de reconnaître la faute de bien lire.

CHAPITRE IV.

Persévérance, ruine et mort de Walter Raleigh.

(1586-1618.)

Un entrepreneur, un spéculateur vulgaire eût été découragé par tous ces insuccès, eût abandonné l'Amérique et ses colonies. Mais Walter Raleigh était, nous l'avons dit, un de ces hommes que les difficultés excitent, qui deviennent plus féconds en ressources à mesure que la fortune stérilise leurs moyens.

En rentrant en Angleterre (juillet 1586), Ralph Lane et ses compagnons firent, comme à l'envi, cent rapports mensongers sur les difficultés qu'ils avaient rencontrées en Amérique. Ils voulaient prévenir les moqueries et les reproches. Ils accusèrent tout, la fertilité de la terre (1), la bonne Bancroft.

(1) Cette accusation contre la fertilité du sol des îles où ils s'étaient établis, était peut-être assez fondée (The vigourous vegetation of those sandy islands concealed the proverty of the soil.—La vigoureuse végétation de ces îles sablonneuses cachait

foi des Indiens, leur sociabilité, les moyens qu'eux, colons et émigrants, avaient eus entre les mains de fonder un établissement solide. L'enthousiasme suscité par la relation de Philippe Amidas et Arthur Barlow se trouva, par ces contes de Ralph Lane et par l'issue même de l'expédition, changé en découragement, en dégoût. Walter Raleigh aurait voulu sur-le-champ faire un nouvel effort, qu'il n'aurait peut-être pas trouvé un émigrant.

Robertson. Bancroft.

Mais Raleigh dut se donner un instant de trêve; ses ressources n'étaient pas épuisées, mais diminuées et dispersées tout au moins. Il lui fallait les réunir et tâcher de gagner à ses idées quelques riches enthousiastes; car la royale marraine de la Virginie ne voulait contribuer en rien à l'éducation de sa filleule.

Hariot dans Hakluyt.

Enfin, au commencement de l'année 1587, Raleigh se trouve en mesure de faire une nouvelle tentative. Hariot a publié une description attrayante de Roanoque et de la partie du conti-

la pauvreté du sol. — Hildreth, *Hist. of the Un. States*, I, 8.) — Mais ce qui eût été aussi fondé, c'est l'aveu de leur paresse, de leur imprudence et de leur imprévoyance dans leurs explorations lointaines et toutes leurs relations avec les indigènes.

nent qui avoisine cette île. Il a montré que les productions naturelles de ce pays peuvent devenir articles d'un commerce très-lucratif; que les indigènes s'empresseront de les échanger contre les objets sortis des manufactures européennes. En décrivant les coutumes des Indiens, il a fait ressortir la faiblesse de leurs associations, l'impuissance de leurs armes et par là même la supériorité des nôtres. N'était-ce pas dire aux Anglais : quelques efforts de plus, et vous vous emparez de cette terre qui est assez riche pour vous enrichir?

Et les Anglais entendirent cet appel. L'enthousiasme tombé devant les mensonges de Ralph Lane, renaît; Raleigh profite de l'effervescence et convoque un ban d'émigrants.

Il s'en présente trop. Raleigh choisit. Il veut, non plus des aventuriers, mais de vrais colons, des laboureurs qui aillent vivre de leur travail sur la terre américaine, qui, ayant avec eux leurs femmes et leurs enfants, toute leur joie et toute leur espérance, se créent, sur ces bords lointains, une nouvelle patrie. Enfin, ils fonderont une ville qu'ils nommeront Raleigh, pour rappeler à la postérité le nom de celui à qui sera due la première colonie anglaise du nouveau monde. Bancroft.

Conformément à cette détermination, il constitue la troupe émigrante en corps municipal, et lui octroie une charte comme garantie de l'incorporation des droits civils au titre de colon; il nomme un gouverneur, John White, en lui adjoignant onze assesseurs; il leur donne ses instructions sur le lieu même où il désire que soit assis le nouvel établissement : ce sera chez les Chesapeaks, le point le plus septentrional exploré par Lane, vers le 37e parallèle N. sur Chesapeak-baie.

Hak'uyt. Smith.

La flottille, composée de trois vaisseaux, met à la voile le 26 avril 1587. Deux mois après elle atteignait les rivages de la Caroline du Nord. Mais John White et le commandant maritime de l'expédition, Fernando, ne peuvent s'entendre. Le gouverneur veut obéir aux ordres de Raleigh et s'établir sur Chesapeak-baie; Fernando a hâte de se débarrasser des émigrants, qui lui sont un empêchement à courir les aventures. Pour s'établir sur la Chesapeak, il faut des recherches, des explorations; c'est une dépense de temps que Fernando ne veut point faire. Il jette, pourrait-on dire, les colons sur une île voisine du cap Hatteras (1), le 22 juillet 1587; et c'est là qu'eut

Beverley. Robertson. Smith. Bancroft.

(1) Robertson, Marshall, Bancroft, Campbell et Hildreth

lieu cette deuxième tentative de colonisation. Quarante hommes sont incontinent choisis et envoyés à la recherche des quinze abandonnés par Grenville sur l'île de Roanoque. Mais là un triste spectacle frappe leurs yeux : le fort Lane est en ruines, des ossements humains jonchent la terre ; les maisons sont intactes, mais couvertes d'une végétation au milieu de laquelle pait un troupeau de bêtes fauves. Les quinze hommes que Richard Grenville a laissés lors de son dernier voyage ont-ils donc été massacrés par les Indiens? Tout semble le dire! Mais les émigrants voudraient un récit circonstancié : un maître Stafford est envoyé à Croatan, vers l'Indien Manteo, pour avoir ces renseignements. Là on lui apprend que les quinze hommes ont fui de Roanoque devant les attaques de trois cents Secotans, Aquascogocs et Dassamonpeacks jusque sur une petite île du cap Hatteras (*Hatorask*, danger et naufrage), qu'ils y sont restés quelque temps,

Hakluyt. Smith. Campbell.

Smith.

Howison.

trahissent le peu de soin avec lequel ils ont consulté les originaux pour ce deuxième essai de colonie, en le plaçant, comme le premier, à Roanoque. John White dit pourtant assez explicitement qu'il laissa les émigrants au cap Hatteras, et que c'est là qu'il revint les chercher. L'exactitude, l'exactitude... L'exactitude est la mère de l'histoire!

puis partis on ne sait où. Mais, d'après le dire d'autres indigènes, on avait vengé la mort de Wingina par l'extermination de ces quinze infortunés. L'esprit de résistance de Wingina à l'envahissement étranger avait d'ailleurs si bien gagné tous les indigènes qui reconnaissaient son autorité, que, pour ces tribus, tout, même la mort, était préférable à la dépendance que les étrangers blancs semblaient leur apporter.

J. Burk.

On comprend qu'en présence de ces conjonctures les émigrants aient voulu se sauvegarder par tous les moyens possibles. L'Indien Manteo était resté l'ami des Anglais; on se conforma aux ordres de Raleigh en le baptisant et le créant baron féodal lord de Roanoque et de Dassamonpeak. C'était une récompense pour ses services passés et une sorte d'assurance pour des services futurs. Les colons ne s'en tinrent point à cette chimère, ils voulurent qu'on allât en Angleterre réclamer des renforts et des provisions plus abondantes. Les navires qui les avaient amenés allaient repartir; ils obligèrent John White à se rembarquer pour cet objet. Il quitta la colonie, composée de quatre-vingt-neuf hommes, dix-sept femmes et onze enfants, après trente-six jours de résidence, laissant, comme en ôtage, sa fille,

Hakluyt. Aut. cit.

mariée à l'un des assesseurs (Ananias Dare). Cette jeune femme venait d'accoucher, et, comme c'était la première naissance anglaise sur la terre d'Amérique, l'enfant (une fille) fut nommée du nom de la colonie, Virginie. Les colons pensaient que John White, laissant parmi eux des êtres si chers, serait bientôt de retour; mais ils l'attendirent en vain. John White trouva toute l'Angleterre en fermentation. On y était menacé d'une invasion espagnole. Philippe II rassemblait l'invincible Armada. Le moment était mal choisi pour parler colonie et secours à y envoyer; on avait besoin de tout en Angleterre, des hommes, des munitions, des vaisseaux, pour faire face à l'ennemi qui allait venir.

Cependant Raleigh, rarement pris au dépourvu, trouve deux petits bateaux sur lesquels il renvoie John White avec les secours implorés comme nécessaires. Mais les équipages de ces embarcations n'avaient aucun intérêt en Amérique; ils en prirent la route, pour la forme, comme en se jouant, pensant bien, quelque direction qu'ils suivissent, rencontrer ce qu'ils cherchaient : des navires isolés à attaquer, du butin à faire. Ils rencontrèrent aussi la défaite, presque la destruction. Après un combat, dans lequel Aut. cit.

ils essuyèrent abordage et pillage, il leur fallut revenir en Angleterre. Là le danger qui menaçait de l'Espagne étant devenu plus imminent, il ne parut plus possible de s'aventurer sur l'Océan.

Enfin l'invincible Armada fut vaincue par Drake et par la tempête; la mer et la marine anglaise redevinrent libres. Mais Raleigh s'était tellement appauvri par toutes ces expéditions qu'il se trouva dans l'impossibilité de fournir quoi que ce fût, argent ou vaisseaux. Il ne lui restait qu'un moyen puisé dans la teneur même de sa charte : former une association de marchands et d'aventuriers qui, excités par les concessions qu'il leur ferait, serviraient ses plans de colonisation tout en poursuivant leurs propres intérêts dans des expéditions commerciales. Ce moyen il l'employa (*transfert de Walter Raleigh à divers* Hakluyt. Hazard. *particuliers et marchands de Londres*, 7 mars 1589). Parmi ces cosociétaires de Raleigh nous ne mentionnerons que Thomas Smith et Richard Hakluyt, dont les noms reviendront prochainement.

Seulement Raleigh avait trop espéré de ces associés. A part quelques-uns, c'étaient des spéculateurs, des marchands qui ne virent dans l'A-

mérique qu'une terre à pelleteries, dans les indigènes qu'un peuple de chasseurs avec lequel on pourrait peut-être faire le trafic des fourrures. John White, qui, s'il ne pouvait secourir la colonie, désirait au moins revoir sa fille et son gendre, se fit agréer comme commandant de la première tentative commerciale. Mais la compagnie n'était point pressée; White ne put partir qu'au mois de mars 1590. Le 3 août, il était dans les eaux de l'île Wocoken, mais jusqu'au 11 le mauvais temps l'empêcha de jeter l'ancre. Le 12, il se trouva à la hauteur de l'île Croatan; le 15, à trois lieues du cap Hatteras, pouvant apercevoir la fumée qui s'élevait du lieu où il avait laissé la colonie. Plein de joie il fait tirer le canon; nulle réponse. On débarque; ni homme, ni signe qu'il y eût eu là dernièrement des habitants. On se prépare le lendemain à gagner Roanoque. Mais la perte de sept hommes dans cette tentative par une mauvaise mer fait abandonner ce projet. On revient au cap Hatteras. Sur l'île de l'établissement, nos explorateurs aperçoivent cette fois du feu à travers les bois. Nouveau débarquement; appels au moyen de la trompette; mais toujours point de réponse. Ils découvrent enfin sur un poteau les trois lettres CRO et sur

White dans Smith.

Howison.

un autre le nom entier CROATAN. Cela voulait dire, suivant une convention faite entre les émigrants et John White au moment du retour de celui-ci en Angleterre, que les colons avaient quitté l'établissement de Hatteras pour se réfugier sur l'île Croatan. S'ils eussent été en détresse au moment de leur départ, une croix ajoutée à leur inscription l'eût indiqué (1). Il n'y avait point de croix; rien ne pressait alors, et l'on pouvait poursuivre l'exploration. Ils arrivèrent au foyer dont ils avaient entrevu la flamme et la fumée; c'étaient quelques arbres en train de se consumer. Dans une enceinte palissadée, ils trouvèrent quelques maisons abattues, des barres de fer, deux saumons de plomb, des coffres, des livres, des cartes, des provisions gâtées, toutes choses jetées çà et là, couvertes de terre ou d'herbe. Les jours suivants, ils voulurent gagner Croatan;

(1) F.-X. Martin (*Hist. of north Carolina*, I, p. 35) dit qu'en 1778, les habitants de Roanoque montraient un vieux tronçon de chêne vivant encore, qu'ils prétendaient avoir été l'arbre sur lequel les colons en question avaient entaillé le mot *Croatan*. Mais ce doit être une de ces traditions sans fondement, comme il y en a tant, puisque les originaux nomment Hatteras comme le point où s'établit ce deuxième essai de colonisation, et que la relation de White parle de poteaux (*post*) et non d'arbres.

mais la mer était si furieuse qu'ils eurent leur câble rompu, perdirent deux ancres et furent sur le point d'échouer. Effrayés du sort qui les menaçait, vice-amiral et matelots exigèrent qu'on reprît la route de l'Angleterre.

Quant aux colons définitivement abandonnés, qu'étaient-ils devenus? que devinrent-ils? Lawson, arpenteur général de la Caroline du Nord Warden. en 1700, qui a laissé une histoire de cette colonie, X. Martin. dit « qu'ils furent forcés, pour ne pas périr, d'habiter avec les naturels. » Il ajoute « que les Indiens de Hatteras et qui fréquentaient Roanoque se vantaient que leurs ancêtres étaient blancs et pouvaient lire dans les livres; qu'à la vérité cette assertion était confirmée par cette circonstance que partie d'entre eux avaient les yeux gris, ce qu'on n'avait remarqué dans aucune autre tribu.» Cet auteur dit encore « qu'on lui montra les ruines d'un fort, des pièces de monnaie anglaises, un fusil de cuivre, une corne à poudre et des cercles de fer. »

Raleigh dont la constance méritait un autre succès, qui avait dépensé 40,000 livres sterling dans Hildreth. ces diverses tentatives, envoya encore, dit-on, six fois (la dernière en 1602) à la recherche de J. Burk. ceux que la patente d'Élisabeth avait faits ses

vassaux; mais ces recherches n'amenèrent nulle indication nouvelle.

Cette persévérance de Walter Raleigh est certainement louable, mais, quoi qu'en disent Bancroft, Walknaer et d'autres historiens, ce célèbre courtisan mérite quelque peu les sévérités de l'histoire. Il ne fit pas tout ce qu'il aurait pu faire (et dû faire, après avoir entrepris) en Amérique. Plus désireux de frapper ses contemporains d'étonnement que de doter ses compatriotes d'établissements solides, plus éclatant et captieux que judicieux, plus poëte qu'homme d'État, Raleigh savait mettre en mouvement ses moyens et ses hommes; mais on dirait que, une fois l'affaire lancée, il s'en rapportait au hasard pour le succès. D'un enthousiasme entreprenant peu commun, doué par la nature des plus séduisantes qualités, orné par l'étude de talents et de connaissances extraordinaires; avec cela d'une taille Walknaer. de près de six pieds, d'une figure majestueuse, d'une constitution robuste, d'un courage indomptable, il avait tout ce qui fait les hommes remarquables; il ne lui manquait que la ténacité dans la volonté et la continuité dans le calcul qui font les hommes forts. De là ses fautes, la témérité de ses entreprises, les splendeurs de sa for-

tune, la péripétie de sa mort. Il entreprend la colonisation de l'Amérique du Nord; nous avons dit cette histoire : agents mal choisis, tout pour le brillant, rien pour le solide, partant folies sur folies, néant au succès. Ces échecs constituent cependant pour nous la plus grande partie de sa gloire : il entreprit! Pour ses contemporains, pour la cour d'Élisabeth surtout, il fut l'introducteur de l'usage du tabac en Angleterre. Tout est ainsi anomalie continuelle, étrangeté dans la vie de cet étrange personnage. Sa fortune commence par un manteau jeté sous les pieds de la reine pour lui épargner un peu de boue. Elle est close, semble-t-il au premier instant, par une condamnation à mort, non pour avoir conspiré contre Jacques Ier, mais pour avoir su que d'autres conspiraient. Mais sous le coup de cette condamnation, c'est-à-dire entre la sentence et le bourreau, Raleigh écrit un in-folio qui prendrait la vie d'un bénédictin, une *Histoire du Monde* si substantielle qu'elle faisait les délices de Cromwell. Et après douze ans de captivité à la Tour de Londres, il sort de cette prison, non gracié ni innocenté, est investi du commandement d'une flotte et court en Guiane pour s'y emparer d'une mine d'or à l'existence de laquelle il croyait peut-

Walknaer, Laboulaye.

être, mais qu'il n'avait ni vue ni reconnue; il attaque les Espagnols en pleine paix, leur tue quatre cents hommes et revient en Angleterre subir, pour cette violation de la paix, la condamnation encourue quinze ans auparavant pour ce complot dont il était innocent. Il emploie cependant tous les moyens imaginables pour se soustraire à la mort qui le tenait déjà à moitié : la paralysie avait frappé le détenu de la Tour de Londres. Mais quand tous les subterfuges sont épuisés, il monte calme et ferme sur l'échafaud en disant que « la terre est une prison où quelques-uns sont chaque jour exécutés par la mort. » Il porte le doigt sur le tranchant de la hache qui devait lui abattre la tête et ajoute : « Le remède est aigu, mais il guérit tous les maux ; » prononce une éloquente apologie de sa conduite, met tranquillement la tête sur le billot et meurt avec une simplicité et un courage quasi socratiques. Comment s'étonner après tout cela que cet homme ait soulevé tant d'enthousiasmes et de jalousies, provoqué tant de louanges exagérées, tant d'accusations contradictoires? Le poëte Spenser l'appelle « le pasteur de l'Océan. » Robertson nous le montre comme séduit par toutes les idées nouvelles et tombant dans tous les défauts des hom-

Bancroft.

Hume.

mes à projets. Hume est sévère comme un réquisitoire; en revanche Bancroft lui donne au moins quatre pages de louanges, sans lui trouver un défaut. Les autres historiens américains sont dans la même admiration, par esprit d'opposition, croyons-nous, aux historiens anglais. Walknaer (*Biographie Michaud*) tombe un peu dans la faiblesse des historiens américains; il semble vouloir laver complétement Raleigh. Pourtant il dit vers la fin de son travail « qu'il (Raleigh) eût été plus grand et plus heureux, si, pour sa fortune et pour sa gloire, il s'était fié à la seule puissance de son génie et s'il n'avait pas laissé dégrader en lui par le manége et les passions du courtisan les actions et les sentiments du héros.» Mais, avec une telle élimination, il n'y aurait plus eu de Raleigh, il n'y aurait plus eu qu'un homme d'une certaine bravoure, qu'un polygraphe d'un certain talent. Pour faire Raleigh, il fallait tout Raleigh, c'est-à-dire un mélange du soldat, du marin, du poëte, de l'homme d'Etat, du savant, du courtisan et du spéculateur, sans pondération et sans but, sans autre règle de conduite que cette maxime par lui formulée et mise continuellement en pratique: « Tout ce qui n'est pas extraordinaire, n'est rien. » Bien plus, nous Grahame.

ajouterons que, sans le drame de sa mort, cette étrange figure nous semblerait incomplète.

Et au sujet de cette mort, qu'on nous passe une appréciation qui n'est pas un paradoxe. Walter Raleigh n'était, paraît-il, pas plus coupable de complot contre Jacques I[er] que notre infortuné de Thou, l'ami de Cinq-Mars, contre Richelieu. « Si on voulait le faire périr, dit Hume, il fallait pardonner pour la première condamnation et faire un autre procès. » Eh bien, malgré tout cela, nous trouvons cette mort très-excusable et nous sommes loin d'en faire un crime à Jacques I[er], mais en invoquant des considérations toutes spéciales. La monarchie, quand elle est dans les conditions de celle des Tudors et des Stuarts, est véritablement le régime de la grâce et du bon plaisir. La justice est bien loin reléguée au deuxième plan dans ce système. Ceux alors qui se jettent en pâture à ce monstre vorace et capricieux, espérant le vaincre ou l'attendrir pour en retirer faveurs et priviléges, ceux-là sont voués d'avance à une mort arbitraire, et, contre cette mort, nulle protestation ne vaut, et leurs apologistes font fausse voie quand ils cherchent à nous démontrer que de telles morts sont injustes. Tout est juste là où il n'y a pas de justice.

Quoi qu'il en soit, nous trouvons aussi que la législature de la Caroline du Nord a eu raison d'évoquer en 1792 un souvenir sur lequel s'étaient déjà, jour par jour, entassés deux siècles d'événements et de révolutions, et de décréter, dans une séance solennelle, que la capitale de l'État se nommerait *City of Raleigh*, d'autant plus que cette capitale est située à peu de distance ou sur l'emplacement de la ville indienne nommée dans les relations *Skicoak*, qu'on dépeignit aux aven- Hakluyt.
turiers de 1584 comme la plus peuplée et la plus Smith. Walknaer.
considérable de la contrée. Car, malgré ses fautes et ses défauts, Walter Raleigh reste toujours le véritable initiateur de la colonisation anglaise dans cette partie orientale de l'Amérique nord qui constitue ce qu'on appelle aujourd'hui les Etats-Unis.

CHAPITRE V.

L'idée de colonisation se remontre.

(1600-1606.)

Après Walter Raleigh, nous retombons dans le vide. Si, jusqu'en 1602, d'autres voyages entrepris par les Anglais firent suite à ceux de John White, ce ne furent que des expéditions commerciales sans autre but et résultat que le trafic ou la pêche.

Donc, en 1600, plus d'un siècle après le voyage de Jean Cabot, l'Angleterre n'avait pas encore le moindre établissement dans l'Amérique du Nord. Toutes les tentatives, brillantes de promesses au début, se sont terminées en désastres. Aussi l'Amérique semble-t-elle encore une fois abandonnée. Il faut quelque chose de nouveau pour rendre vie à l'espérance et engager les Anglais dans des entreprises nouvelles. Barthélemy Gosnold va leur apporter ce stimulant inattendu.

Brierton dans Smith. Sur un petit bateau, accompagné de trente-deux hommes non moins téméraires que lui, cet audacieux aventurier imagine de traverser l'Atlantique. Jusqu'alors on a suivi la route par les Bancroft. Canaries et les Caraïbes pour gagner l'Amérique. Gosnold veut voir s'il n'est point un chemin plus Beverley. direct, si, gouvernant à l'ouest sans aucune déviation, on n'arrivera pas en moins de temps aux Robertson. rivages du nouveau monde. Mais le vent ne favorise pas son projet, d'abord; il est entraîné vers le sud jusqu'aux Açores; et ce ne fut qu'à partir de ce point qu'il put courir droit à l'ouest. Il ne s'en trouva pas moins, au bout de sept semaines de voyage, dans la baie du Massachusetts, au nord de Nahant. Ne rencontrant point de havre commode pour attérir, il tourne au sud, découvre et nomme le cap Cod (*cod*, morue), le double, passe Nantucket, touche à *No man's Land* (terre de personne), à *Martha's Vineyard* (vigne de Marthe), et débarque enfin sur une île où la nature se montre aux aventuriers dans toute sa riche et sauvage virginité. En bons Anglais qu'ils sont, ils la nomment Élisabeth. Ils parcourent cette île; mais non loin du rivage méridional, ils sont arrêtés par un petit lac au milieu duquel s'élève un rocher. Sur cette forteresse naturelle,

ils se construisent, en trois semaines, une habitation fortifiée, car douze d'entre eux ont résolu (ô enthousiasme des commencements!) de jeter là les fondements d'une colonie. Pendant qu'ils travaillaient à cette construction, ils sont surpris par l'arrivée de cinquante sauvages, avec lesquels ils font quelques échanges. Ces indigènes (probablement des Narragansetts) portaient des ornements de cuivre rouge qu'ils travaillaient eux-mêmes. Ils portaient aussi des barbes postiches qu'ils voulaient changer contre celles des Européens. Ce fut encore pendant l'édification du fort que Gosnold pénétra sur le continent pour trafiquer avec les Indiens. Ceux-ci (Pokanokets ou Narragansetts) se montrent d'abord serviables, hospitaliers, et Gosnold obtint d'eux une bonne provision de racine de sassafras, une panacée de l'époque. Mais la réaction de l'ignorance, qui jette toujours l'homme dans les folies de la peur et lui fait voir fantômes et tyrans dans plus savants et plus habiles que lui, cette réaction s'interpose bientôt dans les relations de rouges à blancs; Gosnold voit percer la défiance; il n'a que peu d'hommes, il craint les hostilités : on se rembarque, les douze enthousiastes de colonisation, aussi bien que les autres, abandonnant aux rava-

Bancroft.

ges du temps et des saisons la construction qu'ils venaient d'achever. En 1797, le docteur Belknap en découvrit quelques restes.

Gosnold reprit le même chemin direct à travers l'Atlantique, qu'il ne mit, cette fois, que cinq semaines à parcourir. Après quatre mois d'absence, il rentrait en Angleterre sain et sauf ainsi que ses trente-deux compagnons (23 juillet 1602).

Bancroft. Les récits qu'ils firent de leur expédition étaient trop séduisants, on ne les crut point. Des marchands de Bristol, excités par Hakluyt, l'historien des navigations des Anglais, envoyèrent Martin Pring, avec deux navires, à la recherche de la vérité. Ce capitaine, en suivant autant que possible la route tenue par Gosnold, se trouva cependant porté un peu plus au nord, et arriva en vue des îles qui bordent la côte du Maine (juin 1603). Il longea la terre dans la direction du sud-ouest, découvrit les rivières de Saco et de Rennebunk, examina l'espace de quelques lieues le canal de la Piscataqua, doubla le cap Anne et parvint enfin dans les parages visités par Gosnold. Six mois après son départ, il était de retour, confirmant le rapport de son devancier.

Voilà donc un nouveau pays découvert, ni

trop au nord, ni trop au midi, plus en rapport de climat avec l'Angleterre que le Labrador de Cabot et la Virginie de Raleigh. Et le sol de cette contrée est couvert d'une végétation puissante, augure favorable de magnifiques récoltes pour ceux qui la cultiveront. Et la route pour y aller n'est pas cette interminable route qu'ont suivie tous les navigateurs depuis Colomb : c'est un chemin tout direct, d'un grand tiers plus court que l'ancien.

Ces bonnes raisons de reprendre la colonisation furent néanmoins un instant affaiblies par Barthélemy Gilbert qui rentrait en Angleterre après la dernière et inutile tentative pour retrouver les compagnons de John White (juillet-août 1603). Cette mauvaise nouvelle semblait galvaniser des morts et les faire défiler devant les yeux du public épouvanté. Mais un rapport de voyageur est promptement effacé par un autre. Gilbert a causé une fâcheuse impression, Weimouth rassure les esprits et redonne l'espérance. Ce dernier avait été envoyé pour le même objet que Pring par les lords Southampton et Arundel de Wardour. Comme Pring, Weimouth avait trouvé la rivière Pénobscot; mais en plus que Pring, il l'avait remontée jusqu'au delà de

X. Martin. Bancroft.

la baie de Belfast, admirant les havres, la profondeur des eaux, la largeur du courant, calculant tous les avantages que ce site présentait au commerce. Pour la deuxième fois, la description de Gosnold recevait un témoignage de véracité (1605).

J. Rosier dans Smith. Weimouth avait enlevé cinq sauvages et les avait amenés en Angleterre. Il en donna trois à sir Ferdinand Gorges, gouverneur de Plymouth Bancroft. et le plus grand ami de Raleigh. Comme Gorges n'avait encore rien fait pour l'Amérique, il est probable que ce n'était pas à lui que, d'intention, Weimouth adressait ce présent américain, mais à Raleigh, alors prisonnier à la Tour de Londres. Weimouth ne pouvait d'aucune façon rendre publiquement hommage à un condamné à mort; il le faisait indirectement, reconnaissant en Raleigh le grand maître des expéditions lointaines.

L'année suivante (1606), Martin Pring fit un Bancroft. second voyage et donna à son retour une description plus détaillée que les précédentes de cette côte du Maine si dentelée, si découpée de havres, d'embouchures, d'îles et de détroits (1).

(1) Il y a, dans la seule baie de Casco, plus de trois cents îles. Warden, *Description des États-Unis*, Maine, vol. 1.

Toutes les tentatives de colonisation jusqu'ici retracées ont manqué ; de sorte qu'en résumé nous n'avons encore vu que des voyages de découvertes et de reconnaissances. Mais ici se termine la série des expéditions sans résultat matériel.

Jusqu'ici la semence des colonies n'a point pris, pourrions-nous dire ; la terre de l'Amérique du Nord a repoussé tout germe exotique.

Nous allons voir enfin les plantations européennes prendre racine sur ce sol susceptible, la colonisation s'y acclimater, grandir, fleurir et fructifier.

CHAPITRE VI.

Première charte de la Virginie.

(1603-1606.)

Elisabeth n'était plus. Martin Pring, lors de son premier voyage (1603), avait été retenu sur les côtes d'Angleterre « par les vents contraires et la mort de ce miracle du monde, la plus chère dame souveraine, la reine Élisabeth (1). » La mort de cette femme vraiment grande, par qui l'Angleterre avait vécu d'une vie comparativement si belle pendant plus de quarante ans; cette mort semblait suspendre la vie sociale en Angleterre. Tout devait prendre le deuil au moins, chaque homme suivre le convoi des funérailles. La bonne Bess (the good Bess), comme disaient les Anglais, était d'ailleurs populaire au suprême degré.

(1) ..... by contrary windes upon the coast of England, and the death of that ever most memorable, miracle of the world, our most deare soveraigne lady and Queene Elisabeth. Robert Salterne dans Smith, *Hist. of Virgin.*, p. 18.

Elle avait eu l'adresse de faire croire au peuple qu'elle le portait dans son cœur. Elle avait su faire face à toutes les exigences d'une position extra-difficile. Elle avait affronté toute l'Europe catholique et lui avait même jeté comme en défi la tête de Marie Stuart. Elle avait rétabli et consolidé l'anglicanisme, affranchi par là sa couronne et la nation britannique de toute tyrannie étrangère ; elle avait élargi les bases de la prospérité commerciale, fondé la marine anglaise, et son despotisme avait parfois respecté la bourse de ses sujets.

Malgré tant de bonnes raisons d'être du sentiment du peuple anglais de cette époque, abstenons-nous cependant de tout engouement, en nous rappelant que le gouvernement d'Élisabeth ressemblait, d'après Hume, à celui de la Turquie (1), et en nous disant que le despotisme, quelque éclat qu'il jette, quelque grandes choses qu'il fasse, est toujours le despotisme, c'est-à-dire le gouvernement du caprice ; que tous ces grands génies d'État, despotes par nature, dont on élève sans cesse les statues devant nos stupides admi-

Montesquieu.

(1) Selon Hallam, Hume exagère ; mais quand on a lu attentivement Hallam, on n'est pas loin de penser comme Hume.

rations, sont les fléaux de l'humanité au lieu d'en être les bienfaiteurs.

Qu'est-ce en effet que le despotisme, sinon un système dans lequel doivent entrer assouplies, énervées ou brisées, toutes les forces nationales ? Tout doit suivre la même route, s'abaisser au même plan, hommes et choses, vertus et vices, richesses acquises ou à conquérir. Ce n'est donc pas merveille qu'une si grande condensation produise au moins superficiellement un splendide spectacle. Mais pénétrez un peu avant dans ce système et vous verrez bientôt que c'est seulement un sépulcre blanchi au fond duquel ne se trouvent que des ossements. De vrais ossements ici, ceux d'un peuple exténué qui s'épuise à nourrir et à entretenir son maître.

Entrons un peu dans le détail de l'action du despotisme pour nous bien convaincre. Ce maître, n'est-ce pas la personnalité humaine à sa suprême puissance, le moi, l'égoïsme partout et toujours, envers et contre tous ? N'est-ce pas conséquemment la jalousie systématique contre toute individualité ou spécialité un peu puissante ? Mais le maître est le maître, qu'une tête s'élève, il la coupe ou il l'abaisse. Il ne laissera se dresser un peu librement que les artistes et les poëtes, et

encore à la condition qu'ils travailleront ou chanteront pour lui. Mais les grandes vertus civiques, elle n'existent plus ; le despotisme en a fait des fidélités monarchiques ou les a brisées. Tout le commerce, toute l'industrie du pays, passée au système, travaille non plus pour soi-même selon les inspirations ou aspirations des négociants, non ! mais dans le sens indiqué par le despotisme. « Vous serez mes facteurs, mes fournisseurs, leur dit-il, ou je mets l'embargo sur vos vaisseaux et confisquerai vos marchandises. Je vais faire la guerre ; vous spéculerez sur les armes et les munitions, et je vous paierai à ma convenance, c'est-à-dire peu ou point ; mais je vous gratifierai de monopoles et de priviléges. Acceptez cette façon royale de voler le peuple, sinon, contre les mécontents et les mutins, j'ai des bastilles et des bourreaux. Toi, marine, tu porteras la désolation sur tout l'Océan ; que t'importe ? le pavillon couvre les forfaits ; nous partagerons les prises et j'ai des honneurs pour tous les exécuteurs de mes caprices et de mes vengeances. Parlement, tu feras les lois que je voudrai ; justice, tu condamneras qui je condamnerai ; j'ai la dissolution et la destitution contre vos rebellions. Religion, tu sauras que Dieu

est Dieu, mais que c'est moi qui suis son prophète. » Ainsi dit et fait le despotisme ; et les populations cependant tombent à genoux devant lui (1).

Parce que l'état despotique fait toujours suite à quelque crise anarchique ou révolutionnaire, et que, comparée à cette époque d'agitations et de troubles, la situation de calme et de tranquillité, sous la verge de fer du despostisme, semble aux populations fatiguées le calme dans le port, la tranquillité après l'orage et la tempête.

Pour rentrer dans notre sujet et corroborer le général par le particulier, reportons un instant nos regards sur le règne d'Élisabeth. Sa propre situation l'avait mise en opposition, en guerre avec le catholicisme, dont le plus ferme champion était l'Espagnol. De là guerre continuelle avec l'Espagne. Toutes les forces de l'Angleterre ont été tournées vers cette guerre. Reine, ministres, navigateurs, favoris et sujets n'ont plus songé qu'à cela. Drake, Howard, Hawkins, marins habiles et hardis, qui eussent pu découvrir

(1) Le lecteur trouvera dans Hume, Hallam, Lingard, tous les hist. angl. (règne d'Élisabeth) la justification complète de tout ce que nous disons ici.

de nouvelles terres et en prendre possession, ne furent employés qu'à croiser contre les Espagnols. Raleigh, qui avait de grandes idées colonisatrices, se trouva, au moment même où il allait réussir, forcé de suspendre ses envois en Amérique et de se tourner contre les Espagnols. Un peu d'aide de la part du gouvernement, la liberté d'agir seulement, et ses entreprises, malgré l'incapacité de ses agents, tournaient à bien : la Virginie était fondée. Mais la guerre contre l'Espagne absorbait tout, hommes et vaisseaux. Tous ces navigateurs dont nous avons déroulé les diverses tentatives, ces hommes si riches de solides qualités, si capables de grandes choses, Frobisher, Gilbert, Grenville, Raleigh, White, ont tous travaillé dans l'isolement, traversés dans leurs faibles moyens, quand il s'est agi de chercher la réalisation de leurs idées, ou se sont vus forcément jetés dans le sens du despotisme d'Élisabeth, quand ces moyens ont fait défaut et que leur vitalité les portait cependant à l'action. Oh ! c'est là surtout le grand grief contre l'absolutisme ; il disjoint tout, il isole tout, ou ne fait travailler que pour lui-même. Aussi, en mettant ses plus superbes représentants en face de ceux d'un régime comparativement moins tendu, de

princes bien inférieurs sous tous les rapports, comme ici Élisabeth en face de son successeur Jacques Ier, trouve-t-on que l'avantage, eu égard au peuple gouverné, incombe évidemment au plus faible, la situation générale étant plus prospère.

Sous Jacques Ier, prince têtu et pusillanime, bien entiché de ses prérogatives, mais peu fort, la condition de l'Angleterre change en effet du tout au tout. Il est vrai que la guerre avec l'Espagne fait place à des rapports d'amitié avec cette puissance. Mais si Jacques Ier eût été un de ces fléaux de l'humanité qu'on nomme grands hommes d'État, si ce n'eût pas été cette guerre, c'en eût été une autre. Un système nouveau aurait chassé le précédent, et toutes les forces de l'Angleterre se fussent tournées, emprisonnées, amoindries dans ce nouveau sens. Résultat le même. Mais la différence que nous signalons, étant, toute intelligence allait se mouvoir dans sa propre sphère. Le roi, n'ayant point d'initiative à lui, allait suivre tous les initiateurs et leur prêter assistance. Qui ne voit qu'il y a là un grand bien pour toute la nation, qu'il y a une plus grande diffusion d'activité et de bien-être émanant de divers centres? Parce que liberté d'agir,

c'est liberté de vivre. Parce qu'en place de tous les maux dont nous avons parlé : résistances, assouplissements, énervations, brisements, nous avons le libre développement de toutes les forces, suivant les exigences diverses de leurs différentes natures.

A l'avantage de la situation nouvelle inaugurée par Jacques Ier, tous ceux qui avaient servi Élisabeth avaient été moissonnés par le temps. Drake, Hawkins, Grenville avaient trouvé la mort dans les expéditions de représailles qui avaient naturellement fait suite à la déroute de l'invincible Armada (1591-1595). Essex avait porté sa tête sur l'échafaud (1601). Leicester était revenu mourir en Angleterre après son expédition dans les Pays-Bas. Raleigh expiait sa fortune à la Tour de Londres.

Tous les hommes que nous avons nommés dans le chapitre précédent : Gosnold, Pring, Weimouth, Hakluyt, Gorges étaient des hommes nouveaux qui allaient même bientôt se trouver tous successivement remplacés par d'autres, parce qu'ils vieillissaient et s'usaient dans l'attente d'une résurrection que vainement ils pressaient et stimulaient; on se souvenait trop en Angleterre des désastreuses expéditions de Ra-

leigh, et personne ne s'empressait de courir aux mêmes malheurs.

Cependant Gosnold avait fini par persuader et faire entrer dans ses vues un riche marchand de Londres nommé Wingfield, l'ecclésiastique Robert Hunt et le célèbre aventurier John Smith. Smith.

D'un autre côté, sir Ferdinand Gorges avait recueilli de la bouche des sauvages que lui avait donnés Weimouth, des particularités si séduisantes sur l'Amérique qu'il désirait vivement acquérir des propriétés sur ces rivages lointains. Et Gorges, riche et influent, avait su faire partager ses idées à sir John Popham, lord-chef de la justice d'Angleterre. Bancroft.

Les acquéreurs des titres de Raleigh, enfin, ne restaient pas indifférents à cette nouvelle rumeur de colonisation qui commençait à sourdre. Un d'entre eux surtout, le collectionneur de voyages, Richard Hakluyt, se montrait favorable à ces sortes d'entreprises. Il était devenu comme le centre du rayonnement colonisateur en Angleterre. De tous les points de l'Europe lui arrivaient les nouvelles de découvertes, en même temps que partaient de lui des conseils et des instructions aux navigateurs, en même temps que sortaient de sa plume les relations des expé- Robertson. Bancroft. Biogr. Mich.

ditions anglaises, françaises, portugaises ou espagnoles.

Ces aspirations et actions diverses, dont le but commun était la colonisation, eurent pour résultat inévitable de rapprocher tous les représentants de la même idée comme dans des chambres ou assemblées consultatives. Plans et projets naissaient dans ces réunions; mais d'exécution, on n'en parlait point. Forts de leur courage et de leurs connaissances, ces futurs entrepreneurs de colonisation mûrissaient leur idée. Ils tenaient à ne rien précipiter, ne voulant pas comme leurs devanciers tout hasarder. Il fallait une circonstance imprévue pour les presser dans l'action. Il s'en présenta une: la nouvelle se répandit que les Français s'établissaient dans l'Amérique du Nord.

Marshall. Bancroft. Em. Willard.

La France, en effet, dont l'intelligence avait été comme noyée dans les fleuves de sang qu'avaient fait couler les guerres de religion, la France renaissait à la vie intellectuelle depuis la promulgation de l'édit de Nantes (avril 1598). Des pouvoirs pour fonder des colonies dans les pays de Canada, Hochelaga, Labrador, Norimbegue et Terre-Neuve, furent successivement accordés au marquis de la Roche, qui ne fit qu'un voyage de

Charlevoix.

reconnaissance (1598); au capitaine Chauvin, qui fit deux expéditions et en préparait une troisième lorsqu'il mourut (1600-1602) ; au commandeur de Chatte, gouverneur de Dieppe, pour lequel Pontgravé et Champlain voyagèrent d'abord (1603). Mais quand ces derniers revinrent en France, « ils trouvèrent le commandeur de Chatte mort et sa commission donnée à Du Guast, sieur de Monts, qui fit un armement plus considérable que n'en avait fait aucun de ceux auxquels il succéda. » Il se composait de quatre vaisseaux qui, partis du Havre le 7 mars 1604, touchaient deux mois après aux côtes de l'Acadie. Pontgravé, Champlain, De Monts et Jean de Biencourt étaient les chefs de cette expédition.

Biencourt fonde Port-Royal (Annapolis); de De Monts et Champlain un établissment sur une petite île de Sainte-Croix ; mais la position était si mauvaise qu'au printemps suivant on fut obligé de faire replier ce commencement de colonie sur Port-Royal (1604-1605). Mais ce port ne plaisait point à tous ; on le trouvait trop au nord ; la sortie et l'entrée en étaient difficiles. Aussi explora-t-on les côtes de la Nouvelle-Angleterre afin de découvrir quelque endroit plus avantageux. Mais les indigènes hostiles, les bas-fonds nom-

breux, les vents contraires, obligèrent les embarcations françaises à regagner Port-Royal, où la colonie resta pour l'instant fixée (1606).

Ce furent sans doute ces tentatives qui, connues en Angleterre, jetèrent l'alarme dans les petits conciliabules de Gosnold et d'Hakluyt.

Quoi qu'il en soit, on y résout enfin d'entreprendre quelque chose (1606). Gosnold, Smith et Hakluyt, Popham et Gorges, demandent à Jacques Ier des lettres patentes pour la fondation de colonies anglaises dans l'Amérique du Nord. Ce roi bel esprit, conséquemment vaniteux, se sent flatté comme un auteur à qui l'on fait compliment de son dernier ouvrage : Jacques Ier avait essayé de la colonisation dans les îles de l'Ouest, en Écosse, en Irlande, et avait réussi. Il accorde les patentes avec empressement. Mais ces titres méritent considération non-seulement comme premiers documents historiques de la Virginie, mais encore comme témoignage de l'abaissement dans lequel l'esprit libéral de l'Angleterre était alors tombé.

Hume.
Bancroft.
Leland.

Et cette constatation est, à cause de l'époque où nous sommes arrivés, de la plus haute importance. Car c'est ici le vrai point de départ de l'histoire coloniale, c'est-à-dire de l'histoire po-

litique des États-Unis. Et cette histoire, le lecteur ne l'oublie sans doute pas, c'est spécialement celle de la Liberté. Il importe donc de savoir, au plus exact, quelle sorte de liberté on professait en Angleterre, au moment où ce début définitif s'organisait, quelle sorte de liberté les premiers colons allaient transplanter en Amérique.

L'analyse et l'examen de la première charte de la Virginie va nous renseigner amplement sur ce sujet.

L'année 1600 a inauguré l'ère des compagnies par la fondation de la compagnie anglaise des Indes orientales. Jacques Ier, dont la puissance d'invention est à peu près nulle, imite cette création et partage, suivant leur désir (1), les demandeurs en deux compagnies.

(1) Puisque nos bien-aimés et bien disposés sujets (suivent les noms) désirent se partager en deux colonies et compagnies... » (Are desirous to divide themselves into two several colonies and companies), Ebenezer Hazard, vol. I, 50-51. — Robertson ne croit pas, et nous sommes de son avis, que cette division ait été faite d'après le désir des patentés. « Mais, dit cet historien, comme la concession d'un pays si vaste à une seule association, parut au roi un acte contraire à la saine politique, il fit deux parts à peu près égales, etc... » — Division irréfléchie,

Hazard. La *première* compagnie, qui prit le nom de compagnie de Londres, ou de première colonie (first colony), au nom de sir Thomas Gates, sir Georges Somers, Richard Hakluyt et Edouard-Marie Wingfield, avait le droit d'occuper les régions de l'Amérique du Nord situées entre le 34e et le 38e degré de latitude nord, depuis le cap Fear jusqu'à l'extrémité sud du Maryland actuel. La *seconde* (the second colony), qui prit le nom de compagnie de Plymouth, au nom de Thomas Hanham, Raleigh Gilbert, William Parker et Georges Popham, avait également le droit exclusif de fonder une colonie entre le 41e et le 45e degré de la même latitude. Les trois degrés (du 38e au 41e) qui séparaient les deux territoires concédés étaient ouverts aux plantations des deux compagnies avec cette clause que chacune ne pourrait s'avancer dans ce terrain neutre à plus de cinquante milles de sa limite première, de sorte qu'il devait y avoir encore au moins cent milles de distance entre les points les plus rapprochés des deux colonies rivales.

puisqu'elle divisait les moyens, et qu'en fait de colonisation, ce sont les commencements qui sont difficiles et qui, par conséquent, exigent le concours d'un plus grand nombre.

Ces limites sur limites, ces précautions minutieuses auxquelles on chercherait vainement une raison raisonnable font redire le mot de Sully, à cette époque ambassadeur de France en Angleterre, que Jacques I[er] était le fou le plus avisé de l'Europe.

Chacune des deux colonies devait être administrée par un conseil colonial dont les treize membres seraient nommés, changés, éloignés de temps à autre suivant les instructions du roi. Un autre conseil de treize membres, nommés aussi par le roi et résidant en Angleterre, devait être chargé du gouvernement des colonies.

Jacques I[er] qui se croyait le législateur le plus capable de son temps, ne pouvait céder le droit de légiférer. Aussi se réserva-t-il la confection des lois depuis celles de l'intérêt le plus général jusqu'aux règlements de la plus minime importance.

Ces deux dernières clauses sont assez explicites. Elles veulent dire que les Anglais qui allaient essayer de fonder en Amérique un empire colonial anglais seraient privés de tous les droits du *self-government*, du droit même de contrôler le gouvernement qu'on leur imposait, qu'ils se-

raient alors en Amérique dépouillés de la plus noble prérogative d'un homme libre.

Mais, en revanche, Jacques Ier leur permettait d'exploiter les mines des métaux précieux (on ne mettait pas en doute qu'ils en trouvassent), à condition de réserver le quint du roi, et le 15e seulement sur les produits des mines de cuivre.

Il leur permettait aussi de frapper une monnaie coloniale pour faciliter leurs transactions. C'était là une bonne idée, mais que nous sommes surpris de voir chez Jacques Ier, sachant combien les monarques anglais se sont montrés jaloux de ce droit de la couronne et que ce fut (comme nous le verrons plus tard) un des griefs les plus sérieux contre la colonie du Massachusetts quand on voulut lui arracher sa charte.

Howison.

Grahame.

Jacques Ier permettait en outre aux compagnies d'embarquer qui elles voudraient pour la Virginie, et aux colons de s'armer pour repousser les étrangers qui chercheraient à s'y introduire. Mais le trafic avec les établissements en perspective était déclaré libre sous la condition de payer aux trésoriers des compagnies, les commerçants anglais, deux et demi, et les étrangers, cinq pour cent sur la totalité des affaires. Les fonds perçus par ce moyen devaient pendant vingt et un ans

être affectés à l'amélioration et à l'agrandissement des plantations.

La politique inintelligente qui prohibait à cette époque l'exportation des produits anglais hors de l'Angleterre trahit son existence dans cette charte par la permission que Jacques I[er] accorde aux compagnies de transporter en Virginie, libres de taxes pendant sept ans, les armes et les munitions dont les colonies pouvaient avoir besoin.

Le roi déclare ensuite que ceux de ses sujets qui s'établiront dans ces colonies, ainsi que leurs enfants nés ou à naître, jouiront de toutes les libertés, franchises et immunités des sujets anglais. — Déclaration complétement illusoire après l'établissement du double conseil colonial nommé et organisé par le roi, du droit réservé par le roi de faire les lois.

Mais les colons pouvaient posséder des terres en Amérique par la plus libre et la moins grevée de toutes les tenures, à titre de fiefs roturiers libres de redevances.

Telle était cette charte, amalgame étrange de contradictions. Car au point de vue des traditions constitutionnelles de l'Angleterre, ce n'est qu'une longue liste d'usurpations ; mais au point de vue du pouvoir royal, comme l'entendaient les

Stuarts, c'est un octroi qui ne manque pas de libéralité. Aussi, quand nous nous remémorons l'abaissement de l'esprit libéral en Angleterre sous les Tudors, ne sommes-nous pas étonné qu'il se soit trouvé des sujets britanniques pour marcher à la prise de possession de la Virginie avec une telle charte pour bannière. Les titulaires de la patente se souciaient sans doute fort peu de sa rédaction ; il leur fallait un titre pour s'approprier une terre qu'ils supposaient recéler des trésors : ce titre, ils l'avaient tel quel. Quant aux émigrants, leurs sentiments n'étaient pas plus relevés ; ils allaient à la recherche d'une fortune qu'ils comptaient trouver et amasser en peu de temps, pour revenir au plus vite en jouir en Angleterre. Que leur importait la charte des droits ? — Les seuls sincères dans l'idée de colonisation étaient Hakluyt, Smith, Gosnold, peut-être Gorges, mais à coup sûr le roi. Hakluyt et Gorges n'avaient point l'intention de quitter l'Angleterre ; Gosnold et Smith feraient certainement partie du conseil colonial. Pouvaient-ils réclamer contre leur autorité future en faveur de colons qu'ils ne connaissaient pas et qu'ils seraient peut-être obligés de mener par la force ? — D'ailleurs l'époque n'était pas à la réclamation des droits constitutionnels.

Donc, la première émigration qui devait enfin assurer la permanence des établissements anglais dans l'Amérique du Nord allait s'embarquer avec des droits politiques parfaitement déterminés par le mot : *Néant.*

Les titulaires de la patente que nous venons d'analyser mis en possession de leur titre, on prépare l'émigration. La compagnie de Plymouth (second colony) est la plus prompte à l'œuvre, Smith.
c'est-à-dire la première à expérimenter que l'organisation en deux compagnies était vicieuse, Car, très-limitée dans ses ressources, cette société ne rencontre que l'échec au bout de sa première tentative; et tous ses efforts subséquents n'aboutirent à peu près à rien, comme nous le verrons plus tard. Mais si ces faibles moyens eussent été joints aux moyens, très-restreints aussi, de la compagnie de Londres (first colony), un succès éclatant eût certainement marqué ces premiers essais, tandis que nous sommes obligés d'assister à une suite de péripéties qui tinrent pendant près d'un quart de siècle la colonie virginienne du Sud dans l'alternative continuelle de l'existence la plus précaire et la mort.

La charte est du printemps de 1606 ; les vaisseaux de la compagnie de Londres ne furent

prêts à partir qu'au commencement de l'hiver suivant. Le roi eut alors le temps de parachever son travail de législateur, de sorte que les émigrants purent l'emporter. En voici les principales dispositions :

J. Burk. Le conseil supérieur avait le droit de nommer le conseil colonial, qui constituait une véritable aristocratie, puisqu'il était indépendant des colons, et devait cependant les gouverner. Ce conseil colonial avait aussi le pouvoir de choisir le président de la colonie et d'éloigner de son sein, par une sorte d'ostracisme, tout membre du conseil déplaisant à la majorité, pour remplir ensuite les vacances à son gré suivant ses idées et ses fantaisies.

La religion devait être établie suivant la doctrine et les rites de l'Église d'Angleterre.

Tous devaient au roi fidélité et hommage. Non-seulement les actes, mais encore l'aveu des sentiments contraires à la foi royaliste, étaient expressément défendus.

Outre le meurtre, l'adultère et l'inceste, les tumultes, séditions, conspirations et réunions (meetings), étaient punis de mort, sans bénéfice de clergie. Heureusement que le tribunal était un jury; car, par cette loi, le magistrat se serait

trouvé revêtu du droit de vie et de mort. Pour tous les autres délits qui n'entraînaient que l'amende ou l'emprisonnement, le président ou le conseil pouvaient juger sommairement, c'est-à-dire passer par-dessus les formalités. Notons qu'au nombre de ces délits se trouvaient l'ivrognerie, la paresse, le vagabondage et tous les excès (*all manner of excess*).

La bonté envers les indigènes était prescrite aux colons, ainsi que la prédication pour les convertir à la foi chrétienne.

Il était enfin ordonné, sans doute à la requête Bancroft.
de la corporation, que le commerce et toutes les entreprises se feraient, au moins pendant cinq ans, en associant les capitaux; qu'il y aurait dans chaque colonie des magasins où seraient apportés produits et marchandises, et d'où chaque colon tirerait les choses dont il aurait besoin pour sa subsistance. C'était le communisme enté sur la négation de tous droits politiques. S'il y avait réussite sous un régime pareil, on pourrait certainement crier au miracle.

Il fallait une garde, une gérance quelconque pour ces magasins de provisions et de marchandises; Jacques Ier y pourvoyait dans l'article même qui les établissait, en ordonnant au pré-

sident et au conseil de chaque colonie de choisir tous les ans un trésorier qui en serait chargé.

La compagnie de Londres, qui devait faire les frais des expéditions, conséquemment mettre des fonds en commun, et qui aurait à encaisser les versements des actionnaires qu'elle recruterait, avait aussi besoin d'un trésorier. Elle choisit sir Thomas Smith, homme considérable par la grande fortune qu'il avait acquise dans le commerce et que ses capacités firent successivement nommer gouverneur de la compagnie des Indes orientales et ambassadeur d'Angleterre près la cour de Russie.

J. Burk. Campbell. Hildreth.

Quant au titre d'actionnaire, on l'obtenait moyennant la somme de 12 liv. 10 s. (312 fr. 50 c.), qui donnait en outre droit à cent acres de terre et à un deuxième lot de même superficie quand le premier serait cultivé. Cela s'appelait « l'aventure de la bourse, » par opposition à « l'aventure personnelle » que courait quiconque payait son passage en Virginie ou y en faisait à ses frais émigrer d'autres, s'acquérant ainsi la propriété de cent acres de terre par chaque colon transporté.

J. Burk. Hildreth.

Les transportés de cette façon (*indented ser-*

vants (1), *domestiques obligés par un acte*) ne pouvaient, on le comprend, être libres de leurs personnes en arrivant en Virginie. On avait payé pour eux; il leur fallait rembourser d'une manière ou d'une autre. — Ils étaient soumis à une sorte de servage pour plusieurs années. C'est ce qui explique le nom de *Freemen* (hommes libres) dont nous serons, pour certains cas, obligé de nous servir dans les chapitres et livres suivants. Laboulaye.

(1) *Indented* — *Indenture* est une vieille expression française passée en Angleterre, sans doute avec la conquête normande. L'étymologie est *in dens* (en dents); parce que l'*indenture* désignait et désigne encore en anglais un acte détaché d'un talon *dentelé* pour pouvoir constater, par le rapprochement, l'authenticité de la pièce produite. *Voy.* Laboulaye, *Hist. polit. des États-Unis*, I, 90.

CHAPITRE VII.

John Smith. — Jamestown.

(1606-1609.)

Le 19 décembre 1606, la compagnie de Londres expédiait un bateau de cent tonneaux, un autre de quarante, une pinasse de vingt, et cent cinq hommes, pour fonder la colonie de la Virginie du Sud. **Smith.**

Mais, outre les entraves légales, rapportées dans le chapitre précédent, qui menaçaient d'arrêter l'essor de l'établissement dès qu'il serait fondé, il y avait des empêchements à la fondation même: le caractère, la qualité des émigrants et certaines mesures préliminaires emanées encore de l'autorité du roi.

Il n'y avait que douze laboureurs, quatre charpentiers et quelques autres ouvriers dans ce nombre de cent cinq colons; mais on y distinguait quarante-huit gentilshommes et, comme le fait remarquer Howison, un barbier pour faire la toilette de ces messieurs et un tailleur pour aider **Smith.**

à décorer leurs personnes. Tous ou presque tous étaient ardemment disposés à conquérir la fortune par la violence, très-peu à chercher le bien-être par le travail. Point d'accord entre eux, si ce n'est pour le mal, pour jalouser le plus capable, le capitaine John Smith.

Une courte relation des diverses aventures de ce personnage avant son embarquement pour la Virginie ne sera point déplacée ici.

Il n'avait pas encore trente ans en 1607, et c'était déjà un vieux champion de la chrétienté et de l'humanité. L'amour des voyages et des aventures l'avait jeté dès l'âge de quinze ans sur les chemins du monde. A dix-sept ans il combattait dans les rangs hollandais pour l'indépendance de la république batave. Mais la discipline militaire ne pouvait convenir longtemps à cette nature impatiente de toute autorité. Il s'enfuit et revint au pays natal s'enfermer dans la retraite. Retraite un peu prématurée pour un jeune homme de vingt ans, malgré les plaisirs qu'il pouvait trouver dans la lecture de Marc-Aurèle, de l'art de la guerre de Machiavel, et l'exercice du cheval et de la lance; aussi le rencontrons-nous bientôt après traversant la France et l'Italie, visitant l'Égypte et enfin engagé dans l'armée de

J. Burk.

Bancroft.

Howison.

Transylvanie en marche contre les Turcs. Il se distingue tellement dans cette guerre par sa valeur et les ressources de son esprit que son général l'élève au grade de major de son régiment et que le prince Sigismond de Bathori lui donne son portrait, le gratifie d'une pension annuelle de trois cents ducats et l'autorise à se parer d'un écu sur lequel seraient représentées trois têtes de Turcs, en mémoire d'un champ-clos où il vainquit et tua l'un après l'autre trois chefs de l'armée turque. Smith y ajouta la légende: *vincere est vivere* (vaincre c'est vivre). Mais il arriva que l'armée transylvanienne fut battue près de Rotenton. Neuf officiers anglais et écossais qui, comme Smith, étaient entrés dans ce service pour chasser les Turcs de la chrétienté furent tués. Smith lui-même, blessé et laissé d'abord pour mort, fut pris et vendu au bacha de Bogul, qui l'envoya comme esclave à sa maîtresse Tragabigzanda, à Constantinople. Cette dame, qui savait l'italien, put converser avec son prisonnier qui parlait aussi cette langue. Smith était un beau soldat et dans toute la fleur de la jeunesse; Tragabigzanda voulut le soustraire au sort qui le menaçait et le garder cependant. Elle l'envoie chez son frère sur les bords de la mer d'Azof; mais

Burk.
Howison.

là Smith ne trouva que l'esclavage le plus dur. Il lui fallait du matin au soir battre en grange. Il s'en venge sur son tyran, en l'assommant un beau jour d'un coup de fléau, enfourche son cheval et s'enfuit en Moscovie. Il traverse une partie de la Russie, la Pologne et rencontre à Leipsick le prince de Transylvanie, son protecteur, qui lui donne quinze cents ducats pour réparer ses pertes. Avec cet argent il visite l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Maroc, et revient enfin en Angleterre où il entre en relations avec Gosnold. Celui-ci lui parle de ses desseins sur l'Amérique; Smith embrasse ses idées et fait bientôt partie de l'expédition dont nous racontons l'histoire. Mais ses voyages, ses aventures avaient développé ses grandes qualités naturelles. Sans qu'il cherchât à les faire prévaloir, elles perçaient, se manifestaient et l'élevaient peu à peu au rang de chef, de directeur, d'ordonnateur de la colonie qu'on allait fonder. Cela ne faisait point le compte de Wingfield et d'autres mesquins ambitieux qui ne convoitaient cette charge que pour la satisfaction de tous leurs grossiers appétits. De là naquirent toutes sortes de querelles, de contestations passionnées pendant les quatre mois que dura le voyage. Car, quoique

Smith.

Gosnold fit partie de l'expédition, Newport, qui commandait la flottille, suivit l'ancienne route, et les émigrants furent ainsi pendant quatre mois livrés à l'oisiveté qui sait si bien attiser tous les brandons; et, par la sottise du roi, pas d'autorité constituée qui eût mission de réprimer les désordres. Jacques Ier avait pourtant nommé le conseil colonial; mais, par un caprice de son imagination déréglée, la liste des conseillers avait été dressée secrètement et enfermée dans une boîte qui ne devait être ouverte qu'après le débarquement. Newport avait mission de diriger ses matelots et non les colons; il ne manquait d'ailleurs point de soins : il lui fallait éviter les Espagnols qui croisaient sans cesse dans les mers américaines et sauver ses frêles embarcations des orages et des tempêtes. Par un double hasard il ne rencontra point les conquérants du nouveau monde et une tempête, qui l'assaillit, vers le cap Hatteras, au lieu de disperser ses petits navires, les emporta rapidement jusqu'à l'entrée de la magnifique baie de Chesapeake. Les émigrants, un moment effrayés, renaissent à l'espérance en voyant enfin la terre. Dans leur joie ils donnent aux deux pointes de l'entrée de la baie les noms de cap Henri et de cap Charles,

en l'honneur des fils du roi. Ils attérissent au cap Henri; une trentaine descendent sur le rivage, où Smith. ils sont assaillis par cinq naturels qui leur blessent dangereusemeut deux hommes. La nuit suivante, la boîte contenant la liste des conseillers et les ordres du roi est ouverte. Le conseil colonial était composé de Gosnold, John Smith, Wingfield, Newport, Ratcliffe, Martin et Kendall. Ils devaient d'abord choisir parmi eux un président qui, nommé pour un an, gouvernerait la colonie avec le concours du conseil. Les affaires qui demandaient délibération devaient être soumises au conseil, qui statuerait à la majorité; le président aurait deux voix (26 avril 1607).

Ils entrent alors dans la baie de Chesapeake, en quête d'un site avantageux pour la fondation d'une colonie. Le spectacle qui frappe leurs yeux alors, était bien fait pour éveiller les plus sédui- Burk. santes espérances. C'était une sorte de vaste amphithéâtre dont les limites étaient l'horizon et qu'un printemps précoce revêtait de fleurs et de feuillage qui partaient presque du bord de la mer pour aller se perdre jusqu'au sommet des lointaines collines. Une belle rivière se présente, ils la nomment du nom du roi, *James-River* (Jacques-Rivière). Ils la remontent en l'explo-

rant. Près de l'embouchure (à Hampton), ils fument le calumet de paix avec les Kecoughtans. Bancroft. Smith.
Le 4 mai, ils sont bien accueillis par les Paspaheghs; le chef d'une autre tribu vient au-devant d'eux en jouant d'une flûte de roseau, la tête ornée d'une couronne de crins de daim teints en rouge, de deux plaques de cuivre sur les tempes, et de deux longues plumes en guise de cornes, le corps peint en rouge et la figure en bleu.

Nos émigrants s'arrêtent enfin et s'établissent sur une presqu'île à cinquante milles environ de Bancroft.
l'embouchure de James-River. Cette péninsule, d'un terroir excellent mais malsain, qui leur fut abandonnée par les Paspaheghs, leur sembla Hildreth.
parfaitement située pour devenir une place Ch. Campbell.
d'armes et de commerce. Le James-River, qui la baigne aux deux tiers, présente sur cette côte un excellent mouillage, et le petit affluent qui borde en partie l'autre tiers, peut porter des navires de Beverley.
cent tonneaux jusqu'à un endroit où il n'est séparé de la grande rivière que par un espace de trente verges. Ce petit isthme est même si souvent recouvert par les eaux, que la presqu'île a été appelée l'Ile et en a gardé le nom.

Le conseil se constitue aussitôt, prête serment,

élève Wingfield à la présidence, et sur la demande de celui-ci, vote l'exclusion de John Smith.

Les travaux d'établissement commencent; on abat des arbres pour dégager le terrain, on Smith. plante des tentes, on trace des jardins, on construit un fort : voilà la ville de *Jamestown* (Jacques-Ville) fondée.

Kendall, Newport, Smith et vingt autres sont Smith. envoyés en exploration sur le James-River. Ils remontent ce fleuve jusqu'aux chutes (1), visitent quelques tribus, entre autres les Powhatans, et reviennent à Jamestown. Pendant leur absence, les indigènes ont attaqué les colons, en ont blessé dix-sept et tué un jeune garçon. Pour

(1) La partie S.-E. de l'Amérique du Nord (du Maine à la Floride) se divise naturellement en trois régions. *La première*, celle des terres basses ou terres plates (*ahkynt* chez les indigènes), va de l'Océan jusqu'aux *premières chutes des grandes rivières*. *La deuxième*, celle des hautes terres (*ahkontshuck*) court de ces chutes au pied des grandes montagnes. *La troisième* comprend toutes les parties entre les montagnes Bleues et les Allighanys... Entre l'Atlantique et les premières chutes, le pays est plat et bas, avons-nous dit. Le rivage du cap Henri n'est élevé que de 15 pieds au-dessus de la plus haute marée. Aux premières chutes, la hauteur du sol est de 150 à 200 pieds au-dessus de la mer. Voy. Warden, *passim*.

être en mesure de repousser de semblables irruptions, le président fait entourer le fort d'une palissade et le garnit de cinq pièces de canon.

Six semaines s'étaient déjà écoulées depuis que les colons virginiens avaient touché la terre d'Amérique; Newport allait repartir. La majorité du conseil, d'accord avec le président Wingfield, veut faire rembarquer Smith pour l'Angleterre. Depuis l'époque où les navires se sont arrêtés aux Canaries pour faire de l'eau, c'est-à-dire depuis environ treize semaines, il est considéré comme prisonnier. A Londres, il sera jugé sous l'inculpation de tentative d'usurpation du gouvernement et de projet de massacrer le conseil pour se faire roi. Cependant Wingfield et ses partisans ne veulent point tant le faire punir que le faire connaître. Smith repousse énergiquement cette perfide charité. Il demande que l'on produise des preuves, qu'on le confronte avec des témoins. Il en paraît; mais ces hommes, subornés pendant le voyage, que Wingfield et ses créatures ont sans doute négligé d'entretenir dans des dispositions hostiles à Smith, ces hommes, au lieu d'accuser l'innocent, confondent les accusateurs en dévoilant toutes leurs machinations. Wingfield est condamné à payer à Smith.

Smith deux cents livres que celui-ci verse pour les dépenses générales dans la caisse de la colonie.

Smith. L'ecclésiastique Hunt intervient avec des paroles de conciliation; les colères sont calmées et Smith admis au conseil. Le jour suivant, les ennemis de la veille reçoivent ensemble la communion, ce gage sacré des réconciliations et des alliances à cette époque, mais gage trop souvent profané, avili par le parjure.

Cet acte religieux venait de sceller la paix dans la colonie, quand les Indiens se présentent à Jamestown et font des offres d'amitié que les colons accueillent avec empressement. Newport put alors partir pour l'Angleterre, il n'avait que de bonnes nouvelles à y porter. Il laissa le nombre rond de cent colons sur les bords de James-River, et mit à la voile le 15 juin 1607.

Smith. Jusqu'alors, il y avait eu des troubles, des difficultés dans la colonie; à ce moment commence une série de poignantes misères. Les causes principales de ces maux étaient la désunion des colons et l'incapacité du président. Wingfield jouissait de sa charge, tant bien que mal, pour sa propre conservation, négligeant complétement les soins de la colonie. Il eût fallu du désintéressement, presque un sacrifice personnel de la part

du président. Il eut dû, sinon travailler lui-même, du moins activer les travaux par ses exhortations, se mêler aux ouvriers, diriger les constructions, pousser au défrichement et à la culture des terres. Le climat et le pays n'étaient point si favorables qu'on l'avait d'abord pensé. Il y avait besoin d'aérations, de desséchements, pour rendre la contrée saine, habitable. La chaleur de l'été, combinée avec l'humidité d'un sol marécageux et couvert d'une épaisse végétation, engendre des maladies pestilentielles. Quinze jours après le départ de Newport, il n'y avait pas dix hommes valides dans la nouvelle colonie. Durant toute la saison, ce fut à grande peine que l'on obtint cinq hommes pour la garde du petit ouvrage de fortifications. La nuit, le sommeil des travailleurs était interrompu par les gémissements ou le râle des malades; le jour, tous s'entretenaient dans le désespoir, en se partageant des vivres insuffisants. C'était la désolation de la désolation. La mort faisait parfois, dans une nuit, deux, trois, jusqu'à quatre cadavres qu'on cachait, au matin, sous un peu de terre plutôt qu'on ne les enterrait. L'hiver n'était pas arrivé que les colons étaient réduits de moitié, à cinquante et quelques. Et chez ce petit

Bancroft.
Robertson.
Marshall.
Hildreth.
Smith.
Bancroft.

nombre de moribonds, il y avait encore des partis : ceux-ci pour le président Wingfield ; ceux-là pour Smith ; les uns pour un nommé Ratcliffe ; d'autres, enfin, pour Gosnold qui succombe à la maladie.

Smith. . Sur ces entrefaites, on découvre que Wingfield médite de s'enfuir dans les possessions espagnoles et d'emporter ce qu'il y a de meilleur dans les magasins de la colonie. On le dépose ; mais Smith a encore trop de jaloux : on choisit Ratcliffe pour président, homme d'une nullité si complète, qu'il remit lui-même son autorité entre les mains de Smith, ne se réservant que son titre de président. Smith était l'homme qu'il fallait dans ces circonstances pour empêcher la destruction de l'établissement. Ses aventures, ses voyages, l'user de l'existence, avaient complété son génie, purgé son esprit de toutes les vanités de l'adolescence, élargi son cœur, pour y faire entrer la bonté et l'amour de l'humanité, ces deux distinctions des hommes vraiment grands. En prenant sous sa direction ces cinquante malheureux, il devenait comme leur père. Il lui fallait les sauver de la famine, de la maladie, d'eux-mêmes. Il lui fallait, par de bonnes paroles, relever leur courage, les nourrir

d'espérances et de promesses, les exciter au travail par l'exemple, les pousser à vivre enfin en cherchant avec eux les nécessités et les agréments de la vie. Et Smith sut faire honneur à cette tâche, au point qu'il est toujours au-dessus de l'éloge, au point qu'il a fait dire à ses compagnons : « Ses aventures furent nos vies, et nos morts, ses pertes, *his adventures were our lives, and his losse our deaths.* » Et quel mobile à cette série de bonnes actions? Nul autre que celui-ci : le bien pour le bien.

R. Pots, W. Tankard, dans Smith.

Les indigènes le tirent d'abord d'une affreuse perplexité; ils apportent d'eux-mêmes des fruits et toutes sortes de provisions. Smith profite de ce reconfort pour pousser au travail ; les habitations s'élèvent. Il met lui-même la main à l'œuvre, non pour lui : que ferait-il d'une maison ? Il n'a pas de temps à donner au repos. Mille soins le réclament et lui interdisent la demeure en place. Le superflu des sauvages ne durera pas toujours ; il faut le remplacer, si on veut prévenir le retour de la disette. Il fait dans ce but plusieurs petits voyages avec six ou sept compagnons, chez les Kecoughtans, les Warraskoyacks, les Chickahamanias, etc. Mais pendant ces absences de Smith, des complots se trament à Jamestown.

Smith.

Newport a laissé aux colons une pinasse mouillée dans les eaux de la ville naissante. Smith l'a fait équiper pour ses expéditions : elle est
Smith. prête à mettre à la voile. Wingfield et Kendall, tombés dans la disgrâce et le mépris depuis que Smith est en faveur, s'entendent avec les matelots pour s'emparer de ce petit navire et retourner en Angleterre. Mais Smith revient inopinément, découvre la trame, attaque les conspirateurs à force ouverte, tue Kendall et remet la tranquillité dans l'établissement.

A peine ce complot est-il conjuré qu'il s'en forme un autre de même nature. Cette fois c'est le président et le capitaine Archer qui se préparent à la désertion ; mais la vigilance de Smith le fait encore avorter. — L'hiver commençait alors à se faire sentir : le projet de traverser l'Océan sur une frêle pinasse n'eût pu germer que dans la tête d'un fou. Les rivières d'ailleurs se couvrirent d'une telle quantité d'oies, de canards
Smith. et d'autres oiseaux sauvages ; toute la contrée abonda tellement en gibier de toute sorte que chaque jour devint jour de fête et de régal. « Aussi nos capricieux habits de soie à longs poils ne parlèrent plus pour l'instant de retourner en

Angleterre (1). Mais nos comédies ne duraient pas longtemps sans tragédies. » Smith.

Avant de quitter l'Angleterre, les émigrants avaient reçu l'ordre de chercher un passage à la mer du Sud en remontant un cours d'eau quelconque descendant du Nord-Ouest.

Cet ordre accusait chez ceux qui le donnaient de singulières méprises géographiques. Par ce cours d'eau (*Stream*) ils entendaient sans doute un fleuve ; ce fut du moins un fleuve, une rivière que Smith explora pour obéir à l'injonction. Mais, en remontant un fleuve, on n'arrive point à la mer ; on rencontre bien plutôt des terrains élevés, quelque montagne d'où s'échappe le fleuve remonté. Si, d'autre part, les sociétaires de la compagnie de Londres entendaient par cours d'eau un détroit, un bras de mer, ils n'en trahissaient pas moins une singulière ignorance de la question. Et cependant on ne manquait déjà plus, en 1606, de cartes représentant assez exactement la configuration du Nouveau-Monde. Les Es-

(1) So that none of our Tuftaffaty humorists desired to go for England, Smith, page 46. — Smith désigne ainsi, sans nul doute, en se moquant d'eux, ces nobles ruinés qui formaient la plus grande partie des émigrants.

pagnols et l'Anglais Drake avaient longé dans presque toute leur étendue les côtes occidentales du continent américain et en avaient sans doute donné des dessins. Ortélius avait publié son *Theatrum orbis terrarum* (1584). Hakluyt avait mis au jour sa précieuse collection (1598-1600). Théodore de Bry éditait les grands voyages et en était déjà à la dixième partie (1590-1602). C'était donc par suite d'une ignorance inexcusable de la part d'entrepreneurs de colonies que cette recommandation avait été faite aux émigrants virginiens.

Smith était loin de partager cette ignorance; mais le conseil colonial, qui n'était point une assemblée de savants, rappela cette injonction
Smith. tout en se plaignant que Smith était bien lent à explorer la rivière Chickahamania, un affluent qui tombe dans le James-River, un peu au-dessus de Jamestown. Ces explorations et découvertes importaient, on peut le croire, très-peu aux colons; mais s'ils parvenaient à éloigner ce terrible Smith, dont la présence seule était un frein, ils auraient assez gagné. Lui, de son côté, ne pouvait s'astreindre au repos; il répondit à tous les vœux pour satisfaire sa soif d'activité et d'aventures. Il remonta donc la Chickahamania

dans une embarcation de moyenne grandeur; mais il fut bientôt obligé de s'arrêter, son bateau ne pouvant franchir les obstacles qui obstruaient la rivière. Il le laissa alors dans une baie spacieuse, hors de la portée des flèches des indigènes, avec défense expresse, à ceux qui en avaient la garde, de s'aventurer à terre jusqu'à son retour. Puis se faisant accompagner de deux Anglais et de deux sauvages, il s'avance et continue à remonter la Chickahamania. Mais à peine les gardiens du grand bateau avaient-ils perdu le canot de vue, qu'ils se hâtèrent de désobéir à leur commandant et de courir à terre. Un frère de Powhatan, Opéchancanough, roi de Pamunkey, qui se trouvait dans ces parages, avec un parti d'Indiens, et qui suivait peut-être à distance, à la manière indienne, l'expédition de Smith, avec l'idée de mettre cruellement à profit la plus légère imprudence, se saisit d'un des désobéissants et l'oblige à lui indiquer la direction prise par Smith, puis le tue. Le capitaine poursuivait cependant son exploration; il avait déjà fait vingt milles dans les solitudes, quand les vivres vinrent à manquer. Le canot amarré, Smith prend un des sauvages pour guide, et se met à chasser, tandis que les deux Anglais allument un feu sur

Smith.
Burk.
Howison.

la rive et s'endorment auprès. Opéchancanough survient avec environ deux cents naturels. Les deux endormis sont d'abord tués, et bientôt après Smith entouré, attaqué et blessé d'un coup de flèche. Mais il ne perd point la tête; deux coups de feu le débarrassent des deux plus proches assaillants ; il attache à son bras gauche, au moyen de ses jarretières, l'Indien qu'il avait emmené comme guide, et s'en fait un bouclier contre les nombreuses flèches dont il est poursuivi et dont ses habits sont déjà tout hérissés. Il fait retraite alors vers le canot, tuant encore un de ses ennemis et en blessant plusieurs autres. Les sauvages, dans l'étonnement d'un tel courage et sang-froid, n'osent le poursuivre. Mais, dans cette marche rétrograde. le sol manque tout à coup sous ses pieds ; il s'enfonce jusqu'à la ceinture dans la vase d'un marécage. Les Indiens n'osent encore l'approcher ; mais lui, qui se sentait défaillir sous l'action du froid (on était en hiver), jette ses armes en signe de capitulation. On le tire de là ; on le porte auprès d'un grand feu ; mais il n'était plus libre, il était prisonnier des Indiens. Ses compagnons du grand bateau, dont la désobéissance avait peut-être causé cette catastrophe, avertis sans doute par le second sau-

Smith. aut. cit.

vage emmené par Smith, et dont sa relation ne parle plus, reprirent le chemin de Jamestown, où la nouvelle de la prise de Smith jeta la confusion et la crainte. Car si on ne l'aimait point dans l'établissement, si on y murmurait contre sa sévérité, on y appréciait du moins sa valeur; on savait que lui seul pouvait sauver la colonie dans les moments de détresse.

Les Indiens étaient bien plus embarrassés de leur prisonnier que Smith ne l'était de se trouver dans cette critique position. Smith était un de ces vrais aventuriers qui avancent toujours, comme s'ils étaient immortels. Ils semblent sans cesse défier la fortune, comme César; et cependant ils ne dédaignent point de prendre contre l'aveugle déité les précautions qu'elle-même indique, ou que leur suggère une imagination toujours féconde. C'est ce que fit Smith en cette circonstance. Prisonnier des sauvages, il savait trop que leur férocité les porterait à le sacrifier à la peur, à la vengeance ou à leurs grossières divinités. Mais il savait aussi que la mobilité du caractère indien pouvait être sa sauvegarde et le péril de sa situation devenir le salut de la colonie. Que lui faut-il pour opérer ce changement? Du sang-froid et de l'adresse, étonner,

distraire sans cesse la pensée de ses sauvages maîtres, les porter à une continuelle admiration de sa personne pour reculer indéfiniment l'heure du sacrifice.

Telles étaient les pensées qu'il roulait dans son esprit, pendant que le feu rappelait la force dans ses membres engourdis par le froid. Il demande alors à ceux qui l'entouraient où était leur chef. Ils lui montrent *Opechancanough*; il va à lui, et lui présente sa boussole de poche. Celui-ci émerveillé questionne; Smith, par gestes et à l'aide

Smith.

des quelques mots de la langue des indigènes qu'il a déjà appris, donne des explications sur la planète terrestre, sur la succession, la cause du jour et de la nuit. Les indigènes sont dans la stupéfaction. Smith leur paraît un être supérieur doué d'un pouvoir surnaturel. Ils ont bientôt plus de confiance en lui qu'en leurs Quiyouckosucks (prêtres ou devins). Aussi lui offrirent-ils une sorte de royauté, « la vie, la liberté, des terres et des femmes autant qu'il en voudrait, » s'il les aidait à attaquer et à détruire Jamestown. Smith, en leur énumérant les moyens de défense des Anglais, essaie de les détourner de cette idée. Mais pour mieux porter les indigènes à abandonner tout à fait ce projet, il en envoie quelques-

Smith Campbell.

uns à l'établissement anglais avec un feuillet de son portefeuille, sur lequel il a écrit ses instructions : effrayer les Indiens par des explosions, des exhibitions d'armes, et lui envoyer certains objets dont il avait besoin. Tout fut ponctuellement exécuté, les Anglais prévenus, Jamestown sauvé, et les sauvages dans la stupéfaction : comment le papier avait-il pu parler, disaient-ils?

Après avoir gardé Smith pendant quelque temps, ses gardiens se mirent à le promener de tribu en tribu, comme pour le donner en spectacle à tous les habitants de la contrée. Et cette captivité triomphale de Smith était bien, en effet, pour les naturels, le plus étrange comme le plus nouveau des spectacles. Il fallait pourtant décider de son sort : le tuer ou lui laisser la vie avec toutes sortes d'honneurs ; le tuer pour se débarrasser de tous ses maléfices, ou le laisser vivre pour avoir sa protection. Telle était l'alternative où flottaient les esprits des sauvages. Ne sachant que résoudre, ils remmenèrent Smith par devers Opechancanough. Celui-ci convoque les sorciers et les prêtres qui, trois jours durant, pratiquent sur Smith de mystérieuses incantations. Mais son destin est sans doute au-dessus de leur pouvoir; il faut s'adresser à une autorité supérieure

Smith.

pour avoir une parole décisive. Le prisonnier est en conséquence conduit devant Powhatan que les colons appelaient l'Empereur de la Virginie, parce qu'il semblait le chef suprême de toutes les tribus algonquines, au nombre de plus de quarante, qui habitaient cette région au-dessous des chutes, et qui pouvaient comprendre de quinze à vingt mille têtes.

Voy. Smith, Burk, Jefferson, etc.

La résidence impériale de Powhatan consistait en douze wigwams près des chutes du James-River ; mais quand Smith fut conduit devant lui, Powhatan se trouvait avec sa cour à Werowocomoco sur le Pamunkey (aujourd'hui York-River), près d'une baie (Timber-neck-bay) où l'on voit encore, disait C. Campbell en 1847, une vieille cheminée qui s'appelle cheminée de Powhatan.

A l'arrivée de Smith devant l'empereur indien, tout le peuple sauvage poussa un grand cri. Powhatan était entouré de ses femmes ; il leur commanda d'apporter au prisonnier de l'eau pour se laver les mains et un faisceau de plumes en guise de serviette, pour se les sécher. Après l'avoir bien fêté à leur manière barbare, les Indiens tinrent conseil. A l'issue de cette conférence, deux pierres furent transportées au

Smith.

milieu de l'assemblée, et Smith tiré et traîné jusqu'à ce que sa tête fût placée sur cette sorte de billot. Le crâne et la cervelle de l'aventurier anglais allaient sauter sous les coups des cleubs, quand la fille chérie de Powhatan, la jeune Pocahontas (1), princesse indienne, d'environ treize ans, se jette devant son père, pleurant et deman- C. Campbell. dant la grâce de Smith. Powhatan refuse; Pocahontas se précipite alors sur l'étranger blanc, son protégé, l'entoure de ses bras et lui fait un bouclier de sa propre tête. Les instruments du supplice, levés pour l'exécution, s'abaissent sans frapper. Smith est sauvé; les naturels, dans la joie, l'acceptent pour ami; et deux jours après Powhatan le renvoie avec une escorte qui doit rapporter de Jamestown deux canons et une pierre à broyer (*a grynd stone*). Mais quand Smith déchargea, avant de les donner aux In- Smith. diens, deux demi-couleuvrines, contre un arbre dont les branches et les glaçons qui y pendaient tombèrent hachés ou volèrent en éclats, le tout avec l'explosion ordinaire des armes à feu, nos

(1) On sait que les noms indiens ont une signification (l. I); Pocahontas veut dire : *un ruisseau entre deux collines.* — « A rivulet between two hills. » Heckwelder, *Histoire des Indiens*, etc.

Indiens prirent la fuite. On les rappela et on leur donna quelques présents pour Powhatan, ses femmes et ses enfants.

Smith avait été sept semaines absent de la colonie. Il la retrouva toute en désarroi et réduite
Smith. à quelque quarante hommes. Pour la troisième fois les plus forts et les plus habiles se préparaient à la désertion. Smith ruine encore cette tentative au péril de sa vie. Il remonte le moral des colons ; Pocahontas vient à son aide, en faisant apporter, et en apportant elle-même des vivres à ces misérables mourant de faim. On pourra attendre le retour de Newport.

Pendant que se déroulaient, en Virginie, les différents épisodes que nous venons de raconter, la compagnie de Londres enrôlait cent vingt nouveaux émigrants, et les expédiait sur deux navires. Newport avait le commandement du plus fort ; le plus faible, le *Phénix*, était confié à l'habileté du capitaine Fr. Nelson. Mais à l'arrivée de ce convoi en vue du cap Henri, un coup de vent emporta le *Phénix* vers le sud. Newport seul débarqua sans accidents à Jamestown.

Ce renfort succédait à point. Cependant si la compagnie méritait louange pour son activité, sa précipitation méritait blâme. Car en acceptant

sans examen tous ceux qui se présentèrent, elle n'engagea en grande partie que des vagabonds, des paresseux, des fils de famille ruinés par la débauche et des bijoutiers qui ne voyaient dans l'Amérique qu'une terre aurifère. Aussi, quelques parcelles métalliques brillantes ayant été trouvées dans les environs de Jamestown, de la poudre de talc que ces ignorants orfévres baptisèrent du nom de poudre d'or, tout travail cessa, ou plutôt il n'y eut plus d'occupation que le lavage de l'or, l'épuration de l'or, le chargement de l'or. Newport qui dans toutes ces expéditions se montre si loin de la sagesse et de l'intelligence de Smith frète son navire de cette poussière sans valeur. Il pensait emporter avec lui une fortune incalculable. Il remit à la voile après avoir fait, conduit par Smith, une visite à l'Empereur Powhatan qui le reçut avec les marques de la plus vive joie et du plus grand respect.

Marshall, Bancroft. Beverley. Smith. Smith.

Le pouvoir présidentiel était toujours entre les mains du faible et maladif Ratcliffe ; mais c'était le capitaine Martin qui, souvent à l'encontre de Smith, exerçait la plus grande autorité. Les Virginiens qui avaient embarqué, pourrait-on dire, toutes leurs espérances avec la poudre de talc sur le vaisseau de Newport n'avaient aucun

Smith.

goût pour la culture des terres ou l'agrandissement de Jamestown. La colonie, d'ailleurs, nageait alors dans l'abondance, grâce au dernier envoi d'Angleterre, grâce surtout aux présents des Indiens, dont on pouvait tout obtenir au moyen de quelques morceaux de fer ou de cuivre. Smith comprit qu'il n'y avait rien à faire pour lui et qu'en voulant pousser au travail, il compromettrait l'autorité presque suprême dont il jouissait parmi les colons. Ces gens étaient malades de la fièvre de l'or; il fallait laisser tomber cet accès. D'un autre côté, Smith songeait à de nouvelles découvertes. Il avait besoin de matériaux pour l'ouvrage descriptif, géographique et historique de la Virginie qu'il méditait. Tout l'engageait donc à poursuivre ses explorations, ou plutôt à entreprendre une exploration complète de la baie de Chesapeake.

Smith. Sur ces entrefaites parut à Jamestown le capitaine Nelson. Il revenait des îles Caraïbes, où l'ouragan avait emporté le *Phénix*. Newport étant reparti, Nelson n'ayant rien à faire en Amérique qu'à y déposer le petit nombre de passagers qui se trouvaient sur son bord, le *Phénix* remit promptement à la voile pour l'Angleterre,
Burk. emportant le remuant capitaine Martin. C'était

lui, paraît-il, qui avait découvert la trompeuse poussière; et il voulait aller recevoir la récompense promise au premier découvreur de mine. Ratcliffe se trouva alors abandonné à ses seules inspirations pour la direction de la colonie.

Smith navigue de compagnie avec Nelson jusqu'au delà du cap Henri. Il découvre, dans ces parages, un groupe d'îles auxquelles il donne son nom (*Smith's isles*). Il rentre dans la baie de Chesapeake, où il rencontre deux autres groupes qu'il appelle Keales et Russel, et continue son exploration dans cette direction. Mais ses compagnons sont bientôt fatigués de tant de voyages; des murmures s'élèvent, des mutineries éclatent; Smith lui-même se blesse assez grièvement avec la queue barbelée d'un poisson. Il rentre le 21 juillet à Jamestown. Il trouve, comme toujours, la colonie en discorde. Le président Ratcliffe avait tellement mécontenté les colons qu'ils étaient sur le point de se venger par un attentat sur sa personne. Smith agit en maître, le dépose, met à sa place un *master* Scrivener, son ami, et repart au bout de trois jours, avec douze hommes, pour continuer l'exploration de cette grande baie qui pouvait bien, pen- Smith.

saient les Virginiens, s'étendre jusqu'à la mer du Sud.

Ce second voyage, ainsi que le premier, n'offre rien de bien intéressant pour l'historien. Smith a fait là un travail de géographe. Il voulait donner une carte, aussi complète que possible, de tous les accidents de terre et d'eau que présentent les rivages de la Chesapeake. Il a mis tant de soin et de conscience dans ses explorations qu'il a parfaitement réussi; et, comme la géographie physique est à peu de chose près immuable, son ouvrage respire encore aujourd'hui un parfum de nouveauté.

Bancroft.

Mais Smith avait d'autres qualités que celles d'un géographe ordinaire. Il avait le talent d'attirer à lui et de persuader. Aussi, dans ce long voyage, qui mesure environ mille lieues, sut-il nouer partout des relations de commerce ou d'amitié avec les nombreuses tribus qu'il visita.

Il atteignit enfin le fond de la baie, où il reçut la visite des Sasquehanocks qui lui firent beaucoup de descriptions de peuples guerriers habitant au delà de montagnes sur les bords d'un grand lac ou sur la grande rivière du Canada. Ce sont les Mohawks (Iroquois), dit Bancroft, que Smith fit le premier connaître aux Anglais.

L'expédition rentra à Jamestown au commencement de septembre 1608. M. Scrivener avait assez bien administré la colonie en son absence. Mais Ratcliffe avait tenté de soulever ses partisans contre l'autorité du président nommé par Smith, et Scrivener l'avait fait mettre en prison. La récolte avait été faite pour la première fois; seulement la pluie avait gâté une grande partie des provisions mal couvertes ou mal soignées dans le magasin général de la colonie. Smith. Hildreth. Howison.

Trois jours après son retour, Smith est nommé président. L'énergique direction d'un homme vraiment capable allait remplacer l'imbécillité et la mauvaise foi des premiers présidents. La colonie allait être gouvernée en vue de son bien-être et non pour le bénéfice de quelques égoïstes.

Tout prenait déjà une autre figure à Jamestown, quand Newport reparaît avec un renfort de soixante-dix émigrants, parmi lesquels huit Polonais et Allemands, envoyés pour enseigner aux colons l'art de faire la poix, le goudron, la potasse et le verre. Il y avait aussi deux femmes, dont la plus jeune est incontinent mariée, et Jamestown se réjouit à ce premier mariage anglo-virginien. Mais Newport annonce une nouvelle qui porte la consternation dans le groupe

des paresseux chercheurs d'or : le minerai dont il avait frété son navire ne valait pas une quantité égale de bonne terre.

Mais la Compagnie de Londres, qui supportait
Bancroft. tous les frais de transport et commençait à s'en lasser, n'avait pu résister à l'appât. Elle envoyait donc aux colons l'ordre de compenser les avances par une certaine quantité d'or, ou par la dé-
Smith. couverte d'un passage à la mer du Sud, ou par l'envoi de quelqu'un des anciens émigrants de Walter Raleigh. Trois demandes déraisonnables : on ne trouve pas à volonté des filons aurifères; on n'invente pas un passage par mer à travers un continent; on ne peut aller à la recherche d'hommes disparus, morts peut-être, dont on n'a ni traces, ni nouvelles. La Compagnie menaçait les colons de les abandonner, comme bannis, s'ils
Smith. ne satisfaisaient à l'une de ces exigences. Smith, en sa qualité de président, répondit à la Compagnie que la recherche des mines d'or était complétement et pour toujours abandonnée; que le travail seul, la culture des terres et les constructions de Jamestown pouvaient amener la prospérité de l'établissement; que, pour cette raison, les hommes qu'on envoyait étaient plus nuisibles qu'utiles; que trente ouvriers charpentiers,

forgerons, maçons, jardiniers, laboureurs et pêcheurs, bien fournis d'outils, valaient mieux que mille des autres.

Newport, qui avait fait une seconde visite à Powhatan pour le couronner empereur, repartait pour l'Angleterre. Smith lui confia sa réponse aux sociétaires de Londres, accompagnée d'une copie de sa carte de Chesapeake-baie. Smith.

Newport parti, Smith s'occupa plus activement encore qu'il ne l'avait fait de l'affermissement et de l'agrandissement de la colonie. Il n'était plus tourmenté du désir de voir et d'explorer; il connaissait toutes les tribus et pays circonvoisins. Il savait de quel secours pouvaient lui être la terre et les indigènes. Il avait imprimé la crainte chez ceux qui avaient refusé amitié ou respect. Les colons, de leur côté, avaient en lui une confiance sans bornes. Il était le maître, le roi de la contrée. Il pouvait alors donner carrière à ses grands talents d'administrateur, et faire, autant que le pays et les moyens le permettaient, du chétif établissement virginien, une province florissante.

C'était là, sans nul doute, l'idéal qu'il se proposait; mais que d'empêchements à la réalisation de ce dessein! le manque de vivres d'abord,

conséquence nécessaire de l'organisation de la colonie. Tout y était en commun : donc personne, ou à peu près, n'avait cultivé. Il fallait vivre pourtant ; il fallait des vivres pour nourrir les deux cents personnes dont se composait l'établissement au départ de Newport. Les indigènes en avaient, qu'ils cédaient ordinairement pour des bagatelles, des morceaux de fer et de cuivre. Mais depuis bientôt deux ans que les Anglais s'étaient établis sur les bords du James-River, les Indiens avaient bien modifié leurs sentiments vis-à-vis des colons. Ce n'était plus le même amour, le même soin de leur être agréable, le même étonnement mêlé d'enthousiasme pour les inventions et les produits de la civilisation européenne ; c'était la crainte de leur mystérieuse puissance et le désir de s'en affranchir qui les stimulait. Ces terribles étrangers blancs étaient sonmis à la mort comme les enfants de la race rouge ; il leur fallait du grain pour s'en préserver ; donc les tribus indigènes refuseront de leur en donner. Pour hâter même la destruction qui les eût depuis longtemps atteints, sans l'habileté du capitaine Smith, il faut tuer le capitaine Smith. Ce dut être là le raisonnement des chefs indigènes, spécialement de Powhatan,

d'Opechancanough et de Paspahegh. Smith, de son côté, se dit : J'ai besoin de vivres pour mes hommes; j'en aurai. Double action en sens contraire à laquelle nous allons assister.

Les Nandsamunds avaient promis à Smith quatre cents paniers de grain; il va avec trois bateaux pour les chercher. Les Nandsamunds les refusent, prétendant l'ordre de Powhatan; Smith force cette tribu, les armes à la main, d'emplir ses trois bateaux, et revient les décharger à Jamestown. Il pénètre ensuite chez les Apamatucks et les oblige à partager leur provision avec les Anglais.

Pendant ce temps-là Powhatan organise un système de piéges dans lequel il compte bien prendre Smith. Il lui fait demander des ouvriers pour lui bâtir une maison, promettant du blé en retour de ce service. Smith lui envoie trois Hollandais et deux Anglais. Comment Powhatan les gagna-t-il et en fit-il des traîtres à leur commandant ? C'est ce qui n'a point été éclairci. Cela fut ; voilà tout ce qu'on sait. Smith se présente devant Powhatan, qui cherche par toutes sortes de discours à lui faire mettre bas les armes, ainsi qu'aux hommes de son escorte, et en même temps refuse de lui vendre du grain, si ce n'est

quarante paniers pour quarante sabres. Smith, sentant le piége, songe à s'emparer de Powhatan et envoie chercher des renforts au bateau. L'empereur indien comprend qu'il va être pris et s'enfuit avec ses femmes, ses enfants et son bagage, mais laisse des provisions dont les Anglais chargent leurs embarcations. Seulement la marée est basse; il faut attendre le flux, c'est-à-dire passer la nuit dans cette résidence même de Powhatan. Mais la nuit, c'est l'heure des exploits des Indiens, et Powhatan, aidé de ses Hollandais, compte bien profiter de celle-ci pour avoir la tête de Smith. Ainsi en aurait-il été, en effet, si Pocahontas n'était venue l'avertir et lui sauver ainsi une deuxième fois la vie. Qu'y avait-il donc dans le cœur de cette jeune sauvage pour l'aventurier anglais? L'histoire a trop de majesté ou de pruderie pour entrer dans ces détails.

Smith, revenu une fois encore sain et sauf, fut bientôt prêt pour une autre expédition. Il s'agissait de faire contribuer Opechancanough chef des Pamaunkées, pour une part de sa récolte. Mais nos aventuriers se trouvèrent entourés par au moins sept cents indigènes. Smith rassure ses compagnons, marche sur Opechancanough, le pistolet au poing, et le fait prisonnier. Ses su-

jets terrifiés furent forcés de racheter sa liberté par une certaine quantité de grain.

Ce ne furent pas les seules tentatives des Indiens contre la vie de Smith. Ils cherchèrent à l'empoisonner; mais leurs drogues sans force l'indisposèrent à peine. Il leur sembla vivre d'une vie surnaturelle. Le chef des Paspaheghs le rencontra ou l'attendit dans les bois et l'attaqua. Smith voulut noyer ce géant; tous deux tombèrent dans la rivière, où ils se débattirent longtemps; mais enfin Smith vainqueur conduisit son prisonnier à Jamestown, d'où l'agile sauvage trouva bientôt les moyens de s'échapper.

Toutes ces aventures consumaient un temps précieux qui aurait été bien mieux employé à l'agrandissement et à l'édification de Jamestown. C'était la conséquence nécessaire de l'organisation première de la colonie que nulle ordonnance n'avait encore modifiée. Mais ce ne furent pas les seuls empêchements que Smith trouva à la réalisation de ses idées d'amélioration et d'agrandissement. Il y avait encore le mauvais esprit des colons, leur paresse, leurs jalousies, leurs machinations secrètes ou avouées. Ainsi, pendant que Smith était à Pamaunkée, Scrivener, qui remplissait à Jamestown les fonctions de président en

l'absence de Smith, voulut s'enfuir lui onzième; mais la lâcheté de ces déserteurs reçut une prompte punition; ils se noyèrent tous en descendant le James-River.

Mais quand Smith fut définitivement de retour à Jamestown, et la colonie pourvue de grain pour longtemps, fainéantise et complots durent disparaître, ou tout au moins se déguiser. Smith était bien résolu à mettre l'établissement dans une bonne voie. Il assemble les colons et, dans un discours énergique, il stigmatise la paresse et la condamne à mourir de faim. « Ceux qui, dit-il, ne travailleront pas six heures par jour, ne mangeront pas. » Il fait aussi un tableau qui, sorte de mémorial public contient les noms des bien méritants pour les engager à persévérer et semble faire honte aux autres et les pousser à s'amender.

Cette énergie de Smith produisit des résultats presque immédiats. De nouvelles maisons s'ajoutent aux anciennes, l'église est réparée, un blockhaus construit sur l'isthme pour empêcher les Indiens de pénétrer à tout moment dans la ville ; on fabrique de la poix, du goudron, on essaie même à faire du verre. Les grands arbres qui soustrayaient le sol au contact de l'air, à l'action du soleil, tombent sous la hache des

gentilshommes devenus d'excellents bûcherons. La terre est cultivée, sur un petit espace il est vrai, sur une étendue de trente à quarante acres. Smith même envoie un petit convoi à la recherche des abandonnés de Walter Raleigh ; expédition inutile comme les précédentes, mais qui pourrait du moins contenter la compagnie de Londres.

Jamestown commençait donc à prendre tournure de ville et d'établisement colonial; mais un nouveau malheur, un nouvel empêchement à la prospérité se fit alors sentir. Les rats débarqués des navires avec les Anglais s'étaient multipliés en si grande quantité que tout le grain rassemblé par Smith avec tant de peines et de périls est en rien de temps dévoré. Voilà la famine arrivée ! On a tout pris aux Indiens. Il faut alors se contenter de gibier ou de poisson. Soixante ou quatre-vingts vont vivre d'huîtres plus bas sur la rivière; vingt autres vont essayer de pêcher à la pointe Comfort ; d'autres encore se dirigent vers les chutes de la rivière cherchant de la nourriture et ne trouvent que quelques glands. Plusieurs se retirèrent chez les indigènes et se firent nourrir par eux. Mais une trentaine imaginent de faire du pain avec un mélange de

caviar, d'oseille, d'autres herbes, et de la poudre d'esturgeon séché. On put se sustenter alors ; mais les paresseux se seraient laissés mourir de faim ou se seraient dévorés les uns les autres, si on ne les avait forcés à préparer leur nourriture : de là encore toutes sortes de mutineries, de clameurs, de querelles, d'idées de désertion ; mais Smith tint bon, ne se laissa ni déborder ni entraîner, et administra comme si tout eût été dans l'ordre le plus parfait. Aussi, grâce à cette fermeté, la colonie
Smith. fut-elle encore sauvée de la destruction. Personne ne déserta, et, pendant cette longue saison de disette, il ne mourut que sept personnes à Jamestown.

Une circonstance imprévue apporta un peu de secours au milieu de cette famine. Un capitaine nommé Argall, envoyé par un armateur anglais pour essayer d'ouvrir un commerce avec la co-
Smith. lonie, remonta le James-River. Son navire était bien fourni de vivres et surtout de vin. Les colons s'en emparèrent. Argall leur apprit qu'on faisait en Angleterre de grands préparatifs pour la Virginie ; mais que le capitaine Smith ne serait point conservé à la présidence ; que la compagnie était mécontente de lui parce qu'il ne faisait aucun envoi pour compenser les dépenses

des sociétaires. Les Jamestowniens renvoyèrent immédiatement Argall avec une relation dans laquelle ils démontraient qu'il leur était impossible de répondre aux demandes de Londres, qu'il fallait pour cela et plus d'hommes et des moyens plus efficaces.

Le trésorier, le conseil et la compagnie de Londres ne voyant point, en effet, les retours de la Virginie répondre à leur attente, crurent que ce défaut, ainsi que les troubles dont la colonie était sans cesse agitée, venait de la mauvaise administration des chefs coloniaux. En conséquence de cette idée, ils voulurent changer la forme du gouvernement existant; ils s'en ouvrirent au roi. Jacques Ier approuva leur dessein et leur octroya une nouvelle charte, dont voici les plus importantes dispositions : Beverley. Robertson. Marshall.

Après avoir rappelé pour le confirmer, l'octroi des terres mentionnées dans la première charte, Jacques Ier permettait aux sociétaires de prendre possession des îles qui seraient dans les cent milles de la côte virginienne. Il passait ensuite à la compagnie les pouvoirs qu'il s'était réservés dans la première patente. En sorte que par celle-ci c'était à la compagnie qu'imcombait le devoir de remplir les vacances du conseil supérieur. Le Eb. Hazard. Hening.

trésorier, Thomas Smith, nominativement désigné dans cette charte, devait, suivant les nécessités, convoquer ce conseil, dont il était sans doute le président. Il en était tout au moins le personnage le plus considérable, puisque le titre de la charte était : *Charte, accordée aux trésorier et compagnie de la Virginie, qui les érige en corporation et corps politique*, etc.

Ce conseil supérieur, constitué ainsi presque en permanence, avait le droit de révoquer les officiers et agents, de les remplacer par d'autres, d'établir telles lois, formes de gouvernement et magistratures qu'il jugerait utiles au bien-être de la colonie. Mais il recevait aussi, par cette patente, l'ordre de nommer un gouverneur qu'on enverrait immédiatement en Virginie, et entre les mains duquel toutes les autorités virginiennes seraient tenues de remettre leurs pouvoirs, afin d'établir la nouvelle administration suivant les ordres du conseil supérieur. Car, en cela, comme dans tous les cas, le gouverneur devait se conformer aux instructions de ce conseil. Mais dans les cas non prévus, au criminel comme au civil, sa sagesse jugeait sans contrôle, sa parole avait force de loi. Il pouvait même, dans les rébellions et mutineries, proclamer la

loi martiale et procéder d'après ce code de sang.

Pour les colons, le système ne parut point tout d'abord changé. Le pouvoir absolu que le roi s'était réservé, dans la première charte, tombait, par celle-ci, entre les mains de la compagnie et du conseil supérieur. L'action des entrepreneurs et sociétaires devenait libre. Si les intérêts de la colonie avaient pu prévaloir dans les esprits sur l'intérêt de la société, c'eût été véritablement un progrès.

Avant l'expédition de cette charte à la compagnie, et sans doute quand on apprit en Angleterre que le roi avait répondu favorablement à la demande des sociétaires, nombre de personnages de la noblesse anglaise et du haut commerce voulurent en faire partie. Avec la direction arbitraire et supérieure du roi, capitaux, entreprises, colonie, tout paraissait en péril; avec la liberté de la compagnie, tout paraissait sauvé. Lord Cécil, le ministre influent de l'époque, se met à la tête du mouvement. Il a machiné avec tant d'habileté et de perfidie contre son rival, Walter Raleigh, qu'il l'a fait enfermer à la tour de Londres. Il veut en outre éclipser la gloire que Raleigh s'est acquise par ses tentatives de

Comparez : Robertson, Bancroft, etc.

Robertson.

Bancroft.

Roanoque, en attachant son nom à la Virginie florissante. Il entre dans la compagnie de Londres qui se trouve alors composée d'environ six cent soixante personnes toutes nommées dans la charte, sans compter les corporations de presque tous les métiers de la ville de Londres. Cet enthousiasme de la noblesse et du commerce fait partout des prosélytes. Les capitaux affluent dans la caisse de la société. Cinq cents émigrants s'engagent. Neuf vaisseaux sont équipés pour les transporter. Lord Delaware est nommé gouverneur, ou capitaine-général à vie. Mais il n'était point préparé à un voyage si précipité. On chargea l'amiral Newport et les chevaliers Thomas Gates et Georges Somers d'administrer la colonie jusqu'à l'arrivée de lord Delaware. La flotte met à la voile (mai 1609). Elle approche des côtes de la Virginie; un ouragan s'élève qui la disperse, fait sombrer un petit navire, et pousse celui que montaient les trois commissaires sur les îles Bermudes où il échoue. Les cent cinquante émigrants qu'il contenait sont heureusement sauvés. Les trois cent cinquante autres arrivent sans accident à Jamestown sur les sept autres vaisseaux. Les Jamestowniens les prennent d'abord pour des ennemis; et plût à Dieu, dit le rédac-

Hazard. Hening. Bancroft. Burk. Robertson. Bancroft. Smith.

teur de cette partie du livre de Smith (1), plût à Dieu que nous eussions accepté la coopération des sauvages pour empêcher leur débarquement. La bonne administration de Smith, qui produisait déjà d'excellents effets, n'eût pas été traversée par le débordement de ce que l'Angleterre renfermait de plus vil, de plus paresseux et de plus démoralisé. A la tête de ces nouveaux émigrants, dont les chefs avaient échoué sur les Bermudes, se trouvaient alors Martin et Archer, les mêmes dont nous avons précédemment parlé. Pendant tout le voyage, ils avaient excité leurs compagnons contre Smith. Et à peine furent-ils débarqués, qu'ils voulurent le forcer à se démettre de la présidence.

Smith. Smith. Marshall. Bancroft.

Ils alléguaient la nouvelle charte, les nouveaux pouvoirs. Mais cette nouvelle charte, ils ne pouvaient la produire; l'amiral et les deux chevaliers l'avaient prise sur leur bord, ainsi que toutes les autres instructions écrites. Smith alors ne peut que mépriser leurs sommations. Il aurait remis ses pouvoirs à une autorité établie en droit; mais

(1) Nous faisons observer, en passant, que l'*Histoire de la Virginie* de Smith n'a pas été écrite en entier par le capitaine. Plusieurs aventuriers, témoins oculaires des faits (*et quorum pars magna*...) ont aidé Smith dans ce travail.

céder devant des menaces, quand le droit est pour lui, quand le salut de la colonie dépend de sa fermeté; Smith sait trop ce qu'il doit à lui-même, à l'établissement qu'il a créé, à la gloire de sa patrie; il ne tombera point dans cette faiblesse. Il maintient au contraire courageusement son pouvoir contre toutes les attaques; il distribue les nouveaux arrivés sur trois plantations nouvelles qu'il fonde à Kiquotan, à Nansamund, et à Powhatan. Pour cette dernière, on avait acheté, contre une certaine quantité de cuivre, la résidence même de l'empereur Powhatan. L'énergie et l'activité de Smith triomphaient donc encore une fois de tous les obstacles; mais au milieu de complots continuels contre sa vie, un accident (c'est le mot qu'emploient tous les historiens et narrateurs que nous avons lus) le força à quitter la Virginie et à retourner en Angleterre. Voici le fait :

Smith.
Smith.
Beverley.
Marshall.

En revenant de visiter un de ces nouveaux établissements, il dormait sur son bateau; quelqu'un met le feu à son sac à poudre; Smith a neuf ou dix pouces carrés de chair brûlée par cette explosion (1).

Smith.

(1) Sleeping in his boate accidentallie, one fired his powder-bag which tore the flesh from his body and thighes, nine or

Est-ce là un accident ou un attentat? Nous admettrons volontiers que c'est un accident, puisque les relations le disent; mais en rapportant ce fait, consigné dans l'histoire de la Virginie, qu'au moment même où Smith était couché, si dangereusement blessé, Ratcliffe et Archer complotaient de le tuer dans son lit. Nous ajouterons cette autre phrase que nous trouvons une ou deux pages plus haut, dans le même chapitre du livre de Smith: « Je ne puis donner toutes les particularités des dangers, des complots, des machinations, que Smith eut journellement à éviter, au milieu de toutes ces factions; ces détails seraient trop ennuyeux, trop étranges et presque incroyables pour le lecteur (1). » Smith.

Il ne serait donc pas impossible que Smith eût été victime d'une sorte d'assassinat, plutôt que d'un accident. — Et qu'y aurait-il là de surprenant?

ten inches square, etc... — Smith, *Hist. of Virgin.*, liv. III, chap. XII.

(1) Il est facile de voir que c'est un des collaborateurs de Smith, et non Smith lui-même qui parle : « It would be too tedious, too strange, and almost incredible; should I particularly relate the infinite dangers, plots and practices, he daily escaped amongst this factions crew. » *The History of Virginia*, by capitain John Smith, liv. III, chap. XII.

Les hommes de quelque valeur n'ont-ils pas été dans tous les temps déchirés par les factions, les jalousies individuelles, la calomnie de tous?

Revenu à Jamestown, Smith fut pansé par les chirurgiens inhabiles de la colonie. Mais ces ignorants praticiens ne purent le guérir. Force lui fut

Smith. de songer à un voyage en Europe. Il éprouvait bien quelque lassitude morale au milieu des complots qui le menaçaient sans cesse. Mais il aurait triomphé de tout, si ses douloureuses blessures ne lui eussent interdit la surveillance et l'action.

Il allait du reste laisser la colonie parfaitement pourvue et en belle voie d'agrandissement.

Jamestown, fortifié en palissades, comptait déjà de cinquante à soixante maisons. Les alentours,

Smith. dans un rayon de huit à dix lieues, étaient semés de cinq ou six plantations défendues par des forts. Pour faciliter les communications entre ces divers établissements ainsi que le commerce avec les indigènes, Smith avait fait garder et entretenir, en bon état, trois navires et sept bateaux qui demeuraient comme propriété de la colonie. Vingt-quatre pièces de canon et trois cents mousquets avec une quantité suffisante de poudre permettaient aux colons de ne redouter aucune attaque de la part des Indiens. Il y avait en outre dans le

petit arsenal de la ville plus de sabres et de piques qu'il n'en fallait pour armer tout le monde dans un moment de péril. Ajoutons, pour clore cette énumération, que le magasin des vivres en contenait pour dix semaines.

Malheureusement, continue le narrateur, il n'y avait pas, parmi les quatre cents quatrevingt-dix colons, quarante hommes propres à agir dans le sens qu'exigeait cette situation florissante de la Virginie. Il n'y avait qu'un charpentier et trois aides peu capables, deux forgerons, quelques laboureurs et matelots et peut-être une douzaine ou deux de Hollandais et Polonais actifs, aptes à tous les ouvrages, mais toujours indécis sur ce qu'ils devaient faire. Le reste était un ramassis de gentilshommes et commerçants ruinés, de domestiques et de libertins, plus enclins à dépouiller qu'à travailler, à détruire qu'à maintenir. Smith. Aut. citées.

Tel était à peu près l'état de la Virginie quand Smith s'embarqua pour l'Angleterre.

Qu'emportait-il en récompense de ses sacrifices et de l'habileté qu'il avait déployée pendant trois ans pour fonder la Virginie ? De graves blessures et la mémoire de l'ingratitude de ses administrés. Mais il avait mérité le beau surnom de père de la Virginie et il conserve la gloire immortelle

d'avoir implanté la race saxonne sur le continent américain. D'ailleurs le champ qu'il avait défriché et ensemencé, la maison qu'il avait bâtie, n'étaient même pas sa propriété. Les Virginiens ne possédaient encore rien individuellement à cette époque. Ils formaient une sorte de communauté dans laquelle chacun travaillait pour le bien-être général et recevait en retour, des chefs de l'administration, les choses nécessaires à l'existence. Système absurde qui tue l'émulation en effaçant l'individu, qui développe la paresse et tous les vices, ses acolytes, en détruisant l'espoir d'une rémunération prochaine. Il est bon d'extirper l'égoïsme du cœur de l'homme, mais il faut prendre garde de lui arracher en même temps le sentiment de lui-même. Le remède serait pire que le mal. Ce serait détruire la liberté dans son germe, forger des machines au lieu de faire des hommes et préparer les populations à recevoir le despotisme. C'est cette sorte de communisme, bien plus que le mauvais esprit des compagnons de Smith, qui empêcha la colonie de jeter ces pousses vigoureuses que le chef était en droit d'attendre de ses soins continuels. C'est ce qui explique les oscillations de ces hommes plus encore sans but que sans moralité. Il fallait un président de génie, comme

Smith, pour faire faire des progrès avec des éléments et surtout des règlements si contraires au progrès. Car, nous l'avons vu, lui absent, tout ne marchait que par soubresauts, par caprices; toutes les passions étaient déchaînées. Sa présence mettait à ce torrent de désordres une sorte de digue morale qu'y aurait opposée le désir de l'agrandissement, si chaque Virginien eût travaillé dès le principe pour son propre compte. Mais la compagnie était une société commerciale qui avait bien plus songé à ses intérêts qu'à ceux des colons. Et par là la compagnie avait arrêté le développement même de cette richesse qu'elle espérait comme compensation à ses sacrifices pécuniaires.

Smith avait une force de caractère mêlée de bonté, de courage, d'abnégation, qui lui gagnait tous les esprits. Il mit cette force au service des règlements du roi et des idées de la compagnie, sans se demander si le roi et la compagnie ne se trompaient point. Il mérita beaucoup de ces autorités supérieures pour cette obéissance. Il mérite beaucoup aux yeux de l'histoire, qui lui doit une place au-dessous de Colomb pour ses découvertes et ses travaux géographiques, mais au-dessus de Pizarre et de Cortez, parce qu'à une bravoure

égale à celle de ces conquérants farouches, il joignait, eu égard à l'époque, de grands sentiments d'humanité et de probité, non-seulement envers ses compatriotes, mais encore envers les Indiens. Il mériterait davantage s'il avait su découvrir le vice d'organisation qui minait la colonie avant même qu'elle fût née. Car au lieu d'une bourgade de cinquante à soixante maisons, pleine de factions et de troubles, il aurait laissé une véritable colonie plus armée par de bonnes institutions et un commerce réglé que par des mousquets, des canons, un magasin de poudre et de projectiles.

CHAPITRE VIII.

Despotisme et liberté.

(1609-1621.)

Les indigènes comprirent bientôt, à la manière dont les choses se passaient dans la colonie, que Smith n'était plus là. Ils craignaient et respectaient leur ancien prisonnier; mais ils haïssaient les Anglais et ne les redoutaient pas assez pour ne les point attaquer. Les colons étaient d'ailleurs désunis, en querelles continuelles; les Indiens en profitèrent pour les dépouiller et les massacrer partout où ils les rencontrèrent. La charge de président avait été remise à un Percy, frère du comte de Northumberland. C'était un honnête homme, mais sans vigueur et toujours malade, qui ne pouvait rien tenter pour arrêter la colonie qui courait à sa ruine. West et Ratcliffe s'embarquent, chacun avec trente ou quarante hommes, pour aller chercher les aventures. Le premier se fait pirate; Ratcliffe se confie à la

Smith.

parole de Powhatan et est tué avec tous ses compagnons par les sujets de l'empereur indien. Les plantations, sans cesse harcelées, sont peu à peu abandonnées. Les dix semaines de provisions se consomment. On n'en a point fait de nouvelles; voilà la famine arrivée avec la peur des indigènes devenus de plus en plus insolents. Sortir de Jamestown, pour pêcher ou chasser, présente de grands dangers; on s'y hasarde cependant, mais sans doute en nombre. Quelques Indiens, victimes de ces sorties, sont mangés par les Anglais, qui en étaient réduits aux écrevisses du bord de la rivière et au cuir de cheval. « C'est, dit Beverley, qui écrivait vers l'année 1700, une époque qu'on n'a point oubliée, et qu'on appelle encore aujourd'hui *le temps de la famine.* »

Tout enfin alla si bien, que six mois après le départ de Smith, des quatre cent quatre-vingt-dix hommes qu'il avait laissés dans la colonie, il n'en restait que soixante, qui seraient morts de faim dans la semaine si un secours inattendu ne leur fût arrivé.

Beverley.

Les trois commissaires gouverneurs, Newport, Thomas Gates et Georges Somers, qui avaient échoué avec cent cinquante émigrants sur l'une des Bermudes, avaient eu le bonheur de trouver

dans cette île des fruits et des cochons en abondance (1). Mais les deux chevaliers Gates et Somers ne pouvaient s'accorder. Là aussi les Anglais étaient divisés. Par bonheur, ils ne trouvèrent point d'Indiens qui auraient pu profiter de cette division pour les attaquer et les massacrer. L'île était inhabitée, en sorte que chaque parti put s'occuper de la construction d'un navire sans être troublé dans cet important travail. Au bout de neuf mois la *Patience* et la *Délivrance* étaient prêts à mettre à la voile. Le navire échoué avait fourni les agrès et sans doute des provisions, puisqu'après quinze jours de traversée pour arriver en Virginie, il y avait encore sur ces bâtiments pour quinze jours de vivres. Ce fut le 25 mai 1610 qu'ils jetèrent l'ancre dans les eaux de Jamestown. Mais quelle fut leur surprise ! Ils croyaient débarquer dans une colonie florissante, ils trouvaient la misère la plus affreuse, des spectres d'hommes plutôt que des hommes, tout

V. Beverley.

Beverley.

Smith.

(1) Il paraît qu'un navire espagnol nommé *Bermudas*, chargé de cochons qu'il convoyait aux Indes occidentales, échoua (1593) sur ces îles qui depuis se sont appelées *Bermudes*. Les cochons se sauvèrent à la nage et s'y multiplièrent; mais comment l'équipage fut sauvé et les détails de l'accident connus, on n'en sait rien. Smith, 172-4.

le désordre d'un établissement envahi par la ruine et la mort. Que faire ? reprendre l'œuvre de colonisation ? Personne n'en a le courage. Il eût fallu un second Smith. Le conseil s'assemble, on résout de retourner en Angleterre. Mais quatre petits bateaux qui restaient ne leur offrent point un asile sûr contre les caprices de la mer ; leurs provisions sont d'ailleurs trop minimes ; ils se décident à gagner Terre-Neuve. La saison de la pêche était arrivée : au moins là, ils trouveront des compatriotes qui pourront les ramener en Europe. Mais avant de partir, ils vont mettre le feu à Jamestown ; Thomas Gates réussit à les détourner de cette sotte et sauvage action. Ils s'embarquent ; mais, le matin suivant, ils rencontrent, à dix-huit milles environ au-dessous de Jamestown, lord Delaware qui arrivait avec trois navires, de nouveaux émigrants, et des provisions. Il venait exercer sa charge de gouverneur de la Virginie.

Compar. : Smith et Beverley.

Ils reprennent le chemin de Jamestown, où ils arrivent avant la nuit (10 juin 1610). Le jour suivant, a lieu la restauration de la colonie par des invocations à Dieu. L'arrivée de lord Delaware semblait aux Virginiens un coup de la Providence. L'imagination exaltée par toutes sortes

Smith.

de privations, par les exhortations bibliques des ministres, ils s'écriaient : « C'est le bras du Dieu des armées qui a conduit son peuple à travers la mer Rouge et le Désert, pour le mettre en possession de la terre de Chanaan. Il veut que sur cette terre nous élevions son Eglise. » L'esprit religieux de lord Delaware ne contribua pas peu à cette exaltation ; mais il est juste de dire que la vertu, la paternelle bonté en même temps que la fermeté de caractère du gouverneur, remirent bientôt l'ordre dans la colonie désorganisée. Malheureusement le climat était loin d'être favorable à sa santé délicate ; aussi, se voyant dépérir chaque jour et comprenant qu'il serait plus utile aux colons en vivant loin d'eux qu'en mourant prochainement près d'eux, il se résolut à repartir pour l'Angleterre. Il remit ses pouvoirs à Percy (avril 1611) et s'embarqua pour les Antilles, d'où il revint en Europe, après dix mois de charge.

Smith. Bancroft.

Smith. Bancroft.

Et les Virginiens retombèrent dans leur pernicieuse indolence. Mais avant que lord Delaware fût de retour en Angleterre, la compagnie avait expédié Thomas Dale, sous le titre de Haut-Maréchal, avec trois vaisseaux, de nouveaux émigrants et du gros bétail. Il arriva le 10 mai 1611

Smith. Beverley. Howison.

à Jamestown et fut immédiatement revêtu de l'autorité de gouverneur. D'après l'avis de Bacon, le trésorier de la compagnie lui avait enjoint de mettre en vigueur la loi martiale. Ce code draconien semblait seul capable de réprimer l'esprit de mutinerie et de désordre dont les colons avaient tant de fois fait preuve. Thomas Dale, armé ainsi de l'arbitraire, aurait pu exercer une terrible tyrannie; mais le rédacteur de cette partie du livre de Smith dit qu'il ne sait pas comment la colonie aurait continué d'exister, si le nouveau gouverneur ne s'était résolûment servi des armes qu'il avait entre les mains. Dale trouva, en effet, à son arrivée, les paresseux Virginiens consommant, en jouant aux boules dans les rues de la ville, trois mois de vivres que contenait le magasin général. Dale leur fit aussitôt préparer et ensemencer la terre, et la récolte fut encore assez bonne, quoiqu'ils n'eussent cultivé que vers la mi-mai. Les maisons tombaient en ruine, les chemins étaient dans un état affreux. Dale frappa quelques coups plus énergiques que justes, peut-être; mais il fit rentrer dans la subordination ces hommes corrompus par le désordre et l'oisiveté, et il appliqua toutes les forces aux travaux dont la colonie avait besoin : ces services balancent bien quel-

Robertson.

Smith. Beverley. Burk.

ques exagérations de pouvoir. Trois mois de cette administration changèrent si bien la face de la Virginie, que Dale songea à étendre la domination anglaise. Il parcourt le pays pour le reconnaître et chercher un emplacement favorable à la fondation d'une nouvelle ville. Revenu de cette expédition, il écrit à Londres que les moyens des Anglais en Amérique sont trop faibles pour ce qu'il est possible d'y tenter avec grand espoir de succès. Nulle entreprise, dit-il, ne mérita jamais plus les efforts et les sacrifices. Qu'on mette ensemble les quatre plus beaux royaumes de la chrétienté, et que l'on compare cette vaste et riche circonscription à la Virginie, cette dernière l'emportera encore de beaucoup par les avantages de sa position géographique et la fertilité de ses terres.

Robertson. Smith. Bancroft.

La compagnie sentit renaître son courage à cette déclaration confirmée par les assertions verbales de lord Delaware et de sir Th. Gates. Aussi envoya-t-elle de suite six navires portant trois cents émigrants, des munitions de guerre et toute sorte de bétail. Cette flottille arriva à Jamestown au commencement du mois d'août (1611). Gates, nommé gouverneur par la compagnie, avait été chargé de conduire ce convoi en

Smith. Beverley.

Virginie. Dale lui remit ses pouvoirs en lui demandant l'autorisation d'aller fonder une nouvelle ville. Gates approuve l'idée; et, au commencement de septembre, Dale formait, à cinquante milles environ au-dessus de Jamestown, sur lès bords du James-River, un établissement qu'il nommait Henrico en l'honneur du prince de Galles. Mais, triste chose à constater après cela : vers la Noël de la même année (1611), pour venger une injure faite aux colons par les indigènes d'Appamatuck, le fondateur de Henrico marche contre eux, s'empare de leur provision de blé et les chasse de leur territoire. Cet emplacement, situé à cinq milles de la nouvelle ville, présentait de grands avantages; Dale décide d'en faire une plantation qu'il nomme Nouvelle-Bermude. Ces pauvres indigènes, c'est là leur histoire universelle: dépouillés et dépouillés, battus et battus, massacrés et massacrés!

C. Campbell. Smith.

La colonie comptait sept cents hommes à cette époque. La tranquillité et un travail réglé, sinon bien ardent, avaient remplacé la fainéantise et l'anarchie. Aussi la compagnie n'hésita-t-elle pas à solliciter une troisième charte près du roi, qui ne put, en face de cette amélioration, refuser de l'octroyer telle qu'on la demandait. La ligne

imaginaire, à cent milles des côtes américaines, fut transportée à trois cents milles, afin d'y enclaver les Bermudes. Et, clause bien plus importante, le règlement des affaires secondaires de la colonie, qui jusqu'alors avait regardé le conseil supérieur, descendait, par cette troisième charte, à la corporation elle-même. Elle avait, en conséquence, le droit de s'assembler pour cet objet une ou plusieurs fois par semaine. Les hautes questions de gouvernement, de commerce, la disposition des terres, la nomination des officiers étaient réservées aux quatre grandes cours générales, c'est-à-dire à la corporation au grand complet, discutant d'une manière plus solennelle, quatre fois par an, aux époques déterminées de Saint-Hilaire, Pâques, la Trinité et Saint-Michel. Le roi confirme ensuite, dans cette charte, les priviléges, immunités, franchises, libertés accordés par les chartes précédentes. Puis il permet à la compagnie d'ouvrir une loterie pour couvrir les dépenses énormes qu'entraînaient les expéditions en Amérique. Cette loterie rapporta vingt-neuf mille livres sterling. Mais cette manière immorale d'imposer la nation, mesure sans précédent en Angleterre, fut fortement censurée par la chambre des communes,

Eb. Hazard. Hening.

Smith.

qui commençait à porter un regard soupçonneux sur tous les actes du gouvernement; de sorte Robertson. que le conseil du roi fut obligé de révoquer ce privilége quelques années plus tard (mars 1621).

Cet accroissement de pouvoirs qu'obtenait la compagnie de Londres et qui paraissait à cette société comme la sauvegarde de ses intérêts, était d'une petite importance pour la colonie. Tout bien considéré, même, ces droits excessifs entre les mains de marchands et de spéculateurs, étaient plus préjudiciables que favorables aux colons. Ceux-ci prospéraient cependant. La culture des terres les rendait indépendants des indigènes qui, n'étant plus violentés pour fournitures de provisions, se montrèrent plus sincères et plus sociables. Un événement que tous les historiens ont rapporté longuement et avec une sorte d'enthousiasme, le mariage de la princesse Pocahontas avec un Anglais, rapprocha encore davantage les Indiens des Virginiens. Voyons-en quelques détails.

Peu de temps après l'arrivée de Th. Gates avec ses six vaisseaux et ses trois cents émi- Smith. grants, la compagnie avait expédié deux autres navires avec de nouvelles provisions. Le jeune capitaine Argall, qui en commandait un, fut

envoyé sur son bord à Patowmeck pour y acheter du blé. Pocahontas se trouvait alors dans la famille de Japazaws, chef des Patowmecks. Argall l'apprend et promet à Japazaws une espèce de bouilloire en cuivre brillant (*a kettle of shining copper*), s'il lui livre la fille de Powhatan. Séduits par cette brillante promesse, Japazaws et sa femme manifestent, devant Pocahontas, le désir de visiter le vaisseau anglais; mais ils voudraient que la jeune fille les accompagnât. Elle y consent; tous trois vont à bord; Argall retient Pocahontas prisonnière et l'emmène à Jamestown. Là on décide de demander à Powhatan, comme rançon de sa fille, la reddition des Anglais détenus dans sa tribu et des armes enlevées aux colons par les Indiens. Th. Dale fait un voyage à la résidence de Powhatan pour entamer cette négociation; mais le vieux chef, quoique vivement affecté du sort de sa fille, ne veut point céder. Deux frères de Pocahontas viennent la voir à bord. Opechankanough, frère de Powhatan, promet aux Anglais de chercher à vaincre la résolution de son frère, et Th. Dale s'en retourne, appelé par les soins à donner à l'ensemencement des terres. Pocahontas restait prisonnière. Mais un jeune enthousiaste anglais, John

Beverley. Smith. Smith. Smith. Beverley.

Bancroft. Rolfe, éclairé, ce sont ses paroles, par l'Esprit-Saint, regarde comme un devoir sacré d'arracher la jeune fille à l'idolâtrie. C'est pourquoi il fait demander à Powhatan de lui accorder sa fille en mariage. Powhatan consent. Pocahontas est instruite dans la religion chrétienne; elle reçoit le baptême dans la petite église de Jamestown; on change son nom indien en celui de Rebecca, et toute la ville célèbre son mariage par de grandes réjouissances (1613). Robertson.

Ce mariage fut cause que Powhatan conclut immédiatement la paix avec les Virginiens. Les Indiens de Chickahominy qui craignaient qu'avec l'aide des étrangers Powhatan ne voulût les réduire sous sa dépendance, allèrent plus loin que lui: ils demandèrent à porter le nom d'Anglais.

Il est donc bien évident que si les colons, en arrivant en Virginie, avaient secoué leur sotte morgue britannique et contracté avec les filles des indigènes les mariages que ceux-ci proposaient, la colonie eût été, dès la première année, Beverley. définitivement établie. Les Indiens auraient en partie embrassé le christianisme et adopté les coutumes européennes. Le sang n'aurait pas coulé; du croisement des races serait sorti un peuple vraiment nouveau, et nous n'aurions pas aujour-

d'hui sous les yeux le spectacle navrant d'une grande famille humaine qui s'éteint fièrement dans l'abjection et la misère, tandis que prospèrent superbes et égoïstes les fils de ses envahisseurs et de ses meurtriers. Qui sait ce qu'eût produit la fusion d'un peuple encore à l'état sauvage, il est vrai, mais bien doué, bien constitué (1), avec la partie la plus vivace peut-être de l'ancien continent.

Ce fut Th. Dale qui donna son approbation au mariage de Rolfe et de Pocahontas; ce fut Th. Dale qui fonda Henrico; ce fut Th. Dale qui se rendit près de Powhatan pour négocier la rançon de sa fille; toujours Th. Dale et jamais Th. Gates. Ce dernier était cependant le gouverneur titulaire de la Virginie; mais sans doute que, comme certains rois, il préférait s'en rapporter à l'active habileté de son lieutenant ou ministre et vivre tranquille dans sa charge, comme dans une sinécure. Toujours est-il que depuis son arrivée (août 1611) jusqu'à son départ (mars 1614) nous ne le voyons jamais préparer, ordonner, faire quoique ce soit. Ainsi c'est encore Th. Dale qui met fin au communisme dans lequel languissait la colonie de- Smith.

(1) Voir à ce sujet la note *A* du liv. III, à la fin du volume.

puis sa fondation. Il avait observé que le travail de trente Virginiens ne valait pas les efforts de trois ou quatre travailleurs du vieux continent. La clause de la première charte, qui enjoignait le travail et la mise des fonds en commun pour cinq ans, n'avait plus force, puisque les cinq ans étaient révolus; il y avait donc lieu de porter remède au mal organique le plus grave dont avait souffert la colonie. La mesure que, dans ce but, prit Th. Dale n'était point d'un radicalisme bien audacieux; elle fut cependant singulièrement salutaire.

Smith. Bancroft. Il donna aux serfs de la compagnie qui, émigrés à ses frais, travaillaient pour elle, trois acres de terre par chaque individu et un mois de liberté par an pour les cultiver. Ce n'était guère, et ce fut cependant assez pour que, vis-à-vis des Indiens, les colons, d'acheteurs de grain, devinssent vendeurs.

Bancroft. Mais il n'y avait pas que des domestiques de la corporation dans la Virginie; il y avait aussi, spécialement dans le canton de la Nouvelle-Bermude, des tenants ou fermiers payant par an deux barils et demi de grain et un mois de travail. Il y avait enfin des propriétaires ou francs-tenanciers qui, émigrés à leurs frais, avaient eu des

concessions de cent acres. On ne concédait plus, à l'époque où nous sommes arrivés, que des portions de cinquante acres.

Ce fut encore Th. Dale qui donna l'ordre à Argall d'aller dans le nord protéger les pêcheurs anglais. Mais Argall, véritable homme de mer, à Bancroft. passions grossières, à caractère despotique, saisit, avec avidité, l'occasion que le hasard lui offrit de se faire remarquer par un violent coup d'éclat. Il touche, en passant, au cap Cod; les Indiens lui Beverley. font comprendre qu'un peu plus au nord sont venus habiter des hommes blancs comme lui. Argall, qui ne connaît point de colonie anglaise dans ces parages, présume que ce sont des Européens qui ont empiété sur les prétendus droits des Anglais, puisque Jacques I[er] a octroyé cette côte à ses sujets depuis le 34[e] jusqu'au 45[e] degré. Il se prépare à les combattre. Il ne fallait point pour cela de grandes forces. Les Français établis sur l'île du Mont-Desert (baie de Penobscot), dans un petit hameau nommé Saint-Sauveur, étaient Charlevoix. très-peu nombreux et n'avaient pas un canon; Argall en avait quatorze et était bien accompagné. Les Anglais canonnent, pillent et détruisent le faible petit village. Parmi les quelques Français échappés à la mort, les uns acceptèrent

Beverley. Charlevoix. d'aller vivre en Virginie, les autres préférèrent s'embarquer sur des bateaux pêcheurs en partance pour Saint-Malo. Ce petit établissement de Saint-Sauveur était sous la direction de deux jésuites qui, s'étant brouillés avec le gouverneur de Beverley. l'Acadie, avaient abandonné Port-Royal, pour aller vivre ailleurs avec leurs partisans et leurs créatures. L'un de ces jésuites avait été tué dans l'engagement; l'autre, qui désirait se venger du gouverneur français, parla à Argall de Port-Royal et de l'Acadie. Ce capitaine revenu à Jamestown en prévint Dale qui, après l'avoir félicité, lui donne trois vaisseaux avec l'ordre de purger la Charlevoix. côte. Ces expéditions étaient trop dans le goût d'Argall, pour qu'il ne s'acquittât pas rapidement et zélément de sa commission. Il détruit les faibles fortifications de De Monts sur l'île de Sainte-Croix, met le feu à Port-Royal et, chargé de butin, reprend la route de la Virginie. En chemin, il entre dans le port de New-York; il trouve des Hollandais établis sur l'île de Manhattan et protégés par un fort; il les somme de reconnaître la souve-Bancroft. raineté de l'Angleterre. Les Hollandais n'y voient nul inconvénient; cette reconnaissance n'entravait point leur commerce. Argall ne tente rien de plus contre eux et rentre en Virginie, pour de

là reprendre la route de l'Angleterre vers la fin de juin 1614. Smith.

Gates l'avait précédé de quelques mois. La compagnie ne faisant plus d'envois, il avait pensé que sa présence à Londres déterminerait les sociétaires à faire de nouveaux sacrifices; mais les bourses étaient vides. Il se concerta alors avec lord Delaware qui présenta à la chambre des communes une pétition en faveur des Virginiens. Cette démarche aurait peut-être eu un bon résultat si le parlement et le roi n'eussent eu de plus graves intérêts à débattre. La lutte entre les deux pouvoirs était commencée; il n'y avait pas lieu de s'occuper d'une colonie située si loin et placée par ses fondateurs et directeurs en dehors de l'action du gouvernement.

Smith.

Bancroft.

Cependant Dale mettait la dernière main aux diverses améliorations qu'il avait introduites dans la colonie; puis, jugeant tout en bonne voie et désirant revoir sa famille, il choisit Georges Yeardley pour député-gouverneur et s'embarqua pour l'Angleterre, avec Rolfe et Pocahontas. Le 12 juin 1616, ils entraient dans le port de Plymouth. Smith.

Nous ne rapporterons point tous les détails anecdotiques du voyage de Pocahontas à Londres;

nous ne transcrirons point la longue lettre que Smith écrivit à la reine pour obtenir que la fille du chef Indien fût présentée à Sa Majesté; tout cela est en dehors de notre sujet. Nous dirons seulement qu'elle fut bien reçue à la cour d'Angleterre; qu'elle y fut admirée et fêtée; mais que la vue du capitaine Smith, dont on lui avait affirmé la mort avant son mariage avec Rolfe, lui causa une douleureuse impression qui, pour nous, est bien plus la cause de sa mort que le funeste climat de l'Angleterre accusé par quelques historiens. Car elle mourut à Gravesend, à l'âge de vingt-deux ans, au moment où elle allait se rembarquer pour les rivages enchanteurs de son beau pays. Un fils qu'elle laissait est devenu la souche d'honorables familles de la Virginie, qui se font encore aujourd'hui une certaine gloire d'avoir du sang indien dans les veines.

Hildreth. Howison.

Pocahontas devait revenir en Virginie sur le vaisseau du capitaine Argall, que la compagnie avait nommé député-gouverneur sur les instances de son parent, le trésorier Th. Smith, et de son associé ou patron en spéculations, lord Rich, plus tard comte de Warwick, grand entrepreneur d'expéditions maritimes et l'un des principaux actionnaires de la compagnie.

Georges Yeardley, successeur de Dale, était un homme de quelque talent, mais de faible caractère. Aussi, pendant sa courte administration intérimaire, voyons-nous les travailleurs abandonner la fabrication du savon, du verre et du goudron, pour planter du tabac. Il est vrai que le tabac devait enrichir la colonie; mais, pour cela, il ne fallait pas négliger le blé et les autres productions qui servaient à la subsistance des colons. Th. Dale n'avait permis la culture du tabac que suivant une certaine proportion avec celle du blé. Mais, sous Yeardley, toutes les terres défrichées, les jardins, les rues mêmes de Jamestown furent plantés en tabac. Les Virginiens ne songeaient plus aux mines d'or; mais ils étaient toujours tourmentés de la soif du lucre: le tabac devint le filon aurifère qu'ils avaient rêvé. Tout le reste fut abandonné. Les maisons s'affaissèrent sous les injures de l'atmosphère; le retranchement en palissades, rompu, ne fut point réparé; le magasin, vide de grains, fut converti en église, l'église étant tombée en ruines. Les Indiens mêlés aux colons habitaient Jamestown autant que les colons eux-mêmes. Mais les denrées alimentaires manquèrent bientôt; les Anglais furent obligés de s'adresser de nouveau aux Indiens, qui

Beverley. Marshall. Smith. Bancroft. Robertson. Grahame.

refusèrent de leur en fournir. Il fallut employer la force ; il y eut combat ; douze indigènes furent tués et douze autres faits prisonniers. La tribu paya leur rançon cent boisseaux de blé. Smith.

Telle était la situation des choses lorsque Argall arriva. La loi martiale, la seule qu'il connût, devint aussitôt la règle de la colonie. Burk.

La faiblesse d'Yeardley n'avait pas moins été moins pernicieuse à la santé des colons qu'aux maisons et aux petits édifices de Jamestown. Argall ne trouva dans l'établisement virginien que quatre cents et quelques hommes dont deux cents incapables de travail. Aut. cit.

Le nouveau gouverneur fit d'abord réparer les habitations, les retranchements et l'église ; puis il s'occuppa de la culture des terres. Tout allait bien jusque-là ; car, quoique ordonnés despotiquement, tous ces travaux étaient nécessaires. Mais Argall était plus que despote ; c'était une sorte de flibustier au pouvoir. La compagnie de Londres, qui n'avait déjà plus grande confiance dans son trésorier, Th. Smith, et ses créatures, connaissait sans doute les dispositions d'Argall ; car, aussitôt après sont départ d'Angleterre, elle avait invité lord Delaware à conduire en Virginie un renfort d'hommes et de provisions et à y Smith.

reprendre son ancien poste de capitaine-général. Il accepta, mais mourut dans la traversée, à l'entrée de la baie qui porte son nom (*Delaware-bay*), présume-t-on. Burk. Par suite de cette mort, Argall se trouva en possession de tous les papiers de lord Delaware; mais ce n'étaient du tout factums à sa louange. Son despotisme se trouva Burk. doublé de sa rage, sa rapacité surexcitée par la perspective d'une prochaine destitution. Le tra- Howison. vail qui se faisait dans certaines plantations au profit de la compagnie, Argall en détourna les revenus à son propre avantage. Les moindres Howison. fautes furent frappées d'un esclavage temporaire, pendant lequel les punis travaillaient pour Argall. Bref, le sort des Virginiens devint intolérable. Le régisseur des biens de la famille Delaware fut J. Burk. condamné à mort pour un simple manque de Hildreth. respect ! C'était combler la mesure, dépasser la limite au bout de laquelle le despotisme devient liberté parce qu'il y a changement, réaction ou soulèvement. Les Jamestowniens agirent cependant sans emportement. Ils firent commuer la J. Burk. mort en banissement de la colonie. Combien la violence est parfois aveugle ! Argall ne vit pas qu'en bannissant cet homme il l'envoyait se plaindre aux grands juges de Londres ; ce que

fit en effet le banni dès qu'il fut débarqué.

Ses réclamations ouvrirent les yeux à la compagnie; elle trouva que le trésorier avait dépensé beaucoup d'argent pour un bien faible résultat. Aut. cit. 80,000 liv. st. avaient été absorbées et il n'y avait pas six cents colons en Virginie. Et, subrepticement, sans en donner avis à la compagnie, la loi martiale avait été introduite dans la colonie. Le gouvernement était si dur à Jamestown, que l'émigration s'était arrêtée. Toutes ces accusations tombèrent tellement d'aplomb sur Th. Smith, qu'il offrit sa démission. Elle fut, à son grand désappointement, acceptée, et sir Edwin Sandys, homme actif et libéral, élu trésorier à sa place. Ce fut l'inauguration de tout un régime nouveau.

Yeardley fut nommé gouverneur, avec l'ordre de mettre le séquestre sur les biens d'Argall et Hildreth. de faire une enquête sur sa conduite. Mais lord Rich envoya un navire à son protégé; de sorte qu'avant l'arrivée d'Yeardley, Argall put se réfugier avec le fruit de ses exactions aux Indes occidentales, pour de là rentrer plus tard en Angleterre, où ses hautes protections le mirent à J. Burk. l'abri de toute recherche. Cela n'était qu'un incident; l'important de la mission d'Yeardley,

c'était le nouveau gouvernement qu'il était chargé d'introduire dans la Virginie. La loi martiale était abolie, les anciens planteurs, délivrés de tout service envers la compagnie, mis en possession des terres dont ils étaient tenanciers.

L'autorité du gouverneur devait être désormais limitée par un conseil qui avait droit de contrôle sur les actes de ce premier magistrat. Les colons eux-mêmes furent admis à faire partie du gouvernement. Yeardley trouva sept plantations distinctes; il en forma quatre nouvelles des émigrants qu'il avait amenés; ce furent les onze bourgs qui envoyèrent chacun deux représentants ou *bourgeois* (burgesses) à l'assemblée des bourgeois de Virginie qui se réunit, en juin 1619, à Jamestown, pour former avec le gouverneur et le conseil nouvellement nommé la première assemblée délibérante de l'hémisphère occidental. Hildreth.

Il paraît que les sujets mis en délibération dans cette première session furent de peu d'importance; encore y avait-il besoin de la ratification de la compagnie de Londres, pour que les propositions arrêtées par le vote eussent force de loi. D'ailleurs ce système, qui n'établissait point distinctement la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, n'était qu'une sorte Burk.

d'embryon du système constitutionnel tel que l'ont toujours compris les Anglais. Mais cet embryon vivait; il ne restait plus qu'à l'élever, le développer, le fortifier suivant les idées des citoyens virginiens. Ils le comprirent bien; aussi éprouvèrent-ils une vive satisfaction de se voir en possession d'une forme de gouvernement qui, pour eux, était l'idéal.

Et, certes! ils pouvaient se réjouir; car, l'ancien régime tombé pour faire place au nouveau, c'était l'aléatoire et l'arbitraire remplacé par la justice et la stabilité, la tyrannie par la liberté. On peut, par système ou rancune, ne pas aimer cette dernière; mais il sera toujours bien difficile de nier les bons effets des institutions qui d'ordinaire l'accompagnent; car, quelque histoire que l'on étudie, on trouve toujours ces mêmes résultats pour la même cause. Et ajoutons qu'il est heureux qu'il en soit ainsi; autrement nous n'aurions qu'à nous jeter dans les bras du fatalisme le plus exagéré. Le constitutionalisme, c'est l'humanité voulant, se réglant, organisant l'avenir; et si cette organisation, cette règle, cette volonté étaient impuissantes, nous affirmons que ce serait la négation de l'action. Mais la volonté humaine peut; donc absolutisme, ha-

sard et arbitraire sont antihumains. Th. Dale fonde la propriété individuelle en Virginie; résultat : la Virginie peut se nourrir et n'a plus besoin d'extorquer des grains aux indigènes. Le trésorier de la compagnie songe plus à ses propres intérêts qu'à ceux de la colonie; résultat : les gouverneurs envoyés par lui tyrannisent au lieu de gouverner; l'établissement décline. Pendant tout le temps, d'ailleurs, que dure l'administration du hasard et du caprice, c'est-à-dire depuis le premier débarquement (1607) jusqu'à la démission de Th. Dale (1618), la colonie fut continuellement entre l'anarchie et la dissolution. Mais ce régime succombe pour faire place au système constitutionnel : voyons ce qui fait suite à la triste histoire qu'il nous a fallu raconter.

A l'entrée en charge du nouveau trésorier, la Virginie ne comptait que 600 habitants; dans l'espace d'un an, il expédia, sur onze navires, 1216 personnes, parmi lesquelles nous trouvons cent condamnés. C'était le roi qui avait ordonné l'embarquement de ces « oiseaux de prison (jail-birds), » comme les appelèrent les Virginiens, pour les vendre comme domestiques en Virginie. Hildreth.
Et, malgré les réclamations répétées des colons,

le gouvernement britannique continua longtemps à purger ainsi l'Angleterre, au détriment de la moralité de la colonie.

Beverley. Peu de femmes jusqu'alors avaient traversé l'Atlantique. Les premiers colons n'avaient point de famille, et ceux, nombre très-restreint, qui en avaient n'osèrent point les exposer à la fatigue et aux périls d'un si long voyage. Ils voulaient être assurés auparavant de la stabilité de la colonie. Sandys pensa que le lien le plus fort pour attacher à tout jamais les colons sur les rives du James-River serait le mariage. La Virginie passait déjà pour un pays riche et fertile dans lequel abondaient les avantages matériels, les commodités de la vie. Aussi le trésorier trouva-t-il sans peine des jeunes filles du peuple, de mœurs irréprochables et douées des agréments du corps, qui voulurent bien risquer le voyage de l'Amérique, dans l'espérance d'y trouver de bons partis. Il en engagea une première fois quatre-vingt-dix qui furent mariées à leur arrivée à Jamestown. Pour défrayer la compagnie, le prix de leur passage fut estimé à cent vingt, puis à cent cinquante livres de tabac que chacun des épouseurs donnait sur-le-champ, ou devait donner plus tard. Cette dette sacrée fut religieusement acquittée.

Bacon dit : « Quand l'établissement est consolidé, il est temps de planter avec des femmes, afin de ne pas dépendre du dehors pour réparer les déchets de la population. » Il était temps, alors, de prendre cette mesure; car la Virginie était définitivement fondée, et si l'émigration fournissait, la mort décimait singulièrement les nouveaux arrivés. Ainsi, en 1619, on compta trois cents morts. D'ailleurs la compagnie allait bientôt se trouver à bout de ressources, les action- Howison. naires se fatiguant de fournir, sans retours, de Campbell. quatre à cinq mille livres st. par an, c'est-à-dire une centaine de mille francs.

Le premier envoi de jeunes filles ayant réussi au delà de toute espérance, Sandys en prépara un second. Il voulait cette fois porter le nombre à cent; mais il n'y en avait encore que soixante Bancroft. de réunies, lorsque les fonds de la compagnie se trouvèrent épuisés. Ces soixante furent néanmoins immédiatement envoyées et pourvues aussi facilement que les premières.

Le mariage développe chez l'homme le cœur, les tendres sentiments, amortit le feu des passions, inspire une crainte salutaire de l'avenir, et par ces raisons stimule à un travail continuellement producteur. Sandys, on peut l'affirmer,

acheva de fonder la Virginie par cette mesure. Ce fut immédiatement que les résultats s'en firent sentir. Des habitudes d'ordre et d'activité remplacèrent l'égoïste insouciance; l'émulation présida aux travaux de culture et à l'organisation du comfort dans les habitations. On fit des projets d'établissements publics. On parla d'ouvrir un collége; de grands terrains furent consacrés
Smith. Beverley. par avance à cette idée; des cartes et des parties de bibliothèque données par des ministres du culte ou d'autres personnages distingués; des sommes assez considérables envoyées par des anonymes, et quelques-unes avec cette injonc-
Smith. Campbell. tion: « pour l'éducation des jeunes Indiens. » « Enfin, dit Beverley, nos gens commencèrent à « s'imaginer qu'ils étaient le peuple le plus heu- « reux du monde. On fit une saline au cap Charles « et une forge à Falling-Creek. On ne parlait en « ce temps que de l'abondance et des richesses « dont les Anglais jouissaient dans la Virginie. »

En 1620, on estimait la population de la Vir-
Campbell. ginie à 4,000 personnes.

Cependant le trésorier Sandys devait être remplacé au bout de son année d'exercice. Les compétiteurs à cette charge affluaient. Les
Smith. tendances du gouvernement étaient toujours à

l'absolutisme. Nous avons précédemment signalé l'apathie de la nation britannique à ce sujet. Mais, dans l'espace de vingt ans, le peuple anglais a bien changé; il s'inquiète de son gouvernement à l'époque où nous sommes arrivés; il commence à se diviser en deux camps : les royalistes et les constitutionnels. Dans ce dernier parti se trouvait la majorité de la compagnie de Londres. Tout récemment, dans l'affaire d'Argall, cette majorité avait encore marqué sa répugnance pour l'absolutisme et la force brutale, en condamnant la loi martiale et en préconisant le jury. La cour n'ignorait pas ces tendances; aussi semble-t-il étrange que Jacques Ier ait proposé ses candidats à l'élection, en place de Sandys. La compagnie vit dans cette démarche du roi une sorte de défi ; elle y répondit par un acte d'indépendance; elle repoussa les candidats royalistes, et nomma le comte de Southampton, l'ami bien connu de Shakspeare, mais le partisan, bien connu aussi, de la liberté civile et religieuse. Vint alors la discussion sur l'assemblée des bourgs, qu'avait convoquée le gouverneur George Yeardley. On l'approuva, en établissant, dans une constitution écrite pour la Virginie, que le gouvernement colonial serait

Hume. Lingard.

Bancroft.

Howison.

organisé de la même manière que celui de l'Angleterre.

Un gouverneur, nommé par la compagnie, tiendrait la place du roi ; un conseil permanent, nommé aussi par la compagnie, tiendrait lieu de chambre haute ; enfin la chambre des communes serait représentée par les députés que les bourgs enverraient, chaque année, pour ouvrir, avec le conseil et le gouverneur, la session du parlement colonial. Toutes les questions devaient être, dans les deux conseils ou chambres, décidées à la majorité des voix ; mais le gouverneur était armé du *veto*. D'ailleurs, quoique approuvée par les trois membres de la législature, toute loi devait être ratifiée par le conseil général de la compagnie. Et ce qui donne la mesure des tendances de la corporation, c'est qu'il était enjoint à la colonie de n'obéir aux ordres de la cour, que s'ils étaient ratifiés par la compagnie. Les cours de justice et tribunaux étaient constitués suivant les lois et coutumes du royaume d'Angleterre.

Robertson.

Bancroft.

Telle est, en résumé, la constitution que sir Francis Wyatt fut chargé de porter à la Virginie, en allant remplacer Yeardley, qui avait demandé à se retirer. Ce n'était pas une constitution répu-

Burk.

blicaine, basée sur le principe de la souveraineté du peuple; mais c'était vers ce principe un pas qui laissait déjà loin derrière l'omnipotence de Jacques I[er], que nous avons signalée dans l'octroi de la première charte. Par cette constitution, si les Virginiens ne se gouvernaient point eux-mêmes, ils pouvaient du moins contrôler et arrêter ceux qui les gouvernaient.

Toutes ces causes, tous ces bruits de prospérité de la Virginie y précipitaient des masses de colons. Vingt et un convois, employant plus de Smith. quatre cents matelots, portèrent, cette année (1621), sur les rives de James-River, plus de treize cents émigrants.

CHAPITRE IX.

L'esclavage.

(. . . . -1620.)

Nous serons obligé de revenir plus d'une fois dans cette histoire sur ce pénible et grave sujet.

Dans l'ancienne Rome, pour tempérer l'enivrement du triomphe, un esclave disait au triomphateur : « Souviens-toi que tu es homme. »

Ici ce sera tout un peuple d'esclaves qui poussera de temps à autre le sourd gémissement de la douleur, ou le cri éclatant de l'appel aux armes, pour remémorer aux triomphateurs américains, à ces maîtres orgueilleux de leurs richesses et de leur liberté, que ces richesses proviennent souvent de la source impure de l'esclavage et que ce qu'ils vénèrent comme la liberté n'en est tout au plus que l'idole.

Ce fut au mois d'août 1620 qu'un vaisseau hol-

landais remonta le James-River et vendit vingt nègres aux Virginiens.

Une question se pose ici d'elle-même : comment les Virginiens, des Anglais, pouvaient-ils se faire propriétaires d'esclaves, lorsque toute
Hume. trace de l'esclavage avait disparu de l'Angleterre depuis près d'un siècle ? Comment des chrétiens pouvaient-ils admettre une violation si flagrante de la religion qu'ils professaient ? (1)

Voilà, en effet, de graves contradictions, si l'on rapproche le fait des principes qui semblaient la règle de la société en 1620.

C'est un crime de lèse-humanité indéfendable?

Juger si promptement, si radicalement, cependant : c'est peut-être aller au-delà de la justice. Les masses ne sont pas toujours aussi bonnes logiciennes que les flatteurs des masses l'ont voulu faire croire. Tel principe par elles admis est souvent bien singulièrement perverti par elles, quand il leur faut agir en raison du principe. Elles ne méritent pourtant point condamnation

(1) Nous savons que la lettre du Nouveau-Testament, loin de condamner formellement l'esclavage, semble bien plutôt l'admettre et le consacrer ; mais l'esprit inspirateur et vivificateur de ce livre lui est complètement contraire : c'est le souffle même de l'égalité.

pour cela ; elles se trompent de bonne foi. Frappons ferme sur l'erreur, mais pardonnons à l'humanité en vertu du vieil axiôme : *Errare humanum est*. C'est pour cette raison qu'au lieu de fulminer contre les Virginiens aveuglés, il est mieux de chercher la cause de leur aveuglement.

Jusqu'à la Réforme, le monde, on peut hardiment l'avancer, ignora quels droits chaque homme tient du fait de son existence. Les barons anglais avaient paru s'en douter ; mais, dominés par un brutal égoïsme, il leur fut impossible de s'élever jusqu'à *l'idée pure* de l'humanité ; aussi leur demi-œuvre se trouva-t-elle aussitôt que née submergée dans l'absolutisme gouvernemental. La Réforme faisait réapparaître l'idée; mais de même que tous les yeux n'aperçoivent point l'étoile qui scintille au milieu des nuits orageuses, de même les intelligences ne sont pas toutes éclairées par l'idée qui surgit du sein des tempêtes politiques. Nous voyons, en effet, que sous les règnes de Henri VIII, d'Elisabeth et de Jacques Ier, elle fut continuellement dans la pénombre. Si quelques esprits supérieurs entrevirent que de la réforme en religion, il en naîtrait une en politique et en philosophie, ils ne dirent point qu'ils avaient eu une pareille vision,

pour ne point être traités de visionnaires, de magiciens et comme tels pendus ou brûlés. Il faut arriver jusqu'aux luttes sanglantes du parlement d'Angleterre et de Charles Ier, pour voir, enfin, un commencement de doctrine dégageant l'idée pure des épaisses ténèbres dont l'avaient jusqu'alors enveloppée et le mysticisme des religions et les faux principes philosophiques. Mais le parti des Indépendants qui professait cette doctrine était trop faible; il fut bientôt absorbé par Cromwell. La masse du peuple anglais était, comme tout le reste de l'Europe, demeurée étrangère à cette évolution nouvelle de la pensée humaine. Les esprits ne comprenaient pas; les yeux ne voyaient pas; il y avait trop de nuages dans le ciel; l'astre éternel de la justice et de la raison n'éclairait pas encore la terre.

Et quand l'idée est voilée, que l'obscurité règne dans les esprits, que se passe-t-il dans l'habitacle de l'humanité ? Tout y est dans la confusion : les hommes vont au gré de leurs plus farouches passions; les peuples se jettent dans les écarts les plus contradictoires; les gouvernements font de la force brutale. C'est le despotisme de toutes les absurdités.

A défaut d'idée politique et philosophique, l'Europe moderne (moderne, pour nous, remonte au moins jusqu'à Constantin) avait une religion dont les préceptes fondamentaux sont : *Aimez votre prochain comme vous-même.—Faites à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fît. — Aimez-vous les uns les autres.— Vous n'avez tous qu'un père commun qui est au ciel,* — etc.

Et en vertu de ces commandements qui n'excluent personne de l'amour de tous; en vertu de l'Evangile qui n'ordonne nulle part l'extermination des Juifs, le massacre des Gentils, qui fait au contraire une loi de pardonner les injures, d'aimer ses ennemis, que nous présente l'histoire? — Passé du rôle de victime à celui de puissance, le christianisme s'acharne sur tout ce qui est opposition, schisme, religion différente, avec une rage impossible à qualifier. Donatistes, Iconoclastes, Manichéens, Albigeois, Hussites, etc., etc., sont persécutés jusqu'à l'anéantissement. Les Juifs repoussés de la société n'ont que le droit méprisé de prêter à usure et d'être expoliés par les princes, lorsque les princes ont épuisé leurs trésors. On se croise contre les Mahométans.

Cette haine contre les Juifs, universelle chez tous les peuples chrétiens, venait de cette incessante pensée que les Juifs étaient les crucificateurs de Jésus. Et comme les Mahométans étaient maîtres et seigneurs des lieux saints, la même haine déversait aussi sur eux tout son fiel et toutes ses ardeurs.

La guerre contre les Juifs était facile à faire. Disséminés dans toute de l'Europe, ils y trouvaient les persécutions du populaire et l'improbité des puissants.

Les Mahométans exigeaient de nombreuses, de vaillantes armées, qu'ils battaient aussi souvent qu'ils étaient battus par elles. Ils prenaient Constantinople, en même temps qu'ils étaient chassés de l'Espagne.

Refoulés en Afrique, rentrés dans leurs véritables foyers, les Maures, qui ne portaient pas une moindre haine aux chrétiens, que les chrétiens aux mahométans et aux juifs, les Maures adoptèrent en grand un genre d'hostilités bien plus terrible que les batailles rangées. Ils se firent pirates. Montés sur leurs rapides esquifs (*ch'qouf*), ils tombaient à l'improviste sur les nombreux navires qui faisaient le commerce de

la Méditerranée, pillaient les richesses, massacraient les passagers ou les chargeaient des fers de l'esclavage.

D'un autre côté, les prisonniers que les Turcs faisaient dans leurs guerres d'Allemagne étaient vendus comme esclaves par tout l'empire ottoman.

L'Europe chrétienne, menacée ainsi de l'esclavage, répondit aux Mahométans par l'esclavage. Tout sectateur de Mahomet qui tomba entre les mains des chrétiens fut vendu comme esclave sur les marchés de l'Europe.

Voilà comment l'esclavage, qui avait mis chez les peuples chrétiens de si longs siècles à accepter son agonie, reprenait vie chez ces mêmes peuples.

Car l'esclavage, antique dont on ne peut retrouver l'origine, si haut qu'on remonte dans l'histoire, qui avait résisté à toutes les révolutions, qui avait survécu à la chute de l'empire romain, à l'établissement du christianisme, l'esclavage antique était pourtant arrivé à son agonie, vers le XVI[e] siècle de l'ère nouvelle.

Quelles causes à cette agonie?

L'humanité progressant, cause composée d'une multitude de causes qui ne laissent la primauté

qu'à ce mot vague et pourtant explicite : le progrès !

Ces causes, c'est l'Evangile, dont les paraboles et les mystiques préceptes enseignent l'égalité ; c'est la religion qui défend de faire esclaves les chrétiens ; c'est la philosophie qui, par la voix des réformateurs et des philosophes, soutient que la nature ne fait point d'enfants esclaves ; c'est la pitié, cette inconnue à l'antiquité, cette ennemie de la guerre, qui fond les cœurs, arrache des larmes, en présence de toutes les souffrances ; ce sont les rois qui affranchissent les esclaves pour mater la noblesse ; c'est le bon sens qui dit qu'un homme en vaut un autre ; c'est la justice qui proteste sans cesse dans la conscience humaine, etc., etc.

Ces causes réunies ou séparées frappant ensemble ou isolément des coups différents, avaient fini par abattre l'esclavage antique et la servitude du moyen âge. Mais de tout cela ne s'était point dégagé un code de droits. Il s'était bien échauffé dans les cœurs un vague sentiment de répulsion pour l'esclavage ; mais les principes de justice et d'égalité étaient restés indéfinis dans l'intelligence paresseuse du peuple.

Aussi l'esclavage antique mourant, l'esclavage

moderne naissait-il. Le monstre avait la tête coupée ; mais il en poussait subitement une autre.

Seulement ce qui succédait, en Europe, à l'esclavage antique, n'était point vraiment l'esclavage, c'étaient simplement des représailles de guerre auxquelles la guerre cessant eût mis un terme.

Malgré le profond mépris que les Juifs avaient de tout temps inspiré, on ne les avait point systématiquement réduits en esclavage : on n'aurait pu garder dans cette condition les Mahométans que l'on haïssait, mais que l'on ne méprisait pas. V. Depping.

Les raisons qui avaient brisé l'esclavage antique devaient bientôt se résumer en axiomes réprobateurs de cette monstruosité antihumaine.

La situation actuelle de l'Europe est la seule autorité qu'il nous soit besoin d'invoquer ici.

Mais en même temps que la guerre rétablissait une sorte de fantôme de l'esclavage en Europe, les Portugais pénétraient dans la Nigritie et Colomb découvrait l'Amérique.

Les Portugais, en contact depuis longtemps avec les Maures, dans la guerre comme dans la paix, étaient familiarisés avec cette idée antique que le vaincu est esclave de droit (Digest., liv. Ier), le vaincu originaire d'Afrique surtout (Zurara),

s'il n'est point mahométan, il est idolâtre. Et s'il est nègre, il est de la race maudite : il mérite alors trois fois l'esclavage.

Encycl. amér. Slavery. Et cependant les premiers nègres que les Portugais enlevèrent sur les côtes de Guinée, ne furent point gardés par les Portugais; ils les vendirent à des familles maures établies dans le sud de l'Espagne (1400-1450).

Navarette. Les historiens espagnols réclament pour les navigateurs de leur nation l'honneur d'avoir les premiers introduit l'article-nègres dans le commerce du monde moderne.

Nous ne perdrons point notre temps à éclairer cette question; nous dirons cependant que les Portugais nous paraissent avoir plus de droits à cet honneur. (Il faut bien que ce soit un honneur, puisqu'on ose faire des recherches et élaborer des arguments pour prouver qu'on a les premiers volé, enchaîné, vendu de pauvres noirs.)

Ce qui nous importe ici, ce qui se trouve établi, c'est que les Portugais et les Espagnols firent à l'envi la chasse aux nègres.

Mais pour les raisons que nous avons développées plus haut, l'esclavage des noirs, pas plus que l'esclavage des blancs, n'eût pu subsister en Europe. Il fallait les immenses terres vierges de

l'Amérique et le rebut, la lie des populations européennes, les avides aventuriers blancs qui devinrent les atroces et impitoyables grands propriétaires des colonies transatlantiques.

Nous n'allons point refaire une histoire faite déjà bien des fois, celle des barbaries, des sauvageries que commirent les civilisés de l'Europe contre les indigènes de l'Amérique. Nous considérons cette histoire comme bien connue, comme incontestable, et nous nous appuyons sur cette connaissance, sur cette incontestabilité pour avancer d'un pas plus rapide.

Les premiers colons, gens de sac et de corde, se moquaient de la morale comme de la probité. La cagoterie était leur seule vertu; la cupidité leur seule passion. Par là ils avaient un lien très-intime avec les chefs les plus honorés de l'Église. Et l'Église, comme on le sait trop bien, armait et dirigeait le bras des princes suivant ses passions et ses fantaisies.

Les colons voulant s'enrichir, et les chefs politiques et religieux prétendant leur quote-part dans les richesses acquises par les colons; toutes les barbaries furent permises aux envahisseurs du Nouveau-Monde. Les massacres pour conquérir de l'or furent appelés victoires. Mas-

sacrer les pauvres indigènes de l'Amérique ne fut même pas assez : on les conduisit, sous le fouet, au travail des mines. Mais ils étaient indolents, faibles ; ils mouraient et ne rapportaient presque rien. Ceux des premiers colons qui avaient acheté et emmené des nègres (en contrebande, paraît-il), faisaient merveille. Un évêque, Las-Casas, réclama en faveur des Indiens, et proposa de les remplacer par des nègres. Las-Casas triompha et obtint la première permission royale qui autorisât le transport des nègres dans les colonies (1517).

Navarette.

Herrera. Greg. Funes.

C'est ainsi que l'esclavage fut solidement et royalement établi.

La morale, l'humanité, les principes religieux, tout repoussait, il est vrai, cet asservissement de la race noire, que la race blanche commençait, entraînée par la plus vile des passions, la cupidité. Mais les souffrances des esclaves n'étaient point sous les yeux des Européens. Les propriétaires de nègres ne divulguaient point leurs cruautés. Quand elles transpirèrent et que l'humanité outragée réclama par la bouche ou la plume des tribuns de l'humanité, l'esclavage, avec toutes ses horreurs était à quinze cents lieues de l'Europe. Comment aller le briser?...

Et d'ailleurs à ce premier âge du nouvel esclavage, il n'y avait, en Europe, nulle disposition à détruire par la violence la condition violente du noir : sans esclavage, point de colonies, disait-on. Puis, au dire des colons et des gouvernements, l'esclavage était un moyen de christianiser les noirs, de les civiliser; ou bien, sublime de l'orgueil ou de l'hypocrisie, on élevait cette question : les nègres sont-ils vraiment des hommes?

On doit comprendre, nous le croyons, par cette exposition, comment, dans les âges modernes, l'esclavage se reglissa dans le monde, plus barbare, plus affreux que l'esclavage antique.

Comment il fit des progrès effrayants de rapidité?...

Les gouvernements le soutenant, l'Église le tolérant, le commerce s'empara de ce trafic facile et éminemment productif. Facile : les nègres n'avaient que de misérables huttes, peu ou point d'armes. Les despotiques roitelets de la côte africaine, en guerre continuelle les uns contre les autres, vendaient leurs prisonniers aux Européens; ils vendaient même leurs sujets. Les planteurs des colonies espagnoles recevaient à bras ouverts les marchands de nègres : le nègre

était la cheville ouvrière des richesses coloniales. Aussi toutes les nations de l'Europe firent-elles bientôt ce commerce à l'envi, sans remords, comme chose naturelle, juste, permise. Les souverains mêmes n'y furent pas étrangers; exemple : Élisabeth d'Angleterre. — Mais c'est un trait d'histoire qui mérite grandement considération, nous allons le consigner ici.

Hakluyt. Lingard. John Hawkins avait fait un chargement de nègres sur les côtes d'Afrique (1562) et les avait transportés à Hispaniola, où il les avait échangés contre une autre riche cargaison de sucre, de gingembre et de perles. La reine d'Angleterre, qui se laissait facilement séduire par le grossier appât des richesses, fut éblouie de ce que pouvait rapporter le commerce des nègres. Élisabeth, tout éclairée qu'elle était, ne vit pas ou ne voulut pas voir l'odieux de ce trafic. Elle ne se contenta pas de protéger Hawkins, elle entra de pair à compagnon dans ses entreprises et se fit marchande d'esclaves (1567). Elle n'alla pas, il est vrai, sur les côtes de Guinée incendier les villages nègres, pour enlever, à la faveur du désastre, les plus lents à fuir, les femmes et les enfants poussant des cris de détresse; mais elle délégua Hawkins pour ces sauvages exploits : et

Hawkins in Hakluyt. Hening.

comme le délégué tient la place du déléguant, on peut dire en toute sûreté qu'Élisabeth mit le feu chez les noirs, les enleva et les vendit comme esclaves, dans le dessein bas, dégradant, dans le dessein abhorré, conspué de tous les cœurs droits, de gagner de l'argent.

Elisabeth partageait-elle l'atroce préjugé qui repousse les noirs du cadre de l'humanité? Voyait-elle en eux les descendants maudits de Cham, marqués en noir par Dieu même, comme bétail donné aux races de Sem et de Japhet, afin d'épargner à ces enfants bénis les fatigues et l'ennui de pénibles travaux? Il était si bien admis à cette époque que les fils innocents doivent porter éternellement la peine du père coupable, que nous pouvons laisser ce triste refuge à la majesté de cette grande reine.

Mais cet asile élevé par l'ignorance et la mauvaise foi que nous ouvrons à une lettrée, à une femme de génie, à un grand homme d'État, ne doit-il pas rester aussi ouvert pour les pauvres et ignorants Virginiens de 1620? Ils ne sont pas allés, eux, ils n'ont pas envoyé ravir des enfants à leurs mères, des femmes à leurs maris, des hommes à leur patrie pour en trafiquer sur tous les marchés du monde. On leur a amené vingt

nègres; au nom de quel principe les eussent-ils repoussés, eussent-ils refusé de les accepter comme esclaves, moyennant rétribution ? N'avaient-ils pas acheté leurs propres compatriotes, ces *condamnés*, ces *oiseaux de prison* dont nous avons parlé plus haut? Car la condition de ces *convicts* (condamnés) n'était autre que l'esclavage, temporaire, il est vrai; mais à cette époque, rien ne disait que le nègre serait toujours esclave; le *code noir* n'existait pas encore.

Religion, philosophie, morale, justice, tout était obscurci, emmêlé, embrouillé; pas une formule de droit n'était sortie de cette multitude de petites causes qui avaient étouffé l'esclavage antique. Un fait, l'évanouissement d'une grande injustice, voilà tout! Nous nous trompons, le droit de la force, le droit de la guerre parlait plus haut que jamais. Les Virginiens l'entendirent comme tout le monde. Ils commirent donc un crime sans le savoir; ils ne furent pas coupables!

Il faut même dire à leur louange qu'ils se montrèrent les moins avides d'esclaves parmi les possesseurs d'esclaves, puisque trente ans après l'introduction, il n'y avait encore qu'un nègre par cinquante blancs dans la Virginie; et en

portant la population blanche à 20,000, c'est juste 400 noirs, et on sait que les nègres se multiplient rapidement.

Absolvons donc sans crainte les colons de 1620. Plus tard, bientôt, nous trouverons sur qui doit, avec justice, peser la responsabilité de la situation présente.

CHAPITRE X.

Massacres.

(1618-1623.)

En venant prendre possession de sa place de de gouverneur, Francis Wyatt n'apportait pas seulement la constitution coloniale dont nous avons précédemment parlé; il était en outre muni d'instructions sur les travaux que son administration devait stimuler, créer ou empêcher.

La compagnie avait fait des sacrifices énormes, mais elle conservait toujours l'espérance qu'un jour ou l'autre la découverte de quelque mine d'or la défraierait de ses dépenses. Wyatt devait Hening. s'en occuper; mais, en attendant, il lui était enjoint de faire travailler à la production du blé, à la façon du sel, de la poix, du goudron, de la potasse, du savon, de l'huile, etc.

Pour se conformer encore aux prescriptions de la compagnie, Wyatt prêcha l'éducation des

vers à soie et la culture de la vigne. Ce fut en vain, et cela se conçoit : une colonie naissante ne peut se jeter dans des spécialités qui ne sont point siennes. N'eût-il pas fallu pour la vente des vins et de la soie entrer en concurrence avec les producteurs européens plus habiles, plus anciennement, c'est-à-dire plus richement, plus solidement établis, au milieu même des consommateurs? Il est de toute évidence qu'en suivant en cela les idées de la compagnie, les Virginiens se seraient ruinés.

Une colonie naissante qui veut prospérer par le commerce doit apporter dans le commerce des productions nouvelles. Alors point ou peu de concurrence; échange facile et lucratif. Les Virginiens, qui ne raisonnaient guère, mais que l'instinct ou un heureux hasard guidait, avaient trouvé ces éléments nouveaux de commerce : le tabac et le coton.

Depuis Hariot qui avait apporté le tabac en Angleterre et Walter Raleigh qui l'avait mis à la mode, l'usage de cette plante avait fait de grands progrès en Europe. Les Portugais et les Espagnols fournissaient les contrées méridionales; mais l'Angleterre, la France et les Pays-Bas restaient comme vaste débouché aux Virginiens. Enfin la

culture du tabac, quoique minutieuse, est aisée et distrait plus qu'elle ne fatigue. Les Virginiens s'étaient faits peu à peu à ce travail qui datait de la fondation de la colonie. Mais cette culture, démesurément augmentée dans les dernières années par suite des nombreux arrivages de nouveaux colons, donna naissance à un incident que nous ne pouvons passer sous silence.

V. Warden.

Beverley.

La compagnie surchargée de cette denrée ouvrit un commerce direct avec la Hollande et forma des magasins de tabac à Middlebourg et à Flessingue. Elle se débarrassait ainsi et faisait de plus gros bénéfices en s'affranchissant des droits considérables que l'importation du tabac payait en Angleterre. Jacques I[er] et son conseil privé voulurent s'y opposer. C'était s'opposer à la charte que le roi avait lui-même octroyée le 10 avril 1606, confirmée en mai 1609 et confirmée une deuxième fois le 12 mars 1612, charte qui garantissait aux aventuriers la liberté illimitée de commerce.

Robertson.

La compagnie était véritablement dans son droit; mais Jacques I[er] était roi et roi absolu, il l'emporta. Car il fut (de par le roi) défendu aux colons qui cultivaient cette plante « d'en faire plus de cent livres chacun ; » et une proclama-

Beverley.

Rymer.

tion en restreignit le commerce. La compagnie, dans les instructions qu'elle donna à Francis Wyatt, lui enjoignit de supprimer cette culture et de la remplacer par celle du blé. Supprimer doit s'entendre pour les quantités qui auraient dépassé celle permise par le roi, car Francis Wyatt en permit à chaque colon mille plantes à neuf feuilles faisant environ cent livres.

Smith.

Quant au coton, il ne fut essayé dans la colonie que l'année même de l'arrivée de Wyatt (1621), et cet essai ayant pleinement réussi, l'attention de l'Angleterre et de l'Amérique fut attirée sur cette plante, dit Bancroft. Mais, d'après Beverley, les Virginiens étaient trop paresseux pour chercher dans cette culture tous les avantages qu'ils en auraient pu retirer.

Bancroft.

La Virginie prospérait néanmoins. L'éducation même n'y était point négligée. L'évêque de Londres s'en occupa, fit une collecte et put consacrer ainsi une somme de mille livres à la fondation d'une université.

Bancroft.

Mais cette prospérité même fut cause de malheurs ; elle écarta la vigilance et engendra une molle sécurité dont on eût dû se garder comme de la peste. Les établissements virginiens étaient entourés d'ennemis ; les colons cependant s'en-

dormirent dans le bien-être, comme s'ils n'avaient eu auprès d'eux que des frères dévoués. Que pouvaient ils craindre, en effet, de ces pauvres, ignorants et craintifs sauvages? Hélas! la peur, l'ignorance et la misère sont souvent les nourrices de la dissimulation, de l'hypocrisie, de la fureur. Les Virginiens ne le savaient pas. Ils se départirent peu à peu de leur sévérité première envers les Indiens; ils les laissèrent pénétrer dans leurs établissements à toute heure du jour, leur faisant bon accueil, leur demandant quelques services et leur en rendant. L'état primitif de paix armée, le pied de guerre fut abandonné; les armes furent mises à l'écart. Les aventuriers qui avaient fondé la colonie étaient tous, ou presque tous, soldats, de vigilants, de féroces soldats : devenus colons-citoyens, ils se firent tous planteurs insouciants, vivant comfortablement d'un travail aisé. Ils ne chassaient même plus. Ils laissaient ce fatiguant plaisir aux Indiens qui les fournissaient de gibier. Bien plus, pour que la chasse rendît davantage, on confia les armes à feu aux indigènes. Une loi des premiers temps de la colonie condamnait à mort tout colon qui aurait appris aux Indiens à se servir du mousquet; cette loi était tombée en désuétude; et les Indiens, qui mettaient jadis leur

gloire dans l'habileté à se servir de l'arc et du tomahawk la mirent dorénavant dans l'adresse à manier les armes à feu. Ils devinrent habiles tireurs en même temps que les Virginiens se rouillèrent dans la paresse et le bien-être. Cet accroissement d'habileté chez les uns, d'insouciance chez les autres, ne pouvait manquer d'ouvrir les yeux aux sauvages en même temps qu'il les fermait aux Virginiens. Il ne fallait qu'un mot, qu'un homme qui réveillât l'esprit de vengeance dans les tribus, pour amener quelque sanglante catastrophe. Tant que Powhatan vécut le mot ne fut point dit, personne ne parla de conspiration. Powhatan avait marié sa fille à un Anglais : il était devenu leur allié, sinon leur ami; et il était trop craint et trop respecté pour qu'on osât entreprendre quoi que ce fût sans sa participation.

Mais en 1618 Powhatan mourut; Opechancanough lui succéda. Les uns disent que c'était un frère de Powhatan, que Powhatan l'avait déshérité pour s'être révolté contre lui et avait nommé pour son successeur son second frère Itopatin (Opitchapan dans Burk et Howison). Mais, par sa bravoure et son génie, Opechancanough ne tarda pas à détrôner, dans l'esprit des Indiens, le décrépit et faible Opitchapan. D'autres

Smith. Bancroft.

rapportent que les Indiens ne croyaient pas Beverley. Opechancanough frère de Powhatan ; qu'il était venu du Sud-Ouest, du Mexique sans doute. Ce Robertson. serait donc dans ces régions, où les jeunes guerriers étaient exercés d'une façon plus régulière A. de Solis. aux pratiques de la guerre, qu'Opechancanough aurait cultivé et acquis les qualités et vertus indiennes qui le firent préférer à Itopatin.

Quoi qu'il en soit de son origine et de son éducation, il succéda à Powhatan dans son influence et son pouvoir sur les tribus de la contrée. « Ce prince avait la taille avantageuse, l'air noble et un génie extraordinaire. Il entendait Beverley. parfaitement l'art de gouverner ce peuple grossier et barbare. Ses sujets les plus éloignés respectaient son nom et tremblaient à sa parole. »

Cette grande puissance lui fit, paraît-il, concevoir un projet qu'il nous est bien difficile de Robertson. Bancroft. condamner. Il imagina de purger son pays de ces étrangers insolents qui étaient venus s'y établir en dépossédant les indigènes. Son bon sens de sauvage lui disait qu'à un jour plus ou moins éloigné toutes les tribus indiennes se trouveraient completement envahies, rejetées de la patrie de leurs pères, repoussées jusque dans l'anéantissement. Il prévit cette destruction, et

voulut l'empêcher; qui pourrait l'en blâmer? L'extermination des Anglais lui sembla le plus sûr, le seul moyen. Si les Indiens étaient constitués en société, ils élèveraient des statues à Opechancanough avec autant de raison que les Anglo-Américains en élèvent à Washington.

Nous reviendrons tout à l'heure sur cette idée et sur quelques autres qui en découlent logiquement. Voyons d'abord les faits.

Opechancangonh, affermi dans son grand pouvoir, forme aussitôt une vaste conspiration dans laquelle il fait entrer toutes les tribus de la côte occidentale de la Chesapeake. Il s'agissait de massacrer tous les Anglais à un jour, à un moment donnés. Pendant quatre ans, disent la plupart des historiens, les Indiens préparèrent cette tragédie d'une heure. Ils y mirent une dissimulation vraiment surprenante. Jusqu'au jour indiqué pour l'exécution, rien ne transpira et pourtant cette exécution était leur pensée continuelle. Ils s'occupaient sans cesse des voies et moyens; le rôle de chaque tribu, presque de chaque homme, fut déterminé, et, pendant ce temps, ce long temps de quatre années, ils purent machiner et s'organiser, sans laisser rien paraître du dessein qui les travaillait. Un secret important si

longtemps et si fidèlement gardé, un projet si lentement mûri par un peuple si voisin de la nature, si voisin de l'imbécillité, pourrait-on dire, c'est de la perfidie et de la cruauté, si l'on veut, mais c'est aussi de la force et un grand fond de caractère.

Enfin le 22 mars 1622, à l'heure de midi, les Indiens se précipitèrent en même temps sur tous les établissements anglais. Mais ils ne le firent point partout avec le même succès. A Jamestown et dans les établissements les plus rapprochés de ce commencement de ville, ils trouvèrent les Anglais préparés à les recevoir et à vendre chèrement leur vie. Un Indien baptisé avait, quelques heures avant l'irruption, prévenu ses frères en religion de ce qui allait arriver, et les Jamestowniens s'étaient mis en état de défense. On avait pu prévenir les colons des établissements les plus voisins, qui s'étaient mis aussi sur leurs gardes. Les indigènes trouvant là une défense organisée s'enfuirent précipitamment. La ville et les environs furent à peu près sauvés; mais dans les établissements éloignés, tout fut massacré, hommes, femmes, enfants, avec une cruauté, une barbarie vraiment sauvage. Et une heure auparavant les massacreurs, assis à la table de leurs

Voir les autorités déjà cit.

victimes, protestaient dans les termes les plus énergiques de leur amour de la paix. « Le ciel tombera sur nos têtes avant que vous trouviez en nous des ennemis, » disaient-ils.

Mais enivrer de flatterie un ennemi redoutable, l'endormir avec du vin ou des mensonges pour l'égorger, sans péril, au milieu de son sommeil, est un crime commun aux sauvages et aux nations civilisées. C'est le crime de Judith, qui passe pour héroïne; c'est le crime de Pélopidas, le héros thébain.

Et n'est-ce pas avec des paroles plus ou moins mensongères que la race blanche a endormi les guerriers rouges pour les mieux déposséder, quand elle pourrait le faire sans danger?

Il périt, dans cette catastrophe, trois cent quarante-sept Anglais. Les survivants, réveillés à ce coup, prirent leurs armes et poursuivirent, enflammés par la vengeance, les meurtriers jusque dans leurs forêts. Ils n'osèrent pourtant s'aventurer au fond des asiles ténébreux où se cachaient les sauvages. Ils se replièrent sur Jamestown; la crainte s'empara d'eux; ils ne voulurent plus rester isolés, séparés, dans des habitations sans voisins, privées d'aide et de secours. Toutes les plantations avancées comme des sentinelles per-

dues vers le pays ennemi furent abandonnées; on ne garda que celles tout à fait abritées sous la protection de la ville, six sur quatre-vingts. Nombre de colons quittèrent même le pays et retournèrent en Angleterre.

On voulait se venger cependant grandement, complétement; on voulait se débarrasser de ces Indiens, sans foi, qui avaient la prétention de songer à habiter seuls leur patrie, qui ne pouvaient supporter que l'étranger l'envahît et les dépossédât. Les Anglais firent quelques sorties avec cette idée de représailles. Mais les Indiens étaient difficiles à débusquer du fond de ces immenses forêts vierges où ils s'étaient retirés. Que faire? Suivre l'exemple des Sauvages; faire la paix, renouer l'amitié rompue, et, à un jour donné, massacrer les Indiens, comme les Indiens ont massacré les Anglais. Ce plan proposé et adopté, on passe à l'exécution.

J. Burk. Hildreth. Bancroft.

Smith. Burk. Howison.

Les Indiens sont rappelés; on leur donne de bonnes paroles; on leur promet d'oublier le passé. Eux, qui avaient manqué leur coup et avaient sans doute quelque regret de s'être fait de pareils ennemis, furent dans la joie à ces discours pacifiques. Ils revinrent, se rapprochèrent peu à peu, défiants dans le commencement;

Beverley.

mais quand ils virent que rien n'était tenté contre eux, ils ne doutèrent plus que les Anglais n'eussent véritablement perdu toute idée de vengeance. Bref, ils donnèrent si pleinement dans la ruse anglaise, qu'ils vinrent semer leur blé dans les terres les plus voisines de celles des colons. Les Virginiens, en persuadant aux indigènes cette dernière imprudence, complotaient une perfidie de plus : détruire la récolte de leurs ennemis et faire ainsi périr par la famine ceux qui échapperaient au massacre.

Bancroft. Burk. Beverley. Robertson.

Enfin, en juillet 1623, les Anglais, sous la conduite d'officiers nommés pour cet objet, se précipitèrent sur les Indiens disséminés, sur les villages sans défense, massacrèrent, détruisirent tout ce qu'ils purent atteindre et refoulèrent le reste jusque dans les bois. Ces rares fuyards parvinrent peut-être à gagner d'autres lointaines tribus ou périrent de faim dans les solitudes; toujours est-il qu'ils ne reparurent plus dans les environs des plantations.

Les Anglais s'étaient délivrés de voisins incommodes, mais à quel prix ?...

Nous rencontrerons, chemin faisant, d'autres massacres d'indigènes arrivés, comme ici, par suite des complots et des attaques des indigènes.

Nous avons déjà laissé entrevoir notre pensée à ce sujet ; nous allons la compléter en la raisonnant.

L'historien qui ne veut pas seulement raconter les faits, qui cherche en outre à les classer selon la morale, paraît souvent en contradiction avec lui-même. C'est que tout en se servant toujours du *criterium* de la justice absolue pour ses appréciations, les faits accomplis le forcent sans cesse d'admettre le relatif. La justice absolue repousserait peut-être en totalité ce que nous nommons le progrès et la civilisation. Mais on ne peut faire table rase de la civilisation et du progrès : l'historien doit en tenir compte, à peine de n'être pas historien. Il ne peut pas juger sans cesse, d'après les lois naturelles, des sociétés qui s'en écartent sans cesse depuis leur naissance et qui n'ont plus notion des lois naturelles. Il ne condamnera pas inexorablement les ignorants, les aveugles qui n'ont pas vu, qui n'ont pas su que leurs armes étaient au service d'une cause injuste, qu'en triomphant du faible, c'était la force qui écrasait la justice. Il ne revendiquera pas, au nom du droit, les territoires usurpés sur les indigènes, pour les remettre tout chargés des trésors de la civilisation entre les mains des sau-

vages (1), qui ne sauraient qu'en faire. L'historien ne fera point cette notion, non parce qu'elle serait ridicule; qu'importe au philosophe de paraître ridicule, s'il est dans la vérité ? Il ne la fera pas par une considération d'un ordre bien autrement élevé : parce que l'humanité, déviée d'abord de la loi naturelle par les bonds et caprices de la civilisation à l'état d'enfance, tend sans cesse à rentrer dans la justice absolue par la force même de la civilisation développée, savante, expériente; et que, d'un seul coup, à un jour plus ou moins prochain, nous aurons, et toutes les merveilles que le progrès a enfantées et la justice absolue, la loi naturelle, en surplus de compte.

Mais si, mû par ces considérations, l'historien laisse, dans certains cas, la théorie de la justice absolue, pour suivre la logique du progrès, raisonner et apprécier d'après les faits accomplis; ne doit-il pas reprendre la théorie de la justice absolue et servir d'avocat à la cause de la loi naturelle, quand, par bonheur, il en rencontre sur sa route la trop rare occasion? A notre avis, c'est son devoir. Aussi avançons-nous que les indigè-

(1) Voir sur ce mot la note *B* du liv. III, à la fin du volume.

nes américains avaient le droit naturel et absolu, le droit d'autochthonie de posséder exclusivement la terre d'où leur race était sortie (Voir notre livre I, ch. xi). Conséquemment leurs hostilités contre les Européens envahisseurs étaient légitimes, et les massacres d'Indiens, suite de ces hostilités, un crime ajouté à un premier crime. Les historiens américains ont argumenté contre ces vérités, ils ont eu tort. Ils ont craint d'accuser leurs pères, les fondateurs des colonies, et cette crainte leur a fait déserter le beau rôle d'appréciateurs impartiaux pour tomber dans l'injuste et le ridicule.

Dans l'injuste, en qualifiant la conduite des Indiens de lâche trahison, de sanguinaire hypocrisie, de toutes les injures que peuvent employer, en pareil cas, des fils lettrés qui veulent sauver l'honneur de leurs pères spoliateurs.

Dans le ridicule, en s'extasiant à chaque instant sur le rôle que la Providence joue continuellement dans leur histoire.

Ils semblent ainsi vouloir écarter toute idée de revendication, non-seulement de la part des Indiens qui n'y songent plus et ne pourraient le faire, mais de la part même des historiens qui ne demandent, eux, ni terres ni dommages-intérêts,

mais seulement la reconnaissance de la vérité.

Dans leur désir, sans doute, d'avoir une histoire sans tache, ils nient des crimes que tout le monde connaît et que personne ne leur reproche, parceque ces crimes ne sont que la suite nécessaire de la morale des temps et des faits accomplis.

Pour nous, qui ne pouvons avoir cette arrière-pensée, nous pensons et disons autrement. L'histoire nous semble un enchaînement logique de catastrophes et de malheurs amenés par les écarts passionnés de l'humanité en dehors de la justice absolue. Nous n'y voyons point l'intervention continuelle de Dieu, parce que la justice ne règne point systématiquement dans les sociétés humaines et que Dieu ne peut être le patron de l'injustice; parce qu'il est impossible de comprendre et d'expliquer l'homme sans la liberté, et que la Providence mêlée si intimement aux événements, c'est la fatalité.

Ce n'est ni si haut ni si loin qu'il faut aller chercher les causes, les raisons des péripéties historiques; c'est dans l'histoire même, dans l'humanité.

Cette mise de côté de toute espèce de mysticisme philosophique et religieux, ce rationalisme, en écrivant l'histoire, nous sommes cependant étonné que les Américains, les hommes prati-

ques par excellence, ne l'aient pas compris.

Nous admirons qu'ils n'aient pas vu que la spoliation des Indiens par les Anglo-Américains était la conséquence nécessaire de l'ordre des choses d'alors.

Le nouveau monde étant découvert, ses productions et ses trésors connus, la faiblesse et la paresse des Indiens avérées; les idées en morale des Européens du xv[e] et du xvi[e] siècle étant si éloignés de la morale; la force au contraire étant la suprême raison de l'époque, que devait-il arriver nécessairement? — L'envahissement du nouveau monde par les Européens; la dépossession des indigènes; la fusion des deux races, s'il y avait sympathie; l'extermination de la race rouge, si antipathie.

Il n'y a nul besoin de faire intervenir la Providence pour expliquer cela. Que disons-nous? Il y a impiété dans cet acte de foi hors de saison. N'est-ce pas, en effet, jeter à la face de Dieu qu'il a été le soutien des spoliateurs-assassins qui ont importé tous les crimes sur le sol vierge de l'Amérique? N'est-ce pas l'accuser d'avoir fait défaut aux innocents et faibles Indiens d'autant plus ses enfants qu'ils étaient plus près de la nature?

Encore une fois, les historiens américains auraient dû comprendre cela et dire :

Nos pères ont, contre tout droit, usurpé un territoire, exterminé un peuple ; mais la force des choses le voulait ainsi. Depuis cette époque désastreuse, la raison s'est fait jour ; nous comprenons toute l'injustice de l'usurpation ; nous reconnaissons que les Indiens, en nous combattant, étaient héroïques, et nous, en les massacrant, abominables. Mais nous rendrons peut-être à l'humanité une somme de biens plus grande que la somme de maux dont nous avons accablé cette malheureuse race. Nous avons usurpé un territoire ; mais, sur ce territoire, nous avons allumé le foyer de la liberté dont la chaleur et le rayonnement éclaireront et réchaufferont peut-être toute la terre.

C'est pour cette raison que nous, auteur de cette histoire, l'écrivons avec enthousiasme, mais aussi avec impartialité. Il faut faire la part de tous aussi large que la conscience dit qu'elle doit l'être ; parce qu'une nation qui porte si haut l'étendard de la justice, de la liberté, de la raison humaine, peut avouer sans honte les malheurs de ses commencements.

CHAPITRE XI.

Dissolution de la compagnie de Londres.

(1622-1625.)

Le massacre des Virginiens par les indigènes avait eu en Angleterre un lugubre retentissement. La compagnie de Londres, qui s'était épuisée de ressources, n'avait pu venir au secours des colons. Ces deux circonstances, peu importantes en apparence, furent, pour le roi Jacques, les prétextes d'un acte de violent arbitraire, la dissolution de la compagnie de Londres. Jacques Ier lui avait garanti des droits par trois chartes; Jacques brise droits et chartes. C'est tout simple. Ces façons d'agir sont inhérentes à la complexion du pouvoir absolu qui, n'ayant point de lois, s'en crée autant qu'il a de folles peurs ou d'indignes caprices.

Robertson. Campbell.

La compagnie avait plus d'un tort aux yeux du roi d'Angleterre; elle jouissait d'un pouvoir

souverain, dans les limites de sa charte; les avances et invitations émanant du trône ne faisaient que la rendre plus attentive, plus méticuleuse; cette assemblée, enfin, était la seule arène ouverte aux luttes de la parole.

N'ayant jamais trouvé le parlement favorable à ses prétentions, Jacques l'appelait rarement à siéger. Le peuple anglais avait cependant acquis des idées plus nettes sur le gouvernement que lui garantissait la constitution. Chaque jour, en s'éclairant davantage, cette nation tendait à exercer plus librement ses droits; tandis que le roi, oubliant droits et constitution, se faisait chaque jour plus tyranniquement absolu. Cet entêtement du roi, ces aspirations de la nation commençaient à dessiner deux partis (origine des whigs et des torys) qui n'avaient point de champ où en venir aux prises, puisque le roi avait, pour ainsi dire, cloué les portes du parlement. Le parti de la cour, le parti du silence et de l'obscurité, ne désirait ni lumière, ni tribune aux harangues. Le parlement fermé, il triomphait. Mais l'esprit de liberté qui cherche sans cesse des phares où poser sa flamme, des assemblées où faire retentir les foudres de son éloqnente parole; l'esprit de liberté se réfugia dans

Hume.

Robertson.

l'assemblée presque permanente de la compagnie de Londres. Le parti de la cour l'y suivit avec l'intention de faire tomber dans l'ornière royale cette corporation puissante qui se dressait comme une menace en face du trône.

Mais le parti du roi était trop faible dans cette assemblée ; quelques membres seulement le représentaient; le reste formait l'opposition, et le nombre des sociétaires montait au moins à mille. C'était pour le roi échec continuel dans ces assemblées; toute proposition venant de la cour était rejetée par cela seul qu'elle venait de la cour. Les affaires de la Virginie gagnèrent-elles à ces débats passionnés? Il est permis d'être d'un avis contraire. L'assemblée de la compagnie de Londres n'était plus une société délibérant pour le bien de la colonie; c'était une réunion politique, où se discutaient avec ardeur toutes les questions pendantes. Gondemar, envoyé espagnol près du roi Jacques, disait à ce monarque : « Les cours de la Virginie sont le séminaire d'un parlement séditieux. » Bancroft.

Telle était la situation des choses, lorsqu'en 1622, le roi chercha une fois encore à diriger l'assemblée dans le choix de ses officiers, en lui envoyant une liste de candidats. Les désirs du Aut. cit.

roi furent méprisés et le comte de Southampton réélu à une grande majorité. La compagnie eut alors cessé de vivre dans l'esprit du roi.

Tout gouvernement a ses mécontents et ses opposants. L'administration de la Virginie et la
Burk. compagnie de Londres avaient les leurs qui se répandaient en murmures, en factums. La mi-
Howison. norité royaliste de la compagnie faisait bon accueil à tout cela. Elle avait les bonnes grâces et la confiance du roi, dont elle connaissait sans doute les ennuis : la fantasmagorie des plaintes et pétitions des victimes de l'administration virginienne ne tarda pas à se dresser devant Jacques I[er]. Voilà des prétextes trouvés pour ce pauvre roi qui n'osait montrer à nu sa rancune. Il lui fit un manteau de ces méchants griefs et poursuivit, sans plus tarder, son idée de vengeance.

Il crée une commission pour examiner tous
Aut. cit. les actes de la société depuis sa formation, fait saisir les papiers-archives ainsi que les lettres particulières arrivant d'Amérique, et ordonne l'emprisonnement du député-trésorier. Cela se passait en mai 1623. De cette époque jusqu'au mois d'octobre de la même année, la commission d'examen compulsa les papiers, interrogea les

individus et recueillit avec soin tout ce qui ressemblait à une accusation. Les renseignements de Smith, juste et par cela même peu favorable à la compagnie, furent surtout d'un grand poids.

La commission termina ses travaux par un rapport au roi, qui fit à son tour parvenir à la compagnie sa résolution motivée.

La mauvaise administration de la Virginie était la cause des désastres qui avaient accablé la colonie; c'est pourquoi le roi avait pris la détermination de substituer un autre gouvernement au système en vigueur. Il se réservait, par une nouvelle charte, le droit de nommer le gouverneur et les assesseurs de la corporation résidant en Angleterre. Ce conseil supérieur, qui remplirait lui-même ses vides par l'élection, aurait le contrôle des affaires de la colonie et sa sanction serait nécessaire aux nominations d'officiers faites par les Virginiens. Mais actes et nominations, tant du conseil que de la colonie, tout devait être approuvé par le roi, en son conseil privé. Enfin, cette patente garantissait aux Virginiens, comme propriétés sacrées, toutes les concessions de terre faites par la corporation. Aut. cit.

Le message du roi, dont nous venons de don-

ner la substance, fut lu trois fois à l'assemblée sans que personne pût répondre un mot, tant était grande la stupéfaction, et l'ancienne charte réclamée en échange de la nouvelle (17 octobre). Le conseil de la compagnie demanda un mois de délai pour en délibérer. On lui accorda trois jours, à l'expiration desquels le titre exigé fut énergiquement refusé.

Burk.
Campbell.

La compagnie avait raison. Elle avait obtenu du roi Jacques lui-même, suivant toutes les formes légales, un droit que le roi voulait maintenant lui ravir par la violence. Les sociétaires avaient dépensé des sommes énormes, confiants qu'ils étaient dans la validité de leur patente ; le roi, en entravant leur marche dans le recouvrement de leurs fonds, descendait jusqu'à la spoliation. Mais qu'importaient au roi Jacques la spoliation et l'illégalité, s'il parvenait à se venger?

Il est curieux cependant de voir l'allure du roi dans toute cette affaire. Que de formes, que de procédés pour donner le change sur ses intentions! Jacques Ier ne semble avoir en vue que le progrès de l'humanité en général, et le bonheur de ses sujets en particulier ; tandis qu'il n'a qu'une idée indigne de la majesté royale, détruire une corporation qui l'offusque, lui déplaît,

qui surtout (crime épouvantable !) a froissé son amour-propre.

Aussitôt après le refus de la compagnie de rendre sa charte, le roi envoie des commissaires en Virginie (24 octobre) pour examiner l'état des établissements coloniaux, voir les espérances concevables et les moyens de les réaliser. Aut. cit.

Cette mesure est suivie presque immédiatement (10 novembre) d'une citation *de quo warranto* (1) à la compagnie. En vertu de cette citation, la corporation devait se présenter, par délégués, à la cour du banc du roi et y faire juger la validité de ses titres. C'est-à-dire que le roi ne pouvant obtenir de la Compagnie qu'elle s'exécutât de ses propres mains, la citait devant sa juridiction particulière où la condamnation était certaine. Les sociétaires comprirent bien, par cette citation, quel était le sort réservé d'avance à la corporation ; mais cette guerre injuste que leur faisait le roi les excitait à la résistance. Burk. Robertson. Aut. cit.

(1) WRIT DE QUO WARRANTO, mot à mot : *ordre écrit touchant quelle garantie*, ou plus intelligiblement : *ordre écrit signifié à toute personne ou société accusée d'usurpation de pouvoir, de prouver, en les montrant, la validité de ses droits et titres. Voy.* New-Law Dictionnary.

Ils se préparèrent à répondre à la citation du *warrant*. La défense de la société fut élaborée (1). Ils voulaient réclamer leurs droits jusqu'au bout par tous les moyens, convaincre ainsi face à face le pouvoir royal, d'arbitraire, d'abus de la force. Peut-être aussi espéraient-ils, par leur constance, dompter l'obstination coupable du roi.

Cependant les commissaires envoyés pour examiner, sonder, gagner la colonie, étaient arrivés à Jamestown. Une assemblée générale est immédiatement convoquée. On veut persuader aux Aut. cit. Virginiens de réclamer l'annulation de la fameuse charte objet de tant de débats. Cette charte était la seule garantie des droits nouvellement reconnus aux colons; c'était en vertu de cette charte qu'ils pouvaient alors régler eux-mêmes leurs affaires. On ne put les déterminer à ce suicide. La compagnie de Londres importait peu aux Virginiens; mais ils tenaient fort à

(1) Pour préparer cette défense, la compagnie obtint que ses papiers lui fussent rendus pour quelque temps. Cette occasion fut mise à profit : une copie fut faite de toutes ces pièces originales et vendue à un Virginien. — Stith, auteur d'une histoire de la Virginie, avait cette copie en main lorsqu'il écrivit son livre qui passe, à cause de cela, pour aussi authentique que les originaux. Burk, Hening, Bancroft.

ce que l'absolutisme fût pour toujours écarté de la colonie. Aussi, contrairement aux insinuations des commissaires, l'assemblée générale commença-t-elle par nommer un agent chargé d'aller solliciter près du roi le maintien du gouvernement représentatif. Un impôt de quatre livres du meilleur tabac en feuilles, par chaque individu du sexe masculin, au-dessus de seize ans et résidant dans la colonie depuis un an, fut en même temps voté pour payer les dépenses de voyage de cet agent. Mais il n'arriva point en Angleterre ; il mourut dans la traversée.

D'autres décrets suivirent, qui témoignent tous que l'esprit d'indépendance animait dès lors les Virginiens, qui « montrent ainsi, dit Bancroft, avec quelle intelligence les hommes, sous l'égide de la liberté, conduisent leurs propres intérêts. »

Les commissaires revinrent enfin en Angleterre. Leur rapport ne pouvait être autre que ce qu'il fut : belle description de la Virginie ; mais aussi longue énumération des griefs de la compagnie de Londres. Exagération dans l'éloge, exagération dans le blâme. Le sort de la corporation, que tout le monde prédisait depuis longtemps, devint enfin solennellement officiel le 14 juin 1624. La compagnie était dissoute, et la charte annulée.

Hildreth, etc. La société avait dépensé cent cinquante mille livres sterling pour la fondation de la colonie et fait passer en Amérique plus de neuf mille émigrants dont il ne restait plus que deux mille environ, à l'époque de la dissolution. Mais si de tels sacrifices en argent et en hommes avaient amené si peu de prospérité que la Virginie ne rendait alors annuellement que la valeur de vingt mille livres, la faute en est-elle bien à la compagnie? Ne faut-il pas plutôt l'attribuer à l'organisation première émanée de l'autorité du roi, à l'incapacité, à la paresse des premiers émigrants, comme il faut attribuer la disparition des sept mille colons à leurs propres imprudences, à la pernicieuse influence du climat? La corporation est loin d'être sans torts; elle était, comme toutes les aristocraties, ignorante, tyrannique, rapace, capricieuse et déchirée par des factions. La Virginie, gouvernée par ce conseil siégeant à quinze cents lieues de Jamestown, avait certainement au-dessus d'elle le pire des gouvernements. Mais toutes les charges que l'on se plut à accumuler sur cette compagnie, que certains historiens se sont étudiés à rendre encore plus lourdes, est-il bien juste de l'en accabler? Dans tous les griefs ainsi entassés, nous voyons, nous,

des chefs d'accusation contre la société de l'époque, nous n'y trouvons rien de spécial contre la compagnie de Londres. Nous ne pouvons conséquemment repousser du pied la malheureuse qui tombe. Nous songeons que si elle fit preuve de cupidité en certaines circonstances, elle fit aussi bravement la dépense de 150,000 livres sterling, somme énorme pour des particuliers, des marchands. Et Jacques Ier, qui a détruit cette corporation, n'a pas concouru pour un penny à cette entreprise (1). La compagnie avait en outre établi le gouvernement représentatif, après avoir fondé la colonie. Ce sont là d'assez beaux titres pour qu'on les relève en face de ses fautes et de ses défauts.

(1) Nous nous trompons. Quand la nouvelle du drame sanglant arriva en Angleterre, tous les cœurs furent émus, troublés de vengeance, prêts à toutes sortes de sacrifices pour secourir les échappés au massacre. Jacques Ier ne résista point à cet élan général de la nation; il envoya généreusement en Virginie quelques armes de rebut qu'on avait reléguées à la Tour de Londres comme n'étant plus bonnes à rien. — New supplies and assistance were promptly dispatched; even king James affected a sentiment of generosity and gave from the tower of London presents of arms; which had been thrown by as good for nothing in Europe. Bancroft, vol. I, p. 183. Burk, vol. I, p. 248.

Aut. cit. Cette dissolution ne produisit en Angleterre et en Virginie aucun effet remarquable. La compagnie avait en réalité si faiblement réussi, les débats de ses assemblées étaient si passionnés, que l'abolition de sa charte ne rencontra d'opposition que chez les sociétaires. Et le roi fit preuve d'une telle modération, quand la colonie fut tombée sous son autorité immédiate, qu'il semblait plutôt, malgré son arbitraire, mériter la louange que le blâme.

En effet, aussitôt après la décision du tribunal, Jacques Ier nomma, pour la Virginie, un conseil de douze personnes, non de la faction de la cour, mais des hommes de conciliation et d'intelligence. Le gouverneur Francis Wyatt fut maintenu dans sa charge, et le roi, qui se réservait la confection d'un code de lois pour la colonie, se mit incontinent à l'œuvre. Mais la mort vint arrêter sa main et glacer le génie du royal législateur (27 mars 1625).

Aut. cit.

A son avénement au trône, Charles Ier adopta toutes les maximes de son père relativement à la Virginie : il la déclara partie de l'empire britannique et annexée à sa couronne.

On y émigrait en foule, et la dissémination des plantations reprenait son cours. On n'avait plus

peur des Indiens; c'étaient eux, au contraire, qui fuyaient devant ces grandes migrations ou tâchaient de se conserver en paix avec les colons.

Tout cela nous indique que la Virginie était définitivement fondée. Les habitants n'étaient plus ces aventuriers du commencement, ces célibataires immoraux et paresseux, ennuyés de n'avoir pas quelque mauvais coup à tenter; c'était une collection de familles, un peuple qui allait s'enrichir par une production spéciale, le tabac; une nation ayant des assemblées et des lois et qui allait se développant sous la protection de la nature et de sa constitution.

Si c'était là tout cependant; si la Virginie fût restée le seul centre colonial autour duquel seraient venus de temps à autre quelques centaines d'émigrants pour cultiver la terre ou établir un commerce; il y aurait eu une colonie anglaise plus ou moins grande, plus ou moins prospère, selon que les conjonctures eussent été plus ou moins favorables; mais la grande république des États-Unis n'aurait jamais existé. Il fallait des intérêts autrement suprêmes que les intérêts matériels d'une population ignorante de planteurs pour fonder ce vaste empire. Il fallait d'autres hommes que ces chercheurs de bien-

être; il fallait les apôtres d'une idée, les confesseurs et au besoin les martyrs d'une foi politique et religieuse.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

NOTES

DU

LIVRE III.

NOTE A.

Qui sait ce que cette fusion d'un peuple encore à l'état sauvage, il est vrai, mais bien constitué...? p. 167.

Nous avons déjà donné, dans notre premier livre, de nombreux détails sur la conformation des Indiens en général ; quelques particularités de plus, spécialement sur les Indiens de la Virginie, ne pourront que confirmer tout ce que nous avons dit à ce sujet et donner plus de force à l'interrogation qui motive cette note. Eh bien ! voici ce que disait, vers 1700, Beverley, natif de la Virginie, et qui a écrit une histoire de la colonie, sa patrie :

« Les Indiens sont de la taille moyenne et de la plus « haute des Anglais ; ils sont droits et bien propor- « tionnés et ils ont les bras et les jambes d'une tour- « nure merveilleuse : ils n'ont pas la moindre im- « perfection sur le corps, et je n'ai jamais ouï dire « qu'il y en eût aucun qui fût nain, bossu, tortu ou « contrefait... Presque toutes les femmes sont d'une « grande beauté ; elles ont la taille fine, les traits « délicats, et il ne leur manque d'autres charmes

« que ceux d'un beau teint. » (Pag. 225-226 de la trad. française, 1712, in-12.)

Quant à la variété nouvelle qui serait sortie du croisement des deux races, si l'on s'en rapporte à tous les observateurs et historiens, et en particulier à Mac-Kenney, on voit qu'elle eût offert les plus brillantes et les plus solides qualités qui distinguent les rouges et les blancs. Presque tous ceux des Indiens de l'Amérique du Nord qui se sont, depuis cent ans, rendus remarquables par leur esprit ou leur bravoure, sont des sang-mêlés.

NOTE B.

.....Pour les remettre entre les mains des sauvages... p. 217-218.

Sauvages n'est pas le mot propre..... « L'Indien n'était pas sauvage ; la civilisation européenne n'a point agi sur le pur état de nature ; elle a agi sur la civilisation américaine commençante... » (Chateaubriand, *Voyage en Amérique*.)

Sauvages ; ils l'étaient moins, à quelques égards, que les paysans de nos côtes européennes. (Voltaire, *Mœurs et Esprit des nations*, chap. CLI.)

« C'est une nation, diroy-je à Platon, en laquelle « il n'y a aucune espèce de trafiq, nulle cognois- « sance de lettres, nulle science de nombres, nul « nom de magistrat, ny de supériorité politique, nul « usage de service, de richesse ou de pauvreté, nuls « contrats, nuls partages, nulles occupations qu'oy- « sives, nul respect de parenté que commun, nuls « vestements, nulle agriculture, nul métal, nul « usage de vin ou de bled. Les paroles mesmes, qui « signifient le mensonge, la trahison, la dissimula-

« tion, l'avarice, l'envie, la détraction, le pardon, « inouyes. Combien trouveroit-il la République qu'il « a imaginée, loin de cette perfection?...

« Nous les pouvons bien appeler barbares, eu esgard « aux règles de la raison, mais non pas eu esgard à « nous, qui les surpassons eu toute sorte de barba- « rie. » (Montaigne, *Essais*, liv. I, chap. XXX.)

Le politique peut voir d'un œil orgueilleux et satisfait la conquête de l'Amérique par les Européens et la civilisation ; le philosophe ne se consolera jamais de la perte d'une race d'hommes si éminemment différente des autres, d'un esprit si original et si subtil. On se demandera toujours : Qu'auraient produit les Indiens en dehors des mœurs et des institutions de la race blanche? Ils auraient sans doute créé une autre civilisation plus conforme à leur génie que la nôtre qu'ils n'ont ni pu ni voulu subir. Le Mexique, le Pérou, les Natchez, les Iroquois démontrent victorieusement ce que nous avançons. Que les légistes à courte vue examinent avec soin ces différentes considérations et voient s'il n'y aurait point raison à réformer cette proposition : la civilisation européenne avait le droit de s'emparer de l'Amérique... le droit?... lequel?—Celui que donne la force, je défie qu'on en puisse raisonnablement, équitablement invoquer un autre!

TABLE

DU TROISIÈME VOLUME.

LIVRE III. — FONDATION DE LA VIRGINIE.

Paris. — Imprimerie Walder, rue Bonaparte, 44.

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS.

PARIS. — TYPOGRAPHIE WALDER, 44, RUE BONAPARTE.

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

PAR

GRÉGOIRE JEANNE.

TOME QUATRIÈME.

PARIS

CHEZ F. CHAMEROT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

13, RUE DU JARDINET.

—

1859

LIVRE IV.

PÈLERINS ET PURITAINS. — LA NOUVELLE-ANGLETERRE.

CHAPITRE PREMIER.

La Réforme en Angleterre.

(.....-1580.)

La convoitise des biens matériels, les intérêts du commerce et de la navigation, l'accroissement de la puissance des différents peuples; voilà les raisons que nous voyons, dans l'histoire, présider pour l'ordinaire à la fondation des colonies.

A moins que nous ne rencontrions des bannis fuyant à regret les douces campagnes de la patrie, poussés vers la terre étrangère par un arrêt de l'ostracisme ou la barbarie d'un soldat teint de sang, mais victorieux.

Les Troyens abandonnent les ruines d'Ilion et se réfugient en Italie; les Grecs, chassés par les Grecs, vont s'établir en Asie ou chercher la paix en Sicile et en Espagne; Tyr et Sidon fondent des comptoirs sur ous les rivages que visitent

leurs vaisseaux, depuis Gadès jusqu'au golfe Persique. Plus tard les Vénitiens, les Génois, les Portugais reprennent l'œuvre des Tyriens et marquent leurs découvertes par des établissements nouveaux. L'Amérique trouvée, les Espagnols, les Anglais, les Français, les Hollandais entrent en concurrence avec les petits États jusqu'alors maîtres de la mer et visent, par le commerce et les plantations, à augmenter leur puissance et leurs richesses.

Nous allons assister à un spectacle tout nouveau : l'intolérance, en matière de religion, poussant, loin du pays natal, des populations nombreuses, les forçant à chercher, sur des rivages inconnus à la civilisation, la liberté de conscience.

Voilà la cause de la grande émigration anglaise du dix-septième siècle. Et c'est avec ces masses d'émigrants, esprits superbes, mais convaincus; courages froids, mais constants; travailleurs muets, mais indétournables, que nous allons voir se créer, comme par enchantement, les États et la prospérité, s'implanter, dès le jour même du débarquement, la semence des institutions politiques de la grande république occidentale.

Nous pensons que le développement historique de la cause première de ce prodigieux enfantement ne sera pas regardé comme une digression inutile.

Le monde antique avait adopté pour dieu suprême le Destin (Fatum), autrement dire l'injustice aveugle et capricieuse. Un tel principe n'avait pu produire que l'inégalité la plus révoltante dans la société : esclavage et patriciat; toutes les jouissances pour les uns, pour les autres toutes les misères et toutes les charges. Et nulle puissance vers laquelle pût se tourner le malheureux pour protester et se réconforter. Dieu lui-même était le grand promoteur de toutes les iniquités.

Vint Jésus, qui revendiqua la justice comme le principal attribut de la divinité, et qui, en vertu de ce principe, annonça à tous les déshérités d'ici-bas un royaume de Dieu, qui n'est pas de ce monde, où justice sera faite à tous selon leurs œuvres. C'était l'égalité de tous vis-à-vis de l'éternelle félicité affirmée. Mais, une telle affirmation, c'était la condamnation des règles et de la marche des différentes agglomérations humaines d'alors. Aussi, tout en ne voulant prêcher que le royaume de Dieu et sa justice, Jésus ne

put-il s'empêcher de tirer les conséquences de son principe et d'anathématiser l'injustice du siècle : « Malheur à vous, scribes et pharisiens hypocrites qui avez abandonné ce qu'il y a de plus important dans la loi, savoir : la justice, la miséricorde et la foi. » (Matt. XXIII, 23.) « Malheur à vous, docteurs de la loi, qui chargez les hommes de fardeaux qu'ils ne sauraient porter, et qui ne voudriez pas les avoir touchés du bout du doigt. » (L. XI, 46.)

Il fit même plus, il affirma d'une manière absolue l'égalité des hommes entre eux : « Le disciple n'est point au-dessus du maître, ni l'esclave au-dessus de son seigneur. C'est assez au disciple d'être comme son maître, et à l'esclave d'être comme son seigneur. » (Matth. X, 24-25.) « Que celui qui voudra devenir plus grand parmi vous soit votre serviteur. » (Matth. XX, 26.) « Mais vous, ne désirez point qu'on vous appelle maîtres, parce que vous n'avez qu'un seul Maître et que vous êtes tous frères. » (Matth. XXIII, 8.)

Cette doctrine de justice et d'égalité, de malédiction et de revendication contre les riches égoïstes devait conquérir le monde, parce qu'elle formulait la plainte et indiquait le remède, et que doit triompher tôt ou tard toute idée nou-

velle dont la réalisation est l'amélioration de la condition du plus grand nombre. Les idées, en définitive, gouvernent le monde.

Mais les idées, comme les fruits que l'été a mûris et que l'automne recueille, contiennent en elles-mêmes les germes d'autres idées. Et, de même que le fruit nouveau retient la saveur du fruit précédent et garde l'espérance de l'avenir, de même toute amélioration nouvelle résume les bienfaits accomplis, en réalise d'actuellement nécessaires, et en fait pressentir d'autres. C'est là l'histoire générale des idées qui constituent le progrès humain. Inutile d'en démontrer plus au long la vérité; chaque jour que nous vivons elle se produit et reproduit sous nos yeux.

L'idée chrétienne devait donc triompher. Et du triomphe de cette idée devaient sortir, comme conséquences, des améliorations et des institutions nouvelles. Mais, de cette idée elle-même, il était fatal que d'autres idées naquissent et périmassent ces institutions et améliorations pour les remplacer par d'autres façonnées sur le plan des premières, mais cadrant mieux avec les nécessités des différentes époques.

Les instructeurs chrétiens auraient dû alors, pour conserver la suprématie aux doctrines

qu'ils enseignaient, rechercher quelles idées nouvelles découlaient logiquement de ces prémisses et s'en faire les zélateurs.

Certainement! mais les apôtres et leurs premiers successeurs, se trouvant en butte à toutes sortes d'objections et d'attaques, furent amenés à certaines assertions et actes tout à fait en dehors de la pensée première du Christ. Il n'avait point voulu se séparer de la loi de Moïse : « Je ne suis pas venu détruire la loi, mais l'accomplir. » (Matt. v, 17.) Parce que c'était bien moins un nouveau culte qu'une nouvelle morale qu'il voulait inaugurer. Ses disciples, qui n'avaient ni sa souplesse de repartie, ni son génie inventif; qui se trouvaient liés par ses faits et paroles, qui étaient plusieurs au lieu d'un, c'est-à-dire obligés à concordance, furent forcés alors de se retrancher dans la lettre plus que dans l'esprit des prédications de Jésus. C'était une nouvelle religion fondée, dans laquelle, d'abord, la pensée égalitaire du Christ se trouva assez bien sauvegardée. Car les premiers chrétiens vivaient dans une espèce de communauté, sans autre distinction que celle instituée par le Christ lui-même; c'est-à-dire que les apôtres furent les autorités reconnues ou, pour mieux dire, les

Act. des Ap. Fleury.

premiers fidèles. Ils se dispersèrent et moururent après avoir fondé des communautés ou des églises nouvelles à la tête desquelles furent élus des anciens (πρεσβυτεροι — prêtres). Voilà le commencement de la hiérarchie, la première attaque à l'égalité, la source du mal. Mais ce n'est rien encore; celui-là aurait pu être conjuré. L'irremédiable, ce fut la traduction des gestes et paroles du Christ en sacrements ou pratiques minutieuses et multipliées. « Un sacrement ouvre au chrétien les portes du monde, un sacrement les clôt : la religion le balance dans le berceau de la vie; ses beaux chants et sa main maternelle l'endormiront encore dans le berceau de la mort. » Voilà bien le langage de la poésie : des fleurs sur la vérité afin de la déguiser; des fleurs sur des chaînes, ici : car ces sacrements, toute cette liturgie qui s'est peu à peu implantée dans le culte chrétien, ne sont-ce pas réellement, dit Luther, des chaînes qui lient l'homme tout entier à cette religion, en font un véritable esclave de la pratique et de la hiérarchie? D'ailleurs, le respect mêlé de terreur et de foi dont les premiers chrétiens se sentaient comme saisis en face de leurs chefs religieux, permit à ceux-ci de changer et d'inaugurer dans le culte tout ce

Chateaubriand.

qui plut à leur imagination ou se combinait mieux avec leurs calculs. Comme le dit Chateaubriand, « la religion balançait le chrétien, » pour l'endormir sur les conséquences terrestres des choses et ne lui laisser voir que cet héritage céleste dont avait parlé le Christ. Ces magnifiques basiliques dont les flèches élancées semblaient se perdre dans les nues, essoraient l'esprit du fidèle jusque dans les sacrés parvis; les chants de l'Eglise avec l'accompagnement mélodieux des violes, des harpes, ou de l'orgue; l'encens aux vapeurs enivrantes; la splendeur et la coupe étrange des vêtements des prêtres, tout cela dans la solennité des grands jours, avec la musique des cloches, sous le rayonnement des soleils printaniers, devait en effet saisir à tout jamais les imaginations faibles et tuer le raisonnement avant même qu'il naquît. Aussi cette religion s'implanta-t-elle si bien dans la société issue de la chute de l'empire romain, qu'elle devint comme la clef de voûte de l'ordre de choses nouveau. C'était un magnifique triomphe qui eût pu servir à l'égalité de tous dans la liberté, conséquence obligée de l'égalité de droits des enfants de Dieu à l'héritage céleste prêchée par le Christ.

Mais plus elle triompha, cette religion, plus elle s'écarta de ces principes rédempteurs. Car, au lieu d'avancer, sinon d'un pas rapide, du moins d'une marche sûre dans cette voie de l'égalité si bien rattachée par Jésus à la justice de Dieu lui-même, le catholicisme avait organisé toute une immense aristocratie d'abbés, d'évêques, d'archevêques et de cardinaux. Le Christ avait en outre revendiqué la liberté de la science, tout au moins : « Malheur à vous, docteurs de la loi, qui vous êtes saisis de la clef de la science et qui, n'y étant pas entrés vous-mêmes, l'avez encore fermée à ceux qui y voulaient entrer. » (L. xi, 52.) Et les livres, en général, étaient prohibés, sous le prétexte qu'après Jésus-Christ il n'y avait plus rien à chercher ni à apprendre; ceux taxés d'hérésie étaient brûlés, et les écrits sacrés eux-mêmes défendus aux fidèles, de peur que leur ignorance n'en fît de fausses interprétations. Tertullien. Bergier.

Jésus avait dit encore : « Que celui qui veut être le premier d'entre vous devienne votre esclave » (Matt. xx, 27); et encore : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » (Jean, xviii. 36.) Et le pape se posait en dominateur, citait empereurs et rois à son tribunal, arrêtait les transactions V. tous les hist.

internationales par les excomunications et les interdits, s'immisçait dans toutes les querelles des princes, non plus, comme sous les premiers successeurs des apôtres, pour faire entendre la voix de la justice et de l'humanité, mais pour faire plier princes, rois, empereurs à être les soutiens de ses faiblesses, les serviteurs de ses caprices et de ses ambitions.

Par sa pauvreté et ses anathèmes, le Fils de l'homme avait condamné l'avarice et les richesses : « Malheur à vous, riches, parce que votre consolation est en ce monde. » (Luc, VI, 24.) « Ayez bien soin de vous garder de toute avarice. » (L. XII, 15.) « Je vous le dis encore une fois, il est plus aisé qu'un chameau passe par le trou d'une aiguille, qu'il ne l'est qu'un riche entre dans le royaume des cieux. » (Matt. XIX, 24.) Et toute la gent ecclésiastique, depuis le souverain pontife jusqu'au plus humble moine, fit preuve de la cupidité la plus insatiable, engloutissant toute la production agricole, commerciale, industrielle, sous les noms de dîmes, denier de Saint-Pierre, annates, provisions, dispenses, taxes de mariages et d'enterrements, ventes de messes et d'indulgences, etc.

Le Fils de l'homme « n'avait pas où reposer sa tête » (Matt. VIII, 20.); il avait cependant repoussé l'esprit tentateur qui lui offrait « tous les royaumes du monde et la gloire qui les accompagne. » (Matt. IV, 8.) Et le pape, le plus riche souverain de l'Europe, habitait les plus beaux palais de la terre.

Cependant de nouveaux principes, conséquences logiques de la prémisse égalitaire posée par Jésus, l'affranchissement des individus, l'indépendance des communes, agitaient confusément les esprits. Les temps prédits par le Christ étaient arrivés. C'était l'heure de procéder par degrés à l'émancipation universelle; au lieu de cela l'évêque de Rome, devenu le successeur au trône des affreux personnages qu'on nomme les césars, tâchait à réunir dans sa main le sceptre de la terre et les clefs du ciel, et, aidé du concours des autres évêques subalternisés, organisait au profit de l'aristocratie ecclésiatique l'universelle servitude.

Tant de flagrantes contradictions entre la morale évangélique et les résultats obtenus, entre les aspirations et les faits accomplis, entre les prétentions de l'Eglise et les prédictions du Christ, ne pouvaient manquer d'amener des pro-

testations et réclamations. Aussi quand le pape (Grégoire VII) eut formulé les décrets complémentaires (Dictatus Papæ, 1076) de sa souveraineté absolue sur les âmes et sur les corps, sur les empereurs comme sur les sujets, ne se firent-elles pas longtemps attendre.

Ce fut d'abord Guillaume le Conquérant qui refusa le serment de vassalité au saint-siége et qui ne laissa publier en Angleterre ni bulle ni canons sans sa royale permission. Puis vint l'Empereur, qui réclama son droit d'investiture, et avec lequel Innocent II (1136) fut enfin obligé de partager ce droit que, d'après Grégoire VII, le pape devait exercer seul. La philosophie se leva aussi. Abélard veut comprendre avant de croire. C'est l'autorité de la raison qui se pose en antagoniste de l'absolutisme papal; en même temps que se proclame la liberté des peuples par la bouche éloquente d'Arnaldo de Brescia, cet écuyer d'Abélard, qui, ne mangeant ni ne buvant, dit saint Bernard, va prêchant aux cités d'Italie la république et l'Évangile, et meurt sur le bûcher martyr de la liberté (1155).

Et la protestation ne s'arrête plus jusqu'à la grande protestation triomphante du XVIe siècle. Et ce sont toujours les mêmes revendications; et

ce seront encore les mêmes revendications au XVI[e] siècle. Mais entre la date du bûcher d'Arnaldo (1155) et celle du soulèvement de Luther (1517), quelle affreuse histoire à traverser! Que de martyrs! Ce sont les Albigeois, les Vaudois, les Lollards, les Hussites. Et nous ne nommons ici que les grandes sectes illustrées par d'horribles massacres et d'épouvantables persécutions.

Et ce qui démontre clairement que le mouvement accusé ici est réel, c'est que la plupart des hérésiarques, les plus historiques du moins, à partir de Grégoire VII, s'en prennent toujours à la puissance papale, à la hiérarchie anti-apostolique, à l'idolâtrie du culte, à la servitude du chrétien sous le joug des obligations rituéliques. Avant le XI[e] siècle, les hérésies ne portaient au contraire que sur quelques parties du dogme, sur la Trinité, sur l'Incarnation, sur la divinité de Jésus-Christ, sur sa double nature, sur le culte des images, etc., etc. Dans la première période de l'évolution chrétienne (1-1000), il y a lutte pour l'établissement des dogmes. A l'époque de Grégoire VII, le dogme est établi, la puissance chrétienne à son apogée; une deuxième période commence. L'instinct des sincères, des vrais fidèles leur dit que le but atteint est la contra-

V. Fleury.

diction du principe point de départ et que, conséquemment, il faut renverser et refaire ou tout au moins réformer ce qui a été si mal établi. Les hérésiarques alors ne sont plus des hérésiarques, ce sont des réformateurs.

Mais le pape est puissant, c'est la loi divine incarnée ; c'est plus encore, c'est le Jupiter tonnant de l'époque moderne. Il peut tout ce qu'il veut contre ces raisonneurs scrupuleux qui prétendent faire concorder la religion avec ses propres principes et chasser de l'Eglise du Christ, du pur par excellence, toute corruption et idolâtrie. Il fait décréter l'Inquisition par le concile de Latran (1215). L'Inquisition, la persécution! Quel aveu de culpabilité et de faiblesse! Et quelle folie aussi! quelle ignorance de sa propre histoire! Persécuter les réformateurs, c'était en faire des martyrs, c'était donner gain de cause à leurs idées qui revenaient toutes ou à peu près à ce que nous avons dit plus haut.

En effet, les Nominalistes réclamaient pour l'individu ; les Henriciens, les Catharins ou puristes, et les Apostoliques voulaient secouer le joug des institutions rituéliques, ramener l'Eglise à la pauvreté apostolique ; les Ensabottés ou pauvres de Lyon (Vaudois) niaient la nécessité de

l'intervention du prêtre, prétendaient à l'égalité absolue, égalité religieuse, politique et sociale, voulaient établir une communauté universelle sans prêtres, sans nobles, sans riches; les Parfaits (Albigeois), autre espèce de Puritains, protestaient contre les princes de l'Eglise de leur temps, non-seulement par leurs doctrines, mais encore par leurs mœurs; les Wicléfistes attaquaient l'infaillibilité du pape, la hiérarchie ecclésiastique et n'admettaient de culte et d'institutions rituéliques que celles consacrées par le Nouveau-Testament; les Hussites ou Taborites se précipitaient dans la guerre avec le cri de : La coupe au peuple! c'est-à-dire égalité du laïque et du prêtre.

Malgré toutes les bonnes raisons dont s'appuyaient tous les réformateurs, Rome ne voulut point céder; elle s'opiniâtra dans le statu quo de ses doctrines et des mœurs corrompues, tout en s'enfonçant chaque jour davantage dans la persécution. Mais davantage, chaque jour aussi, la lumière de la vérité éclairait les intelligences. La dialectique s'était épurée; la science, servie par l'invention de l'imprimerie, avait élargi ses cycles; toutes sortes d'arguments nouveaux étaient venus saper les vieux fondements. Les

masses commençaient à comprendre qu'entre le catholicisme et l'Evangile, il y avait d'inconcevables contradictions.

Aussi Rome penchait-elle de plus en plus vers la ruine. Elle avait, autant qu'elle l'avait pu, amoncelé les nuages de l'ignorance autour du globe, afin de faire plus ténébreuse la raison du chrétien. Mais, ignorante comme elle l'était elle-même, elle ne savait pas que c'était amonceler l'orage, et qu'avant de se permettre une semblable témérité, il faut au moins avoir en réserve le secret de conjurer la foudre. Elle ne savait pas, elle fut victime. Presqu'en même temps, sur trois points différents, éclatèrent trois jets incandescents de flammes comprimées, trois immenses coups de tonnerre qui ont anéanti la puissance du pape et foudroyé l'influence du christianisme lui-même.

Ces trois coups de foudre, c'est la triple Réforme d'Allemagne, de Suisse et d'Angleterre. Luther, Zwingli-Calvin et Henri VIII, sans s'être entendus, se levaient, revendiquant, contre la confiscation de la papauté, chacun un des droits de l'homme et de la société, sans lesquels la société n'est plus qu'un troupeau et l'homme un esclave.

Luther réclamait la liberté du chrétien; Zwingli, la souveraineté de l'universalité; Calvin, l'égalité des Églises, et Henri VIII, la suprématie des rois.

Henri VIII déplaçait le droit divin en le faisant descendre de la tiare aux couronnes; Zwingli le remettait entre les mains des peuples; mais Calvin corrige Zwingli et le remet aux mains des Églises; Luther en appelle en dernier ressort à la raison individuelle.

La plus simple expression de chacune des doctrines nouvelles n'était point formulée par les réformateurs comme nous la donnons ici. Ils ne pouvaient atteindre à une telle généralisation pour plusieurs raisons. D'abord les événements subséquents (les révolutions de la fin du dix-huitième siècle), et qui sont comme la conclusion de la prémisse évangélique et des doctrines réformistes, n'étaient pas arrivés : la conclusion non connue, la rédaction des prémisses reste en suspens. D'autre part, l'ecclésiastique était si immêlé dans le séculier chez les peuples catholiques d'avant la Réforme, que les réformateurs durent sans cesse se corriger, se rectifier, pour ne pas être en opposition flagrante avec les gouvernements.

De là difficulté, pour les populations peu éclairées, de savoir à quel parti réformiste s'attacher irrévocablement. Dans chacun des trois nouveaux dogmes, quelque chose les flattait et répondait à leurs aspirations; par là même impuissance à choisir. Dans cette impuissance, elles mêlèrent les trois doctrines, prenant à Henri VIII le mépris de l'autorité du pape, à Luther le libre arbitre, à Zwingli le droit suprême des peuples en politique. Puis, les prédicants illuminés embrouillant de plus en plus les questions par des citations vagues ou symboliques de la Bible et de l'Évangile, il se trouva bientôt autant de sectes que de hameaux, autant de religions que de provinces, et même de villes.

Nous n'allons point entrer dans tous les détails que comporterait cette énumération. Nous nous circonscrirons dans l'objet de ce chapitre. D'ailleurs, l'histoire complète de la Réforme ne nous donnerait point satisfaction au sujet des deux corollaires de la morale évangélique: l'égalité et la liberté civiles. La Réforme, généralement parlant, en eut peur et les refoula, parce que prêtres, les réformateurs ne purent secouer le caractère étroit et tyrannique du prêtre. Ils ne

surent pas, comme Jésus, prêcher en dehors de toute religion, au nom et en faveur de l'humanité. La Réforme, conséquemment, ne clôt rien; ce n'est qu'une explosion, après laquelle l'idée reprend son travail latent dans les esprits, pour éclater de nouveau plus tard et triompher enfin avec la Révolution française. Ce n'est pas à dire que jusque-là il n'y ait eu aucune manifestation dans le sens que nous indiquons; l'histoire des puritains en présente, au contraire, de singulièrement remarquables.

Les puritains sont les fondateurs de la Nouvelle-Angleterre. Ce fut l'installation de leurs idées religieuses et égalitaires qu'ils poursuivirent dans cette fondation. Les considérations précédentes étaient donc nécessaires pour avoir le caractère complet de ces idées, leur naissance, leur filiation, leurs accointances. Mais l'histoire du puritanisme n'est qu'une branche de l'histoire de la Réforme en Angleterre. Continuer donc ces considérations par l'exposé de la Réforme anglaise, suivi de l'histoire des puritains au point de vue de l'Amérique, c'est arriver à un tout complet, à une sorte de synthèse historique de l'idée chrétienne, autant que peut la comporter un ouvrage comme celui-ci.

Il y avait déjà plus de quinze ans que les doctrines de Luther, de Zwingli et de Calvin couraient l'Europe, lorsque Henri VIII s'affranchit de la suprématie romaine.

Mais c'était depuis l'établissement du christianisme, introduit en Angleterre par l'esprit de prosélytisme des papes, que l'Angleterre protestait contre la domination papale. Ce furent d'abord les évêques qui, à l'époque de la mission du moine Augustin (vers 600), déclarèrent qu'il leur semblait inutile d'aller chercher un supérieur à Rome. Ensuite ce furent les rois. Emportés par leurs passions, et répugnant à tout obstacle, à toute remontrance, sans cesse ils se rebellèrent contre cette autorité incommode, étrangère, partant insaisissable, qui jouissait de la faveur populaire, et s'en servait pour intervenir et s'imposer partout.

Plus tard, ce furent les politiques comme Guillaume-le-Conquérant, Henri Ier, Henri II, qui voulaient la subordination des pouvoirs ecclésiastiques à l'autorité civile, la sujétion des gens d'Eglise à la loi commune. Car, dans ces temps semi-barbares, les ecclésiastiques ne pouvaient être punis que par des peines canoniques; aussi,
Hume. « assassinats, vols, adultères, rapts, étaient-ils

impunément commis tous les jours par des ecclésiastiques. » « On a vérifié qu'ils étaient auteurs de plus de cent meurtres dans les dix premières années du règne de Henri II (1154-1164), et qu'ils n'avaient jamais été inquiétés par la justice pour aucun de ces forfaits. » Toute l'affaire du prétendu martyre de Thomas Becket a sa source dans cette anomalie. Jean-sans-Terre monta et descendit la gamme entière des anathèmes romains, parce qu'il s'obstinait à garder son droit d'investiture. En fin de compte, l'affreux monarque fut obligé de se déclarer vassal du saint-siége. Et Henri III, son fils, qui poussait, probablement à son insu, la logique jusqu'au sarcasme, au lieu de recourir à la chance des armes contre ses ennemis, « s'adressait au pape comme à son seigneur, et le suppliait de protéger son vassal. » Le pape, de son côté, prenait de plus en plus sa suzeraineté au sérieux; Hume. des masses d'Italiens envahissaient l'Angleterre et s'y faisaient conférer les bénéfices par dizaines, par centaines pour chacun. Mansel, chapelain du roi, en eut jusqu'à sept cents. Que l'abus fût allé jusque-là, ce semble prodigieux; qu'il allât plus loin, c'était impossible.

Les grandes lois physiologiques priment et

règlent tout; rien n'y échappe. Les peuples et les individus en proie à quelque maladie terrible qui les ronge jusque dans le principe de la vie, en atteignent un beau jour le plus haut période. Arrivés là, il faut qu'ils périssent ou guérissent. L'Angleterre ne pouvait mourir du pape; elle s'en guérit. Mais le mal était invétéré, tenace; il fallut longtemps pour arriver à l'extirpation radicale: trois siècles (1236-1534). « Les abus allèrent si loin sous Henri III (1236-1272), dit Hume, qu'ils excédèrent ce que l'aveuglement
Hume. et la patience même de la superstition en pouvaient supporter. Le peuple cabala, s'attroupa tumultueusement contre les bénéficiers italiens, pilla leurs granges, ravagea leurs champs, et les insulta personnellement partout où il les rencontra dans le royaume... Les papes cependant ne se départirent point alors de leur ridicule suzeraineté de l'Angleterre. Cette prétention ne mourut qu'avec Boniface VIII (1303). Elle essaya bien de se remontrer : « Deux puissances gouvernent le monde, disait le primat Strafford à Edouard III : la puissance sainte, pontificale, et
Hume. la puissance royale subordonnée à la première; » et le pape n'eut point honte de réclamer le tribut en raison de la vassalité de l'Angleterre au

saint-siége (1367); mais Edouard III sut faire échec à ces prétentions par sa fermeté et sa modération. Il était d'ailleurs soutenu par son peuple et les chambres, qui parlaient de secouer le joug de l'autorité pontificale. On sentait le besoin d'une réformation. Jean Wickleff, professeur de l'université d'Oxford, répondit à cette aspiration de la nation anglaise, en prêtant, aux diverses attaques formulées contre le catholicisme, l'appui de l'argumentation et de la méthode. Comme tous les autres réformateurs qui le précédèrent et le suivirent, il attaquait la suprématie de Rome et l'idolâtrie du culte; mais, comme Calvin le fit plus tard, il revint au *fatum* des anciens, ne laissant à l'homme et à Dieu ni volonté efficace ni liberté réelle. Cette circonstance n'empêcha point sa doctrine de réussir, tant l'animosité contre la tyrannie papale était grande. « Quelques moines historiens, dit Hume, prétendent que la moitié du royaume devint wickléfiste. » Mais l'esprit de l'Angleterre, tout entier absorbé dans la conquête de la France, se détourna peu à peu de la réformation. Le clergé catholique, un moment inquiet, reprit ses habitudes de rapine et ses allures tyranniques. Il réussit même à faire adopter par le parlement

une loi qui condamnait au feu tout hérétique obstiné ou relaps, et les brûlements de wickléfistes prirent leur cours.

Cet état de choses, entremêlé de demi-mesures restrictives contre l'autorité ecclésiastique prises de temps à autre par le parlement, cet état de choses violent dura jusqu'à la fin de la guerre des deux Roses (1485).

Sous Henri VII, qui a la gloire d'avoir terminé heureusement cette longue guerre civile, la paix étant à peu près rendue à l'Angleterre, les chambres purent s'occuper d'une manière plus complète et plus suivie des lois d'intérêt civil; elles restreignirent le privilége de refuge dont jouissait le clergé, et rendirent l'ordonnance: « que tous les ecclésiastiques convaincus de crimes seraient brûlés dans la main avec un fer chaud. » La récidive emportait la peine capitale. Les excès des gens d'Eglise n'en continuèrent pas moins; aussi Henri VIII ne vit-il pas d'autre expédient que de les soumettre à la loi commune.

Grande rumeur dans tout le clergé, quand ce décret fut rendu. Tous les théologiens et canonistes sont en mouvement; des conférences, véritables batailles de paroles, ont lieu. Henri VIII

et les défenseurs de l'égalité de tous devant la loi remportent néanmoins la victoire; mais ils en perdent tout le fruit en acceptant une sorte de transaction présentée par les vaincus.

Sur ces entrefaites, survient une histoire scandaleuse, un crime atroce commis par le clergé (1). Richard Hunne fait enterrer un enfant de cinq semaines. Le curé demande un droit mortuaire que Hunne ne veut point payer. Le curé réclame en justice. L'avocat de Hunne donne le conseil à son client de poursuivre sa partie en vertu de la formule *præmunire*, pour avoir cité un sujet du roi devant une cour étrangère; la cour ecclésiastique devant laquelle réclamait le curé ne s'assemblant que sous l'autorisation du légat du saint-siége. Tout le clergé prend feu. Hunne est accusé d'hérésie, parce qu'on a trouvé chez lui une bible de Wickleff. Hunne avoue qu'il s'est laissé séduire par quelques doctrines qui ne sont pas conformes à la foi catholique; mais il en demande pardon, promettant de s'y conformer à l'avenir. On ne pouvait que lui imposer une pénitence et le mettre en liberté. On ne prononce rien et on le reconduit dans son cachot, où il est

Burnet.

(1) L'autorité contemporaine est dans les rapports de Keilway. *Hallam.*

trouvé pendu le lendemain. Après preuves et contre-preuves, il demeura évident que le clergé avait fait, dans la nuit, étrangler le pauvre Hunne, pour le pendre ensuite, afin de pouvoir charger sa mémoire de l'abomination du suicide. Le procès pour hérésie, qui avait paru clos par la franche déclaration de l'accusé, est repris avec plus de fureur. Hunne est déclaré coupable et condamné au feu. Son cadavre est en effet brûlé sur la place de Smithfields, à Londres, le 20 décembre 1514.

Cet assassinat, cette condamnation, cette vengeance, tant de crimes entés les uns sur les autres et sortis d'une cause si minime soulevèrent dans Londres une telle indignation que
Burnet. « depuis lors la capitale de l'Angleterre n'a jamais pu revenir de son aversion pour les ecclésiastiques romains. »

Tous ces précédents connus, on ne trouve guère étonnant que la partie éclairée de la nation anglaise, fatiguée d'ailleurs des exactions du pape, vît d'un œil favorable s'agiter la question
V. Hallam. de soustraire la Grande-Bretagne à la suprématie romaine.

Mais les raisons des partisans d'une réformation n'étaient point celles du monarque. Henri VIII,

esprit étroit de théologien, nature lubrique toujours surexcitée, voulait accorder sa religion et ses amours ; les Anglais pensaient à accorder la justice, la logique et la religion. Henri VIII brise enfin avec le saint-siége et s'établit chef suprême de la religion en Angleterre (1534). Le parti réformiste, qui ne suivait des yeux que l'objet de ses désirs, voyant le colosse à tête d'or et à pieds d'argile expulsé du temple, crut pouvoir s'occuper de la purification du temple. S'il ne voulait point renverser de l'autel l'ancienne divinité, il voulait au moins l'entourer d'un autre culte et de ministres plus dignes. Mais les Anglais comprirent bientôt qu'ils s'étaient trompés, quand ils virent non-seulement la divinité rester la même, mais encore les mêmes cérémonies subsister, et subsister aussi les exactions au nom de la religion.

Neal.

Le joug romain secoué, ils crurent que l'heure de la sincérité avait sonné. Le roi protestait : les protestants, jusque-là cachés, pensaient pouvoir avouer leurs sentiments et se déclarer protestants. La persécution leur apprit qu'ils étaient restés catholiques, mais qu'au lieu de s'appeler catholiques romains, comme par le passé, ils s'appelleraient désormais catholiques anglicans.

Burnet, Neal, Hallam, Grohame, etc.

On avait auparavant la tyrannie papale qui se traduisait en annates, denier de Saint-Pierre, réserves, provisions, collectes, vente d'indulgences, toutes sortes de canaux par où coulait la fortune publique. Avec Henri VIII qui, de l'assentiment du parlement s'attribua le produit de ces différentes charges, on eut en plus, les scrupules exagérés, les caprices passionnés, les variations de croyances et les supplices pour ceux qui ne surent pas varier comme lui. Que faire? Les Anglais se résignèrent à user leur roi. Ils l'usèrent, en effet, l'hydropisie aidant: Henri VIII, qu'on doit placer parmi les mauvais princes, dit Burnet, mais non parmi les pires, mourut le 28 janvier 1547.

En 1536, Henri VIII avait fait quelques pas dans la voie réformatrice. Des articles dressés par lui, acceptés par les deux chambres, signés par le primat Cranmer, par dix-sept évêques, quarante abbés et cinquante archidiacres furent publiés comme base de la croyance anglicane. Ils établissaient que le chrétien est justifié par la foi et les œuvres; n'admettaient que trois sacrements: le baptême, la pénitence et la communion; permettaient le culte des images, mais dépouillé de toute superstition, et laissaient le purgatoire dans le doute.

Cette demi-réforme, qui fut loin d'être approuvée par les catholiques, ne fit qu'exciter les aspirations et tentatives des partisans de la réformation. Il fallait aller plus avant ou revenir. Henri VIII choisit ce dernier parti. En 1539, fut publié, toujours sous l'assentiment du parlement, le fameux statut des six articles : la présence réelle, la communion sous une seule espèce, le célibat ecclésiastique, les vœux de chasteté obligatoires, l'utilité des messes privées, la nécessité de la confession. C'était un retour aux dogmes catholiques que, dans les dernières années de son règne, Henri VIII activa et renforça de plus en plus.

Les six articles avaient été la cause de l'emprisonnement et du bannissement d'un grand nombre de personnes; à l'avénement d'Edouard VI (1547), portes des prisons et portes de la patrie furent ouvertes à toutes les victimes de l'intolérance; parce que le protecteur Hertford, oncle et tuteur du jeune roi (il avait à peine huit ans et demi), était un zélé protestant. Aussi, le parlement qui avait été, sous Henri VIII, successivement catholique, réformiste, catholique anglican, se fit-il franchement protestant, sous Edouard VI. Il annula le fameux statut des six articles, rétablit la

communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres, remit au roi le pouvoir de conférer par ses lettres patentes les évêchés vacants, ordonna la célébration des offices en langue anglaise, abolit les messes privées, l'usage des cierges, les Cendres, les Rameaux, le culte des reliques et des images, les prières pour les morts et la croyance au purgatoire, abandonna la confession auriculaire à la discrétion des fidèles et bannit le polythéisme de la Vierge et des Saints. En voyant la facilité avec laquelle le parlement admit ces innovations, la facilité aussi avec laquelle il avait varié avec Henri VIII, on ne peut s'empêcher de demander quelle était la religion du parlement? et que fût-il advenu si Edouard VI avait voulu se faire juif à l'époque de sa majorité? Le parlement, sans aucune sorte de conviction religieuse, eût embrassé le judaïsme; la nation anglaise aurait eu des synagogues, et catholiques de toutes les nuances, protestants de toutes les opinions eussent été brûlés. Mais ne rions point de la misérable faiblesse de l'homme; il est assez triste de le voir sans cesse malheureux, quand il y a possibilité d'organiser le bonheur!

Si le parlement acceptait servilement toutes les

croyances, il n'en était pas de même par toute l'Angleterre. A Londres, dans les grandes villes et les comtés de l'Est, les nouvelles doctrines furent bien reçues; mais dans le Nord et dans l'Ouest, le peuple était fermement attaché au catholicisme; il se révolta. On lui envoya une armée mercenaire d'Allemands et d'Italiens pour lui inculquer la foi protestante par la force des armes. Hors cette violence et l'éxécution de deux hérétiques que Cranmer, malgré les refus et les larmes d'Edouard VI, s'obstina à faire brûler, on trouve que la persécution fut absente sous le règne de ce prince. Il n'en eût pas toujours été ainsi, sans doute, si Edonard eût vécu. Il se serait cru obligé, par raison d'Etat, à faire la guerre au parti puritain qui commençait déjà à se montrer. Cette secte qui penchait vers les doctrines de Calvin, prétendait qu'aucun principe, aucune cérémonie ne devait être tolérée, si elle n'avait la consécration de la parole de Dieu. La religion anglicane, telle que venait de l'organiser le gouvernement d'Edouard, reconnaissait la suprématie du roi et l'autorité des arrêts du parlement. Les puritains n'admettaient d'autorité et de suprématie que la Bible. Au droit divin des évêques, ils opposaient l'égalité de tous les mi-

nistres du Seigneur. C'était la démocratisation de l'Eglise qu'ils cherchaient, premier pas, ils le savaient bien, vers la démocratie politique.

Toute cette doctrine était trop contraire aux principes de gouvernement admis en Angleterre, pour qu'un Tudor eût pu lui permettre de se développer. Edouard VI, devenu homme, se serait servi des moyens que la loi lui fournissait pour l'extirper, ou bien les puritains auraient modifié leur *credo*; car la loi qui envoyait au bûcher tout hérétique, c'est-à-dire toute personne qui refusait de se conformer à la religion du roi, cette loi subsistait toujours; le parlement ne l'avait point rapportée. Si, en 1550, époque de l'apparition des puritains dans l'Eglise anglicane, on n'en fit point usage contre eux, c'est que le vent était à la tolérance, et que ces sectaires, très-peu nombreux, n'étaient regardés que comme des dissidents dont les opinions et les allures étonnaient ou faisaient rire plus qu'elles n'effrayaient. Ils se faisaient remarquer, en effet, par une sévérité exagérée de mœurs et de tenue, par une affectation constante à se servir dans leur langage d'expressions tirées de la Bible. Les ministres imbus de ces nouveautés rejetaient comme la livrée de la superstition et de l'idolâtrie, les

habits sacerdotaux restés semblables, dans l'église anglicane, à ceux des catholiques romains. Ainsi Hooper, qui sous Henri VIII, avait été obligé de chercher à l'étranger un refuge pour ses opinions, qui était rentré en Angleterre à l'avénement d'Edouard VI, et avait été nommé, à cause de son savoir et de son éloquence, évêque de Glocester, Hooper refusa pendant quelque temps d'être consacré avec les ornements et le cérémonial ordinaires. Il disait que toutes ces magnificences étaient incompatibles avec la modestie et la simplicité de la religion chrétienne. Il céda enfin au bout de sept à huit mois de luttes et de discussions et fut sacré (mars 1551) à la manière accoutumée, en se réservant toutefois de ne revêtir les habits pontificaux que quand il prêcherait devant le roi ou officierait dans sa cathédrale. Et depuis lors, ces splendides accoutrements, le surplis même et le bonnet carré dédaigneusement repoussés par les ministres puritains devinrent la marque distinctive des ministres conformistes.

Tout à coup meurt Edouard VI (1553). Jane Gray passe de la Tour de Londres à l'échafaud. Marie, première fille de Henri VIII, monte sur le trône. Cette princesse avait une haine moti-

vée contre la nouvelle religion d'Angleterre. C'était de cet asile que Henri VIII avait impunément répudié sa mère, et lui avait infligé à elle, Marie, l'épithète déshonorante de bâtarde. D'ailleurs elle était assez ignorante pour se croire infaillible et condamner comme erreurs criminelles tout ce qui différait de la foi romaine qu'elle professait. Elle en voulait, en conséquence, le rétablissement aussi complet que possible sur le sol britannique. Mais il y avait des oppositions à vaincre : d'abord l'esprit de la nation, en faisant exception pour la noblesse et les paysans du Nord et de l'Ouest, partisans du papisme. La reine crut primer cet esprit en s'appuyant d'une influence politique extérieure, celle de Charles-Quint, dont elle allait épouser le fils, le futur Philippe II. Elle désirait un mari ; elle pensait que sa propre satisfaction satisferait l'Angleterre. Elle irrita, au contraire, ses sujets, qui ne voyaient pas sans crainte la tyrannie de leur reine se grossir de celle de l'Espagne. Une autre opposition, qu'il était plus dangereux de mépriser dans un pays parlementaire, c'était l'opposition de la chambre basse. Elle n'était favorable à la reine, ni pour le rétablissement du papisme, ni pour

Hume.

Hallam.

son mariage avec Philippe d'Espagne. La chambre basse fut dissoute et remplacée par une chambre catholique élue à toutes sortes de prix : argent, charges ou bénéfices donnés de ci de là, suivant les exigences des influents en matière d'élection. Les pairs n'avaient d'intérêt et de religion que la religion et l'intérêt de la couronne; ils étaient sept ou huit opposants aux mesures de la réformation; ils sont presque tous catholiques sous Marie. Le mariage fut alors conclu, la religion catholique rétablie et en même temps l'inquisition, dont l'évêque Gardiner, qui s'était plié à tous les caprices de Henri VIII, devint le plus fidèle serviteur, et Bonner, évêque de Londres, le plus abominable tortureur (1).

« On compte, sous ce règne, environ huit cents personnes livrées aux flammes, non pour révolte contre l'autorité de Marie; mais pour dissidence en religion (2). » Nous n'allons pas

Voltaire.

(1) Il torturait lui-même; il arracha la barbe à un tisserand et lui tint la main sur une chandelle allumée, jusqu'à ce que les veines crevassent et jaillissent en ruisseaux de sang à la figure d'un de ses dignes acolytes. (NEAL, *Hist. des Purit.*, I, 69.)

(2) Les historiens ne sont point d'accord sur ce chiffre; Strype dit : 228; lord Burleigh dit : 400, sans compter ceux qui furent tués en prison ; Neal et Hume disent : 277,

entrer dans le détail circonstancié de toutes ces exécutions. Nous mentionnerons seulement les deux premiers martyrs du puritanisme : l'évêque Hooper et le chanoine Rogers, que les puritains considéraient comme leurs chefs, et qui, ne voulant faire aucune concession à la religion restaurée, furent condamnés à mort. Ce fut avec un courage vraiment héroïque qu'ils subirent cette peine, Hooper surtout, pour lequel on se servit de bois vert, afin de lui mieux faire goûter toutes les atteintes de la douleur. Mais l'évêque puritain était convaincu de la divinité de sa foi; il mourut comme un enfant dans son lit, dit Bancroft. La comparaison n'est juste ni historiquement ni philosophiquement parlant. Il mourut plutôt comme les premiers martyrs, le visage souriant, les yeux au ciel, tout sentiment, toute sensation concentrée dans l'idée d'une prochaine et éternelle félicité. Le corps de l'homme n'est plus rien pour l'homme alors; tout ce qui sent, pense et vit en lui s'immatérialise et se soustrait ainsi à tous les accidents extérieurs. Le feu ne brûle plus rien alors; il ne fait que pulvériser

Hume.

V. Hume.

parmi lesquels 55 femmes et 4 enfants; d'autres, comme Voltaire, portent le nombre à 800. (V. *Abr. chron. de l'hist. d'Angleterre.*)

un corps tout calciné par la flamme bien autrement vive de la pensée et de l'amour, que les confesseurs appellent l'esprit, le souffle, le feu divin.

Cependant les réformés anglais, qui croyaient ne pouvoir abjurer sans crime, et qui pourtant voulaient arracher leur vie et celle de leurs familles à l'inquisition des évêques Bonner et Gardiner, s'enfuirent d'un pays où adorer Dieu selon son cœur et sa conscience, que disons-nous? où un soupçon, un livre défendu, le refus de signer un article ou d'aller à la messe entraînait la peine du feu. Ils se réfugièrent en Allemagne et en Suisse. Dans ces contrées, où la controverse agitait tous les esprits, la controverse les attira. Ils discutèrent et formèrent, comme en Angleterre, deux partis : les anglicans, ou partisans de la réforme d'Edouard VI, et les puritains. Mais ceux-ci avaient l'avantage du raisonnement et l'appui de Calvin; ils triomphèrent à peu près des anglicans, et s'attachèrent de plus en plus au calvinisme, dont ils avaient sous les yeux le spectacle simple et sévère, trop sévère et trop simple, croyons-nous; car, en détruisant les couvents et en dispersant les moines, il ne faut pas faire de toute la terre un immense cou-

Hallam. Grahame.

Bancroft.

vent, et de l'humanité une société de moines; et c'était à ce résultat que tendait l'organisation de Calvin.

Voltaire. A Marie, fille de Catherine, c'est-à-dire Marie la Catholique, succéda Elisabeth, fille d'Anne de Boulen, Elisabeth la Protestante. Mais Marie et Elisabeth étaient l'une et l'autre filles de Henri VIII, c'est-à-dire de l'absolutisme et de l'intolérance. Marie persécuta les protestants au nom du catholicisme; Elisabeth persécuta toutes les sectes qui portaient ombrage à son pouvoir, plus par politique que par conviction religieuse. Le parlement était depuis longtemps entre les mains des monarques d'Angleterre la machine à fabriquer des décrets et des lois. Cependant l'opposition se montrait quelquefois formidable dans la chambre des communes; mais on savait à la cour le moyen d'y mettre bon ordre. Une dissolution et une nouvelle élection après corruption de la matière élisante, c'étaient choses faciles à faire et promptement faites. Quant au peuple anglais, il souffrait stoïquement la persécution, pourvu que le parlement l'eût décrétée.

Elisabeth pouvait donc, à son gré, suivre ses affections ou ses rancunes; le parlement ferait

suivant son bon plaisir, et le peuple laisserait faire.

Au premier coup d'œil, c'était ainsi que se dessinait la liberté d'action d'Elisabeth. Mais, en regardant un peu plus profondément, on trouve que cette liberté était singulièrement entravée. Elisabeth aimait le catholicisme, dont la pompe et les cérémonies la séduisaient. Mais la généralité de la nation anglaise penchait, à cette époque, vers les doctrines protestantes. Les nombreuses et cruelles exécutions dont la religion catholique avait été la cause ou le prétexte, sous Marie, avaient exaspéré jusqu'aux catholiques eux-mêmes qui, en grand nombre, avaient embrassé le protestantisme.

Grahame. Macaulay.

Hallam.

Comme reine, Elisabeth préférait aussi des sujets catholiques; s'ils ne sont point amis de la reine, pensait-elle, ils n'en soutiennent pas moins la royauté : le protestantisme incline trop vers la démocratie. Mais, bâtarde aux yeux du pape et de toute l'Europe catholique, comment pouvait-elle, sans se faire la plus petite, la plus humble, et l'Angleterre avec elle, se soumettre à cette immense domination? Et cependant, si elle ne le faisait pas, n'allait-elle pas attirer quelque coalition européenne contre l'Angle-

Bancroft.

terre? Son héroïque fierté devait tressaillir en face de cette considération et son esprit viril se complaire à l'excitante idée des luttes engagées, des éclatants triomphes. Car, que pourrait-on contre elle, si la reine, en communion d'intérêts et de religion avec la nation anglaise, se présentait devant ses ennemis dans la force de cette union? Les coalitions viendraient mourir à ses pieds; tous les foudres de Rome s'éteindraient impuissants.

En conséquence, aussitôt le parlement assemblé, l'anglicanisme d'Edouard VI fut rétabli avec quelques restrictions et changements qui le rapprochaient de la doctrine et du cérémonial catholiques (1558-1559). Les deux bills de suprématie
Hallam. et d'uniformité furent votés. Par ces statuts, le souverain était désormais autorisé à réprimer
Hume. toute hérésie, à établir ou abolir tous règlements canoniques, à décider de tous les points de discipline et de tous les rits et cérémonies de la religion; et pour faciliter à la reine l'exercice de ces pouvoirs, un peu étranges dans les mains d'une femme, on lui décerna le droit d'établir des commissions qui furent, en effet, établies à
Collier. la Saint-Jean de cette même année 1559, et qui, pouvant déposer, suspendre, emprisonner, com-

mencèrent immédiatement une large et continuelle épuration du clergé. Mais ce n'étaient pas les ecclésiastiques seuls que toute cette législation atteignait : l'absent de l'église, le dimanche, était frappé d'un shilling d'amende; tout employé du gouvernement devait, sous peine de destitution, renoncer à la juridiction spirituelle du pape; quiconque nierait ou contesterait la suprématie de la reine serait, la première fois, condamné à la confiscation de ses biens, la seconde fois à l'emprisonnement, et la troisième fois déclaré traître. Lingard. Hallam. Hume.

Pour éviter la persécution dont ces mesures les menaçaient, les catholiques, en général, se conformèrent, au moins extérieuement, et firent silence. Les puritains aussi se conformèrent; ils étaient en conformité de principes avec les anglicans; mais ils ne se turent pas. Ils prêchèrent contre la mondanité du culte extérieur établi par la loi, contre les pratiques superstitieuses et anti-évangéliques, restes de l'idolâtrie romaine. Ils réclamèrent dans la chambre des communes, présentèrent des bills en faveur d'une réformation plus complète; ils en vinrent même à s'écarter de la liturgie établie, à négliger certaines pratiques ou cérémonies (1560-1565). Hallam. Neal.

Pressé par Elisabeth, le primat Parker (*parker*, garde-chasse), en vrai garde-chasse, attentif à
Fuller. garder les clôtures et à fermer les portes de la discipline à tous les envahisseurs, exigea l'observance de tous les règlements et mit les ministres puritains dans l'alternative d'obéir ou de résigner leurs bénéfices. S'il y en eut qui courbèrent la tête, il y en eut aussi qui préférèrent leurs
Hallam. convictions à tous les avantages temporels; et les rigueurs de Parker ne firent qu'accroître le mal qu'elles devaient corriger. Des réunions puritaines, qu'on nomma conventicules, s'organisèrent; le gouvernement ne pouvait les tolérer; ce fut le commencement de la persécution
Bancroft. contre les puritains (1567). On les pourchassa; on les emprisonna, hommes et femmes; on fit si bien, qu'ils en vinrent à considérer le système de gouvernement établi en Angleterre comme
Hallam. vicieux en lui-même, et à transporter à l'épiscopat tout entier le dégoût qu'ils éprouvaient pour quelques-uns des évêques. Bien plus, Thomas Cartwright, professeur de théologie à l'université de Cambridge, prétendait soumettre l'Etat à l'Eglise. « Les pouvoirs civils, disait-il, doivent se souvenir d'abaisser leurs sceptres, de
Madox. jeter bas leurs couronnes devant l'Eglise, et,

suivant la parole du prophète, de lécher la poussière des pieds de l'Eglise. » C'étaient les monstruosités de Grégoire VII dans la bouche d'un puritain. Tous ces théocrates ne recuferaient pas devant la crétinisation de toute l'espèce humaine pour le triomphe d'un dogme. Despotisme pour despotisme, mieux vaut encore celui d'un Néron, mieux cent fois valait celui d'Elisabeth.

Mais les idées de Cartwright appartenaient à Cartwright; elles n'étaient point partagées par le parti puritain tout entier, pas même par la majorité de ce parti. Les puritains voulaient purger, purifier l'Eglise, non faire schisme. Dans quel but eussent-ils arboré la bannière de la scission? Pour mettre à l'écart le surplis et le bonnet carré? Pour défendre le signe de la croix dans le baptême? Pour ordonner que l'on communierait assis au lieu de se tenir debout ou de se mettre à genoux? C'eût été souverainement ridicule. Hallam.

La scission ou la conformation était cependant devenue nécessaire en face de la ténacité et des rigueurs de plus en plus oppressives de la persécution. Les conférences sur la religion avaient été supprimées, la prédication défendue (1577). Le primat lui-même, Grindall, successeur de

Neal. Hollingshead.

Parker, un vieillard plein de science et de vertu, que l'étude rendit aveugle, fut séquestré dans sa demeure pour avoir réclamé en faveur de la liberté de la chaire.

Mais ce n'était pas aux puritains que pouvait incomber la mesure révolutionnaire de la *Séparation*. C'était à d'autres hommes qu'à ces réformateurs méticuleux du cérémonial que revenait un pareil honneur. Des enthousiastes, simples d'esprit, forts de cœur, passant par-dessus toute la science pour repuiser aux principes, pouvaient seuls entreprendre un pareil œuvre.

L'histoire des *Séparatistes*, comme s'appelèrent ces novateurs, va-t-elle enfin, après les horreurs que nous venons de passer, nous offrir une oasis de repos?

— Oui! mais seulement une oasis.

CHAPITRE II.

Les Pèlerins.

(1581-1639).

Robert Brown, jeune ecclésiastique allié par la parenté aux premières familles d'Angleterre, fut le promoteur de la séparation. C'était un esprit arrogant, un controversiste infatigable et assez habile, qui, par ses pamphlets parlés contre les évêques, les cours ecclésiastiques et le culte établi, s'acquit vers 1581 une grande réputation de prédicateur. « Si la persécution contre la liberté de conscience, disait-il, est la marque d'une fausse Eglise, qui pourra soutenir que l'Eglise d'Angleterre soit vraie? Elle peut cependant retenir encore quelques vérités, mais elles sont profanées par les ministres impurs qui en ont la garde; c'est l'arche du Seigneur dans les mains des Philistins. Et la hiérarchie?—Elle repose sur des piliers tellement pourris qu'il faut la jeter en bas et recom-

Biog. Brit.
Grahame.
Chalmers.
Robertson.
Bancroft.
Neal.

mencer la structure à nouveau. Les ministres ne sont pas légitimement ordonnés, partant les sacrements, invalides. Il enseignait, en conséquence, que l'unique moyen de salut était de se séparer de l'Eglise dominante et de faire des Eglises nouvelles. Car, suivant lui, toute société de chrétiens constituait une Eglise indépendante, ayant le droit de choisir ses prêtres ou officiers (*officers*). Mais si le vote de la confrérie (*brotherhood*) faisait des prêtres, le vote pouvait les défaire. La prêtrise ne conférait point de caractère indélébile. Si les membres d'une Eglise devenaient trop nombreux; une nouvelle Eglise se formait, aussi indépendante que la première de tout pouvoir laïque ou ecclésiastique, dans laquelle tout se décidait par le vote universel de la congrégation.

Chalmers. Neal. Milton.

Cette absence de toute autorité sacerdotale dans les Eglises Brownistes, l'égalité de toutes les Eglises entre elles, indépendantes l'une de l'autre; c'était certainement le retour á l'organisation première des chrétiens, une organisation même plus parfaite que celle des apôtres, une organisation plus conforme à l'esprit de l'Evangile, à l'idée du Christ lui-même. En tant qu'Eglises chrétiennes, il n'y a rien à reprendre

dans ces confréries. On ne voit pas la porte par où peut se glisser un abus, l'injustice ou l'oppression. En tant que sociétés religieuses devant vivre sous un gouvernement quelconque, il n'y a non plus rien à dire contre les Eglises Brownistes. On ne peut craindre l'ambition de leurs prêtres, puisqu'à vrai dire ils n'existent pas, à l'état de corps, de milice organisée, hiérarchisée du moins. On ne peut craindre non plus la turbulence, l'emportement, l'exclusivisme de ces *confrères*, puisqu'ils sont partisans de la tolérance. Une chose seulement peut être à redouter dans une monarchie où les Brownistes seraient nombreux, c'est qu'ils ne voulussent transporter leur organisation religieuse de l'Eglise dans l'Etat; et il est bien difficile à des hommes réellement religieux de ne pas se gouverner complétement par la religion. Ce serait alors la substitution de la démocratie à la monarchie. C'est sans doute la crainte que les Brownistes ne voulussent en venir à cet acte de logique qui fit qu'on les persécuta. Du reste, les différentes sectes religieuses de cette époque ne faisaient pas mystère de leurs intentions à ce sujet. Toutes voulaient accorder leur politique avec leur religion : la démocratie dans l'Eglise devait amener la démo-

cratie dans l'Etat. Mais en tant que constitution politique, l'organisation Browniste ne nous semble plus aussi parfaite. L'admission dans une Eglise était subordonnée à une publique confes-
Robertson. sion de foi, et cette foi c'était la foi chrétienne. Aucune Eglise n'avait de juridiction sur une autre, mais pouvait lui donner des conseils, des avis, et, si les avis étaient mal reçus, on déniait
Neal. publiquement à l'Eglise censurée la qualité d'Eglise du Christ.

Le christianisme joue un trop grand rôle dans cette démocratie, et la liberté de conscience ne semble guères y cadrer avec les droits de citoyen. A force de vouloir être chrétienne, cette organisation n'est plus dans les idées du Christ. Le Fils de l'homme n'avait point parqué ses disciples dans une doctrine immuable, exclusive. Il voulait l'émancipation universelle par l'égalité. Il n'excluait personne de cette régénération; il voulait qu'on en portât la bonne nouvelle chez toute les nations de la terre. Brown, homme charnel et homme d'Eglise, n'avait pu s'élever jusqu'à la hauteur de cette sublime et généreuse idée. Poursuivons : l'humanité s'épure et s'éclaire dans sa marche à travers les siècles; peut-être finirons-nous par joindre la

vérité complète, sans restrictions et surtout sans détours.

Avec le système de persécution adopté par le gouvernement anglais contre tous les non-conformistes, Brown et ses adhérents ne devaient pas faire de grands progrès sans être inquiétés. L'évêque de Norwich fit en effet arrêter Brown et les deux ministres Thacker et Copping. Ces deux derniers, dont le seul crime était d'avoir distribué quelques petits livres de Brown, furent accusés de félonie, condamnés et pendus (juin 1583). Brown se signala dès lors par son manque de courage; il souffrit que la protection de son parent, le lord-trésorier Cécil, lui servît de planche de salut; il sortit de prison, et, pour se soustraire au frein de sa famille, il s'échappa en Zélande, où il fonda une Église et publia son *Traité de la Réformation sans aucune concession à quelque homme que ce soit.*

Chalmers. Neal. Smollett.

Brown revint en Angleterre, en 1585, et reprit ses prédications. Mais l'esprit de persécution avait encore fait des progrès pendant son absence. Au pacifique et semi-puritain Grindall avait succédé, comme primat, le courtisan et antipuritain Whitgift (septembre 1583), qui ne parlait à la reine qu'à genoux et la suppliait de

Chalmers.

Grahame. soutenir l'Eglise tombante (*Sinking church*), de n'admettre aucune altération dans le rituel, qui autorisât les hommes à dire qu'elle avait maintenu une erreur. Ce primat avait, dans sa première visite métropolitaine, suspendu deux cent Neal. trente-trois ministres; et, sur ses plaintes à la reine que les moyens répressifs manquaient, l'abominable cour de Haute Commission pour les affaires ecclésiastiques avait été créée. C'était l'inquisition, puisque cette cour pouvait rechercher les coupables, non-seulement par les moyens légaux, mais encore par toutes voies que pourraient imaginer les commissaires, géhenne, torture, emprisonnement (1).

Brown, en conséquence, fut bientôt de nouveau entravé dans ses prédications, poursuivi, excommunié; et, devant cette excommunication d'une Eglise qu'il ne reconnaissait pas, chose étrange! cet athlète si intrépide dans l'attaque, si vif à la riposte, si logique dans l'argumentation, faiblit, se soumit, sollicita et obtint son absolution (1590). Il accepta même un rectorat à

(1) .... Not only by the legal methods...., but by all other way and means which the commissioners could devise, rack, torture, inquisition, imprisonnement. Note sur la Haute Comm. à la fin du VIIe vol. (éd. in-8) de l'*Hist. ecclés. de Collier*.

la desserte duquel il commit un ministre qu'il payait faiblement sur ses gros appointements de titulaire. Mais ses disciples, plus fermes que lui, supportèrent la persécution en vrais martyrs; et la persécution produisait si peu l'effet qu'on en attendait, qu'en 1593 Walter Raleigh établissait dans la chambre des communes que les brownistes seuls montaient à vingt mille. Whitgift et la reine ne savaient plus que faire. Le bannissement en masse des hérétiques fut proposé et discuté; on avait pour exemple l'expulsion des Maures par les Espagnols. Elisabeth ne recula point devant cet atroce moyen; mais, comme la violence eût pu éveiller la susceptibilité du peuple anglais, elle enveloppa la mesure du manteau de la légalité. Chalmers. Bancroft.

Voici la loi qui masquait cette détermination : Quiconque serait un mois sans se présenter à l'église, serait puni d'une amende ou de la prison; et, s'il persistait trois mois dans le refus de se conformer, il serait banni du royaume; et, s'il refusait d'obéir à son ban, ou s'il rentrait en Angleterre, il serait condamné à mort, comme coupable de félonie. Neal. Robertson. Grahame. Bancroft.

Devant une pareille loi, il n'y avait qu'à fuir. La Hollande était une terre de liberté et de tolé-

rance ; une nombreuse société de brownistes ou
Grahame. indépendants se réfugia à Amsterdam. D'autres
Bancroft. cherchèrent des asiles dans les différents Etats du continent où florissait le protestantisme, espérant qu'à l'avénement du successeur d'Elisabeth ils pourraient rentrer dans leur patrie. Vain espoir ! le fils de Marie Stuart, Jacques VI d'Ecosse, qui, en succédant à Elisabeth, prenait le
Voltaire. titre de Jacques I[er] d'Angleterre ; ce maître Jacques, comme l'appelait Henri IV, ne trouva rien de mieux à faire que d'embrasser servilement les opinions religieuses et les tendances politiques de la meurtrière de sa mère. Et cependant les Anglais en avaient assez de cette politique ; et cependant Jacques I[er] avait été élevé suivant les doctrines presbytériennes du disciple de Calvin, du fameux Jean Knox. Maintes fois il s'était ou-
Calderwood. vertement félicité d'appartenir à la plus pure Eglise du monde. Mais tel est le triste spectacle que nous présente l'histoire : des aveuglements royaux et des apostasies. Jacques I[er] avait à peine passé la Tweed (frontière de l'Ecosse), qu'il disait : « Pas d'évêques, pas de roi. » Arrivé à Londres, il sembla vouloir céder quelque chose aux
Rymer. réclamations des puritains ; mais, en réalité, le
Lingard. *statu quo* fut maintenu.

Cependant les membres du haut clergé n'éprouvaient qu'une apparente satisfaction. Un vain amour-propre ne leur avait pas mis sur les yeux, comme à Jacques Ier, l'épais bandeau de la sottise. Ils voyaient l'orage s'amonceler sur l'horizon politique, et ils avaient peur. Le parlement allait s'assembler, et l'opposition se recrutait chez les puritains pour entamer la lutte contre l'absolutisme royal et la tyrannie ecclésiastique. Whitgift désirait mourir pour ne pas assister à ce conflit. Il mourut en effet avant la réunion des chambres (février 1604).

Celles-ci rassemblées, Jacques Ier trouva devant lui un parti opposé à l'Eglise et défenseur vigoureux de la liberté. En face de cette puissante opposition qu'il n'avait point prévue, le roi eut à son tour peur de sa faiblesse et voulut se renforcer pour la session suivante. Il fit, en conséquence, des propositions d'accommodement Lingard. aux catholiques, les appelant ses fidèles sujets, et Bancroft. manifestant une haine profonde pour les puritains. Mais toutes ces manœuvres furent vaines. Un grand changement s'opérait dans l'esprit du peuple anglais. Le despotisme, depuis des siècles, pesait si lourdement sur lui ou le ballottait au vent changeant de tant de caprices, qu'il avait

été forcé, malgré lui, de prendre garde au despotisme et de le reconnaître. Et toute nation qui vit et sent la vie ne supporte point sciemment le despotisme : elle se dresse contre l'ennemi dévorateur de son bien-être et de sa liberté, pour se mesurer avec lui corps à corps. Les Anglais, au commencement du règne de Jacques I[er], en étaient à la reconnaissance du monstre qui, devenu plus hardi par suite d'une longue impunité, ne déguisait plus l'audace de ses intentions. Jacques I[er] ne voulait point reconnaître la souveraineté de la nation ; il se considérait comme roi de droit divin. Les Anglais, ses serviteurs, devaient l'appeler *majesté sacrée*. Il voulait monter plus haut que ses prédécesseurs, quand il aurait fallu descendre. Il donnait un nouvel élan à la persécution religieuse, quand il aurait fallu établir la tolérance.

Grahame.

Pour frapper ce téméraire ennemi, la nation britannique trouvait une arme toute prête dans la secte des puritains ; elle s'en saisissait. C'est ce qui explique l'inutilité des coquetteries du roi vis-à-vis des catholiques. Une lutte commençait entre le pouvoir royal et la nation représentée par le parlement ; la nation se réunissait pour donner toute la force

possible au parlement, qui défendait la cause de la nation.

Alors recommença, ou plutôt continua la persécution contre les non-conformistes inaugurée par Elisabeth. L'excommunication et ses conséquences furent prononcées sans pitié contre les puritains obstinés par un clergé favorisé et poussé par le roi. L'évêque Bancroft qui succéda à Whitgift, réquit la conformation avec une rigueur inconnue jusque-là. Aussi paraît-il certain que, dans la seule année 1604, trois cents ministres puritains furent forcés au silence, emprisonnés ou exilés. L'importation des livres étrangers fut prohibée pendant que la censure inexorable des évêques entravait la production des imprimeries anglaises. Des actes frivoles passaient pour des offenses ecclésiastiques et motivaient des condamnations contre leurs auteurs.

Calderwood. Bancroft. Neal.

Le clergé en veine d'excès entra dans le domaine de la politique pour fortifier l'autorité du roi de l'autorité de sa parole prétendue divine. Le clergé devait bien ce témoignage de reconnaissance au roi-docteur Jacques Ier, qui avait pour les évêques tant de bonté et de vénération. Dans une sorte de concile anglican (1606), des

canons furent émis qui condamnaient la doc-
Bancroft. trine des droits du peuple et affirmaient la souveraineté du roi sur le parlement et les lois. Par une telle déclaration, le clergé se plaçait du côté du roi pour la monarchie absolue, tandis que les puritains se trouvaient du côté du peuple pour la liberté et le droit. C'était une lutte de quarante ans qui commençait dans le parlement pour se dénouer sur la place de Whitehall, par l'exécution de Charles Ier.

Au milieu de ces événements politiques, les Brownistes subsistaient toujours et faisaient même de nombreux prosélytes, quoique soigneusement surveillés par les autorités civiles
Robertson. et ecclésiastiques. Dans les dernières années du règne d'Elisabeth, les villes et villages du Nottinghamshire, du Lincolnshire et des frontières
Bancroft. de l'Yorkshire contenaient un assez grand nombre de ces sectaires. Mais la multitude, qui suivait le culte officiel, les baffouait, tandis que les autorités ecclésiastiques les poursuivaient par toutes les persécutions légales. Pour y échapper et conserver cependant les doctrines qui les avaient convaincus, les culte qui les avait séduits, ils se résolurent à l'exil. Les Pays-Bas, « où tous les hommes jouissaient de la liberté

de religion, » leur avait-on dit, « où s'étaient retirés, pour la même raison, des exilés de Londres et d'autres lieux, » les Pays-Bas leur apparurent comme le port du salut, comme une nouvelle terre promise. Parmi les chefs qui dirigeaient, vers 1607, les sectaires Brownistes, nous distinguerons le pasteur John Robinson et William Brewster, qui avait rempli une mission diplomatique dans les Pays-Bas. Nath. Morton dans Hazard.

Partir, c'était dur : il fallait quitter pays natal, profession, amis, parents; mais c'était difficile aussi : ports et hâvres étaient fermés pour eux. Il leur fallait se dérober, s'échapper, faire leurs arrangements, leurs préparatifs en secret. Et, s'ils se confiaient à de malhonnêtes gens, ils tombaient dans un abîme de dangers et de hasards. Ce fut justement ce qui leur arriva plus d'une fois. Ainsi un nombre assez grand de ces volontaires de l'exil avaient loué pour eux seuls un navire qui devait les transporter en Hollande. Mais le capitaine (anglais, croyons-nous,) les trahit. Aussitôt qu'ils furent embarqués, une bande de douaniers et d'autres officiers se précipita dans le navire, força les passagers à l'évacuer, leur prit tout ce qu'ils possédaient, cherchant l'argent jusque sous les chemises des

Morton. Ibid.

N. Morton.

Morton. Bradford.

femmes et les conduisit en prison. Au bout d'un mois les magistrats firent remettre les prisonniers en liberté; on n'en garda que sept, des principaux, pour les assises. Cela se passait à Boston en 1607.

Morton. Bradford. Au printemps suivant (1608), la tentative fut renouvelée par une partie des emprisonnés délivrés et de nouveaux coréligionnaires résolus à la même désertion. Cette fois ils firent marché avec un capitaine hollandais qui devait les prendre à l'embouchure de l'Humber, entre Grimstone et Hull, sur une lande déserte. Les femmes et les enfants y furent envoyés, avec les effets, dans une petite barque; les hommes devaient les rejoindre par terre. Mais la barque se trouva au lieu du rendez-vous un jour avant que le navire ne parût. La mer était mauvaise, les femmes, malades; on mit l'embarcation à l'abri dans une petite crique où les passagères purent prendre terre à la basse mer. Le lendemain matin, quand le navire parut et que les hommes furent arrivés, les femmes ne purent bouger (sans doute à cause de la marée). Le capitaine voyant cela envoya un bateau prendre les hommes qui se promenaient sur le rivage. Ce premier convoi arrivait à bord, quand parut sur la dune une bande

de cavaliers et de gens de pied qui, armés et poussant de grands cris, venaient pour se saisir des fugitifs. Le Hollandais poussa un : Sacrament! fit lever l'ancre, lâcher de la toile et prit le large. « Mais c'était pitoyable de voir le triste cas des pauvres femmes dans cette détresse, criant et pleurant de tous côtés après leurs maris emportés et ne sachant ce qu'il adviendrait d'elles et de leurs petits! » Et que faire de tant de femmes et de leurs innocents enfants? Les emprisonner? pour avoir voulu suivre leurs maris et leurs pères? Les renvoyer chez elles ?— Elles n'avaient plus de chez elles. On les mena de place en place, de constable en constable. Enfin on les mit en liberté, et elles purent rejoindre leurs maris qui, de leur côté, n'avaient pas été exempts d'épreuves avant de descendre sur le sol hollandais. Une tempête de quatorze jours, qui les porta jusqu'en Suède, leur fut comme l'augure de la vie pleine de périls et de difficultés qu'ils avaient embrassée. Car leur arrivée à Amsterdam ne fut que le commencement de leurs souffrances et de leurs pérégrinations. « Mais ils reconnurent qu'ils étaient pèlerins, et ne tournèrent point les yeux sur ces misères; ils les tournaient plutôt vers le ciel, leur plus chère

Bradford.

N. Morton.

Bradford.

patrie, et cette vue calmait leurs esprits.» « La pauvreté tomba sur eux comme un homme
N. Morton. armé contre lequel il faut se boucler et combattre; mais ils étaient cuirassés de la foi et de la patience; ils remportèrent la victoire. »

Après un an de séjour à Amsterdam, ils s'établirent à Leyde, où, après bien des difficultés,
N. Morton. ils arrivèrent à une confortable condition, marchant ensemble dans le sentier de Dieu sous la direction de leur pasteur John Robinson et de l'assistant William Brewster. Aussi de différentes parties de l'Angleterre leur vint-il de nombreux frères, de sorte qu'ils formèrent bientôt une grande congrégation.

Leur vie cependant était difficultueuse et pénible, en Hollande; ils étaient astreints à des métiers qui leur étaient inconnus, sinon durs et exténuants; Brewster fut obligé de se faire im-
Bancroft. primeur; Bradford, qui n'avait jamais travaillé qu'aux champs, devint teinturier. Les enfants étaient obligés de négliger les écoles et de partager les occupations de leurs parents. Ils s'étiolaient dans des travaux que ne doit point connaître l'enfance, tandis que la mort décimait les anciens, tandis que les caractères faibles et vacillants reprenaient la route d'Angleterre;

tandis que les jeunes gens ou se jetaient dans le désordre, ou se faisaient marins et soldats, et s'éloignaient du foyer paternel et de la congrégation.

Tout cela leur était à grande tristesse. Ils avaient rêvé un grand rôle dans le drame de l'humanité; ils avaient cru qu'ils établiraient quelque part sur la terre le règne du Christ; c'était dans ce but qu'ils s'étaient exilés. Plus de dix ans s'étaient déjà écoulés, et ils n'avaient encore rien commencé; la désespérance même les atteignait; il était temps de prendre une nouvelle résolution qui leur fût comme une régénération. Ils songèrent à émigrer dans quelque partie inhabitée de l'Amérique. L'idée conçue et émise, il y eut de nombreuses objections, mais les réponses furent solides et péremptoires : l'émigration fut résolue. N. Morton.

Les Hollandais leur firent de belles offres et s'engagèrent à les conduire en Amérique. Mais, malgré l'exil, ils étaient restés Anglais. L'absence de la patrie la leur avait fait aimer davantage. S'ils pouvaient maintenant recouvrer la bienveillance, l'affection de cette mère chérie, en augmentant sa puissance, son territoire; et si, pour prix de leur résignation et de leurs efforts, Hutchinson.

on leur permettait le libre exercice de leur culte et la protection de l'Angleterre, ils seraient au comble de leurs désirs.

Pleins de ces sentiments, les séparatistes de Leyde envoyèrent en Angleterre John Carver et Robert Cushman (1617) solliciter auprès de la compagnie de Londres une patente qui leur donnât pouvoir de s'établir en Amérique. Sir Edwin Sandys voulait leur en délivrer une immédiatement. Mais ils voulaient en même temps obtenir du roi licence, sous le grand sceau, d'exercer librement leur culte. Jacques I[er] rendait sans doute, en lui-même, justice à la sincérité des pèlerins; il était d'ailleurs favorable à toute colonisation; mais, avec les conseils et la direction de son clergé rétrograde et peureux, il ne put promettre aux solliciteurs que de les tolérer, pourvu qu'ils fussent tranquilles. Cette réponse n'était point très-rassurante. Mais, dirent les plus résolus, qu'importe le grand sceau par lui-même? Si, plus tard, on a l'intention de nous persécuter, de nous inquiéter, manquerait-on de raisons pour annuler notre patente, quand même elle serait scellée d'un sceau aussi large que le plancher d'une chambre? — Non! Acceptons donc et confions-nous à la providence de Dieu.

En conséquence de cette détermination, au mois de décembre de la même année 1617, les pèlerins firent passer à la compagnie de Londres leur requête signée de la plus grande partie de la congrégation. Et, pour achever de conquérir la bonne volonté de cette société, Robinson et Brewster y ajoutèrent une lettre adressée à sir Edwin Sandys, qui montrait, dans les termes suivants, le caractère sérieux de leur émigration et la valeur personnelle des émigrants :

« Nous pensons, en vérité, qu'avec nous est le Seigneur, au service duquel nous nous sommes consacrés, et qu'il fera, par sa grâce, prospérer nos efforts, eu égard à la simplicité de nos cœurs. N. Morton, dans Hazard.

« Nous avons été bien sevrés du doux lait de la mère patrie et accoutumés aux difficultés d'une contrée étrangère, difficultés que nous avons en grande partie vaincues par notre patience.

« Nous sommes un peuple aussi laborieux et frugal qu'il y en ait au monde.

« Nous sommes unis ensemble, comme les membres d'un corps, par le lien le plus strict et le plus sacré, le *covenant* du Seigneur, dont la violation est pour nous affaire de conscience, et par la vertu duquel nous sommes tous étroite-

ment engagés au bien de chacun, et réciproquement chacun au bien de tous.

« Enfin, il n'en est pas de nous comme des autres hommes que des riens peuvent décourager, et de petits mécomptes jeter dans le désir de revoir la patrie. D'ailleurs, après notre émigration, nous n'aurons plus à compter sur notre retour en Angleterre ou en Hollande ; nos vies penchent déjà vers leur terme. »

Les discussions de la compagnie de Londres retardèrent quelque temps la délivrance de la patente. Elle vint enfin (1619); mais, octroyée au nom de John Wincob, qui n'émigra point, elle ne servit à rien.

Hutchinson.

Ce n'était pas tout : il fallait gagner l'Amérique; il fallait emporter les choses nécessaires à une installation. Les pèlerins étaient pauvres; ils n'avaient à leur disposition ni capitaux ni navires. Mais ils inspiraient confiance : quelques marchands de Londres, parmi lesquels nous mentionnerons Thomas Weston, qui reviendra plus loin, formèrent, pour cette entreprise, un capital social sous les clauses suivantes :

Hildreth.

Tout individu qui versait la somme de dix livres dans le fonds commun acquérait un droit égal à celui d'un émigrant vigoureux qui

Bancroft. Hildreth.

mettait dans l'entreprise ses services personnels;

La Société était constituée pour sept ans, au bout desquels tous les profits, terres et maisons seraient partagés entre tous les sociétaires (émigrants et bailleurs de fonds), en raison de la mise de chacun. Bancroft. Hildreth.

On pouvait alors s'occuper du départ. Un petit bâtiment de soixante tonneaux (the Speedwell, *le Rapide*), acheté en Hollande, devait servir au transport des passagers et rester en Amerique pour la pêche ou le service de la colonie. Un si petit bateau ne pouvait emmener toute la congrégation séparatiste de Leyde. Cette ville resta comme le quartier général des confrères, avec le vieux pasteur Robinson pour chef, tandis que Brewster s'embarqua avec l'élite de la congrégation. Un jeûne solennel précéda leur départ, et, dans ces heures d'abstinence, Robinson leur adressa comme adieu une allocution d'une magistrale importance. N. Morton. Hildreth.

Mais, pour en comprendre toute la portée, n'oublions pas que, dès ce moment, les passagers du *Speedwell* ne sont plus les infortunés dignes de pitié dont nous avons précédemment raconté les misères; ce sont des hommes religieux

et politiques dont l'entreprise sollicite la plus sérieuse attention, car cette entreprise n'est autre que la fondation d'une démocratie religieuse sur une terre vierge. Ils se transformèrent, pourrait-on dire, à cette heure imposante de leur changement de fortune. Ce jeûne, auquel ils s'astreignirent, n'était-ce pas la ligne de séparation, l'intervalle mis entre leur vie de servitude et leur vie de liberté? Ils mouraient à tout dans le vieux monde qu'ils désertaient, puisqu'ils cessaient d'y vivre et de s'y nourrir, pour renaître dans le nouveau qui, pour eux, commençait entre les parois de leur navire. — Et ces hommes, qu'on le sache bien aussi, ce ne sont pas des comédiens de sentiments et d'idées; ce sont de véritables apôtres, les confesseurs d'une foi nouvelle. Qu'ils soient ou non dans la vérité, ils sont sincères.

« Mes frères, leur dit Robinson, nous allons maintenant nous séparer les uns des autres, et, si je vivrai assez pour vous revoir sur la terre, le Seigneur seul le sait; mais que cela soit ou non, je vous adjure devant Dieu et ses anges bénis de ne pas me suivre plus que vous ne m'avez vu suivre le Seigneur Jésus-Christ. »

« Si Dieu vous révèle quelque chose par quel-

qu'autre sien instrument, soyez prêts à le recevoir, comme vous avez toujours reçu toute vérité par mon ministère; car je suis grandement persuadé, j'ai la confiance que le Seigneur a encore des vérités à faire sortir de sa sainte parole. Pour ma part, je ne puis suffisamment déplorer la condition des Eglises réformées qui ont atteint une limite qu'elles ne dépasseront plus. »

« Luther et Calvin furent de brillantes lumières dans leur temps; ils ne pénétrèrent cependant pas dans tous les desseins de Dieu. »

« Je vous en supplie, souvenez-vous de cet article de notre covenant : « Que vous devez être prêts à recevoir toute vérité qu'on vous fera connaître, qui sera écrite dans la parole de Dieu. »

Si les émigrants comprirent parfaitement cette humble allocution; c'est ce que nous ne savons. En tous cas, primés et absorbés, comme ils le furent par les Puritains, ils n'eussent pu donner force aux idées émancipatrices qu'elle contient. Grand malheur pour la Nouvelle-Angleterre et les États-Unis, croyons-nous; car, de Robinson aux Puritains, il y a la différence de la philosophie au cagotisme. Loin de vouloir , comme eux et les catholiques, arrêter la séve évangélique

et empêcher ainsi l'éclosion d'idées nouvelles, il semble, au contraire, la provoquer indéfiniment : « J'ai la confiance que le Seigneur a encore des vérités à faire sortir de sa sainte parole. » Et comme il a su comprendre la maxime : la lettre tue; mais l'esprit vivifie! Il ne suit pas même toujours le Christ : « ne me suivez pas plus que vous ne m'avez vu suivre le Seigneur Jésus-Christ. » Aussi ne veut-il pas de Brown pour patron; c'était un lâche apostat, il est vrai; mais c'était aussi un chrétien exclusif et, pour cette raison, il ne devait pas plus que Luther et Calvin donner son nom à la congrégation séparatiste de Leyde :

« Je dois aussi vous avertir, disait Robinson en terminant, d'abandonner, de secouer le nom de Brownistes : ce n'est qu'un sobriquet odieux au monde chrétien. »

« Quand le navire fut prêt à nous emporter, écrit Edouard Winslow, les frères, qui devaient rester à Leyde, ayant solennellement imploré de nouveau le Seigneur avec nous et pour nous, nous firent fête, dans la spacieuse habitation de notre pasteur, où nous nous rafraîchîmes, après les larmes, en chantant des psaumes en harmonie de cœurs comme de voix ; car il y avait dans

la congrégation des habiles en musique; et, en vérité, c'était la plus douce mélodie qui eût jamais été entendue. Ensuite ils nous accompagnèrent à Delft-Haven où nous nous embarquâmes. »

Un bon vent les porta en Angleterre, à Southampton, où devaient se faire les derniers préparatifs de l'émigration. Ils y trouvèrent le reste de leurs compagnons-émigrants arrivés de Londres sur le *May-Flower* (la Fleur de mai), navire de cent quatre-vingts, loué pour le voyage et contenant les trousseaux et les provisions. Quinze jours après (5 août 1620), ils mettaient à la voile pour l'Amérique. Mais ils étaient à peine en mer qu'il fut reconnu que le *Speedwell* (le Rapide — quel sarcasme!) ne pouvait marcher; il avait besoin de réparations. On s'arrêta huit jours à Darmouth pour les faire. L'ancre est levée de nouveau; les deux petits navires entrent dans l'Atlantique; mais le capitaine du *Speedwell*, un nommé Reynolds, et son équipage à gages répugnant beaucoup à ce voyage et à l'espèce d'exil qui les retiendrait, d'après les conventions, un an sur la côte américaine, déclarèrent que le navire était trop faible pour une si longue traversée. L'expédition vira de bord et entra à Plymouth. Le

N. Morton. Hildreth

Speedwell fut abandonné; les pèlerins firent entre eux un nouvel arrangement, une sorte de triage, et enfin, le 5 ou le 6 de septembre 1620, ils remirent à la voile, sur le seul *May-Flower*, réduits au faible nombre de cent en comptant les femmes et les enfants.

C. Mather. Grahame. Willard. Barber.

Les chefs de cette émigration étaient : Brewster, dont nous avons déja parlé, homme de cinquante-six ans, mais encore vigoureux d'esprit et de corps; John Carver, du même âge à peu près, qui avait sacrifié au succès de l'entreprise une assez belle fortune, et gagné la confiance des pèlerins par sa bonté et sa sagesse; William Bradford, studieux jeune homme de trente-trois ans, en même temps qu'esprit solide et hardi, qui possédait, outre l'anglais, le hollandais, le français, le latin, le grec, l'hébreu. A côté de ces principaux, se groupaient Allerton et Hopkins, Edouard Winslow, qui brillait par les qualités de ses vingt-six ans, l'activité et la résolution ; et Miles Standish, qui avait servi en Hollande contre les Espagnols.

V. Bradford. N. Morton. Robertson. Bancroft. Willard. Barber, etc.

Les pèlerins avaient choisi, pour emplacement de leur colonie, l'embouchure de l'Hudson; mais le capitaine de leur navire ayant été gagné par les Hollandais, qui avaient là un commencement de

colonie, les conduisit plus au nord, vers la côte inhospitalière du Massachusetts. Après un long et pénible voyage de soixante-trois jours, par des vents contraires et des tempêtes, la tristesse qui dut accompagner la mort d'un de leurs compagnons, et la joie causée par la naissance d'un garçon, ils arrivèrent, le 9 novembre 1620, en vue du cap Cod. Ils voulurent se diriger immédiatement vers le sud pour trouver l'Hudson; mais les brisants de la Malebarre (1) qu'ils rencontrèrent, la condescendance que l'on eut pour les femmes, qui désiraient débarquer au plus vite, firent qu'on doubla le cap Cod et que le *Mayflower* jeta l'ancre dans le port nommé aujourd'hui Provincetown.

Cependant, avant de débarquer, ils convinrent d'établir les bases de leur gouvernement. En conséquence, ils se formèrent, dans la cabine du *Mayflower*, en assemblée constituante et rédigèrent le contrat suivant :

« Au nom de Dieu, amen. Nous, soussignés, loyaux sujets de notre vénéré roi Jacques, ayant

(1) Sur les cartes d'aujourd'hui c'est *Cape Malabar*, mais sur les anciennes, c'est *Malebarre*, composé sans doute de *Male* et *Barre*, et donné par les navigateurs français à ce point dangereux.

entrepris, pour la gloire de Dieu, le développement de la foi chrétienne, l'honneur de notre roi et de notre patrie, d'établir la première colonie dans la partie nord de la Virginie, déclarons par ces présentes, solennellement et mutuellement, en présence de Dieu et l'un en présence de l'autre, que nous nous unissons et nous constituons en corps civil et politique, pour notre meilleur arrangement et conservation, et le progrès des fins sus-mentionnées; et, en vertu de ce contrat, arrêtons d'établir telles lois de justice et d'égalité (just and equal laws), ordonnances, actes, constitutions et magistrats, qu'il sera jugé convenable pour le bien général de la colonie, et auxquels nous promettons toute due soumission et obéissance. En foi de quoi, nous avons signé, au cap Cod, le 11 de novembre 1620. »

Cette déclaration porte, en effet, dans tous les originaux, les noms de tous les hommes, au nombre de quarante et un, qui composaient, avec leurs familles, les cent membres de la nouvelle colonie.

Le moyen âge, dit Bancroft, avait été familier avec les chartes et constitutions; mais les chartes de cette époque n'étaient que des contrats d'immunités, d'affranchissements partiels, des paten-

tes de noblesse, des concessions de priviléges municipaux, ou des limitations du pouvoir souverain en faveur des institutions féodales. Dans la cabine du *Mayflower*, l'humanité recouvra ses droits et institua le gouvernement sur la base « de lois d'égalité pour le bien général. »

C'était un pacte de société politique, dans lequel chaque contractant apportait son adhésion libre et volontaire, tel enfin qu'eussent pu le désirer les plus rigides logiciens. C'était la démocratie dans toute sa pureté, sans précédents dans les annales des sociétés humaines.

Cet acte rédigé et signé, John Carver fut, à l'unanimité, choisi gouverneur pour un an. N. Morton.

Il fallait alors s'occuper de l'installation; mais, pour cet œuvre important, la saison n'était guère favorable. L'hiver, qui n'arrive dans ces parages que vers la mi-décembre, surprit les émigrants au moment de leur débarquement. Contre-temps sur contre-temps les entravèrent et leur firent endurer toutes sortes de souffrances. Le *Mayflower* ne pouvait approcher assez près de la terre; il n'y avait pas assez d'eau, et leur chaloupe était en si mauvais état qu'elle ne pouvait tenir la mer : force leur était alors de agner le rivage en guéant. C'est ce que firent Warden.

Standish, Bradford et d'autres, en tout seize, qui voulaient explorer les environs (15 novembre). Quelques Indiens qui fuirent devant eux, quelques tombeaux, des champs où l'on avait fait récemment la récolte du maïs, l'emplacement d'une maison près duquel des tas de sable cachaient des paniers de blé indien dont ils rapportèrent quelques quenouilles à leurs amis, c'est tout ce qu'ils rencontrèrent dans cette première exploration.

Au bout de seize ou dix-sept longs jours, la chaloupe se trouva prête; on pouvait faire alors une plus active recherche d'une place d'installation; mais il ventait, neigeait et gelait si fort, la nuit et le jour, que cette seconde expédition n'eut pas plus de résultat que la première. Bancroft.

On était déjà entré en décembre, et l'on n'était pas plus avancé que le jour de l'arrivée. Le 6 de ce mois, enfin, Carver, Bradford, Winslow, Standish et d'autres mirent la chaloupe à la voile, avec l'intention de faire le tour de la baie du cap Cod. Le froid était si intense que l'eau de la mer, qui tombait sur leurs habits, gelait aussitôt et les rendait aussi durs que le fer. Ils n'en parvinrent pas moins, ce jour-là, sur la côte occidentale du havre de Wellfleet, et le jour suivant (7 décem- N. Morton. Bancroft.

bre), jusqu'auprès de Namskeket, ou Great Meadow Creek (Crique de la Grande-Prairie), où ils campèrent.

Le jour suivant (8 décembre), ils venaient de terminer leurs prières du matin, quand un grand cri et une volée de flèches leur annoncèrent une attaque d'Indiens. Quelques poursuites, quelques coups de feu qui, comme les flèches, ne blessèrent personne, mirent fin à l'affaire. Cet endroit fut appelé *la Première rencontre*. Ils se remirent en mer pour continuer leurs recherches; mais cette journée semblait vouée aux accidents. Une tempête furieuse assaillit la chaloupe, brisa le gouvernail et rompit le mât en trois. Une pluie battante trempa complétement leurs habits; et, le soir, quand ils descendirent à terre, ce fut avec grande peine qu'ils parvinrent à allumer du feu. La tempête les avait tellement fatigués et fait un tel dégât sur la chaloupe, que le jour suivant (9 décembre) fut employé au repos et aux réparations. Le 10 était le jour du sabbat des chrétiens; pour aucune raison, même celle de mort, présumons-nous, ils ne se fussent abstenus de le consacrer tout entier au Seigneur.

N. Morton. Bancroft. C. Mather.

Le lundi 11 décembre (vieux style), les pèlerins

V. N. Morton, Mourt, Bancroft, Willard, Tocqueville, etc. explorateurs entrèrent dans une baie nommée aujourd'hui baie de Plymouth, et descendirent sur ce rocher du même nom, si célèbre et si vénéré, chez le peuple des Etats-Unis, que plusieurs villes en conservent religieusement des fragments. Cet emplacement examiné parut aux pèlerins favorable pour leur installation. Le port sondé fut trouvé commode et poissonneux. La terre, propre au labour, était arrosée de ruisseaux courants. Que pouvaient-ils désirer de plus dans la nécessité où ils étaient? Ils arrêtèrent de s'établir en ce lieu, qui devint ainsi le berceau de la Nouvelle-Angleterre, et par conséquent de la liberté du Nouveau-Monde.

Quelques jours après (16 déc., v. s.), le *May-flower* était amarré dans le port de New-Plymouth (Nouvelle-Plymouth). Les émigrants avaient donné ce nom à leur colonie pour commémorer la généreuse hospitalité de la dernière ville où ils avaient séjourné avant leur départ d'Europe. (M. Morton. Bancroft.)

(C. Mather.) Les Indiens appelaient Patuxet cet emplacement de New-Plymouth, où le travail des constructions commença bientôt (le 25 décembre). (Mourt.) Car il fallait organiser cette colonie, lui donner la vie enfin. Et la mort moissonnait fréquem-

ment dans cette petite population de malades et d'affaiblis qu'on aurait pu croire sous l'influence d'une contagion pulmonique. Il en mourut six en décembre, huit en janvier, dix-sept en février, treize en mars,... quarante-quatre sur cent en cinq mois ! « Ils furent bien forcés de se rappeler, au milieu de ces maux, qu'ils n'étaient que *pèlerins.* » « Et cependant, reprend le même auteur, ces trépas étaient providentiels; car, sans cela, ils seraient tous morts de faim, » si restreints étaient leurs vivres. Ils se mirent pourtant à se bâtir des maisons; mais c'est à peine s'ils pouvaient travailler la moitié des semaines, empêchés comme ils étaient par les gelées, les neiges et les pluies.

Prince, C. Mather. Bancroft.

Le printemps arriva enfin (1621) et avec lui les brises chaudes du midi, « le chant des oiseaux » et toutes les joies de la terre. La mortalité cessa; il était temps; ils n'étaient plus que cinquante. La moitié avait péri dans ce premier hiver.

Bradford.

Les Indiens n'étaient pas nombreux dans les environs de New-Plymouth (Patuxet). Mais il n'en avait pas été toujours ainsi ; car le sol portait de tristes traces d'une population humaine, anéantie ou mise en fuite; des cabanes abandon-

V. N. Morton, Mourt. C. Mather, Hutchinson, Gookin, etc.

nées, à moitié détruites par l'inclémence des saisons, des vases de terre, des plateaux de bois, des paniers de toutes sortes, des arcs, divers instruments de fer, et des habits de drap indiquant des relations avec les Européens, puis de nombreux tombeaux renfermant des corps embaumés avec une poudre rouge aussi fine que de la farine (the red powder was a kind of emballment... as fine as any flour), des ossements, enfin des crânes, des squelettes en quantité privés de sépulture. Les pèlerins furent plus tard confirmés dans ce qu'ils avaient d'abord conjecturé, qu'une maladie pestilentielle avait causé ces ravages et l'abandon de la contrée par les non-atteints du terrible fléau. La Providence, disent Cotton Mather et Nathaniel Morton, avait ainsi préparé la place pour les pèlerins; la Providence, disent les mêmes auteurs, avait empêché qu'ils ne s'établissent sur l'Hudson, où ils auraient rencontré de nombreux ennemis indigènes; la Providence, dit Bancroft, les avait dirigés vers ces parages; la Providence, insinue Hutchinson, est la grande destructrice des Indiens. N'est-il pas surprenant de trouver au milieu de tout cela que la *Providence* ait permis que cinquante des cent pèlerins mourussent de la phthisie dans

les six premiers mois de leur installation? Mais Cotton Mather (nous avons déjà rapporté ce mot), répond qu'il fallait bien qu'il en mourût cinquante de cette affreuse maladie, ou que, sans cela, tous fussent morts de faim. — C'est, pensons-nous, la réduction à l'absurde du système providentiel en histoire par ses plus zélés partisans.

Il n'y avait cependant pas manque absolu d'indigènes autour de l'établissement des pèlerins. Ils en entrevoyaient dès qu'ils s'écartaient un peu; mais c'étaient de vrais sauvages qui fuyaient et disparaissaient dès qu'on semblait vouloir les approcher. En revanche, ils se glissaient, la nuit, jusque sur les travaux des pèlerins et volaient leurs outils. Ces menées furent considérées comme hostiles; et, par précaution, les colons s'organisèrent militairement sous le commandement de Miles Standish. De plus, pour cacher à leurs ennemis supposés la faiblesse effrayante à laquelle la mort les réduisait, ils avaient établi leur cimetière non loin du rocher sur lequel ils avaient pris terre, et les tombes étaient nivelées et ensemencées.

N. Morton.
Prince. Belknap.
Bancroft.
Holmes. Barber.

Les Anglais avaient raison de se tenir sur leurs gardes; mais les Indiens avaient des mo-

tifs à leur défiance, circonstance que les pèlerins ignoraient.

John Smith, le fondateur de la Virginie, que nous avons vu précédemment forcé de regagner l'Angleterre, par suite de graves blessures, s'était guéri, et avait fait un nouveau voyage aux côtes de l'Amérique du Nord (avril 1614). Mais ce fut dans les parages concédés à la compagnie de Plymouth qu'eut lieu cette expédition toute
Hubbard. commerciale, composée seulement de deux navires. Les matelots travaillèrent de l'hameçon et
N. Morton. de la ligne, tandis que Smith explora les côtes depuis la Penobscot jusqu'au cap Cod, et en pré-
Purchas. para une carte. Puis, quand le chargement de son bord fut complet, Smith reprit la route de
Bancroft. l'Europe, laissant derrière lui l'autre navire,
Barber, etc. dont le maître était un nommé Hunt. Ce Hunt enleva une vingtaine d'Indiens de Patuxet et des environs, et alla les vendre à Malaga. De là la haine que les Indiens de cette contrée portaient aux Anglais.

Mais les moines de Malaga rachetèrent quelques-uns de ces malheureux, entre autres, un nommé Sisquantam ou Tisquantum, qui put alors
Aut. cit. venir à Londres et de là regagner l'Amérique (1619) avec les nombreux pêcheurs des côtes de

la Nouvelle-Angleterre, comme Smith avait nommé la région du cap Cod.

Or, le 16 mars 1621, un indigène nommé Samoset, qui avait appris un peu d'anglais des pêcheurs de la côte, entra hardiment dans la ville et, passant au Rendez-vous : « Bienvenus, les Anglais (welcome, Englishmen)! » s'écria-t-il. Il appartenait à la tribu des Wampanoags. Bien accueilli par les pèlerins, il leur donna, au nom de sa nation, le sol qu'ils occupaient, leur apprit que, quatre ans auparavant, une peste avait détruit la tribu des Patuxet, puis se retira pour revenir bientôt avec Tisquantum et plusieurs autres Indiens. Ils annoncèrent l'arrivée de Massassoit, le grand sachem des Pokanokets, qui apparut, en effet, sur une hauteur en face de l'établissement des pèlerins, entouré de ses femmes, de ses enfants, et d'hommes armés, un cortége d'environ soixante personnes. Le chef indien fut reçu, autant que cela se put, avec toutes les cérémonies usitées en Europe, dans les visites ou entrevues semblables, c'est-à-dire qu'il y eut des décharges de mousqueterie, des salves de tambours et de trompettes, toutes choses qui surprirent et réjouirent les indigènes. Suivit un traité d'amitié entre Massassoit et les

N. Morton. Bancroft. Mourt. Morton.

pèlerins. Par cet acte, on promit, de part et d'autre, de s'abstenir de toute hostilité, de se livrer mutuellement les ennemis, de se prêter assistance en cas d'attaque injuste, et de se rendre les choses prises ou enlevées.

Massassoit avait fait cette démarche près des pèlerins, parce qu'il voulait s'assurer une alliance
Mourt. contre les puissants Narragansetts, ses ennemis, et parce que sa tribu, habituée à l'usage de quelques productions anglaises, désirait établir
Bancroft. un trafic avec les nouveaux arrivés. Pour les pèlerins, ces relations d'amitié avec les indigènes étaient une bonne fortune; elles leur promettaient la paix, la sécurité et un commerce lucratif. Tisquantum, d'ailleurs, ne se retira point avec
Morton. le cortége de Massassoit; il resta à Plymouth, servant aux colons de pilote, d'interprète, leur enseignant où il fallait pêcher, comment on plantait le maïs. Et, quoique la saison fût déjà avancée, ils en plantèrent en effet, sous sa direction, en même temps qu'ils semèrent un peu de mauvais blé anglais.

Au milieu de ces présages de prospérité, le gouverneur Carver mourut (avril 1621), et sa femme, le cœur blessé, le suivit dans la mort six

semaines après. William Bradford fut choisi pour successeur de Carver.

Au mois de juillet (1621), une ambassade, si l'on peut donner ce nom pompeux à deux envoyés qui traversent à pied un pays de forêts et ont à peine de quoi manger, fut envoyée à la résidence de Massassoit. C'était une sorte de retour poli à la visite du sachem indien. D'ailleurs les pèlerins voulaient prendre connaissance du pays et de la force de leur allié, lui porter des présents, confirmer le traité d'amitié, se procurer du grain pour les semailles prochaines et s'entendre pour le commerce des fourrures. Bradford avait nommé pour remplir cette mission Edouard Winslow et Stephen Hopkins; Tisquantum leur servait de guide. Ils traversèrent de beaux champs de labour et de magnifiques pâturages; mais il n'y avait ni moisson jaunissante, ni bétail, ni habitants; la peste avait fait de ce pays un désert où par places se rencontraient les squelettes blanchis des victimes. Au bout de quarante milles environ, ils se trouvèrent à la résidence de Massassoit, à Pokanokik ou Pokanoket (Bristol). Le sachem fit bonne réception aux ambassadeurs qui, ayant exposé leur message, lui mirent sur les épaules un manteau rouge et lui passèrent une chaîne au

Morton. Mourt. Barber. Purchas.

con. Massassoit était tout fier de se voir si magnifiquement attifé. Il assemble son conseil : « Suis-je, dit-il, le chef de cette contrée? Cette ville n'est-elle pas la mienne? Ne m'apportera-t-on pas les fourrures, si je les demande? » A ces diverses questions il fut répondu affirmativement, et le commerce que les Anglais désiraient établir, établi.

Les pèlerins avaient remporté là une belle victoire, qui ne pouvait manquer d'avoir des suites. Neuf autres sachems, dépendants de Massassoit, se reconnurent sujets du roi Jacques (septembre 1621). D'autres chefs de tribus envoyèrent des messages d'amitié. Celui des Narragansetts lui-même, Canonicus, qui commandait à plusieurs milliers de guerriers, voulut traiter de la paix avec les pèlerins; mais l'alliance de ceux-ci avec Massassoit, dut rompre, dès le début, cette négociation; car, très-peu de temps après, un envoyé des Narragansetts apporta dans la colonie un paquet de flèches enveloppé dans une peau de serpent à sonnettes. C'est une menace et un défi, dit Tisquantum. Cela tombait bien mal pour les pèlerins : on était au commencement de l'hiver; leur récolte avait été à peu près nulle; Robert Cushman venait d'arriver, sans provi-

Morton.

Winslow.

sions, avec trente-cinq nouveaux émigrants (9 novembre 1621), ce qui réduisait tout le monde à la demi-ration.

Malgré ces gênantes conjonctures, on ne pouvait rester sous le coup des menaces des Narragansetts. Il fallait tout au moins faire bonne contenance, répondre à défi par défi. C'est ce que fit Bradford : « Si vous préférez la guerre à la paix, leur envoya-t-il dire, commencez-la quand vous voudrez, vous ne nous prendrez pas au dépourvu. » Puis un autre messager leur reporta la peau du serpent à sonnettes pleine de balles; mais les Indiens ne voulurent point la recevoir. Morton.

Les pèlerins ne s'en tinrent point à ces vaines fanfaronnades; ils se fortifièrent, s'entourèrent de palissades, firent bonne garde de nuit et de jour. Il fallait leur courage, leur ténacité, pour supporter toutes ces fatigues au milieu des privations auxquelles les obligeaient leurs minces provisions. Vers la fin de mars (1622) ils étaient même arrivés à n'avoir plus rien. Ce furent alors les quelques rares navires passant le long de la côte qui leur fournirent de temps à autre quelques misérables vivres à des prix exorbitants. Mais il y avait des intervalles terribles : « J'ai vu V. Morton. Bancroft, etc.

des hommes chanceler, dit Winslow, par suite du manque de nourriture. » Et cette effrayante situation se poursuivit jusque dans la troisième année de leur installation, la récolte de 1622 n'ayant produit, comme la précédente, que peu de chose. La tradition rapporte qu'il fut un temps où les pèlerins-colons en étaient réduits à une pinte de froment (un peu plus d'un demi-litre) qui, partagée entre tous, donnait à chacun cinq grains; qu'ils en vinrent même à n'avoir plus du tout de blé l'espace de trois à quatre mois. Quelques-uns de leurs anciens amis arrivaient-ils les rejoindre, un homard ou un morceau d'autre poisson, sans pain, avec un Bradford. verre de belle eau claire, c'était là tout ce que pouvait offrir l'hospitalité de la colonie tout entière (1623).

Aux maux de cette disette s'en joignit un plus grand, le dessein pris par les indigènes de massacrer les Anglais. C'en était certainement fait des pèlerins et de leur établissement, s'ils n'avaient été avertis de ce complot avant qu'il éclatât. Voici comment ils arrivèrent à cette découverte et comment ils sortirent de cet embarras :

On apprit à Plymouth que Massassoit était

malade. Accompagné d'un Indien et d'un « master John Hampden, » qu'on croit être le célèbre Anglais de ce nom, visitant alors la colonie, Winslow se rendit à Pokanoket. Il y trouva les Indiens pratiquant leurs inutiles incantations sur le chef malade et faisant un bruit infernal autour de lui (a hellish noise). « Es-tu Winsnow? dit Massassoit prévenu de la visite qui lui arrivait; es-tu Winsnow? (1) — Oui. — Ah! Winsnow, je ne te verrai plus. » Winslow lui fit avaler quelques conserves qu'il avait apportées, lui racla la langue, lui nettoya la bouche, lui manipula un bouillon, le fit boire, et, bref, le rappela à la santé. Ce fut en récompense de ce service que Massassoit lui découvrit la conspiration ourdie contre les Anglais. Belknap. Winslow.

Mais la cause de cette conspiration tient à des circonstances qui, naturellement, trouvent ici leur place.

Les pèlerins n'étaient pas la seule congrégation anglaise habitant la contrée. A vingt-cinq milles environ N. O. de New-Plymouth s'était

(1) *Winsnow* pour *Winslow;* les indigènes de cette tribu ne pouvaient prononcor l'*l*. *Winslow Good News from N. Engl.* En cela ils ressemblaient à la plus grande partie des Iroquois, parmi lesquels les Onéidas seuls avaient cette liquide.

Morton. installée une colonie rivale. Thomas Weston, qui avait fortement appuyé, dans la compagnie de Londres, le dessein des pèlerins de s'établir en Amérique, voulut partager les bénéfices qu'ils pouvaient faire par le commerce des pelleteries. Bancroft. C'est pourquoi il demanda, et obtint aisément, une concession dans la baie des Massachusetts. Il y envoya une soixantaine d'hommes qui s'établirent sur un endroit de la baie nommé par les Morton. indigènes Wesagusquaset ou Wessagussett, et qu'eux appelèrent Weimouth (juillet 1622). C'était un bon emplacement pour se mettre en relation avec les Indiens qui fournissaient des pelleteries aux pèlerins; mais les hommes envoyés par Thomas Weston étaient de cette déplorable catégorie d'aventuriers que nous avons vus à la fondation de la Virginie. Ils consommèrent leurs provisions au milieu du désordre et de la paresse; et, quand ils furent atteints par la disette, Morton. Grahame. ils volèrent les indigènes, ils se firent leurs domestiques, ils les violentèrent, ils les amenèrent à comploter l'extermination de tous les Anglais établis autour d'eux. Ce fut ce complot que Massassoit dévoila à Winslow, et contre lequel les pèlerins crurent devoir se prémunir, effrayés surtout qu'ils étaient par les massacres de la Vir-

ginie, dont le récit était arrivé jusqu'à eux. (Voy. notre livre III, ch. x.)

Le chef militaire de la colonie, Miles Standish, prit, en conséquence, huit hommes avec lui et alla débarquer à Wessagusset. Il trouva le petit établissement de Weston entouré d'Indiens qui ne cachaient pas leurs idées de destruction; aussi Standish ne vit-il rien de mieux à faire que de les attaquer. Six indigènes furent tués dans ce conflit et les autres mis en fuite. Les colons de Thomas Weston délivrés prirent la route d'Europe, et New-Plymouth fut d'un seul coup débarrassé de leur concurrence et des complots des indigènes, que cette attaque rendit moins audacieux et plus circonspects. Winslow Morton.

Nous ne voulons point reprendre la thèse soutenue ailleurs (liv. III), au sujet des exécutions ou massacres d'indigènes; nous ferons seulement remarquer que le vieux pasteur Robinsen, resté à Leyde et considéré comme la tête de la congrégation séparatiste, n'approuvait point l'attaque de Standish, dont il censurait le bouillant naturel (*warm temper*). Le docteur Belknap (american Biography) comprend aussi que Standish n'est pas à l'abri de toute accusation, car il cher- John Davis.

che, tant bien que mal, à lui faire une ombre d'apologie.

Plus heureux que les pèlerins, les colons de Thomas Weston avaient trouvé des compatriotes pour les recevoir, des toits pour les abriter, quand ils étaient arrivés en Amérique. New-Plymouth ne leur avait point refusé l'hospitalité, bien au contraire. Ils n'eurent à souffrir aucun des maux dont furent assaillis les pèlerins; l'établissement de Weimouth (Wessagusset) fut cependant abandonné l'année même de sa fondation, tandis que les pèlerins, réduits de moitié par les maladies, exténués par une famine de trois ans, restaient pleins de courage et plus fermes que jamais dans leur résolution. Les stimulants de la cupidité ne sont encore rien en comparaison d'une idée pour la fondation de semblables établissements.

Les pèlerins voulurent cependant se mettre à l'abri des besoins de vivres en changeant quelque peu leur organisation première.

Eb. Hazard. Avant de s'embarquer pour l'Amérique, nous avons vu qu'ils s'étaient engagés dans une communauté d'intérêts avec les particuliers qui leur fournissaient les moyens d'installation.

La société s'était constituée pour sept années,

à la fin desquelles maisons, terres, marchandises, seraient partagées entre tous les ayants droit, proportionnellement au nombre d'actions de chacun.

Une action valait dix livres (250 fr.), et tout émigrant ou émigrante de seize ans au moins valait une action. Celui qui apportait dans la société, outre sa personne, des provisions ou de l'argent, pour une valeur de dix livres, était coté pour deux actions. Les enfants entre dix et seize ans avaient droit à une demi-action.

Pendant les sept années de cette association, les émigrants étaient tenus de s'employer, les uns à la pêche, les autres à la culture des terres et à l'édification des maisons; tous devaient se nourrir et s'entretenir sur le capital commun.

C'était cette dernière clause qui avait causé en grande partie cette longue famine de trois ans. Quelque chrétiens que soient les hommes, dès qu'ils compteront sur un magasin général pour leur subsistance, ils travailleront fort peu. Ils ne s'inquiéteront pas si c'est à eux de le remplir; il doit fournir quand ils ont besoin, c'est tout ce qui leur importe.

Et cependant les pèlerins ne pouvaient changer cette mauvaise organisation; ils étaient liés

par leur acte de société. Ils sentaient bien ce qu'il y avait de pernicieux dans cet arrangement. John Davis. Ils ne s'étaient point établis en communauté de biens par imitation des premiers chrétiens, comme le disent certains auteurs, et en particulier Robertson. Ils avaient subi cette constitution, au contraire, bien plus qu'ils ne l'avaient cherchée. Et après une expérience de trois ans si fatale à leur petit nombre, si contraire à toute prospérité, ils songeaient à opérer un changement, autant du moins que le permettrait l'acte de société.

Une circonstance d'ailleurs les autorisait à se préoccuper plus d'eux-mêmes et moins des marchands anglais, leurs associés. Ceux-ci, depuis Morton. longtemps, n'avaient envoyé aucun secours à New-Plymouth. Les pèlerins décidèrent alors (1623), pour empêcher le retour des maux qu'ils avaient soufferts, que chaque famille planterait son blé. Des terrains furent en conséquence mis à la disposition de tous, quoique sans droits d'héritage, et l'ensemencement se fit en avril et en mai. Seulement l'été fut si sec et si chaud que la récolte sembla devoir encore une fois Winslow. manquer. Les pèlerins (ce trait raconté par eux les peint tout entiers) se mirent en prières et y

restèrent huit ou neuf heures, demandant de la pluie au Seigneur. Le ciel n'avait pas eu un nuage de toute la journée; le soir, cependant, sans vent ni tonnerre, l'atmosphère se chargea et une pluie, qui dura quatorze jours, commença doucement à détremper le sol. « Je vois maintenant, dit un Indien, ami des pèlerins, que votre Dieu est un bon Dieu, qui pleut tout à fait tranquillement, sans orage ni tempête; certainement c'est un bon Dieu que votre Dieu! »

Grâce à ce changement de temps la récolte fut belle, abondante, et la mesure de l'appropria- Morton. tion des terres considérée comme avantageuse. Aussi lui donna-t-on plus de consistance et d'extension au printemps suivant (1624); car, « à la requête de la population, le gouverneur assigna à chacune de toutes les personnes de la colonie Braddfor. une acre de terre, aussi près de la ville que possible. » Mais, pour ne point contrevenir à l'acte d'association, cette propriété était assurée seulement jusqu'à l'expiration des sept années que devait durer la société. Cette nouvelle distribution de terrains coïncidant avec l'arrivée d'un taureau et de trois génisses, les espérances se Morton. développèrent et stimulèrent l'activité. La culture des grains fit de rapides progrès, mit les

colons à l'abri de la disette et leur devint même un objet de commerce avec les naturels. Ceux-ci, qui préféraient la chasse au labourage, échangeaient les pelleteries contre du blé, et les pèlerins trafiquaient avec les Européens au moyen des pelleteries. Mais ils rencontrèrent la cupidité des marchands anglais, leurs associés. Ceux-ci s'étaient vite aperçus qu'ils avaient fait, commercialement parlant, une très-mauvaise affaire. La colonie avait besoin de tout et ne pouvait à peu près rien rendre. C'était l'esprit religieux qui florissait à Plymouth, très-peu l'esprit de trafic. Les sociétaires de Londres, qui avaient déjà dépensé sept mille livres, et n'avaient vu que de misérables retours, qui, pour cette raison, boudaient la colonie, s'étaient querellés et divisés entre eux, voulurent essayer de dominer à Plymouth. Ils refusèrent d'y transporter Robinson et le reste de l'Eglise séparatiste de Leyde; mais, en revanche, ils y envoyèrent un ministre conformiste, avec ordre, secrètement donné sans doute, de convertir les colons à la religion anglicane, et surtout au culte des intérêts des sociétaires. Mais les intrigues du ministre John Lyford furent vite dévoilées, et son bannissement tôt prononcé. « C'est ainsi que Dieu, dit Natha-

niel Morton, prit les méchants dans leur propre piége et accomplit la liberté de son Israël. » Car la société désorganisée abandonna la direction de la colonie, qui fut alors obligée de marcher « sur ses propres jambes. » Et elle le pouvait, grâce à son commerce de grains avec les Indiens, aux fourrures qu'elle en retirait, et à la pêche que l'on faisait le long des côtes (1625). N. Morton.

Il devenait alors urgent de s'affranchir des bailleurs de fonds. A cet effet Winslow passa en Angleterre et acheta pour lui et huit autres colons les droits de leurs co-sociétaires de Londres moyennant la somme de dix-huit cents livres, payables par termes de deux cents. Puis la colonie racheta ces droits à Winslow et ses co-acheteurs, en leur abandonnant le monopole du commerce pour six ans (1626). Winslow et les huit, qu'on surnomma les entrepreneurs (*undertakers*), ayant aussi pris à leur compte toutes les dettes de la colonie en Angleterre, qui se montaient à plus de six cents livres, la colonie se possédait enfin. Elle pouvait s'aménager et faire des distributions de terres comme elle l'entendrait. Ainsi fut-il fait. Au commencement de 1627, on donna à chacun vingt acres, cinq en largeur, le long de l'eau, par quatre en longueur; et, au mois de Bradford. Prince.

mai de la même année, on distribua aussi la moitié du bétail. Mais comme le nombre des animaux à donner était très-restreint, douze vaches ou génisses, et vingt-quatre chèvres, on en fit douze lots (une vache et deux chèvres par lot) que l'on distribua à la population divisée en douze compagnies. Chaque compagnie était de treize personnes, ce qui fait voir qu'à cette époque New-Plymouth comptait cent cinquante-six colons.

Par ces mesures et arrangements, les pèlerins se trouvèrent transformés en cultivateurs-propriétaires libres, les plus libres de toute la terre, peut-être; car, à New-Plymouth, chaque membre de l'Eglise faisait partie du gouvernement, et tous, d'après la cause même de leur émigration, étaient membres de l'Eglise. Leur colonie ne dépendait de personne. Il y avait eu une crainte d'abord (1623); un nommé John Pierce avait obtenu du grand conseil, établi en 1620 pour la colonisation de la Nouvelle Angleterre, une patente par laquelle il se prétendait lord-propriétaire du territoire de New-Plymouth. « Mais le lord d'en haut, dit Nathaniel Marton (l'auteur du *New-England's Memorial*), qui ne perd pas une occasion de montrer l'in-

tervention de Dieu dans la fondation de la Nouvelle-Angleterre, mais le lord d'en haut traversa merveilleusement ses desseins. » C'est-à-dire, qu'après divers malheurs et naufrages, John Pierce fut obligé de vendre sa patente pour la somme de cinq cents livres.

Seulement cette patente n'était point une charte émanant d'une autorité souveraine et qui donnât, d'après le droit public européen, pouvoir aux pèlerins d'exercer sur eux-mêmes une juridiction séparée. Ils firent bien tous leurs efforts auprès du gouvernement anglais pour en obtenir une, et se soumettre ainsi à la règle établie; ils ne réussirent point. Mais, après tout, que leur importait que ce droit de juridiction leur fût reconnu, s'ils n'avaient que rarement l'occasion de l'exercer, et si, quand ils l'exerçaient d'un commun accord, aucune puissance étrangère ne s'en mêlait? Les crimes, les délits, les contestations devaient être en bien petit nombre dans une société de frères qui ne songeaient qu'à cultiver leurs terres, s'aimer, s'aider les uns les autres et adorer l'Être suprême, source de tout bonheur et de tout amour. Les pèlerins virent et prirent leur position en philosophes chrétiens. Ils travaillèrent à écarter les maux qui les assail-

laient, afin de jouir autant que possible des félicités que leur enfantaient des mœurs simples et sévères. Il n'est point besoin de chartes royales pour cela. Et si, plus tard, leurs établissements agrandis, leur population multipliée, venaient à constituer un véritable peuple, il faudrait bien alors qu'on les comptât pour quelque chose, qu'on leur accordât (si on ne la leur imposait point) une charte comme ils la demandaient, ou qu'on les reconnût pour une nation indépendante. En attendant cet avenir, quand ils eurent besoin de terrains, ils s'adressèrent au grand conseil de Plymouth, qui leur en accorda toujours suivant leurs désirs.

Mais les progrès de la population étaient bien lents : dix ans après le premier débarquement au cap Cod, la colonie ne comptait encore que trois cents habitants. Les pèlerins avaient cependant à cette époque (1630) jeté de profondes racines, et leurs établissements auraient duré et fini, avec le temps, par coloniser toute la Nouvelle-Angleterre, quand même aucune émigration ne serait venue les aider dans ce grand travail. A peine sont-ils installés que leurs entreprises cherchent à s'étendre dans toutes les directions. Nous les avons vus s'allier avec les

Bancroft.

indigènes et leur imposer leur suprématie; maintes et maintes fois ils voyagèrent dans Massachusetts-Bay et même en dehors de cette baie, pour commercer avec les tribus indiennes ou reconnaître les régions qui les entouraient. Dès 1627 ils étaient en relations avec les Hollandais fondateurs de New-York. On ne sait si ce furent les pèlerins ou les Hollandais qui découvrirent la belle rivière du Connecticut; mais, en 1632, Winslow décidait qu'il fallait, sur ses bords, élever un comptoir (Windsor). Sur la Kennebec ils s'étaient aussi acquis un bon emplacement pour commercer avec les Indiens; mais les Français s'en emparèrent en 1635.

V. Coll. hist. du Mass.

Trumbull. Barber.

Hutchinson.

Si nous ajoutons, à ces petits faits historiques,— que leurs amis de Hollande ou d'Angleterre n'avaient pu les rejoindre que de loin en loin et par petites compagnies; qu'en 1625 leur vénérable pasteur Robinson était mort, mais que sa femme et ses enfants avaient été transportés à New-Plymouth; que le gouvernement de cette colonie se composait d'un gouverneur choisi, pour un an, par tous les citoyens; que ce gouverneur était soumis à la volonté générale; qu'il n'avait d'abord pour conseil restrictif qu'un assistant (1620-24), puis cinq (1624), puis sept

V. Tous les aut cit.

(1633) ; que, pendant plus de dix-huit ans, tous les citoyens constituèrent la législature; que le système représentatif fut introduit lorsque la colonie se fut étendue sur un plus large territoire (1639) ; que le peuple était souvent assemblé pour des mesures à prendre ou des jugements à rendre ; que la loi pénale avait fait beaucoup d'emprunts au code judaïque; que la population, enfin, s'occupait de défrichements et de culture, de la pêche, de la salaison et de l'exportation ;—nous aurons fait l'histoire des pèlerins.

Ce n'est point l'histoire des conquêtes d'une armée belliqueuse, le récit épique des hauts faits de capitaines fameux, couronnés après la lutte des lauriers de la victoire. Il n'y a ici ni villes fortifiées suivant toutes les règles de l'art, assiégées, bombardées, emportées d'assaut par des légionnaires couverts de sang; ni marches, ni retraites savantes au milieu de l'incendie, de la mort et des ruines ; ni de ces gigantesques batailles où cinquante, cent mille hommes s'égorgent ou se mitraillent pour l'ambition, la vaine gloriole d'un héros. Non! c'est simplement l'histoire d'une centaine de misérables qui conquièrent sur l'hiver, la neige et le désert, un ro-

cher où ils construisent quelques cabanes au milieu des désolations de la phthisie et des tortures de la famine. Mais ce rocher, si difficile à atteindre, c'est le roc immuable de l'indépendance; ces insuffisantes demeures, ce sont les asiles de la liberté de conscience; ces quelques misérables, c'est l'avant-garde de la grande armée démocratique qui peuple maintenant cet immense territoire nommé les Etats-Unis. Si la gloire ne consiste qu'à tuer sur un champ de bataille des milliers de créatures humaines, ravager des moissons, mettre à sac de riches cités pour établir, sur les pays ainsi conquis, le despotisme du vainqueur, la gloire des pèlerins est petite, ou plutôt n'est rien. Mais si on trouve, avec plus de justice et de raison, que planter quelques cabanes sur une côte inhabitée, affirmer pour les peuples, comme pour les individus, le droit de se posséder, constituer un commencement de nation sur la base solide de l'égalité, qu'enseigner ainsi aux populations opprimées la route du bien-être et de la liberté commande le respect, la reconnaissance, les souvenirs enthousiastes de la postérité la plus reculée, oh! alors, la gloire des pèlerins est grande! C'est une gloire, en effet, qui prime au-

tant celle des conquérants dévastateurs que la création l'emporte sur la destruction.

Car leur exemple fut suivi, comme nous allons le voir : « Leur faible commencement produisit Bradford. de grandes choses, de même un flambeau peut en allumer mille autres, » et produire ainsi peu à peu une immense et surprenante clarté.

CHAPITRE III.

Fondation du New-Hampshire.

(1620-1635.)

Le mois même de l'arrivée des pèlerins en Amérique (novembre 1620), Jacques Ier, cédant aux sollicitations de ses favoris et courtisans, renouvela la compagnie de Plymouth, qui n'avait réussi à rien depuis sa formation et s'en allait s'éteignant dans cette impuissance. Le roi émit une nouvelle charte en faveur du duc de Lenox, des marquis de Buckingham et d'Hamilton, des comtes d'Arundel et de Warwick, de sir Ferdinand Gorges et de trente-quatre autres associés, sous le titre de grand conseil de Plymouth, pour planter et gouverner la Nouvelle-Angleterre. Cette charte, d'où sont sorties toutes celles qui ont servi à la colonisation de cette région, accordait aux titulaires le territoire compris entre le 40 et le 48e degré de latitude nord et de la mer à la mer, une superficie qui pourrait porter, sur

V. Eb. Hazard.

Trumbull.

Bancroft. son million et demi de milles carrés, deux cents millions d'habitants. Dans la charte de 1606, cette zone s'était appelée Virginie du Nord; dans celle de 1620, on l'appelait Nouvelle-Angleterre, en adoptant le nom donné par John Smith et le Smith. prince de Galles.

La corporation avait, d'après cette charte, le droit de régler, de gouverner et de légiférer; d'aliéner et de vendre terres et domaines; de choisir un président; de changer gouverneurs, officiers et ministres; de mettre en vigueur la Eb. Hazard. loi martiale dans les cas de rébellion; de punir et de pardonner; de transporter les personnes et les choses nécessaires à la colonisation, libres de taxes pendant sept ans. Elle ne devait, en retour, que le quint du roi sur l'or et l'argent des mines que l'on découvrirait.

Mais cette patente ne concédait pas seulement aux quarante favorisés la terre de cet immense territoire, elle leur donnait en outre la propriété des îles, des rivières, des ports et des pêcheries; c'est-à-dire que, depuis Terre-Neuve jusqu'à la Bancroft. latitude de Philadelphie, la mer, le long des côtes, était fermée aux navires non autorisés par la corporation. Pas un poisson ne pouvait y être pêché, pas une fourrure ne pouvait être achetée

dans l'intérieur des terres sans sa permission.

Cette patente, qui ne sauvegardait aucun droit aux émigrants, qui ne favorisait que la cupidité des propriétaires, qui consacrait les priviléges les plus exorbitants, le monopole le plus audacieux et le moins déguisé, cette patente donna lieu, comme on peut bien l'imaginer, à toutes sortes d'abus et de protestations.

D'abord les patentés prétendirent taxer les pêcheurs qui jetaient leurs filets le long des côtes du territoire concédé. Ceux-ci refusant de payer, les concessionnaires voulurent les forcer. Il y eut des réclamations dans le parlement : « Comment, disait Edwin Sandys, vous prétendez interdire aux pêcheurs anglais les droits dont jouissent les Hollandais et les Français ! » — « Les pêcheurs empêchent la colonisation, répliquait Calvert. D'ailleurs *l'Amérique n'est pas annexée à la Grande-Bretagne*, et n'est point, par conséquent, dans la juridiction du parlement. » — « *Mais*, répondait un autre membre, *nous pouvons faire des lois pour la Virginie.* » N. Morton. Bancroft.

Le roi, dans cette dispute, se trouvait naturellement du côté des patentés, puisque la patente émanait de son autorité. Situation singulière ! et paroles remarquables que celles rapportées plus

haut! « *L'Amérique n'est pas annexée au royaume.* » — « *Mais nous pouvons faire des lois pour la Virginie.* » C'est le conteste même, cause de la guerre de l'indépendance. Seulement le pouvoir royal, qui ne reconnaît point en 1622 le droit au parlement de faire des lois pour la Virginie, demandera au parlement, cent quarante ans plus tard, de faire des lois contre les colonies anglaises d'Amérique. La non-annexation ne sera plus soutenue que par les colons.

Protégés par le roi, les monopoleurs voulurent défendre ce qu'ils appelaient leurs droits.
N. Morton. Ils envoyèrent aux côtes de la Nouvelle-Angleterre, sur un seul navire, un nommé Francis West avec une commission d'amiral (juin 1623). Il avait mission de repousser les audacieux qui pêchaient dans les eaux américaines du 40 au 48e degré de latitude, un espace de deux cents lieues en ligne droite, qui se triplait, décuplait peut-être, à cause des sinuosités, des anfractuosités de la côte, à cause des caps, des baies, des îles, etc. C'était une dérision. Il eût fallu flottes sur escadres, croiseurs sur croiseurs pour donner force à cette folle idée; encore est-il très-probable qu'il y eût eu possibilité de tromper la vigilance des sentinelles.

Pour compléter ce système prohibitif, il fallait aussi soumettre à la taxe les trafiquants en pelleteries. Le fils de Ferdinand Gorges fut envoyé, pour cet objet, sur Massachusetts-Bay avec le titre de lieutenant-général de la Nouvelle-Angleterre. Il était accompagné de quelques familles qui comptaient s'établir à Weymouth (Wessagusset), et d'un ecclésiastique, William Morrell, qui devait prendre la surintendance des Églises de la Nouvelle-Angleterre. Mais tous ces grands projets tournèrent à rien. Gorges eut querelle avec Weston, le fondateur de Weymouth, et se retira, laissant derrière lui Morrell, qui ne trouva rien de mieux à faire, durant son année de séjour en Amérique, que d'écrire en vers la description de la contrée. Ils étaient venus, dit Bancroft, planter la hiérarchie et un gouvernement général; ils ne produisirent qu'une querelle inutile et un mauvais poëme.

V. Coll. hist. du Mass. N. Morton. Bancroft, etc.

Le parlement mit fin à ces enfantillages en adoptant (mars 1624) un bill qui rendait la pêche libre; mais cet acte, qui ne reçut point la sanction royale, n'eut point la puissance d'amener le roi à dissoudre la corporation. Elle n'en fut pas moins paralysée dans ses entreprises, et

tout ce qu'elle fit dorénavant fut de concéder des terrains à ceux qui lui en demandèrent.

Ferdinand Gorges, dont nous avons ailleurs (l. III) rapporté les relations avec Raleigh et Smith, Gorges, un des plus actifs promoteurs de la colonisation américaine, qui avait fait partie de la première compagnie de Plymouth, faisait aussi partie de la seconde. Mais Ferdinand Gorges, qui avait le plus grand désir de posséder quelque principauté en Amérique, manquait de génie ou de hardiesse; car, riche et influent comme il l'était, il n'avait encore rien fait. Dans cette nouvelle société de Plymouth, dont il fut nommé président, il trouva un John Mason avec
Belknap. lequel il se lia d'intérêt colonial. Ce John Mason avait été gouverneur d'une plantation à Terre-Neuve. Rentré en Angleterre, il se fit élire membre de la compagnie de Plymouth, qui le choisit même pour secrétaire. Dans cette position il lui fut facile d'obtenir une concession de terres. On lui octroya l'espace compris entre les rivières Salem et Merrimac (mars 1621). Mais il ne fit guère plus pour ce territoire que de lui donner le nom de Mariana. L'année suivante (août 1622), Gorges et Mason prirent une nouvelle patente pour la contrée située entre les rivières Merri-

mac et Kennebec, l'Océan et les grands lacs. On appela cette province Laconia.

Ces co-propriétaires, s'étant unis à quelques marchands sous le titre de « Compagnie de Laconia » envoyèrent, pour peupler ces parages, des poissonniers de Londres et un petit nombre d'autres personnes (1623). Ceux-ci nommèrent l'emplacement de Portsmouth, Strawberry Bank (la rive des fraises), établirent quelques pêcheries et sauneries, et commencèrent la fondation de Dover (1624). Les Pawtuckets, au nombre d'environ cinq mille, étaient les propriétaires naturels de ces territoires. Mais simples, imprévoyants et commandés par le vieux sachem Passaconaway, qui n'avait jamais vu visage blanc, ils reçurent amicalement la petite troupe des émigrants. Belknap. Barstow.

Jusqu'en 1629 on ne trouve rien à dire sur ce faible essai de colonisation. Vers la fin de cette année la Laconia fut divisée. La contrée à l'est de la Pascataqua fut laissée à Gorges et prit le nom de Maine; celle à l'ouest confirmée à Mason qui l'appela New-Hampshire, du comté de Hampshire, en Angleterre, où il résidait comme gouverneur de Portsmouth (novembre 1629). Belknap.

Unis, Gorges et Mason eussent pu produire

quelque chose; divisés, ils tombaient dans l'impuissance. Les marchands qu'ils s'étaient associés voulurent aussi opérer à part. Ils se firent patenter pour Dover, tandis que Mason, réduit ainsi à lui seul et renfermé dans un espace plus étroit, prit une charte pour Portsmouth. Mais, autre circonstance, quelques mois auparavant (mai 1629), ce territoire, pour lequel Mason se faisait patenter en Angleterre, avait été acheté aux indigènes par un John Wheelwrigt, ministre anglais non-conformiste, et d'autres émigrants qui étaient descendus sur Massachusetts-baie. Seulement, comme ceux-ci ne se mirent point en devoir de s'établir sur le territoire acheté et de coloniser, leur achat ne fut qu'un droit acquis qui, plus tard, donna lieu à des contestations, mais, pour le présent, laissait à Mason sa liberté d'action. Pour d'autres que Mason cette liberté eût pu être profitable; pour Mason, elle fut à peu près inutile. Il ne songeait qu'à lui-même et à sa propre fortune ; c'était un pauvre stimulant pour ses agents et employés. Il faut autre chose que la cupidité ponr fonder des Etats. Il voulut rester le maître, le seigneur ; le New-Hampshire était son domaine. Il voulait la richesse rapide, immédiate; pourquoi n'y au-

rait-il pas des mines sur la Pascataqua comme Barstow.
au Mexique, au Pérou? N'était-ce pas toujours l'Amérique?

Avec de tels rêves et une telle manière de se poser et d'agir, un promoteur de colonisation dépense beaucoup d'argent et de forces, et ne produit rien. C'est ce qui arriva à Mason. Au lieu de faire cultiver la terre pour avoir la subsistance de ses hommes, il la leur fit fouiller pour trouver des mines. Au lieu de préparer l'assiette d'une colonie par des abatis d'arbres, des constructions, des institutions de police et de gouvernement, on trafiqua avec les indigènes, on pêcha et sala beaucoup de poisson. On fit par là quelques bénéfices, mais qui étaient promptement absorbés par les expéditions mêmes. Tout cela manquait par la base; point d'idéal! Tout cela manqua complétement par la mort de Mason arrivée vers la fin de 1635. C'était lui, comme dit Barstow.
un historien américain, le grand ressort de cette ombre de colonie. Le grand ressort enlevé, la machine s'arrêtait d'elle-même; il fallait remplacer cette pièce importante. Wheelwright est là, ne l'oublions pas; nous le retrouverons en temps et lieu.

Depuis sept ans déjà que le New-Hampshire

existait, on avait trouvé le moyen d'y élever trois ou quatre maisons. C'était un résultat bien en deçà des espérances premières de Mason qui avait rêvé d'une vaste seigneurie et d'un grand peuple de vassaux ; mais ce ne sera pas la seule fois que nous verrons dans l'Amérique du Nord, ainsi que nous l'avons déjà vu avec Raleigh, s'en aller comme en fumée toute tentative de résurrection féodale. Comme Raleigh, cependant, Mason s'y employa de toutes ses forces ; car, dit Gorges, « ce capitaine John Mason était un homme d'action ; » mais, après la Réforme, vouloir remettre à neuf les institutions de l'an mille, c'était s'y prendre un peu tard : — la vieille défroque était usée.

CHAPITRE IV.

Fondation du Massachusetts.

(1624-1635.)

Le grand conseil de Plymouth, établi pour la colonisation de la Nouvelle-Angleterre, ne colonisait rien. Et, en considérant, d'un côté, l'absence du plus faible effort de la part de cette société pour fonder quoi que ce fût, et d'un autre côté, les interdictions dont elle voulait frapper les pêcheurs, on arrive à conclure que tous ces nobles personnages, membres du grand conseil, n'avaient eu en vue que le monopole dont leur charte les avait investis. Mais les pêcheurs, soutenus par le parlement, ayant refusé de payer, le monopole octroyé était devenu lettre morte. La charte ne fut plus entre les mains de la société qu'un titre de propriété, propriété immense, mais à peu près sans valeur. Seulement, si quelques aventuriers voulaient tenter quelque établissement sur les côtes de la Nouvelle-

Angleterre, il leur fallait s'adresser au grand conseil, qui les patentait moyennant rétribution. Circonstance assez singulière ! Un roi d'Angleterre, qui n'a ni armée, ni force quelconque dans un pays situé à un millier de lieues du sien, donne cependant ce pays à quarante de ses sujets qui, pas plus que le roi, n'y ont d'autorité établie. Ceux-ci découpent alors, sur la carte, ce territoire en lots qu'ils vendent et dont ils reçoivent le prix. Et ce pays est habité par un peuple qui l'occupe, en vertu du plus sacré des droits, le droit d'antochthonie. Mais ce peuple n'est ni blanc, ni chrétien, ni fort; la ruse, l'adresse et la force en auront avec le temps facilement raison.

Cependant la persécution sévissait toujours en Angleterre contre les puritains. Quel contraste avec la tranquillité et la liberté dont jouissaient les pèlerins dans leur établissement de New-Plymouth! Et quel aiguillon ce devait être aux cœurs des persécutés! S'ils avaient aussi le courage de l'exil, ils auraient le bénéfice des franchises de la conscience. Qu'atten-
V. Grahame. daient-ils en Angleterre? L'Angleterre, comme toute l'Europe, n'était-elle pas une terre vieillie, fatiguée du poids de ses habitants? N'y regar-

dait-on pas les enfants et les amis comme un encombrement et un fardeau? Toute vertu y est méconnue, sinon persécutée; tous les vices y sont en honneur. Les colléges et les séminaires y présentent le spectacle le plus affligeant : l'irrégularité, les mauvaises mœurs. C'est la digne école d'une société qui prêche les maximes les plus sordides et pratique les œuvres les plus déshonnêtes.

Les puritains ne formulaient de telles plaintes contre l'Angleterre, leur patrie, que parce qu'ils se décidaient enfin à la quitter. Un nommé White, ministre puritain, mais non séparatiste, à Dorchester, se mit à la tête de ce mouvement. Dès 1624, quelques personnes, encouragées par lui, partirent comme avant-garde d'une grande émigration non encore déterminée, mais fortement pressentie. En Amérique, Roger Conant, John Oldham et le ministre Lyford, par suite de désaccord avec les pèlerins, s'étaient retirés de New-Plymouth avec leurs familles et avaient commencé un établissement à Nantasket. White, mis en relation avec Conant, lui adressa ses émigrants. Mais ceux-ci, qui cherchaient plus le gain que la liberté de conscience, abandonnèrent Conant. Aussi, quand à l'automne de 1626, ce

N. Morton.

Hutchinson.

Conant quitta Nantasket pour les bords de la rivière Naumkeak, se trouvait-il à peu près seul. Mais il avait confiance dans White; il resta ferme dans son idée de tenir ouvert un asile aux exilés, et de demeurer lui-même la sentinelle avancée du puritanisme sur la baie de Massachusetts.

Bancroft, *citant :* Hubbard. Prince. C. Mather.

Il avait raison; car, partout en Angleterre, dans le Lincolnshire comme à Dorchester, à Londres comme dans l'ouest, les puritains s'agitaient fort pour l'émigratiou. En 1628 (mars) ils achetaient à la compagnie de Plymouth une bande de terre de l'Atlantique au Pacifique et s'étendant de trois milles au nord de la Merrimac à trois milles au sud de la rivière Charles; et presque aussitôt (juin 1628) ils envoyaient en prendre possession un cent de colons environ. A la tête de ce détachement se trouvait Endicott, homme d'un courage indomptable, bon, mais austère et colérique, une de ces rudes natures pour lesquelles le puritanisme semble avoir été inventé. Au mois de septembre les émigrants étaient reçus par Conant à Naumkeak; mais quelques-uns ne trouvant pas cet endroit à leur gré, ou voulant fonder quelque chose par eux-mêmes, s'avancèrent à travers les forêts et par-

Dudley, dans la coll. hist. du Mass.

Bancroft.

vinrent jusqu'à la presqu'île aujourd'hui Charlestown, et s'y établirent, non les premiers cependant, car ils y trouvèrent une cabane anglaise. Bancroft.

Pendant que se faisait l'installation de la petite troupe conduite par Endicott, les promoteurs de l'émigration puritaine ne perdaient point leur temps en Angleterre ; ils recrutaient sur tous les points des hommes et des forces. Et ce fut au milieu de ce travail de pelotonnement que leur arriva la nouvelle de l'heureux établissement de l'avant-garde d'Endicott (février 1629). C'était une brise de plus dans la voile. Mais nombre des nouveaux adhérents de Boston ou de Londres, gens habitués à la pratique des affaires, c'est-à- Roberison Crahame. dire bien imbus de la maxime que : en toute chose il faut considérer la fin, pensèrent qu'il y avait danger à fonder une colonie sur la seule base d'une concession qui ne pouvait conférer les droits de juridiction et de gouvernement. Cette objection fut comprise, et White, Bellingham, le comte de Warwick, Gorges et lord Dor- Bancroft. chester, alors secrétaire d'État, s'employèrent auprès de Charles Ier et obtinrent, après beaucoup d'efforts, une patente au nom des gouverneur et compagnie de la baie du Massachusetts.

Cette charte était en partie calquée sur celle que Jacques Ier avait accordée aux deux compagnies virginiennes de Londres et de Plymouth, en 1606.

Les associés étaient constitués en corps politique, l'administration des affaires confiée à un gouverneur et dix-huit assistants qui devaient être élus tous les ans par les membres de la corporation. Quatre fois dans le courant de l'année, ou plus s'ils le désiraient, assemblée générale des *freemen*, pour délibérer sur les affaires les plus importantes. Aucune clause ne requérait l'assentiment du roi pour rendre valides les actes de l'assemblée.

Il était permis à la compagnie de transporter dans ses possessions d'Amérique toutes personnes, de l'Angleterre ou de l'étranger, qui voudraient s'y rendre et s'y reconnaître liges du roi d'Angleterre.

Les terres devaient être tenues en fiefs libres et absolus comme celles de la Virginie.

Comme dans la charte de la Virginie, aussi, une exemption temporaire de taxes était stipulée en faveur des marchandises qu'importerait ou exporterait la compagnie du Massachusetts.

On ne trouve point mentionnée, dans cette

charte, la liberté du culte; il n'y a point, non plus, de clause qui l'interdise formellement. Tout ce qui y semble contraire est la défense d'édicter lois ou ordonnances en désaccord avec les statuts du royaume d'Angleterre. C'est sur cette base que Robertson s'appuie pour insinuer que la mise en pratique d'une semblable liberté était une usurpation. Grahame répond que Charles Ier savait bien que les émigrants étaient puritains, et que, pour désencombrer l'Angleterre de ces sectaires dont le nombre allait toujours croissant, il les avait, pour les engager à s'expatrier, facilement laissés libres d'instituer la religion suivant leur jugement et conscience. La défense d'édicter des lois contraires aux statuts du royaume d'Angleterre n'avait point trait, suivant le même auteur, à la religion, mais aux pouvoirs juridiques des colonies. Ajoutons à cela que les écrivains puritains, contemporains des émigrations ou très-rapprochés de cette époque, sont du même avis. Citons entre autres Neal et Cotton Mather.

Malgré ces autorités, malgré même la déclaration de Charles II (1662), que « le principe de la charte du Massachusetts était la liberté de conscience, » l'intention de Charles Ier, en accor-

dant la charte en question, reste, comme tous les actes de ce prince, embrouillée, voilée. Mais qu'importe, après tout? N'y a-t-il pas, au-dessus de l'arbitraire plus ou moins légal des divers gouvernements, une loi qui prime tous leurs décrets, décisions et octrois? N'y a-t-il pas la grande loi de nature, en vertu de laquelle les hommes, isolés ou réunis, ont le droit de se constituer religieusement et politiquement, comme ils l'entendent, surtout lorsque leurs institutions ne peuvent porter préjudice à personne? Dans une société déjà constituée, la liberté des uns doit des égards à la liberté des autres. Mais sur un territoire neuf, où les voisins sont nuls, nuls aussi les souverains où l'homme doit faire la terre s'il veut l'habiter (la terre n'existe réellement qu'après défrichement et culture), la société qui s'y installe est parfaitement maîtresse d'elle-même. N'était-ce pas le cas des puritains? Peut-on raisonnablement invoquer contre eux les prétendus droits de l'Angleterre sur cette partie de l'Amérique. L'histoire est obligée d'enregistrer que cette invocation eut lieu plus tard; mais l'histoire n'est point complice de cet acte; elle le range au contraire dans la longue liste des arbitraires gouvernementaux.

Cette terre, en effet, n'appartenait qu'aux indigènes; et si les indigènes la donnaient, ou la vendaient aux émigrants, les émigrants en devenaient bien plus souverains que le roi d'Angleterre. Le seul droit qui restât au gouvernement anglais, c'était le droit de protection, parce que les émigrants étaient Anglais. Encore fallait-il que cette protection fût demandée ou acceptée ; car, par le fait de leur exil volontaire, les émigrants puritains rentraient dans la jouissance de tous leurs droits naturels.

La question en litige n'a donc d'intérêt que si l'on veut renfermer le pouvoir royal d'Angleterre dans des limites plus étroites, que si on veut le trouver parjure à sa propre parole. Car, d'après les lois primordiales de l'humanité, la seule tentative d'entraver l'installation du puritanisme en Amérique constituait une usurpation de pouvoir, un acte d'abus de la force.

Aux yeux du roi, dit Bancroft, la société n'était qu'une corporation commerciale, semblable, d'après Robertson, aux autres grandes compagnies de commerce que l'esprit monarchique avait, à cette époque, multipliées en Angleterre.

C'est possible, quoique la charte porte que les associés étaient constitués en « corps politique (*a*

politic body) » ; mais cela ne change rien aux principes en vertu desquels toute collection d'hommes, de quelque intelligence et de quelque couleur qu'ils soient, a le droit de fonder une société politique dans une solitude dont elle devient propriétaire.

La charte est datée du 4 mars 1629 ; en avril de la même année, cinq navires portèrent en Dudley. Amérique des vaches, des chèvres, des chevaux et environ deux cents émigrants qui, joints à ceux d'Endicott, élevèrent le nombre des colons du Massachusetts naissant à trois cents, dont un tiers à peu près s'installa à Charlestown ou ailleurs, tandis que les deux autres tiers continuèrent l'établissement de Naumkeak qu'ils nommèrent Salem, d'un mot hébreu qui signifie *paix* (1).

Higginson. Grahame.

« Pour le monde européen, dit Bancroft, les pauvres habitants des cabanes de Salem n'étaient que quelques misérables trop insignifiants pour

(1) *Nahumkeik*, dit le savant mais fatigant chercheur de concetti, Cotton Mather, auteur du *Magnalia Christ. Americ.*, est plutôt hébreu qu'indien ; car *nahum*, en hébreu, veut dire *appui*, *consolation* (comfort), et *keik*, *port* ; de sorte que, d'après lui, les puritains émigrants n'auraient, en changeant *Nahumkeik* en *Salem*, fait que remplacer un mot hébreu par un autre mot hébreu, d'une signification à peu près semblable.

mériter considération; à leurs propres yeux, ils étaient le peuple choisi de Dieu. Bannis de l'Angleterre, ils avaient trouvé un asile sous la protection du ciel; privés de tout ils n'en étaient pas moins les dépositaires du flambeau de la plus pure religion dont ils allaient éclairer non-seulement les wigwams des sauvages, mais toute la terre. »

Cette pure religion, c'était la simplicité de la simplicité. Nulle hiérarchie, nulle liturgie, nulle cérémonie superflue; la nudité, exagérée encore, du culte calviniste; et enfin, séparation complète de l'Église et de l'Etat.

Séparation, pensaient-ils, parce qu'aucun règlement ne liait, ne soumettait l'un à l'autre. Mais il était bien difficile à ces enthousiastes religieux qui avaient déserté leur patrie, affronté tous les malheurs et toutes les fatigues, pour l'établissement d'un culte, de ne pas tout subordonner à ce culte, par entraînement, malgré eux. La séparation de l'Eglise et de l'Etat n'allait pas sans des institutions politiques gardiennes de la liberté individuelle; mais ce n'était pas ainsi qu'ils entendaient la séparation; ce n'était pas là qu'ils visaient. Ils voulaient, pour exercer librement leur calvinisme épuré, mettre la religion

en dehors de l'Etat, rester colons-sujets de la couronne d'Angleterre, et cependant être libres d'adorer Dieu à leur manière. C'était très-modéré et parfaitement juste. Seulement cette justice, cette liberté, qu'ils réclamaient pour eux, n'aurait pas dû être exclusivement pour eux. Quand on revendique un droit pour soi-même, il ne faut pas le dénier aux autres. C'est cependant ce que firent les puritains de Salem.

Les deux cents nouveaux émigrants n'étaient pas tous non-conformistes; quelques-uns étaient fortement attachés à l'Église anglicane. Aussi, N. Morton. quand (août 1629) une confession de foi, rédigée par le pasteur puritain, Higginson, fut proposée à la ratification de tous, les conformistes anglicans refusèrent leur assentiment et se retirèrent pour prier à part. Si le principe de la séparation de l'Église et de l'Etat avait été réellement admis, qu'eût importé cette scission dans l'Église; qu'eût importé qu'il y eût deux églises au lieu d'une? Le gouverneur de Salem crut la colonie perdue par la présence des anglicans. C'étaient des séparatistes, des espions, il fallait s'en débarrasser au plus vite. Alors, au mépris de tous les droits, au mépris de l'inviolabilité due à deux membres du conseil, les anglicans furent saisis comme des

criminels et embarqués sur les navires qui allaient reprendre la route d'Angleterre. On les chassait de l'Amérique parce qu'ils étaient anglicans, absolument comme les Anglicans exilaient les non-conformistes. Ce n'était point représailles de la part des puritains, c'était bien un peu la haine, mais c'était surtout, comme en Angleterre, contre les puritains, raison d'État.

Les colons qui restaient étaient maintenant unis de sentiments; mais l'hiver leur apporta des maladies dont plus de quatre-vingts périrent.

Les anglicans remmenés en Angleterre avaient menacé la colonie de leurs accusations; mais, sur les vaisseaux mêmes qui les remportaient se trouvait l'antidote au poison de leurs paroles, une description de la Nouvelle-Angleterre par le Bancroft. pasteur Higginson dont trois éditions furent enlevées en quelques mois.

Cependant les directeurs de la corporation faisaient, en Angleterre, tous leurs efforts pour gagner de nouveaux émigrants, et par là ren- Hutchinson. forcer la colonie. Et les émigrants ne manquaient point; car la persécution contre les non-conformistes se maintenait toujours aussi intense. L'archevêque Laud exigeait l'obéissance à toutes les injonctions de l'Église avec plus de rigueur Robertson.

que jamais, de sorte que la situation de ceux qui se faisaient scrupule de s'y soumettre était devenue insupportable. Mais l'émigration se fût bien mieux recrutée, surtout parmi les riches, s'il n'avait pas répugné aux personnes de cette classe de s'aller soumettre en Amérique à des lois toutes faites et aux caprices d'une corporation séant en Angleterre.

Pour mettre à néant cet obstacle, Matthieu Cradock, gouverneur de la compagnie, proposa de transférer la charte aux hommes libres qui voudraient habiter la colonie (juillet 1629). Cette proposition eut l'efficacité qu'on en espérait. Des gens de fortune et d'éducation de Cambridge et d'ailleurs, nommément les Winthrop de Groton (Suffolk), dirent qu'ils émigreraient si la proposition était adoptée. Elle le fut dans une séance solennelle de la corporation, qui décida (août-septembre 1629) « que le gouvernement et la patente seraient transférés et établis dans la Nouvelle-Angleterre. »

V. Hutchinson. C. Mather. Bancroft.

Cette décision était certainement en désaccord avec l'esprit et la lettre de la charte; mais Charles Ier était trop intéressé à ce que les *turbulents* (les puritains) s'éloignassent pour ne pas

Story. Grahame. Robertson.

favoriser de son silence ceux qui voulaient quitter l'Angleterre.

Laissés ainsi maîtres de leurs actions, les émigrants ne perdirent point leur temps. Le 20 octobre de la même année, nouvelle assemblée générale dans laquelle on élut le gouverneur de la colonie, John Winthrop, et un conseil de dix-huit assistants. Les préparatifs de départ marchaient grand train, pas assez vite cependant pour qu'au moment de l'embarquement (avril 1630) on ne comptât pas des défections. Mais cela surprend moins que le nombre des persévérants, dit Hutchinson. Hutchinson.

De différents ports de l'Angleterre partirent, dans le courant de l'année 1630, dix-sept navires qui transportèrent en Amérique près de quinze cents personnes. Huit cents environ s'embarquèrent avec Winthrop; c'étaient, pour la plupart, des gens de talent, de fortune et de la meilleure éducation, des étudiants versés dans toutes les sciences de l'époque, des ecclésiastiques cités dans le royaume pour leur piété et leur éloquence, « de précieux fils de Sion qu'on pourrait comparer à l'or le plus pur » (N. Morton). C'est ce premier convoi qui emportait la charte, base des libertés. Ils arrivèrent dans la baie de Massachu-

setts en juin et en juillet; ils arrivaient à temps pour les compagnons d'Endicott qui, dejà bien
Dudley. affaiblis par les privations et les maladies, étaient sur le point de manquer de vivres. Les nouveaux venus examinèrent l'emplacement de Salem et de Charlestown et, mécontents de ces situations, jetèrent les fondements de Boston, de Dorchester et de Roxborough.

Alors commença la décimation que nous avons signalée à l'établissement de toutes les colonies, et qu'il eût été bien difficile d'éviter. Après un long trajet sur mer, cause de fatigues et de déclarations de maladies, les colons, accoutumés dans la mère-patrie à l'aisance, beaucoup aux délicatesses du luxe, aux douceurs de la vie facile, se trouvaient tout d'un coup jetés dans un pays non défriché, sur un sol riche en végétation, par là même humide et malsain, privés de leurs habitudes, de leur bonne nourriture, de leurs lits moelleux, de l'air purifié par la culture et les calculs de la civilisation. S'ils avaient au moins trouvé des maisons sèches et bien fermées pour les recevoir; mais non, rien! ils furent obligés de se loger sous des tentes et de se construire à la hâte de misé-
Hutchinson. rables huttes. Avant le mois de décembre, deux cents étaient morts et plus de cent, effrayés des

maux à souffrir et de la terrible activité de la mort, s'étaient rembarqués pour l'Angleterre. Dudley.

« Contents, furent les persévérants, d'être débarrassés de ces hommes » dont les excès, l'insoumission et l'amour de la vie ne pouvaient cadrer avec les sentiments des vrais fidèles. Ceux-ci, devant tant de maux, n'avaient ni repentir ni désespoir. Ils s'éteignaient dans la douce espérance d'une patrie meilleure et la consolation de laisser leurs amis dans la voie du Seigneur, sur un rivage où ne pénétrerait pas, semblait-il, l'inquisition des évêques anglicans. Les enfants mêmes, à leurs derniers moments, semblaient éclairés d'une confiance céleste et s'approcher de la tombe avec des aspirations d'immortalité. Winthrop, qui avait laissé sa femme en Angleterre pour cause de grossesse, lui écrivait : « Nous jouissons, sur ces bords, de Dieu et de Jésus-Christ, n'est-ce pas assez? Grâces au ciel, je me plais si bien ici, que je n'ai nul regret d'y être venu... Je n'ai jamais eu un tel contentement d'esprit. »

Dudley.

Bancroft.

Cet homme calme, mais résolu, doux quoique juste, qui avait vendu une belle propriété en Angleterre avant d'émigrer, charitable, donnant toujours, fut bien plus le père nourricier que le gouverneur de la jeune mais chancelante colonie.

Ses compagnons, malades et privés de tout, «n'étaient point découragés cependant; ils souffraient
Dudley. les corrections de Dieu avec humilité et avaient confiance dans sa merci. » Mais les soins continuels, les bonnes paroles, la libéralité inépuisable de Winthrop ne contribuèrent sans doute pas peu à les maintenir dans ces sentiments; de sorte que les affaires se mirent en marche, comme si tout eût été dans une condition normale, prospère. Ce qu'ils étaient venus chercher et fonder
Bancroft. dans les solitudes américaines, c'était la pureté de la religion et la liberté civile. Mais d'abord la religion : dans chacun de leurs centres de population, ils établirent une église; et la première cour des assistants (23 août 1630) pourvut à l'entretien des ministres. Vint ensuite la forme de l'administration, le gouvernement. Le 19 octobre, une cour générale s'assembla à Boston pour en délibérer. D'après la charte, les lois fondamentales devaient être faites par tous les *hommes libres* (freemen) de la colonie; mais, pour eux, la charte n'était point une règle immuable. Ils étaient venus en Amérique chercher la liberté et non la tyrannie d'un parchemin. La charte était leur citadelle contre l'Angleterre, mais ne pouvait être leur prison.

Conséquemment, trouvant incommode de se rassembler pour discuter tous les projets de loi, ils abandonnèrent cette besogne au gouverneur et à son conseil. Ils lui confièrent aussi la nomination de tous les officiers, ne se réservant que le droit d'élire les assesseurs. Ceux-ci, dont la charge était illimitée, quant au temps, devaient choisir parmi eux le gouverneur et le député-gouverneur. V. Hutchinson. Robertson. Bancroft.

Sans y songer, ils avaient organisé une aristocratie; cela ne pouvait durer. Au mois de mai suivant (1631), les hommes libres (*freemen*), s'étant de nouveau rassemblés en cour générale, restreignirent l'omnipotence du conseil des assesseurs, en se réservant le droit de les changer tous les ans, si tel était le bon plaisir de la majorité.

Mais, en même temps, fut rendue une loi qui déclarait que désormais nul ne serait appelé à la qualité de *freeman* (homme libre), n'aurait le droit de participer au gouvernement du pays, ne serait éligible à aucune magistrature, apte même à remplir les fonctions de juré, s'il ne faisait préalablement partie d'une Eglise.—Ils tombaient d'aristocratie en théocratie, de Charybde en Scylla. Mais pouvait-il en être autrement avec de tels Robertson.

émigrés? Non. C'étaient des puritains, des calvinistes, une espèce de congrégation de moines mariés, la sévérité scrupuleuse et méticuleuse, et la défiance aussi, même des autorités par eux instituées. Ainsi, ils décrétèrent, dans l'assemblée générale du 8 mai 1632, que : gouverneur et conseillers seraient changés tous les ans. A cela se mêlaient les souvenirs de l'Angleterre, la mère-patrie du gouvernement représentatif. La représentation économise le temps des citoyens; ils penchent alors vers le représentatif. L'ordre est donné à chaque ville de choisir deux hommes pour s'entendre à la prochaine cour des assistants sur un plan ou projet de trésor public (mai 1632).

Mais c'était surtout contre les ennemis du dehors qu'il leur semblait nécessaire de se mettre en garde. Ils n'ont point encore l'audacieuse idée d'une complète indépendance; mais il y a chez eux propension si grande à repousser toute suprématie qu'ils pressentent débats et combats. Instinctivement alors, ils élèvent des barrières, ils massent leurs faiblesses pour en tirer des forces. De tout ils font un boulevard, boulevard faible et facile à renverser d'abord; mais ils le consolideront et, peu à peu, ils se trouveront dans une forteresse sur laquelle viendront un jour se

briser toutes les forces de la Grande-Bretagne.

Le commencement de cette politique a été le renvoi des anglicans en Angleterre et le transport de la charte en Amérique Les puritains du Massachusetts la continuèrent, en accueillant favorablement les demandes d'alliance des naturels (1631-34); en nouant d'amitié l'ancienne et la nouvelle colonie, dans une visite que Winthrop et le pasteur Wilson firent aux pèlerins de Plymouth (octobre 1632); et en rejoignant à eux, par le commerce, la Virginie et l'établissement hollandais de l'embouchure de l'Hudson. Boston, qu'il fut question de fortifier au commencement de 1634, tendait donc, dès cette époque, à devenir la capitale de l'empire colonial anglais en Amérique. L'esprit solide, le bon sens pratique, l'intelligence et le savoir des fondateurs de cette ville donnent suffisamment raison à ces prétentions. Ce n'étaient point ici les aventuriers ruinés et débauchés de la Virginie, ni les pèlerins sans ressources de Plymouth; c'étaient des gens de fortune, de science et de mœurs pures, trois causes sérieuses d'audace dans le champ politique.

Winthrop dans N. Morton.

Bancroft.

Hutchinson.

La nouvelle colonie, les difficultés et malheurs de la première année passés, ne pouvait plus que prospérer avec de tels hommes; et l'émigration,

suspendue, ou à peu près, en 1631, reprit, sous le coup de récits moins sinistres, en 1632. Cette année amena deux cent cinquante nouveaux colons; et, en juillet 1633, un autre convoi de deux cents arriva, sous la conduite du riche, capable et libéral Haynes et des trois éminents ecclésiastiques Cotton, Hooker et Stone.

V. et C. Hutchinson. Robertson. Mazzei. Bancroft.

Cette nouvelle émigration augmenta le nombre des citoyens jouissant des droits politiques. Et, comme beaucoup d'entre eux avaient leur résidence loin du siége du gouvernement, la représentation se trouva tout d'un coup instituée. Au lieu d'assister en personne à l'assemblée générale de 1634, les *freemen* y envoyèrent vingt-quatre représentants. Ce coup d'autorité de la part du peuple surprit les magistrats qui cédèrent cependant. Les représentants furent admis; et ceux-ci, pour constater leurs droits décrétèrent :

« Que personne, excepté la cour générale, n'avait le pouvoir de faire des lois, ou d'élire des officiers; »

« Que personne, excepté la cour générale, n'avait le droit d'imposer des taxes, de donner ou confirmer des propriétés. »

Ces arrêtés pris, on passa à l'élection des magistrats; puis il fut résolu :

« Que la cour générale s'assemblerait quatre fois par an ; »

« Que les *freemen* de chaque plantation pourraient choisir deux ou trois personnes, avant chaque session de la cour générale, pour conférer sur les affaires qu'ils jugeraient à propos de soumettre à la prochaine cour; et que les *députés* des *freemen* des différentes plantations auraient les pleins pouvoirs desdits *freemen,* pour établir des lois, accorder des terres, etc.; »

« Mais que, pour l'élection des magistrats et des autres officiers, chaque *freeman* devait donner personnellement sa voix. »

Une sorte de monarchie constitutionnelle, avec une chambre des représentants (*burgesses*), s'était, en 1621, établie en Virginie (V. notre livre III); la corporation commerciale de la baie du Massachusetts, fondée par la charte de Charles Ier (mars 1629), venait de se changer en démocratie représentative.

L'année suivante (mai 1635) ce système fut définitivement constitué par une nouvelle exigence de la population. Elle demanda une constitution écrite. Une commission choisie à cet effet rédigea « un corps de principes de lois semblable à la grande charte, » pour servir de *bill* de droits. Bancroft.

La cour générale dut le ratifier; et Cotton requit, mais avec un succès partiel, que le peuple de Dieu fût gouverné par les lois du Dieu de Moïse.

« A dater de cette époque, dit Robertson, il faut considérer la colonie non comme une corporation dont les pouvoirs sont déterminés et les procédés réglés par sa charte, mais comme une société qui, ayant acquis ou conquis sa liberté politique, a, par un acte volontaire, adopté une constitution ou forme de gouvernement, modelée sur celle d'Angleterre. » (*Trad. Suard et Morellet.*)

CHAPITRE V.

Fondation du Rhode-Island.

(1631-1652.)

La tendance des calvinistes de la baie de Boston à se fortifier chez eux et à se prémunir contre toute tentative extérieure ne pouvait manquer de produire en peu de temps un Etat fort et riche, grand et respecté. Mais cette tendance à tout rapporter à l'accroissement des forces de la communauté ne pouvait manquer aussi d'anéantir la liberté individuelle. Pour que la démocratie soit le plus parfait des gouvernements, il faut que la liberté des individus soit un droit incontrôlé et inviolable, comptable seulement à la loi qui doit être aussi sévère, aussi stricte envers la masse qu'envers le plus infime citoyen.

A Boston, à l'époque de 1635, le citoyen (le *freeman*) jouissait certainement de tous les droits civils et politiques. Il faisait le gouvernement et

pouvait être le gouvernement. Rien dans l'Etat, sans sa participation médiate ou immédiate. Mais quelles conditions pour être *freeman?* C'est ici la pierre d'achoppement! Il fallait appartenir à une Église. Un Dieu particulier, le Dieu de Calvin se trouvait au-dessus de tout, primait les consciences. La liberté n'existait que pour les croyants. Du jour où la conviction disparaissait le citoyen devenait l'esclave d'une règle dans laquelle il n'avait plus foi. Il lui fallait devenir hypocrite pour conserver son action de *freeman,* ou, si sa conscience parlait plus haut que son intérêt, prendre le chemin du désert et fuir une contrée qui, comme l'Angleterre, ne souffrait pas le non-conformisme.

Cette intolérance préparait à la colonie de mauvais jours, de tristes spectacles, des troubles, mais, pour cela même, allait pousser à la fondation de nouveaux établissements.

Winthrop, dans N. Morton.

En février 1631, arriva à Boston un jeune pasteur d'environ trente ans, qui avait imaginé que la liberté de conscience pouvait seule remédier aux maux enfantés par l'intolérance. Il annonça sa découverte sous la simple proposition de sainteté de la conscience. « Les magistrats civils, di-

Bancroft.

sait-il, doivent réprimer les crimes, mais ne

peuvent contrôler les opinions. Ils doivent punir les coupables, mais ne doivent jamais violer la liberté de l'âme. » Cette possession du moi intellectuel, ce premier droit de l'homme, dont émanent tous les autres, était en contradiction avec les principes des chefs de la colonie. C'était cependant pour sauvegarder ce droit que l'émigration avait eu lieu ; mais, en gagnant le port du salut, les émigrants avaient perdu de vue l'étoile qui les avait guidés. Roger Williams leur montrait l'astre sur lequel il avait continué d'avoir les regards ; mais leurs yeux s'étaient comme couverts de la cataracte gouvernementale ; ils ne pouvaient l'apercevoir. Ils n'aperçurent que les conséquences du principe et furent épouvantés.

A quoi tendait, en effet, cette inviolabilité de la conscience humaine réclamée par Roger Williams ?—A la réformation des lois basées sur une religion, à la radiation de l'article qui nommait félonie le non-conformisme ; à l'abolition des taxes et dîmes levées au profit d'un seul corps de prêtres ; à une égale protection envers tous les cultes ; à la faculté d'établir des mosquées, des synagogues, des temples aussi bien que des églises.

« C'est merveilleux, dit Bancroft, avec quelle

clarté Roger Williams déduisit du principe par lui émis toutes les conséquences. »

Ajoutons qu'il était éloquent, dans la force de la virilité, et qu'il avait l'enthousiasme des martyrs.

De tels hommes ont bientôt trouvé des prosélytes. Il n'était pas débarqué de deux mois que Salem le demandait pour instructeur. La cour générale de Boston «s'émerveilla que le peuple de Salem voulût choisir sans avoir consulté le conseil.» Ce fut le commencement de la persécution qui poursuivit Williams. Avant la fin de l'été, il fut obligé de se retirer à Plymouth où il vécut deux ans environ, avec le titre de pasteur-assistant. Il revint à Salem, où, malgré les manœuvres des magistrats de Boston, on le choisit pour remplacer le ministre qui venait de mourir. Cette manifestation d'un amour si pur donna naissance à la jalousie. Roger Williams, cœur candide, générosité du génie, ne la vit pas. Une seule chose le préoccupait, le bonheur de ses semblables, l'éclairement de leur intelligence. Il voulait leur enseigner leurs droits, s'inquiétant peu si un bien ou un mal quelconque pouvait lui en revenir. Les magistrats du Massachusetts, d'accord avec la loi ecclésiastique d'Angleterre, voulaient que tout le monde fît acte

Winthrop.

Bentley.

de culte extérieur. Ils comprenaient qu'ils ne pouvaient forcer une intelligence à avoir la foi ; mais ils pouvaient forcer le corps à entrer dans le temple. C'était tout ce qu'ils désiraient : garder les apparences.... Oh ! l'être et le paraître ! les deux jambes inégales sur lesquelles s'efforce de marcher droit l'hypocrisie !

Roger Williams n'abhorrait aucune loi autant que cette obligation qui pouvait faire de tout un peuple, un peuple de menteurs. On lui objecta que ses principes étaient subversifs de tout gouvernement, et que le devoir des magistrats était de préserver l'esprit des citoyens de toute corruption comme de toute hérésie. Roger Williams protesta contre ces prétentions. « Vous êtes les agents du peuple, disait-il aux magistrats, vous êtes ses hommes de confiance pour les choses d'administration ; mais la conscience, cette chose spirituelle, ne tombe point dans votre domaine ; c'est un bien purement individuel, nullement propriété du corps politique. Insaisissable de sa nature, elle vous échappe. Renoncez donc à vouloir la saisir, puisque vous ne le pouvez. Renoncez à lui imposer un joug qu'en réalité vous n'imposez pas. Abandonnez ce que vous ne pouvez prendre ; le sacrifice est petit et vous

V. Bancroft.

acquérez par là, chez les nations encore esclaves, la réputation d'hommes miséricordieux, généreux et grands, en même temps que vous consolidez sur une base immuable la liberté et la paix.»

Au lieu d'écouter Roger Williams et de conformer les institutions de l'État à cette simple, mais haute philosophie, ce qui eût peut-être décuplé les émigrations de l'Europe et rendu en peu d'années la Nouvelle-Angleterre vraiment rivale de l'ancienne, les magistrats du Massachusetts restèrent de vieux Anglais, prêtant l'oreille à tous les petits bruits qui pouvaient éveiller leurs craintes. Ainsi ils apprirent (novembre 1634) que l'épiscopat anglais machinait contre eux. Vite des mesures extraordinaires, vite le resserrement des citoyens autour des pouvoirs constitués ! La cour générale exigea sur-le-champ (décembre 1634) un serment d'allégeance, de la part de tous les *freemen*, non au roi Charles, mais au Massachusetts. Au nom de la liberté de conscience Roger Williams refusa ce serment (mars 1635). On passa là-dessus; mais ce sur quoi on ne passa pas, fut son élévation à l'office d'instructeur religieux de l'Eglise de Salem. Les Salemmois penchaient pour les doctrines des indépendants, cela explique suffi-

Bancroft.

Mass. hist. coll.

V. toutes les aut. citées.

samment leur préférence pour Roger Williams. Tous les prédicants de la Baie, au contraire, penchaient vers la théocratie despotique de Calvin. De plus, ils jalousaient Williams; son génie primait tous leurs talents. C'en était bien assez pour qu'ils voulussent le perdre. Aussitôt le choix de Salem connu, les ministres s'assemblèrent et déclarèrent que « devait être banni de la colonie quiconque soutiendrait obstinément que les magistrats civils n'avaient pas le droit d'empêcher une Eglise de se jeter dans l'hérésie ou l'apostasie. » Des brochures, des factums pour le dénigrer, furent répandus; des prédicateurs furent suscités; tout fut mis en œuvre par ces hommes de Dieu pour atteindre au but désiré : l'anéantissement moral de Williams. Bancroft. Bentley.

Les magistrats procédèrent plus méthodiquement, mais non moins sûrement. Ils convoquèrent une commission de théologiens pour conférer avec lui et l'Église de Salem. En attendant le résultat de cette conférence, ils blâmèrent les Salemmois pour le choix qu'ils avaient fait et pour l'avoir fait sans demander avis au conseil; et, en punition de cette infraction, un terrain, sur lequel Salem avait des droits, lui fut retiré (1635). Aut. cit. Bentley.

Devant la commission, Roger Williams expliqua franchement et modérément ses principes; mais de concert avec les membres de son Église, Aut. cit. il écrivit aux *freemen* des autres Églises pour qu'ils eussent à faire rentrer les magistrats dans le sentier de la justice. C'était un appel au peuple contre un acte du gouvernement émané du peuple. Dans une démocratie, le cas était loin d'être pendable. Il fut cependant regardé comme flagrante trahison, et, à la cour générale suivante, un arrêt priva Salem de ses franchises jusqu'à ce qu'elle se fût lavée par d'amples excu- Aut. cit. ses. La ville reconnut ses torts et se soumit. Il ne resta personne du côté de Roger Williams, pas même sa femme qui, par ses reproches, lui fut auprès du foyer comme un écho de tous les bruits du dehors. Cet abandon ne le fit point broncher dans sa voie. Sommé de comparaître devant la cour générale, il s'y présenta et maintint ses convictions en présence des représentants de l'État, déclarant qu'il était prêt à subir la prison, Bancroft. l'exil et même la mort plutôt que de renoncer aux opinions qui avaient versé la clarté dans son âme. —Ce vivifiant principe de l'universelle tolérance et toute la doctrine si largement démocratique qui en découlait, toute cette science nouvelle,

dont Roger Williams acceptait si fermement le dur apostolat, épandit néanmoins quelques-uns de ses rayons lumineux dans l'esprit de ses juges ; car ce ne fut pas à l'unanimité, et ce ne fut peut-être que par suite des sollicitations du ministre Cotton, jaloux de la popularité et des grands talents de Roger Williams, que la cour prononça une condamnation à l'exil (novembre 1635). Bancroft.

On entrait dans l'hiver; Williams obtint de résider dans le Massachusetts jusqu'au printemps suivant. Il avait l'intention d'aller, à cette époque, fonder une plantation dans la baie des Narragansetts. Mais, dans cet intervalle, l'affection des habitants de Salem se raviva. Ils forcèrent sa maison, voulant entendre encore l'éloquent pasteur qu'ils allaient bientôt perdre et pour toujours. Les autorités eurent peur de la contagion de ses idées; il fut en conséquence résolu qu'un navire le remmènerait en Angleterre. Un warrant lui fut envoyé qui lui enjoignait de venir à Boston pour s'y embarquer (1636). Il déclina les sommations de la cour. Une pinasse fut expédiée alors; des officiers entourèrent sa maison; on voulait se saisir de lui et l'embarquer de force. Mais quand on pénétra dans l'intérieur de

Aut. cit.

Aut. cit.

l'habitation, on trouva la place vide. Il avait pressenti l'emploi de la violence, il s'y était soustrait par la fuite. Trois jours auparavant il avait quitté Salem par un temps de neige. Durant quatorze semaines de la mauvaise saison, il fut errant, oubliant ce que signifiait pain et lit, se trouvant au milieu des nuits orageuses et glacées sans feu souvent, sans compagnie, sans nourriture d'aucune sorte, sans guides, n'ayant pour tout abri que le creux d'un arbre. Il trouva des amis cependant. En réclamant pour la liberté de conscience, il s'était souvent fait l'avocat des indigènes, remontant jusqu'à la loi naturelle, et soutenant qu'une charte anglaise ne pouvait invalider leurs droits. Pendant son séjour à Plymouth, il avait visité les sachems voisins et appris leur langue. Aussi quand, exilé, il se présenta au wigwam du chef des Pokanokets, fut-il bien reçu de Massassoit. Le cruel Canonicus l'aima comme son fils. « Les corbeaux, dit plus tard Roger Williams, m'ont nourri dans le désert. » Il n'oublia point ces bienfaits; il fut toute sa vie leur ami, leur apôtre, leur défenseur et même leur pacificateur, quand la vengeance les allumait et les poussait dans le sentier de la guerre.

Lettre de Rog. Williams.

Aut. cit.

Quelques-uns des disciples de Williams l'ayant rejoint, il se fixa à Seekonk, près de la chute de Rehoboth. Mais cet endroit se trouvait dans les limites de la colonie de Plymouth. Winslow, qui en était alors gouverneur, lui écrivit pour l'avertir qu'en s'établissant à cette place, c'était créer pour plus tard des contestations qu'il valait mieux éviter. Dans le même temps, Winthrop l'engagea aussi par lettres à se diriger vers la baie des Narragansetts; ce qu'il fit en laissant échapper cette plainte : « Une bulle d'excommunication me suit partout où je vais. » C'est sur cette baie qu'il rencontra le dur Canonicus, qui le reçut mal d'abord, disant que les Anglais voulaient le tuer et avaient envoyé la peste dans sa tribu. Il faisait sans doute allusion à une espèce de fièvre pestilentielle qui avait décimé les habitants de Plymouth et les indigènes, leurs voisins, en 1633, et à la petite vérole qui avait, au printemps de 1634, envahi tous les villages indiens avec une furie impossible à décrire. Mais Williams parvint peu à peu à faire revenir le vieux sachem de ses préventions et préjugés, à son égard du moins. Car Canonicus en arriva bientôt à désirer que Williams s'établît près de lui; c'est pourquoi il ne voulut point lui vendre,

R. Williams.

V. N. Morton.

mais lui donna la bande de terre qui se trouve entre les rivières Pawtucket et Mooshausick.

Ce fut en juin 1636 qu'un canot indien fit passer la Pawtucket au législateur du Rhode-Island et à ses cinq compagnons, et les débarqua à l'endroit où Williams jeta les fondements de Providence. Heureux nom qui semblait appeler toutes les consciences opprimées. « J'ai voulu ouvrir un asile à tous les persécutés pour leurs opinions, » a dit depuis Roger Williams.

Bancroft.

On pourrait croire que, dans sa nouvelle condition de fondateur d'État, Roger Williams va, comme beaucoup de théoriciens mis en demeure de pratiquer, tomber dans l'intolérance et la persécution dont il est une des illustres victimes. Non! il reste le même; tous les actes du créateur du Rhode-Island sont d'accord avec ses principes. Et ce qu'il y a de curieux, c'est que cette concordance fait croire à ses ennemis qu'il est complétement différent de lui-même, et les conduit, pour le plus grand nombre, à se réconcilier avec lui. Ce phénomène est très-explicable : ses persécuteurs et ses juges, calvinistes entêtés de leur système de compression, ne comprenaient pas tous les bienfaits, toutes les grandes et généreuses conséquences des principes

proclamés par Williams. Mais quand il put en faire la démonstration par la pratique, s'ils ne furent pas convaincus de la bonté des principes, ils ne purent du moins refuser leur admiration à l'application et leur amitié à l'applicateur.

Dans les deux années qui suivirent son installation à Providence, il fut rejoint dans cet asile par quelques autres de ses disciples. Roger Williams partagea entre tous la terre que les Indiens lui avaient donnée, n'en conservant pas, pour lui-même, un pied de plus qu'il ne leur en assigna, et ne se réservant vis-à-vis d'eux aucun titre de propriété, aucun avantage politique. Il établit, avec ce faible commencement, une démocratie pure, sans mélange. La volonté de la majorité gouvernait, mais seulement pour les affaires civiles. Dieu seul était le régulateur de la conscience, ou plutôt, chaque conscience était régulatrice d'elle-même pour les choses divines. Nulle part les magistrats n'eurent si peu de pouvoir ; nulle part les représentants du peuple n'en eurent autant.

Bancroft citant Backus et Knowles.

Mais pour arriver à cette condition de société organisée, d'État fondé, quelles traverses a dû essuyer Roger Williams ! En laissant même de côté ses débats avec la cour de Boston, pendant

V. Callender. Bentley. Eliot. Coll. hist. du Mass. R. Williams, etc.

lesquels les allées et venues de Salem à Boston, à toute heure de nuit et de jour et par tous les temps, les prédications, les travaux manuels pour la subsistance le mirent à un doigt de la tombe ; en ne tenant pas compte de sa fuite au milieu de l'hiver à travers un pays inhabité, portant à chaque pas une trace nouvelle des injures de la saison ; oui, outre tout cela, que de durs labeurs pour fonder sa Providence ! Il en a laissé lui-même un aperçu quand il dit en plaisantant : « Mon temps n'était pas tout à fait employé en travaux spirituels, mais le jour et la nuit, à la maison et au dehors, sur la terre et sur l'eau, à la houe et à l'aviron, pour la subsistance. »

Cette fermeté victorieuse de toutes les difficultés, d'autres que Roger Williams en ont donné de signalés exemples ; mais ce qu'on rencontre plus rarement, c'est la bienveillance dont il fit, maintes fois, preuve envers les juges intolérants qui l'avaient condamné. « Je les ai toujours aimés et honorés dans mon âme, dit-il, même quand leur condamnation me frappait. » Il fit plus ; il les sauva des attaques des indigènes, sur lesquels il avait acquis une grande influence.

Parmi les peuplades nombreuses de Narragansetts, de Wampanoags, de Pequods, de Nipmugs,

de Mohégans, qui l'entouraient, les Narragansetts et les Pequods étaient particulièrement redoutables. Les sachems de ces deux tribus étaient sur le point de se liguer pour purger la contrée de tous les étrangers blancs qui l'avaient envahie. Il fallait empêcher cette ligue. Il n'y avait que Williams qui le pût. Il n'hésita pas. Seul sur un canot, à travers tous les dangers de la mer, il gagne la résidence du sachem des Narragansetts, reste trois jours et trois nuits au milieu des ambassadeurs pequods ne respirant que le sang, lutte de toutes ses forces contre la ligue et réussit à l'empêcher. Quelle leçon à l'adresse de ceux qui l'avaient forcé de réfugier sa liberté sous l'abri glacé des forêts ! Les calvinistes de Boston se considéraient comme de vrais chrétiens; mais à ce trait, ils auraient dû humblement reconnaître le véritable apôtre. Apôtre! Williams l'était, et par l'amour qu'il portait même à ses ennemis, et par son ardeur pour la vérité, et par sa pauvreté. Aut. cit.

C'était du Massachusetts qu'étaient sortis les fondateurs de Providence, ce fut encore au Massachusetts que ce commencement de ville dut son augmentation en habitants. Quelques faibles émigrations eurent lieu de la baie de Boston à la

Bancroft. baie des Narragansetts. C'étaient des pertes imperceptibles pour les Massachusetts, où s'épanchaient d'Angleterre, comme d'un grand lac dans le lit d'un fleuve, des flots continuels d'émigrants.

Dans la seule année 1635, trois mille arrivèrent ainsi dans la colonie puritaine, parmi lesquels il faut mentionner le riche Harlakenden, les magistrats Dummer et Bellingham, le mi-
Hutchinson. nistre républicain Hugh Peters, orateur d'une énergique et abondante éloquence, et Henry Vane, jeune homme de grand cœur et d'une intelligence peu commune, qui joua plus tard un rôle remarquable dans les troubles d'Angleterre et paya de la peine capitale son amour pour la liberté. Il eût pu faire un rapide chemin à la cour de Charles Ier; sa naissance et ses talents le mettaient à même de courir toutes les lices, de remplir toutes les charges. Mais il était sincèrement puritain, et sa conscience ne lui permettait pas de sacrifier au conformisme anglican. Professer en liberté sa religion lui semblait préférable à toutes les fortunes.

Les colons du Massachusetts, fiers de posséder ce noble jeune homme, le choisirent l'année suivante pour leur gouverneur. Ce choix n'était

point sage : la naissance ne donne point le savoir et l'expérience. Mais on peut croire et admettre pour excuse que les colons du Massachusetts agissaient ainsi pour attirer chez eux l'aristocratie anglaise et donner ainsi un plus éclatant reflet à leur nouvelle patrie.

Quoi qu'il en soit, lord Say et Seal et lord Brook eurent l'intention d'imiter Vane; seulement ils voulaient que la cour générale fût divisée en deux chambres et qu'on reconnût à leurs seigneuries le droit héréditaire de siéger dans la chambre haute. L'égalité parut plus belle que la coopération des nobles lords. On voulait bien leur accorder à eux, à cause de leurs qualités personnelles, une magistrature à vie, mais on ne voulait point s'engager au-delà. Cotton, chargé de répondre, leur écrivit : Bancroft.

« Si Dieu a répandu sa bénédiction sur les descendants d'une famille noble et généreuse, les a doués de l'esprit et des qualités propres au gouvernement, ce serait aller contre la volonté de Dieu même que de tenir de telles lumières sous le boisseau ; ce serait un péché contre l'honneur de la magistrature, de négliger, dans une élection publique, des hommes si éminents. Mais, s'il n'a point plu au Seigneur de départir à ces illus-

tres rejetons les talents nécessaires aux magistrats, ce serait bien plutôt les exposer à reproche et à perte, et la république avec eux, que les élever en honneur, si nous les appelions aux charges de l'autorité publique, quand Dieu lui-même ne le veut pas. »

Cette lettre de Cotton ne persuada point les nobles lords. A leurs yeux un pair d'Angleterre était toujours capable de manier les affaires du gouvernement. Aussi ne vinrent-ils point s'établir dans le Massachusetts.

La république de la baie de Boston échappait ainsi au fléau de l'aristocratie; mais d'autres dangers la menaçaient dont elle ne pouvait se garantir qu'en se jetant franchement dans les bras de la liberté : c'étaient les dissentiments en matières de religion.

Les habitants de Boston et des environs se perdaient dans toutes sortes de spéculations abstruses. On discutait les mystères de l'existence humaine, les lois du monde moral ; on voulait forcer l'éternité à révéler ses secrets. Des tribunaux humains prétendaient imposer les lois de l'âme humaine à l'Esprit Infini, etc. Et tout cela soutenu, discuté avec une ardeur, une passion quasi frénétique. Les arrivants, loin de calmer ces débats, ra-

V. Hutchinson. Coll. hist. du Mass. Bancroft.

vivaient au contraire la controverse. Ils venaient du grand foyer où se forgent depuis mille ans tous les systèmes nouveaux, où se reforgent à neuf tous les vieux ; ils venaient de l'Europe où les universités, sans cesse en travail, enfantaient toujours. De telles discussions ne pouvaient manquer de troubler le Massachusetts.

Les fondateurs de la colonie s'étaient ancrés dans leurs premières institutions et ne voulaient point s'en départir : pour jouir des droits de *freeman* il fallait être membre de l'Eglise. Les nouveaux venus trouvaient cette loi, comme elle l'était en effet, absurde. Comment! ils avaient quitté l'Europe pour jouir de la liberté de conscience, et ils retrouvaient, en Amérique, sur la terre de promission, l'intolérance de l'Europe! c'était inadmissible. Et voilà l'opposition de Roger Williams rétablie à nouveau. Cette fois ce fut une femme qui se trouva à la tête du parti; seulement elle eut pour principal adhérent le gouverneur lui-même, le jeune Henry Vane.

C'était la coutume à cette époque (1636-1637), dans la Nouvelle-Angleterre, que les hommes d'une congrégation se rassemblassent, une fois par semaine, en conférence religieuse. On répé-

Hutchinson. Robertson. Bancroft. Grahame, etc.

tait ou rappelait les sermons des ministres et on s'entretenait des doctrines qu'ils renfermaient. Anne Hutchinson, dont le mari représenta plusieurs fois Boston à la cour générale, regrettant que les personnes de son sexe fussent privées des avantages que les *frères* devaient retirer de ces assemblées, en forma, dans sa maison, une semblable pour les *sœurs*. Anne Hutchinson était instruite et éloquente : elle eut bientôt un auditoire de soixante à quatre-vingts femmes. Mais, dans les répétitions qu'elle fit des sermons prêchés à l'église, elle mêla peu à peu ses commentaires sur les doctrines des ministres. Puis, laissant de côté le puritanisme, elle se mit à prêcher les principes des antinomiens. Cette secte, fondée par Agricola, disciple de Luther, enseignait,
Bergier. se basant sur la parole de saint Paul : « L'homme est justifié par la foi, sans les œuvres de la loi, » que les bonnes œuvres étaient inutiles. De là, nul besoin de lois; de là aussi le nom antinomiens (αντι-νομος, *contre la loi*). Cette doctrine est destructrice de toute société; mais, d'un autre côté, elle est la conséquence logique de toute croyance religieuse qui invoque un Dieu de grâce à la place d'un Dieu juste, et admet la prédestination au lieu de la liberté. Anne Hutchinson

n'avait que le tort, rare chez une femme, d'être trop logique. Les vieux calvinistes, fondateurs et régulateurs de la jeune colonie n'avaient qu'un parti à prendre : proclamer la liberté de conscience revendiquée par Roger Williams, et repousser toute religion du sanctuaire de la loi; ils étaient trop imbus de l'esprit sectaire pour cela. Ils étaient trop habitués à se glisser, à se broyer entre les difficultés, pour laisser ouvert et libre le passage qui conduisait à la qualité de *freeman*, il valait bien mieux faire barrer le chemin par un prêtre qui reconnaissait au préalable les membres de l'Eglise. Sans cela, tous eussent été citoyens : l'égalité serait devenue un fait. Cela ne se pouvait pas, il fallut lutter.

Du côté d'Anne Hutchinson se trouvaient son frère, le ministre John Wheelwright, Vane, les étudiants, les hommes de science et la majorité de la population de Boston. L'autre parti, qu'on pourrait appeler le parti des ministres, car c'était leur autorité, leur influence qui se trouvait en jeu, était soutenu par les fondateurs de la colonie, l'ex-gouverneur Winthrop et la population des établissements en dehors de Boston. Hutchinson. Bancroft.

Les antinomiens eussent certainement remporté la victoire, mais ils manquèrent de tacti-

que. Wheelwright défendit ses opinions, dans un sermon, avant d'être réellement attaqué. Vane voulut l'appuyer de son autorité : c'était se laisser trop deviner. Aussi la cour générale répondit-elle à cette impatience, en censurant comme séditieux le sermon de Wheelwright. Les amis de ce ministre crurent devoir s'interposer ; ils chargèrent leur parti d'une nouvelle faute qui le perdit irrévocablement. Ils menacèrent de faire un appel à l'Angleterre. Un appel au gouvernement anglais ! c'était, suivant l'opinion la plus générale, vouloir introduire dans la faible colonie l'ennemi de la liberté du Massachusetts ! Les antinomiens passèrent, dès lors, pour le parti de l'Angleterre ; et le clergé, tout intolérant qu'il fût, pour le parti colonial. Les soutiens qu'il avait perdus furent tôt retrouvés. Eurent lieu les élections, sur ces entrefaites (mai 1637) : Winthrop fut nommé gouverneur, Dudley, député-gouverneur ; tandis que Vane et ses amis, Dummer et Coddington, considérés comme le parti anglais, se virent exclus de la magistrature.

Les électeurs, en massant ainsi les fondateurs de la colonie à la tête du gouvernement, pensèrent que ceux qui avaient établi le Massachusetts libre de l'autorité anglaise sauraient le mainte-

nir dans cette condition. Et une loi fut immédiatement rendue qui excluait de la juridiction coloniale tout arrivant qui n'aurait point obtenu l'agrément de quelqu'un des magistrats; et défense était faite, sous peine d'amende, aux colons, de vendre ou donner terres ou maisons à tout étranger se trouvant dans le cas précité. Hutchinson.

Vane, mécontent, profita de la compagnie de lord Leigh, fils du comte de Marlborough, qui était venu voir la contrée, et se rembarqua pour l'Angleterre au commencement d'août. Cotton, qui s'était laissé séduire par les éloges dont Anne Hutchinson avait flatté sa vanité, expliqua ses croyances et ne fut pas trouvé trop dissident. Anne Hutchinson, Wheelwright et Aspinwall furent condamnés au bannissement du Massachusetts. Leurs adhérents, très-influents à Boston, et nombreux, furent requis de livrer leurs armes. On craignait qu'ils ne s'insurgeassent. Hutchinson. Bancroft.

Anne Hutchinson ne perdit point sa présence d'esprit en face du tribunal qui la condamna, elle se montra même d'une subtilité qu'on pourrait qualifier de jésuitique ; mais, vers la fin, aiguillonnée sans doute par deux jours de débats passés à épiloguer sur les mots, molestée aussi de voir tant d'hommes contre elle, lorsque tant V. Hutchinson.

d'autres avaient été de son avis, elle se laissa emporter jusqu'à se comparer à Daniel dans la fosse aux lions et à dire à ses juges : « Prenez garde à ce que vous allez faire..... si vous continuez à marcher dans cette voie, vous attirerez sur vous une malédiction qui rejaillira jusque sur votre postérité. »

Wheelwright, qui avait acheté aux indigènes, en 1629, une portion de territoire dans le New-Hampshire (v. chap. III du présent livre), se retira avec ses amis les plus intimes (neuf, lui compris, peut-être) sur les bords de la Piscataqua, où il fonda la ville d'Exeter. Cette petite république, née à temps pour redonner un peu de vie au New-Hampshire qui allait s'éteignant depuis la mort de Mason, s'organisa sur les principes de la justice naturelle, par la volonté combinée de tous les habitants (1638). Les différents minces établissements de cette province se gouvernèrent ainsi séparément jusqu'en 1641.

V. Belknap. Mazzei. Bancroft. Barstow. Morse, etc.

Hutchinson.

Le mari d'Anne Hutchinson, ayant vendu ce qu'il possédait dans le Massachusetts, se mit en route pour l'exil avec sa femme et la plus grande partie de ses adhérents. Cette petite troupe, conduite par John Clarke et William Coddington, s'avança vers le sud, dans le dessein de faire une

plantation sur Long-Island ou près de Delaware-Baie. Mais Roger Williams les reçut dans son voisinage et leur fit acheter de Miantonomoh, chef des Narragansetts, la belle île d'Aquidneck, qu'ils nommèrent Rhode-Island, au prix de dix habits, vingt souliers et cinquante brasses de wampum blanc (mars 1638). Ce prix n'était que pour la forme; le chef indien fit la cession par amitié pour Williams et Vane. Ils se donnèrent, dans cette île, des institutions basées sur la justice naturelle. Comme les pèlerins, ils s'unirent entre eux par un contrat de société, et empruntèrent aux juifs leurs formes administratives. Coddington fut élu juge dans le nouvel Israël et trois anciens furent choisis pour ses assesseurs (mars — novembre 1638).

Chalmers.

Callender.
Bancroft.

Cette colonie, qui reposait sur le principe de la liberté intellectuelle, prospéra et se peupla, de sorte qu'en 1641 une constitution devint nécessaire. Ils décrétèrent le gouvernement démocratique, c'est-à-dire le droit pour les hommes libres de s'assembler, de faire des lois et de nommer des magistrats pour les mettre à exécution. Puis on choisit un sceau pour la colonie : un paquet de flèches avec la devise : « *Amor vincet omnia*; l'amour vaincra tout. »

Bancroft.

Ces petits établissements de Providence et de Rhode-Island se seraient crus au comble du bonheur, si une patente les eût assurés de la protection de l'Angleterre. C'était une illusion; mais qui ne vit pas d'illusions? En 1643, Roger Williams passa en Angleterre pour cet objet. Le parlement avait placé les affaires d'Amérique sous le contrôle du comte de Warwick, assisté d'un conseil dont Vane faisait partie. Par l'entremise de ce dernier et en faveur des travaux de Williams sur les Indiens, les deux chambres du parlement lui accordèrent une charte qui portait « que les plantations de Narragansetts-Baie étaient incorporées avec pleins pouvoir et autorité pour se gouverner elles-mêmes. » (1644.)

Mass. Hist. coll. Callender. Mazzei. Bancroft, etc.

Ce succès couronnait enfin la vie apostolique de Roger Williams et lui préparait, dans sa patrie d'adoption, un double triomphe « qui remplit son cœur de la plus pure joie. » A Boston, des lettres du parlement lui assurèrent réception et sécurité de la part de ceux qui l'avaient banni. Et quand il arriva en vue de Providence, une flotte de canots vint au-devant de lui, fit cercle autour du sien et le ramena ainsi dans la ville qu'il avait fondée.

Bancroft.

La charte obtenue par Williams comprenait

Providence et Rhode-Island ; cependant, en 1651, Coddington obtint une commission pour le gouvernement des îles de la Baie. C'était un démembrement qui força Williams à repasser en Angleterre. Il réussit encore; la commission fut annulée, et la charte qui constituait le Rhode-Island, tel qu'il est aujourd'hui, confirmée (1652).

La fortune d'Anne Hutchinson fut loin de se terminer d'une manière aussi florissante. Elle perdit son mari en 1642, et, mécontente de Rhode-Island et des habitants, elle se retira chez les Hollandais des bords de l'Hudson. L'année suivante (1643), sa maison fut attaquée et incendiée par les Indiens ; elle-même, son beau-fils, et toute leur famille, en tout seize personnes, périrent dans les flammes ou sous les coups des sauvages. Une fille seulement eut la vie sauve ; mais les Peaux-Rouges s'en saisirent et l'emmenèrent captive. Mort de Hutchinson.

CHAPITRE VI

Fondation du Connecticut.

(1630-1639.)

Pendant que l'intolérance des évêques anglicans poussait les non-conformistes anglais à fonder les colonies-asiles de New-Plymouth et de Boston; pendant que, d'un autre côté, l'intolérance des ministres puritains du Massachusetts contraignait les disciples de Roger Williams et ceux d'Anne Hutchinson à sortir du Massachusetts, leur faisait fonder le Rhode-Island et consolider le New-Hampshire; un autre Etat s'élevait, composé d'éléments divers, sur les bords du Connecticut, à cent milles environ de la baie de Boston.

Le premier propriétaire patenté de cette belle vallée du Connecticut (*Quonektacut,* la longue rivière, ou la rivière des pins) fut le comte de Warwick (1630), qui céda ses droits à onze associés parmi lesquels il suffit, pour la clarté du récit

V. Trumbull. C. Mather. Barber. Bancroft.

subséquent, de mentionner le vicomte Say et Seal et lord Brooke (1631). Les tentatives de colonisation ne pouvaient se faire immédiatement ; il fallait trouver des émigrants et pourvoir à leur installation. Ce délai servit d'autres entreprises à l'état de projets vers l'époque même de la concession susdite.

Trumbull. Wahquimacut, sachem des indigènes résidant sur le Quonektacut, voulant se prémunir contre Pekoath, grand chef des Pequods, avait sollicité les gouverneurs de New-Plymouth et de Boston d'envoyer quelques détachements de colons s'établir sur la *longue rivière* (1631). Les pèlerins seuls répondirent à cet appel. Mais, comme leur navire remontait le Connecticut, ils trouvèrent que les Hollandais de Manhattan les avaient devancés. Ceux-ci avaient, en effet, construit un petit fort sur l'emplacement de la ville nommée aujourd'hui Hartford et prétendaient ne point laisser passer les pèlerins. Mais le chef du petit détachement se moqua des menaces des Hollandais, passa outre et alla fonder le comptoir de Windsor, qui devint bientôt un centre de commerce de pelleteries entre les Anglais et les naturels (1633-1635).

D'autre part, l'affluence considérable des émi-

grants avait tellement multiplié les plantations dans les environs de Boston, que l'on y avait agité la question de la réémigration. On connaissait les avantages de la vallée du Connecticut; ce fut vers ce point que résolurent de se diriger les colons qui se trouvaient à l'étroit sur la baie du Massachusetts. Mais il y avait une difficulté préalable à surmonter. La cour de Boston était une autorité élue et reconnue par tous ceux qui vivaient sous sa protection; les colons, par suite même de cette protection, devaient au gouvernement l'appui moral de leur présence ainsi que l'aide de leurs bras en cas de danger. Tous, enfin, étaient liés entre eux par la fraternité de l'émigration et de l'exil. Pour se détacher de la masse commune, il fallait au moins que la communauté, représentée par la cour, en donnât la permission; et la cour, à la session de septembre 1634, s'y opposa. Malgré cela, quelques-uns des plus pressés partirent au mois de mai 1635, et se construisirent quelques huttes à Piquag (Wethersfield), tandis que les autres renouvelaient leur demande. La cour se laissa enfin persuader, et permit le départ, à condition que les émigrants resteraient sous la juridiction du Massachusetts. En conséquence, durant l'été de 1635, de petits

Aut. cit.

Hutchinson.

Aut. cit.

Trumbull.

partis se mirent en marche, et d'autres firent leurs préparatifs pour le printemps suivant.

Sur ces entrefaites arriva d'Angleterre le jeune Winthrop, fils du gouverneur de Boston, muni d'une commission de gouverneur au nom des lords propriétaires, et ayant l'ordre de faire construire un fort à l'embouchure de la rivière (octobre 1635). Le fort fut élevé immédiatement, ce qui empêcha les Hollandais de pénétrer dans ce pays, qu'ils voulaient aussi coloniser.

Aut. cit.

Dans ce même mois d'octobre 1635, une soixantaine de personnes, tant hommes que femmes et enfants, se mirent en marche de Boston et des environs pour aller s'établir au Connecticut. Mais la saison était trop avancée pour une pareille entreprise, et l'hiver, d'ailleurs, se montra vite et rigoureux.

Trumbull.

Le 15 novembre, le Connecticut était gelé; de sorte que les provisions et les mobiliers qu'on avait expédiés par eau ne purent arriver aux pauvres émigrés. Sans vivres, ni rien qui pût les garantir des maux de la saison, ils s'en revinrent par petites bandes, gagnant, qui New-Plymouth, qui Boston, qui l'embouchure du Connecticut, à travers toutes les souffrances et difficultés que l'on peut rencontrer dans un pays

V. Aut. cit.

vierge envahi par les vents, la glace et la neige.

On n'en commença pas moins, l'année suivante (avril 1636), d'organiser le gouvernement et les relations civiles, en même temps que de nouvelles émigrations se mettaient en marche. Au commencement de juin, cent personnes environ partirent de Cambridge, sous la conduite de John Haynes, qui venait de quitter la charge de gouverneur du Massachusetts, et de Thomas Hooker, ministre estimé pour la force de son caractère et la hardiesse de son esprit. Trumbull. Aut. cit.

La caravane s'avança lentement, difficilement, ne faisant que dix milles au plus par jour, à travers les forêts et les marécages, poussant devant elle cent soixante têtes de bétail, n'ayant d'abri, la nuit, que les arbres ou quelques creux de rochers, de guide, le jour, qu'une boussole muette. Et ceux qui émigraient ainsi étaient des gens accoutumés à toutes les aises de la vie; mais la grande pensée, mère de la Nouvelle-Angleterre, les animait toujours : ils édifiaient pour leur postérité le temple-citadelle de toutes les libertés. V. Trumbull. Bancroft.

Il leur fallut quinze jours d'un tel voyage pour gagner Hartford.

D'autres partis s'engagèrent dans les mêmes

V. Trumbull, etc. périls et vinrent grossir les agglomérations déjà formées dans la vallée du Connecticut, de sorte qu'à la fin de cette année 1636 les trois villes de Windsor, Hartford, Wethersfield et le fort de l'embouchure de la rivière contenaient bien déjà huit cents personnes, composant de cent soixante à cent soixante-dix familles.

L'installation exigeait des travaux rapides de la part des émigrants pour se garantir des maux soufferts l'hiver précédent: c'étaient des habitations à élever pour eux-mêmes, des abris à préparer pour leurs bestiaux, des jardins à tracer et à mettre incontinent en rapport, des routes à ouvrir, pour se prêter mutuellement secours en cas de besoin.

Et ce n'était pas tout; il fallait aussi se tenir en garde armée contre les incursions et attaques des naturels. Aucune région de la Nouvelle-Angleterre n'était si couverte d'Indiens que cette partie de la vallée du Connecticut, dont les anglais émigrés essayaient de prendre possession. Les différentes tribus maîtresses de ces territoires pouvaient réunir et envoyer dans le sentier de la guerre une armée de trois mille porteurs d'arcs et de tomahawks; ce qui fait supposer que la population entière de ces parages n'était pas loin du chiffre de 20,000.

Trumbull.

Parmi les tribus assez nombreuses qui concouraient à ce total, il faut remarquer les Pequods que commandait Sassacus « semblable à un dieu, — personne ne pouvait le tuer » et les Mohégans, tribu fille ou sœur de la tribu Pequod et dont le sachem était Uncas. Trumbull.

Les colons de la baie du Massachusetts avaient eu l'adresse d'être prudents, justes, même magnanimes dans leurs relations avec les indigènes; aussi s'en firent-ils des alliés, notamment des Mohégans et des Narragansetts. Mais Narragansetts et Mohégans étaient en guerre avec les Pequods. Ceux-ci, pour cette raison, se tinrent sur la réserve vis-à-vis des Anglais; et, si les Anglais étaient tous restés sur la baie de Massachusetts, cet état de choses eût pu durer longtemps, grâce au commerce qui s'interposait entre rouges et blancs. N. Morton. *Comp.* Les aut. cit.

Mais quand les Anglais se furent montrés sur les rives du Connecticut, les Pequods sentirent menacée l'espèce de suzeraineté dont ils jouissaient près des autres tribus indiennes. Ils jugèrent qu'il était temps de mettre une barrière à l'envahissement de l'étranger. Aut. cit.

Ils commencèrent la guerre à leur manière, c'est-à-dire par surprises et attaques imprévues,

tout en assurant les colons de leur amitié et de leur désir de la paix. Un Anglais s'écartait-il des siens, il était mis à mort et dépouillé; les bestiaux, tués ou blessés. Un navire de commerce remontant le Connecticut eut le malheur de se faire guider par eux; tout l'équipage, de dix hommes, fut massacré (1634), et, immédiatement après cet acte, des députés pequods arrivèrent à Boston solliciter l'alliance des hommes blancs. On leur demanda bien compte de l'attentat qu'ils venaient de commettre, mais ils invoquèrent la nécessité de leur sauvegarde. Le gouvernement du Massachusetts accepta l'excuse et même réconcilia les Pequods avec les Narragansetts.

Peu touchés d'une générosité qui leur parut dictée par la faiblesse et la peur, ils attaquèrent un autre bateau près de Block-Island, et en tuèrent le maître, qui n'avait avec lui que deux mousses et deux Narragansetts. Le gouvernement de Massachusetts voulut tirer satisfaction ou vengeance de ce meurtre; un petit corps expéditionnaire se mit en campagne sous les ordres du capitaine Endicott, mais revint bientôt, n'ayant rien fait qu'exciter davantage un féroce et belliqueux ennemi (1).

V. Trumbull.

(1) Je ne sais pas pourquoi Bancroft qualifie cette expé-

Les Pequods, en effet, mettant de côté tout voile et mystère, sollicitèrent ouvertement l'alliance des Narragansetts et des Mohégans afin d'exterminer les étrangers des champs de chasse de la race indienne. Roger Williams, nous l'avons dit plus haut, parvint à empêcher cette ligue; mais les Pequods n'en restèrent pas moins fermes dans leur idée et se mirent immédiatement en campagne. Durant toute l'arrière-saison de 1636 et le commencement de 1637, ils escarmouchèrent contre les Anglais, surprirent, dans ce laps de temps, et exécutèrent, à leur barbare manière, environ trente colons.

En présence de ces atrocités, la cour du Connecticut décréta la guerre. Une soixantaine d'hommes furent levés et mis sous les ordres du capitaine John Mason. A cette petite troupe vinrent se joindre un détachement du fort Say-Brook composé de vingt hommes du Massachusetts ayant à leur tête le capitaine John Underhill, et soixante-dix Mohégans avec leur sachem Hutchinson.

dition de *sanguinaire* (... *a* sanguinary *but ineffectual expedition*); car Trumbull (*Hist. du Connecticut*) dit que tous les Anglais revinrent à Boston sans avoir reçu une blessure (*unharmed either by sickness or the sword*) et n'ayant tué qu'un ou deux Indiens (*They killed an Indian or two*). Voir Bancr., ch. IX, et Trumbull, livre I, c. V.

Trumbull. Uncas. Le gouvernement du Massachusetts décréta l'envoi de deux cents hommes au secours du Connecticut et Plymouth se taxa à quarante. Seulement de tous ces secours décrétés Mason ne vit rien. Il est vrai qu'il fit sa levée à la hâte, qu'il se trouva prêt à entrer en campagne une semaine ou deux après la résolution de la cour générale, et qu'il aurait pu attendre. Mais il craignait que tout délai ne fût regardé par les Mohégans comme un manque de courage. Il embarqua donc sa petite armée, dès qu'elle fut rassemblée, sur une pinque, une pinasse et une chaloupe, descendit la rivière et vint atterrir dans la baie des Narragansetts. De là Mason et Underhill gagnèrent sous escorte la demeure de Canonicus, où fut mandé et se rendit Miantonomoh, accompagné de deux cents sages et guerriers. On tint conseil. « Votre dessein est bon, dit le sachem narragansett, je vous aiderai de mes guerriers; mais vous êtes trop faibles pour vous attaquer aux Pequods qui sont braves et habiles dans l'art de la guerre; — vous ne réussirez pas. »

Compar. Mason dans Barber. Trumbull. Bancroft.

Hutchinson.

Trumbull.

Les Anglais avaient confiance en eux-mêmes, ils ne firent nul cas de cette triste prophétie et se mirent en marche vers le territoire pequod,

En partant, ils étaient accompagnés de plus de cinq cents Indiens, tant Mohégans que Narragansetts et Nibanticks, protestant tous de leur désir de combattre et de vaincre. Mais quand, au bout d'une douzaine de milles, ils se furent enquis de nouveau du vrai dessein du capitaine Mason et qu'il leur eut répondu qu'il marchait réellement contre les forts des Pequods, les Narragansetts furent pris d'une panique et disparurent. Cent d'entre eux arrivèrent à Providence, disant que les Pequods avaient tué tous les Anglais. Cette nouvelle vint, rapide comme une flèche, porter la frayeur jusque dans Boston. Trumbull.

Cependant l'armée du Connecticut s'avançait guidée par Wequash, petit sachem pequod en révolte contre Sassacus. Elle arriva enfin, vers le soir du 25 mai (1637), bien épuisée par les fatigues, le manque de provisions et la chaleur qui, toute la journée, avait été accablante, dans un petit marais entre deux collines, tout auprès d'un fort pequod sur la rivière Mistick. Sassacus était dans un autre fort à environ huit milles de celui-ci. L'intention des Anglais était d'attaquer les deux forts à la fois; mais la circonstance de l'épuisement des hommes fit modifier ce plan et l'on ne pensa plus qu'à celui de la Mistick. Le

camp planté, les sentinelles posées, les Anglais cherchèrent dans le sommeil une réparation dont ils avaient grand besoin. Le 26, au point du jour, tous sont debout. On appelle les Indiens; Uncas et Wequash paraissent. « Où est le fort? — Sur le haut de la colline, répondent-ils. — Et vos guerriers? — Un peu à l'écart, tremblants de peur. — Qu'ils ne fuient pas, mais entourent le fort à la distance qu'ils voudront, et ils verront si les Anglais se battent ou non (1). »

On détermine d'attaquer les Pequods de deux côtés à la fois. Underhill commande une partie des hommes, Mason prend le reste, et, guidés par Wequash qui doit indiquer les entrées, on s'avance vers le fort. Un chien aboie; l'alarme est donnée. « Owannox! Owannox! (les Anglais! les Anglais!) » crie un Indien. Anglais et Pequods sont aux prises. Ceux-ci ont été surpris; mais, pratiquant eux-mêmes cette façon d'attaquer

(1) « ... at length *Onkos* (Uncas) and one *Weguosh* (Wequash) appeared. We demanded of them, Where was the fort? They answered, On the top of that hill. Then we demanded, Where were rest of the Indians? They answered, Behind, exceedingly afraid. We wished them to tell the rest of their fellows, that they should by no means fly, but stand at what distance they pleased, and, see wether *Englishmen* would now fight or not. » *A Brief History of the Pequot War, by capt Mason, the command. of the exped. Boston*, 1736.

l'ennemi, ils ont vite retrouvé leur sang-froid, saisi leurs haches de pierre, leurs couteaux d'écaille ou de silex, leurs flèches à pointes d'os, environné de leurs masses compactes les Anglais disséminés. Mais impuissantes sont ces armes qui ne blessent que légèrement des hommes vêtus et habiles à parer les coups. Les Pequods, au contraire, tombent de tous côtés sous le fer et les balles. Chaque wigwam nécessitait cependant de la part des Anglais un nouveau siége ; et il y en avait de soixante à soixante-dix. Les colons s'épuisaient, et la victoire ne se décidait pas. Tout à coup Mason s'écrie : il faut les brûler ! et, saisissant un tison allumé, il met le feu à une cabane bien placée sous l'action du vent. En un instant, palissades du fort, nattes et branchages dont sont faits les wigwams, tout flambe comme un feu de paille. Les Anglais ont à peine le temps de se retirer pour ne pas être eux-mêmes victimes de l'incendie. Placés à quelque distance, ils pouvaient viser et atteindre tout Pequod qui essayait d'échapper au feu. L'immolation fut complète : environ six cents indigènes, tant hommes que femmes et enfants, périrent. Et il ne fallut qu'une heure pour cette œuvre de destruction ! Bancroft Mason.

Deux Anglais seulement étaient tombés dans

le combat; mais il y avait une vingtaine de blessés, quelques-uns même très-grièvement. Et rien pour leur donner du soulagement; rien pour les
Hutchinson. mettre à l'abri du froid du matin qui était très-piquant. Soudain, voici les navires. On fait des brancards; on engage des Indiens pour le transport des blessés. On va se mettre en marche, quand paraît un gros de Pequods arrivant fièrement du second fort. Ils croyaient assister au triomphe de leurs frères; ils furent saisis d'horreur et de stupéfaction, à la vue des ruines fumantes et des cadavres à demi consumés de tant de guerriers de leur race! « Ils frappaient du
Mason. pied la terre et s'arrachaient les cheveux. » Ils tentèrent bien de se venger. Mais Mason, tout en dirigeant sa petite troupe vers les navires, laisse Underhill et un détachement d'hommes choisis en arrière-garde pour répondre à leurs provocations. C'était tout ce qu'il fallait, l'Indien ne combattant que par surprises et n'attaquant que l'Européen désarmé.

Une partie des troupes se hâta de regagner les
Bancroft. villes naissantes du Connecticut pour les protéger contre quelque représaille de la part de l'ennemi; tandis que Mason, avec environ vingt hommes, traversa la contrée depuis le voisinage de New-

London jusqu'au fort Say-Brook, où on le reçut comme un triomphateur, avec acclamations et salves d'artillerie. Mason.

C'était à Mason, en effet, et aux faibles établissements coloniaux du Connecticut que revenait tout l'honneur de cette guerre. Le Massachusetts, bien plus fort et bien plus capable de jouter contre les nombreux et féroces Pequods, n'avait rien fait. Il avait eu bonne intention, il avait décrété l'envoi de deux cents hommes; mais la mise en campagne de ce corps auxiliaire fut retardée pour un motif assez singulier. On était au moment le plus chaud du débat contre les antinomiens, et on reconnaissait qu'une partie des officiers et des soldats de ce détachement étaient infectés des doctrines d'Anne Hutchinson. Comment envoyer une troupe ainsi composée combattre pour les saints de Dieu? Jéhovah ne pourrait bénir leurs armes; les Pequods auraient trop bonne raison de ces impurs. L'épuration était conséquemment nécessaire. Pendant ce temps-là Mason battait les Pequods, et la nouvelle en arrivait à Boston. Plus n'était besoin de deux cents hommes alors, pensa le gouvernement du Massachusetts. Cent vingt hommes suffiraient au Connecticut pour l'extermination du Aut. cit.

reste de cette tribu. Cent vingt hommes furent alors envoyés sous la direction du capitaine Stoughton et du révérend Wilson; car il y avait des chapelains dans toutes les expéditions de la Nouvelle-Angleterre. Ces ministres prêchaient, et (autre mission bien plus étrange), dans un danger ou dans le doute du chemin à suivre, après une prière de dix à douze heures parfois, ils arrivaient, comme illuminés par l'esprit divin, indiquer la route que le Seigneur leur avait montrée (1).

V. Trumbull. Robertson. Grahame.

De son côté la cour du Connecticut donna quarante hommes à Mason pour se remettre en campagne. Mason et Stoughton firent leur jonction et, vers la fin de juin, l'extermination recommença. Toutes les retraites furent attaquées l'une après l'autre, les wigwams brûlés, les champs dévastés. Le 13 juillet (1637), enfin, eut lieu le dernier combat contre les Pequods, à Fairfield, dans un grand marais qui fut entouré par les Anglais. Mais un brouillard favorisa la fuite d'une soixantaine de guerriers rouges, tandis que les Anglais en tuaient peut-être vingt et faisaient cent quatre-vingts prisonniers, en grande partie des

(1) Bancroft ne dit rien de cela. Il ne parle pas non plus de la cause qui empêcha l'envoi du Massachusetts.

femmes et des enfants, qu'on vendit comme es- Trumbull.
claves dans les Antilles.

Sassacus, accusé dans sa tribu d'avoir, par son orgueil, causé tous ces désastres, se retira chez les Mohawks avec ses principaux capitaines; Aut. cit. mais ils n'y trouvèrent que le refuge de la mort: les impitoyables Iroquois les massacrèrent.

La guerre contre les Pequods était finie; un millier d'individus de cette tribu avaient péri. Il en restait encore à peine deux cents, qui furent ou réduits en esclavage par les Anglais ou incorporés aux Mohégans et aux Narragansetts. Pour Aut. cit. la tribu pequod, elle était détruite; son nom se trouva effacé de la liste des tribus indiennes.

Mais suivant certains politiques qui prennent la cruauté pour de la force, et le mépris de la justice pour la marque du génie, cela était bien, cela était juste. Les Anglais avaient le droit d'exterminer les indigènes de l'Amérique, si ceux-ci ne voulaient pas permettre aux Anglais de s'installer et de s'étendre, suivant leurs besoins, leurs caprices et leurs intérêts, sur le territoire américain.

Inutile de combattre une doctrine dont l'atroce iniquité saute aux yeux, dont les révoltantes conséquences sont inscrites dans les annales hu-

maines en caractères sanglants. S'il est quelque chose que la civilisation doive particulièrement respecter et défendre, c'est la justice et les faibles.

La destruction des Pequods, si rapidement parachevée, terrifia, pour un temps du moins, les autres tribus voisines des établissements coloniaux de la Nouvelle-Angleterre ; « l'enfant fut désormais en sûreté dans son berceau, le laboureur dans son champ, le voyageur sur la route déserte. Les maisons n'eurent plus besoin de verrous, les plantations de palissades. » (Bancroft.)

Sous cette bénédiction de la paix, les habitants du Connecticut voulurent se donner des institutions régulières. En conséquence, le 14 janvier 1639, « les résidants de Windsor, Hartford et Wethersfield, se rassemblèrent à Hartford, à l'effet de s'associer et de se joindre ensemble en *État public* ou en *République* (as one *public State* or *Commonwealth*), pour maintenir et préserver le culte du Seigneur Jésus qu'ils professaient, et se donner une constitution dans l'esprit de laquelle se feraient toutes lois ultérieures. »

V. Trumbull et Conn. hist. coll.

« Tous les habitants ayant juré fidélité à la république, dit cette constitution, se réuniront

dans les différentes villes pour choisir leurs députés. »

« Ces députés ne pourront être pris que dans le corps des *freemen*. »

« Les *freemen* se formeront au mois d'avril en *cour d'élection* pour choisir le gouverneur et les magistrats de l'année suivante; »

« A la suite de quoi, les députés, les magistrats et le gouverneur, constituant la cour générale, s'occuperont de la confection des lois utiles au bonheur de la république. — Une deuxième session de la même cour, pour le même objet, aura lieu au mois de septembre. »

« Pour être gouverneur, il faut avoir déjà rempli une charge dans la magistrature et faire partie d'une Église. »

Au point de vue de la démocratie absolue, on trouverait dans cette constitution matière à corrections; mais, au point de vue des colons, c'était un contrat aussi libéral et égalitaire que possible.

Il est, d'ailleurs, une preuve irrécusable qu'il convenait bien à ceux qui l'adoptaient : depuis plus de deux siècles ses statuts sont en vigueur, et la population du Connecticut, qui se possède et se gouverne au même titre que toutes celles des autres États de l'Union, n'y a point fait de changements essentiels. Bancroft.

11.

CHAPITRE VII.

Fondation de New-Haven.

(1637-1641.)

Pendant que ces choses se passaient dans la Nouvelle-Angleterre, la persécution continuait à sévir de l'autre côté de l'Atlantique. Les juridictions épiscopales frappaient sans relâche les non-conformistes, qui n'en faisaient que plus de prosélytes. Et quand les non-conformistes s'ennuyaient d'être abreuvés des mêmes amertumes, ils émigraient et venaient grossir, suivant leurs inclinations, les différentes colonies déjà fondées : New-Plymouth, le New-Hampshire, le Massachusetts, Rhode-Island, le Connecticut. Ou bien, si les émigrants, plus ambitieux et plus personnels, ne se trouvaient point satisfaits d'aller faire nombre dans un établissement déjà façonné suivant telle ou telle donnée, ils se mettaient à créer eux-mêmes ; — c'est ce que

firent, à New-Haven, Théophile Eaton et John Davenport.

Trumbull. Willard.

Théophile Eaton avait été trois ans dans les Indes orientales, comme député-gouverneur de la compagnie; il avait représenté l'Angleterre à la cour du Danemark et dirigé une compagnie commerciale de la Baltique. De plus, il était riche, et avait épousé la fille de l'évêque de Chester.

Trumbull. Hutchinson.

John Davenport, fils d'un avocat, s'était, comme ministre, acquis à Londres une grande réputation de piété, de savoir et d'éloquence.

Une amitié énergique, la fraternité des principes sévères du pur calvinisme maria ces deux hommes pour le bien. Mais que pouvaient-ils, en Angleterre, avec leurs idées et le régime en vigueur? — Peu de chose, sans être persécutés.

Ils s'embarquèrent pour l'Amérique, avec leurs disciples, amis et partisans, et arrivèrent à Boston le 26 juillet 1637.

V. Trumbull. Hutchinson. Grahame. Barber.

Le Massachusetts désirait bien conserver de tels hommes, si éminents et riches; tout fut mis en œuvre pour les retenir. Mais eux, peu séduits par le procès d'Anne Hutchinson, et se sentant la force d'édifier quelque chose par eux-mêmes, se mirent au contraire, vers l'automne (1637), à

explorer la côte, cherchant un emplacement favorable au commerce. Ils dépassèrent l'embouchure du Connecticut et, environ trente milles plus à l'ouest, ils rencontrèrent une petite baie au fond de laquelle vient tomber une petite rivière que les naturels nommaient Quinnipiack. Cette situation leur parut bonne; ils y élevèrent une cabane où quelques-uns des leurs s'arrangèrent pour passer l'hiver.

Le 30 mars 1638, Davenport, Eaton et leurs compagnons s'embarquèrent à Boston pour gagner la Quinnipiack. Ce fut seulement le 18 d'avril que tous se trouvèrent rassemblés pour le prêche du premier sabbat sur la terre de leur choix. Ils n'avaient point de temple; un grand chêne, que le printemps n'avait encore paré d'aucune feuille leur en servit. Davenport prit la parole et fit un sermon sur la tentation du Fils de l'homme dans le désert. On ne s'explique pas trop un pareil discours, ni les tentations dont il faut se défier dans une solitude toute ravagée par l'hiver. Trumbull.

Après un jour de jeûne et de prières, ils entrèrent dans ce qu'ils appelaient « un covenant de plantation (*a plantation covenant*) ; c'est-à-dire qu'ils se donnèrent une première forme de V. Trumbull.

gouvernement sur cette base : « Que, dans les matières civiles et ecclésiastiques, dans le choix des magistrats et la confection des lois, dans la division des héritages et autres choses semblables, tout serait réglé selon ce que les Écritures leur enseignaient. »

Puis on planta du blé; mais deux fois il pourrit dans la terre à cause du froid. La troisième semaille réussit pourtant, et la récolte fut belle; de sorte que les colons fondateurs de New-Haven eurent, contrairement à tous les émigrés, leurs devanciers, le bonheur de ne pas tomber dans les misères de la famine.

Comp. Trumbull. Barber.

Ils eurent aussi le bonheur de s'entendre avec les naturels (les Quinnipiacks), qui leur cédèrent des terrains, sous la clause que les colons les protégeraient contre les Mohawks (novembre-décembre 1638).

V. Trumbull. Bancroft.

Tels, les principaux événements qui signalèrent la première année de cette installation.

Le 4 juin 1639, « les disciples de celui qui naquit dans une étable se rassemblèrent dans une grange, » pour constituer leur gouvernement civil et religieux. Davenport mit l'affaire en marche, en prêchant sur ce texte : « La sapience a bâti sa maison ; elle a taillé ses sept colonnes. »

Bancroft.

Trumbull.

Il fit entendre que la maison de Sapience était l'Église dont les sept colonnes devaient être les sept frères les plus éminents. Et, comme dans le calvinisme pur, l'Église et le pouvoir politique ne faisaient qu'un, la maison de Sapience devait être l'Etat dont le grand livre d'ordonnances serait la Bible. Pour être citoyen il fallait être membre de l'Église.

En conséquence, un comité de douze fut élu pour choisir les sept hommes qui organiseraient le gouvernement. Eaton, Davenport et cinq autres furent les colonnes de la nouvelle Maison de Sapience dans le désert. Pendant environ deux mois ce conseil des sept exerça le pouvoir absolu. Mais en octobre 1639, ils se décidèrent à faire des officiers civils. Les *freemen* furent rassemblés; tous les règlements précédents furent abrogés. On décréta des élections annuelles, et la première eut lieu. Eaton fut nommé gouverneur et quatre autres frères, magistrats.

Trumbull. Bancroft.

Davenport se revêtit du rôle de Calvin ou de Moïse, c'est-à-dire qu'il se fit le grand directeur spirituel; car, en remettant, en pleine assemblée, la charge aux officiers élus, il leur adressa ces paroles du Deutéronome : « Et je commandai en ce temps-là à vos juges, en leur disant : Ecoutez les

différends qui seront entre vos frères, et jugez droitement entre l'homme et son frère, et entre l'étranger qui est avec lui. Vous n'aurez nul égard aux personnes en jugement; vous entendrez le petit aussi bien que le grand; vous n'aurez point peur du visage de l'homme; car le jugement est de Dieu; *et la cause qui sera trop difficile pour vous, vous me l'apporterez, et je l'entendrai.* » (D. I. 16, 17.)

Telle fut l'organisation de New-Haven; et à mesure que de nouvelles villes se fondèrent dans ses alentours, comme Milford, Guilford (1639), Brainford (1640), Stamford (1641), de nouvelles Maisons de Sapience s'élevèrent sur les « sept colonnes » aspirant à l'illumination de l'Éternelle-Lumière. Les colons se préparaient ainsi avec confiance à la seconde venue du Christ.

Trumbull. Hutchinson. Barber. Bancroft.

Ils s'adonnaient cependant au commerce, mais ils se ruinèrent dans ces entreprises et furent obligés de se rejeter dans l'industrie agricole.

Hutchinson.

New-Haven resta colonie distincte jusqu'en 1665, qu'elle fut réunie au Connectitut, en vertu de la charte de Charles II, du 23 avril 1662.

Hutchinson. Mazzei.

CHAPITRE VIII.

Les Colonies Unies de la Nouvelle-Angleterre.

(1629-1643.)

Le gouvernement de Charles Ier était assez disposé à laisser tranquillement se fonder la Nouvelle-Angleterre; mais, à peine née, la Nouvelle-Angleterre s'était fait des ennemis. Le fondateur de Salem, John Endicott, avait brusquement fait reconduire en Europe des anglicans qui s'étaient trouvés parmi les puritains émigrés. Les anglicans avaient promis de se venger; ils ne faillirent pas à cette promesse. En arrivant en Angleterre, ils allèrent se plaindre à Mason et à Gorges, les rivaux jaloux de tout établissement qui se formait sans leur coopération. Par leurs soins, les plaintes des bannis de Salem retentirent jusque dans le conseil privé du roi. **Hubbard. Hutchinson.**

Mais les puritains du Massachusetts avaient de puissants amis auprès de Charles Ier; en consé-

quence, le conseil privé décréta en faveur des colons : « qu'ils avaient ordre de continuer leur entreprise, que le roi n'entendait point leur imposer des cérémonies dont ils avaient voulu s'affranchir en s'exilant eux-mêmes. »

Hutchinson. Bancroft.

Il ne manquait à cela que l'assentiment de la puissance ecclésiastique; et le haut clergé anglican ne voyait pas sans dépit la prospérité des puritains. Il prêta l'oreille aux plaintes des ennemis du Massachusetts; et, avec cet esprit d'exagération si commun aux gens d'Eglise, il eut bientôt créé des fantômes pour effrayer le roi et tourner son instable résolution. Les mariages en Amérique étaient faits, lui dit-on, par les officiers civils ; les émigrations pour cette terre de licence et d'impiété étaient nombreuses; les meilleures familles quittaient l'Angleterre, c'était accuser tacitement le gouvernement; tout cela indiquait clairement que le royaume était sur le penchant de sa ruine ; etc., etc.; le roi devait y prendre garde.

Comp. Hutchinson. Hubbard. Robertson. Bancroft.

A la tête de ce mouvement anti-puritain se trouvait Laud, archevêque de Canterbury. Ce chef actif de l'Eglise ne pouvait pas ne pas avoir raison contre les colons.

Un ordre du conseil retint les navires des émi-

grants dans la Tamise ; la compagnie du Massachusetts fut requise de produire en Angleterre ses lettres patentes.

Une commission spéciale pour les colonies, composée de douze grands officiers et dont l'archevêque Laud fit partie, eut le pouvoir d'établir le gouvernement des plantations, de leur dicter des lois, de réglementer leurs Eglises, de leur infliger des punitions, de révoquer toute charte subrepticement obtenue et contraire aux prérogatives royales. Coll. hist. du Mass. Bancroft. Hazard. Grahame.

Ces mesures furent connues à Boston en septembre 1634 ; et même la nouvelle s'y répandit qu'un gouverneur général était en route pour l'Amérique. Tout cela porta les colons aux mesures les plus hardies. Ils ne répondirent pas à l'injonction qu'on leur avait faite de produire leur charte. Six cents livres furent votées pour fortifier *Castle-Island* (l'île du Château). Tous les ministres s'assemblèrent à Boston, comme en consistoire, et se déclarèrent unanimement contre la réception du gouverneur général. « Il nous faut, dirent-ils, nous défendre, si nous le pouvons ; sinon, tirer l'affaire en longueur. » Coll. hist. du Mass. Bancroft.

Ce fut le dernier parti qu'on suivit ; et on ne le fit pas malhabilement.

Cependant on ne perdait point de temps en Angleterre ; l'émigration fut restreinte. On ne pouvait s'embarquer sans un permis de la commission spéciale ; et elle n'en accordait qu'aux personnes de rang inférieur, aux domestiques et aux ouvriers (*serving men*, aux gens de service) ; et elle requérait avant le départ les serments de suprématie et d'allégeance.

Hazard. Bancroft.

Il semblait que la colonie puritaine était à la veille d'une complète déconfiture ; c'était le bon moment pour lui porter les derniers coups et recueillir sa succession : c'est ce qu'essaya le grand conseil de Plymouth. Il n'avait plus de terrains à concéder : il avait tout octroyé depuis la Penobscot jusqu'à Long-Island. Cependant tous les nobles sociétaires qui composaient le grand conseil auraient bien voulu posséder de larges seigneuries sur cette côte de l'Amérique. Comment faire pour consommer une telle usurpation ?—Dans la situation périlleuse où se trouvait la Nouvelle-Angleterre, la chose parut facile. Les sociétaires se partagèrent au sort les territoires depuis l'Acadie à l'Hudson, puis résignèrent leur patente sans valeur entre les mains du roi, avec réserve, cependant, de leurs droits, comme particuliers, à la propriété du sol.

V. Hutchinson. Hazard. Grahame. Bancroft.

Subtile ou grossière, cette fourbe parut réussir. La cour du Banc du roi lança un *a quo warranto* contre la compagnie du Massachusetts. Quelques membres de cette société, résidant en Angleterre, comparurent et furent individuellement condamnés. Mais l'affaire n'alla pas plus loin pour l'instant, le principal moteur de toutes ces tortueuses hostilités, John Mason, étant venu à mourir (décembre 1635). Aut. cit.

Délivrée de cet ennui, la Nouvelle-Angleterre reprenait sa marche progressive, parce que, de l'autre côté de l'Atlantique, la situation ne changeait pas pour les non-conformistes. La Chambre étoilée censurait, emprisonnait des multitudes de ministres. Le pilori était sans cesse occupé, — le pilori, où le bourreau mutilait, où le patient, parfois, agonisait dans l'excès des souffrances. On fouettait au pilori, on coupait les oreilles au pilori, on marquait avec un fer rouge au pilori. Mais les amendes, la prison, le pilori, l'échafaud, ce sont les degrés par où la liberté monte à son Capitole. Bancroft.

Pour échapper à ces tortures, les non-conformistes émigraient tant qu'ils pouvaient; seulement ils ne le pouvaient pas toujours. Il y avait plus d'un obstacle à vaincre pour arriver à s'em-

barquer, et, une fois embarqués, on n'étaitpas
Hutchinson. Hazard. encore en route. Ainsi, en mai 1638, une escadre de huit navires, chargés d'émigrants pour l'Amérique, appareillait dans la Tamise. Tout à coup survint un ordre du conseil privé qui défendait le départ. Il fallut qu'une pétition des armateurs et des passagers vînt changer l'humeur du versatile Charles Ier; alors on put mettre à la voile.

Cromwell et Hampden, disent de nombreuses et sérieuses autorités, avaient pris passage à bord de ce convoi pour se rendre en Amérique. Dans le retard occasionné par l'ordre du conseil privé, ils auraient changé d'avis; et la mauvaise fortune de Charles Ier aurait ainsi retenu en Angleterre celui qui devait lui faire couper la tête. Mais Bancroft ne veut pas admettre cette histoire. « Si ces deux hommes, d'une si vigoureuse énergie, avaient voulu émigrer, ce n'est pas, dit-il, un ordre de Charles Ier qui les en eût empêchés, d'autant que la flotte partait quelques jours plus tard. »

Cette argumentation n'est pas sans valeur, mais on pourrait répondre : que les événements se pressaient assez, alors, pour amener, d'un jour à l'autre, à résipiscence deux ambitieux comme

Hampden et Cromwell ; et, qu'une année plus tard (1639), on en vit revenir de plus loin que la Tamise, qu'on en vit quitter leur refuge d'Amérique pour se trouver sur le théâtre des événements quand serait venue enfin la révolution qui s'avançait à grands pas.

Pour conjurer cette révolution, ce débordement de toutes les passions que l'on craignait à la cour de Charles I[er], on se résolut encore à laisser s'écouler en Amérique le mauvais flot dont on était menacé ; et vingt navires débarquèrent, dans le courant de 1638, trois mille émigrants dans la Nouvelle-Angleterre. Mais, en leur permettant de quitter le vieux monde, il fallait les maîtriser en Amérique ; autrement on n'eût gagné qu'un débarras. La politique voulait mieux que cela. Ordonner, d'ailleurs, ne présentait aucune anomalie : n'avait-on pas un *a quo warranto* resté en suspens ? il suffisait de le faire aboutir à ses fins légales, Par cette mesure, la charte serait annulée et la direction du Massachusetts tomberait dans les mains du roi.

En conséquence, le conseil privé écrivit à Winthrop pour lui demander le renvoi de la patente (avril 1638). Les colons ne se découragèrent point à cette injonction; ils répondirent

qu'avant de passer condamnation, il fallait au moins qu'il y eût jugement. Puis ils se défendaient de rendre leur titre, en disant « que cette révocation était un manque de foi, gros de maux pour eux et leurs voisins; que les plantations hollandaises et françaises se trouveraient fortifiées de la faiblesse qu'on voulait leur imposer; que ce serait décourager ceux qui voudraient à l'avenir tenter les entreprises coloniales; qu'enfin, s'ils obtempéraient aux ordres donnés, ils se croiraient rejetés de la protection du roi; qu'alors, libres d'allégeance et de sujétion, ils seraient obligés de se confédérer sous un nouveau gouvernement, dangereux exemple pour les autres plantations, en même temps périlleux pour eux-mêmes; qu'en conséquence de ces considérations, ils priaient la clémence royale d'oublier cette exigence. »

La colonie puritaine suivait la résolution prise de tirer l'affaire en longueur; cette politique lui réussit à merveille. Avant que la réponse ci-dessus fût parvenue au gouvernement anglais, Charles Ier était entré dans la voie désastreuse qui le conduisit à l'échafaud. L'Écosse était soulevée; l'Angleterre en rumeurs. Ce n'était plus de l'opposition américaine qu'il s'agissait quand

le trône lui-même chancelait sur sa base.

La révolution éclatant dans la Vieille Angleterre, ce fut une ère de paix qui s'ouvrit pour la Nouvelle. Il est vrai que le puritanisme, triomphant dans la Grande-Bretagne, l'émigration s'arrêta; mais, en 1640, elle avait fourni 21,200 colons. Cinquante villes ou villages avaient été fondés, où les maisons bien bâties remplaçaient, comme par miracle, huttes et cabanes. De trente à quarante Eglises édifiées répondaient au reproche d'impiété lancé par les évêques anglicans contre les puritains émigrés; tandis que les écoles, le collége de Harvard, fondé à Cambridge en 1638, la presse à l'œuvre dès 1639, indiquaient suffisamment qu'on regardait, dans cette partie de l'Amérique, l'instruction comme un moyen de progrès.

V. Coll. hist. du Mass. Hutchinson. Robertson. Grahame, etc.

Dans les six ou sept premières années on n'avait fait de trafic qu'avec les Indiens; les constructions avaient absorbé tout le temps et toute l'activité. Mais l'industrie agricole, servie par 15,000 bestiaux, produisit bientôt plus qu'on ne consommait. On exporta alors le superflu dans les Antilles d'où l'on rapporta des métaux qui, joints aux fourrures des Indiens, payèrent les produits des manufactures anglaises. Cela occasionna des

Hutchinson. Aut. cit.

voyages et, avec la pêche, créa un commencement de marine pour laquelle on entreprit, avec succès, la construction des navires. Le bois abondait; on l'exporta même en planches, en jantes, en douves, en bardeaux.

Tous ces détails ne sont-ils pas la condamnation de la conduite du gouvernement anglais envers les puritains et l'apologie la plus splendide que l'on puisse faire de ces rigides sectaires? Et doit-on s'étonner qu'un de leurs contemporains ait dit de la Nouvelle-Angleterre que c'était la merveille du monde? — Un siècle plus tard on
Hutchinson. appelait cette époque de 1640 l'*ætas aurea* (l'âge d'or), où florissaient la religion et toutes les vertus.

Leur activité, leur frugalité, leur économie, sont certainement des vertus qu'on ne saurait trop louer; mais plus excellentes encore les trouvera-t-on, si on songe qu'elles gardaient alors dans leurs cœurs, pur de toute considération, l'amour de l'indépendance.

A peine sont-ils débarqués, qu'ils ne veulent plus ni protecteurs, ni directeurs, ni maîtres étrangers. A peine sont-ils installés, sans fortifications ni marine, quelques milliers seulement, qu'ils s'opposent aux prétentions du gouverne-

ment anglais; ils ne sont pas loin de lui résister par la force. Dans le Long-Parlement ils avaient de nombreux amis; c'était leur parti qui triomphait en Angleterre. Ces amis les sollicitèrent de demander des franchises, des prérogatives. Voici leur réponse : « Après nous être consultés, nous déclinons ces propositions, par cette considération, que si nous nous mettons sous la protection du Parlement, il nous faudra subir les lois qu'il voudra nous imposer, ce qui pourrait nous être très-préjudiciable. » Winthrop dans Bancroft.

Même refus, quoique moins franc, de la part des ministres, quand l'assemblée des théologiens de Westminster invita les Eglises coloniales à leur envoyer des députés. Hutchinson.

On se départit cependant de cette rigidité pour l'obtention de franchises commerciales. Trois agents coloniaux, envoyés pour cet objet en Angleterre, furent favorablement accueillis, et la Chambre des Communes reconnut publiquement (10 mars 1643) que les plantations de la Nouvelle-Angleterre avaient acquis leur prospérité par la bénédiction du Très-Haut, sans aucune charge pour la mère-patrie, et que leurs importations et exportations seraient libres de taxes jusqu'à ce que la Chambre en ordonnât autrement. Hutchinson. Hazard. Chalmers. Bancroft.

La Nouvelle-Angleterre fut reconnaissante, il est vrai, de la faveur qu'on lui faisait; mais elle regarda cependant cette déclaration du Parlement, moins comme un acte de suzeraineté envers un sujet bien-aimé, que comme une avance d'amitié de la part d'une sœur aînée à une sœur plus jeune, de la part d'une nation puissante à une autre qui ne peut tarder à le devenir.

Bancroft.

Ce fut dans ces sentiments et dans la croyance, peut-être raisonnable, qu'ils étaient partagés de l'autre côté de l'Atlantique, que les colons de la Nouvelle-Angleterre se hasardèrent à une mesure qui, en d'autre temps, n'eût pas, comme alors, passé à peu près inaperçue. Ce n'était rien moins qu'un acte de souveraineté préparant leur indépendance.

Sous le coup d'une nouvelle conspiration d'indigènes, de la peur qu'inspiraient les Français à mesure qu'ils prenaient plus d'extension sur le Saint-Laurent, sous la menace des invasions hollandaises, les quatre colonies du Massachusetts, de Plymouth, du Connecticut et de New-Haven se formèrent en confédération (mai 1643).

Dès après la guerre des Pequods, l'idée avait surgi à Boston, dans un synode où se trouvaient les magistrats et les anciens du Connecticut

(1637); mais le temps manqua. Il aurait fallu mander des agents de New-Plymouth; l'affaire fut remise. L'année suivante (1638) elle fut reprise, en effet; mais le Connecticut, offusqué de la prééminence que s'arrogeait le Massachusetts, insista pour que chaque État pût opposer son *veto* à toute décision des députés de l'assemblée fédérative. « Par ainsi, répondit le Massachusetts, toutes les délibérations peuvent n'aboutir à rien. » Et l'association ne fut point encore conclue; « mais tous les ans le Connecticut envoyait des agents à Boston pour mener cette union à bonne fin. » (1639-1643.) Hutchinson. Trumbull. Bancroft.

Cependant les Français s'avançaient de plus en plus vers l'ouest (la fondation de Montreal se date de 1640); les Hollandais avaient attaqué et incendié quelques établissements de New Haven (1641-1642); les indigènes, munis d'armes à feu par les Hollandais, excités par les Narragansetts, complotaient de nouveau la destruction des Anglais (1642); — la peur précipita ce que n'avait pu amener la bonne politique. En 1643, le Massachusetts, Plymouth, le Connecticut et New-Haven se confédérèrent sous l'appellation de : *Les colonies unies de la Nouvelle-Angleterre.* Aut. cit.

V. Hutchinson. Trumbull. Hazard, etc.

Voici la substance de leur contrat d'union :

Chaque colonie retenait sa juridiction distincte et séparée; deux colonies ne pouvaient se réunir sous une seule et même juridiction sans le consentement des autres ; et il fallait le même consentement pour qu'une autre colonie entrât dans la confédération.

Dans toute guerre offensive ou défensive, chaque colonie serait taxée en proportion du nombre de ses habitants mâles de seize à soixante ans.

Sur l'avis d'une invasion, le Massachusetts devait envoyer cent hommes et chacune des trois autres colonies, quarante-cinq.

L'assemblée fédérative, à deux commissaires par colonie, était fixée annuellement au premier lundi de septembre. Les réunions devaient avoir lieu successivement à Boston, à Hartford, à New-Haven et à New-Plymouth ; seulement il y en aurait toujours deux de suite à Boston.

Les commissaires étaient investis du pouvoir de légiférer au civil et au général, de faire la paix et la guerre, de régler la conduite des habitants envers les indigènes, de juger les cas d'extradition, de résoudre les contestes des colonies, de déterminer les levées et taxes pour la défense commune, etc., etc.

Cet acte d'union ne fut signé à l'époque de son adoption (19 mai 1643) que par les délégués du Massachusetts, du Connecticut et de New-Haven, ceux de New-Plymouth ayant bien le pouvoir de traiter, non de conclure. Mais au meeting de septembre (même année), ils remplirent cette formalité.

A cette époque, Rhode-Island demanda d'être admis dans la confédération, il ne réussit pas mieux que Providence dans cette démarche. Les quatre Colonies-Unies, plus ou moins calvinistes, avaient une trop profonde horreur de l'esprit indépendant des disciples de Roger Williams. Annexez-vous à Plymouth, leur fut-il proposé; vous serez ainsi dans la confédération. — C'était une abdication qu'on exigeait de ces plantations; l'affaire en resta là.

V. Hazard. Bancroft.

Le New-Hampshire, qui s'était de lui-même résigné à l'humiliante mesure de l'annexation, n'avait rien à réclamer. Agitée de troubles, tiraillée par l'intérêt et les vanités personnelles, la petite population des bords de la Piscataqua s'était spontanément réunie au Massachusetts, le 14 avril 1641.

Belknap. Barstow.

Le Maine « courait une carrière différente des puritains; le vieux Ferdinand Gorges, royaliste

Bancroft.

et anglican, essayait de transporter la Vieille-Angleterre dans la Nouvelle; les républiques calvinistes ne pouvaient songer à introduire de tels éléments dans leur confédération.

L'esprit d'exclusion, le penchant à l'excommunication obscurcissait le sens politique des hommes d'État qui avaient élaboré le pacte fédératif. Le Maine, Rhode-Island et Providence étaient faibles; mais c'est avec de faibles fils, tissus ensemble, qu'on fait un réseau indestructible. Il est cependant à croire que le bigotisme eût laissé un peu la porte ouverte au bon sens, au calcul exact et pratique, si le danger eût pressé ou que l'intérêt eût été grand et évident; car, quand le New-Hampshire vint se donner au Massachusetts, la cour générale adopta la résolution que, comme les rives de la Piscataqua n'étaient pas peuplées par des puritains, ni les *freemen* ni les députés de cette plantation n'avaient besoin d'être membres d'une Église.

Oui, l'intérêt, et le temps surtout, ce grand mutateur de toutes choses, modifieront les vertus trop farouches de ces haineux dévots. Leurs principes, d'ailleurs, ne sont-ils pas la Liberté et l'Égalité? Il leur faudra tôt ou tard en subir la logique et sacrifier à la tolérance.

Nonobstant tout cela, les régulateurs de la confédération de 1643 firent preuve d'une connaissance profonde de la science politique; car, étudié avec soin, leur contrat d'union se révèle comme le plan primitif, l'idée primordiale de la constitution des Etats-Unis. On y voit que la fédération des Etats, avec réserve de l'indépendance et des droits d'Etat, la base fondamentale de l'union américaine, ne date pas de la révolution de 1775, mais que dès lors cette doctrine avait près d'un siècle et demi d'existence.

FIN DU QUATRIÈME LIVRE.

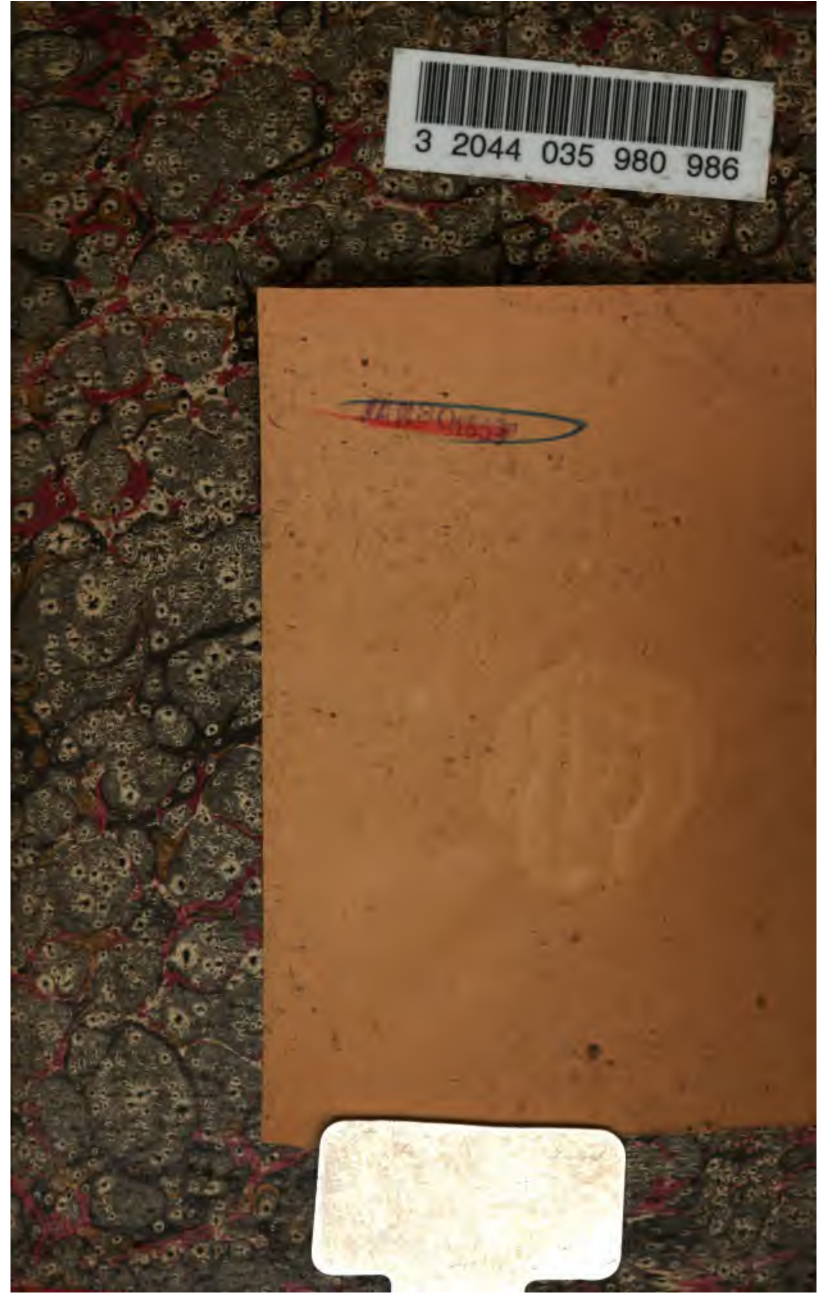
TABLE

DU QUATRIÈME VOLUME.

LIVRE IV. — PÈLERINS ET PURITAINS. — LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Paris. — Imprimerie Walder, rue Bonaparte, 44.




3 2044 035 980 986

